



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13287 - 6 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 18-LUNDI 19 OCTOBRE 1987

Imbroglia à l'UNESCO

Organisation d'intellectuels, donc habituée à des transitions se déroulant au milieu de débats passionnés, l'UNESCO, depuis sa fondation, en 1945, n'avait toutefois jamais connu d'élection directoriale aussi tumultueuse que celle annoncée le 7 octobre à Paris.

Le cinquième et dernier tour du scrutin secret, au sein du conseil exécutif, instance supérieure de l'UNESCO, prévu pour le samedi 17 octobre en fin d'après-midi, ne mettra de toute façon pas un point final au « feuilleton », puisque la conférence générale regroupant les vingt-cinq États membres devra, avant le 14 novembre, avaliser le choix du conseil.

Or aucun consensus, sur aucun nom, ne s'est dessiné, alors que pour les deux précédentes élections, en 1974 et en 1980, l'actuel directeur sortant, M. Amadou Mahtar Mbow, avait été élu à l'unanimité moins une voix (celle du Niger) en 1980. Nul doute que le revirement de l'ancien ministre sénégalais de la culture, qui l'a finalement conduit, après avoir annoncé qu'il ne se représenterait pas, à briser un troisième mandat, avec le seul soutien d'une partie du groupe afro-arabe, n'a pas peu fait pour conduire au blocage.

Après finalement avoir bien résisté à l'offensive américaine britannique concernant la gestion et la vision de l'UNESCO, et visant à la contraindre à démissionner, M. Mbow aurait pu, à soixante-trois ans, se retirer dans la dignité et le calme, comme le souhaitaient même certains de ses amis : il a préféré « défer » une dernière fois les États-Unis et leurs alliés.

Les Occidentaux sont toutefois largement responsables des complications présentes. Après avoir vertement critiqué M. Mbow depuis 1984, ils n'ont pas mis à profit les trois années écoulées pour préparer sa succession. Mieux, alors qu'ils reprochaient au directeur sortant ses « amitiés » avec des gouvernements dictatoriaux, ils ont finalement choisi « l'extrême » de soutenir, en la personne de M. Yasoub-Khan, un général-ministre du régime rien moins que démocratique d'Afghanistan.

C'est peu dire que la France, « membre de l'UNESCO », vers laquelle regardaient de nombreux pays, notamment du Sud, avant d'ajuster leur position, a déçu tout le monde : les Asiatiques, parce qu'elle a lâché le candidat pakistanais après avoir fait campagne pour lui jusqu'en Afrique noire ; les Africains, parce qu'elle ne s'est finalement ralliée que de mauvais gré à M. Mbow ; les Arabes, parce que certains d'entre eux avaient pensé à l'ancien ministre français Michel Jobert, dont ni l'Élysée ni Matignon n'ont voulu ; les Occidentaux et les Sud-Américains, enfin, parce que Paris a refusé, durant les quatre premiers tours, de voter pour celui qu'ils ont fini par choisir : le savant espagnol Federico Mayor.

Seuls les pays de l'Est ont, jusqu'à présent, assez bien tiré leur épingle du jeu, refusant de se prononcer pour M. Mbow ou pour un de ses principaux concurrents et prévoyant un « candidat de consensus » tout en répétant qu'il faudra bien un jour que les nations communistes voient un des leurs accéder à la tête d'une grande organisation du système des Nations unies.

Ce qui est sûr pour le moment, c'est que cette élection laissera longtemps derrière elle de douloureuses cicatrices diplomatiques.

(Lire nos informations page 3.)

L'attaque d'un pétrolier sous pavillon américain

M. Reagan n'exclut pas des représailles contre l'Iran

Le gouvernement américain a condamné l'acte révolutionnaire d'agression commis par l'Iran, à la suite du tir d'un missile, le vendredi 16 octobre, contre l'un des onze pétroliers koweïtiens réimmatriculés aux États-Unis et battant pavillon américain, que l'US Navy escorte depuis juillet dernier dans les eaux internationales du Golfe. M. Reagan n'a pas écarté l'éventualité de représailles contre l'Iran, refusant toutefois de donner la moindre indication sur les diverses « options » étudiées par Washington.

Est-ce le calme avant la tempête ou le prélude à l'abandon de riposte ? Vingt-quatre heures après qu'un missile - supposé par les Américains être un Silkworm iranien - eut touché un pétrolier sous pavillon des États-Unis dans les eaux koweïtiennes, blessant seize personnes au moins, dont un Américain - le capitaine, - Washington était toujours plongé, le samedi 17 octobre au matin, dans la réflexion quant à la réponse à apporter à cette attaque.

Le président Ronald Reagan n'a pas écarté la possibilité de représailles, refusant de révéler le moindre indice sur les « options » envisagées par son gouvernement. « Je pense que vous êtes peut-être en train de faire des conclusions hâtives », a-t-il toutefois répondu à un journaliste qui lui demandait s'il était pensable que les États-Unis laissent l'Iran « s'en sortir » sans représailles après l'attaque de vendredi matin contre le Sea Isle City.

Le secrétaire d'État George Shultz a fait preuve, de son côté, en arrivant en Israël, d'une grande prudence, estimant - comme il l'avait déjà fait lors de l'attaque, jeudi, contre un pétrolier américain sous pavillon libérien dans les eaux koweïtiennes - qu'il s'agissait au premier chef d'une attaque contre le Koweït, si « préoccupante » qu'elle puisse être.

(Lire la suite page 4.)

Un entretien avec le chef spirituel du Tibet

Les tourments du dalaï-lama

MANALI (nord de l'Inde) de notre envoyé spécial

Apparemment, les récents événements de Lhassa n'ont guère modifié les activités du dalaï-lama. Comme il s'y était engagé de longue date, le chef spirituel et temporel du Tibet, en exil depuis la révolte anti-chinoise de 1959, donne jusqu'au 21 octobre un enseignement philosophique et religieux à Manali, dans une vallée reculée des contreforts himalayens, dans le nord-ouest de l'Inde. Sur l'esplanade de l'un des deux monastères bouddhistes de la localité, quelque trois mille fidèles des hauts lieux environnants et des camps de réfugiés tibétains des alentours viennent quotidiennement l'écouter.

C'est dans un bungalow rustique, au milieu d'une clairière où allait autrefois se reposer Jawaharlal Nehru que le dalaï-lama nous a accordé un long entretien.

A une centaine de kilomètres à vol d'oiseau du Tibet, dans cette vallée de Kulu appelée aussi la vallée des Dieux, les propos du souverain en exil sont toujours aussi affables. Mais en raison des circonstances, ils n'ont, peut-être, jamais été aussi clairement politiques.

« Ce n'est pas la première fois que pareils événements se produisent au Tibet », a-t-il d'emblée précisé la première fois que, en raison de la présence de touristes étrangers sur place, des incidents ont immédiatement été connus et répercutés. Prises de vitesse, les autorités chinoises n'ont pas pu faire l'impasse et ont dû, elles-mêmes reconnaître que des troubles avaient éclaté à Lhassa. D'abord, elles ont donné l'impression d'être désemparées, de ne pas savoir comment réagir, comme si elles attendaient des ordres. Ensuite, cela s'est passé comme à l'ordinaire : la brutalité policière contre des manifestants sans armes. Ce sont des choses qui sont arrivées souvent au cours des deux précédentes décennies, mais dans l'indifférence générale, faute de témoins étrangers directs.

« Mais pourquoi une réaction aussi vive en ce moment ? »

« C'est la manière chinoise. J'ai l'impression qu'ils ont parfois mauvaise conscience. Ils se sont forgé une idée du Tibet et à force de répéter depuis des années qu'ils sont venus en libérateurs, ils se sont laissés prendre à leur propre propagande. Si bien qu'à l'instant où des incidents éclatent à l'improviste, ils sont déconcertés et refusent d'en reconnaître les causes réelles.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE BUHREL. (Lire la suite page 2.)

La V^e à travers les livres

Les avatars de la République

par André Laurens

Dans un pays qui use si vite ses constitutions, la V^e République, bientôt âgée de trente ans, déçoit, après la Troisième, un record de longévité. Pour peu que l'on se penche sur son passé, on constate que son exceptionnelle durée recouvre bien des changements et des ruptures et une étonnante plasticité, dont on peut encore attendre beaucoup. Signes de vitalité, sans doute : la V^e République n'a que l'âge de ses artères, et celles-ci ne sont pas sclérosées.

En racontant la Politique en France sous la V^e République, Hugues Portelli retrace l'histoire de ces trois décennies en allant bien au-delà de la physiologie des institutions, de la chronologie événementielle et du « micro-

cosme », suivant l'expression d'un homme politique dont le cheminement personnel s'inscrit parfaitement dans l'esprit de la V^e, et qui est l'un des personnages-clés du Nouveau Président, que décrit, de leur côté, Jérôme Jaffré et Olivier Duhamel.

Pour souligner l'intérêt du travail de synthèse d'Hugues Portelli, il suffirait de montrer les vertus explicatives, pédagogiques, souvent, d'un découpage qui permet de décrire les grands traits de « la République charismatique », celle de De Gaulle, les évolutions de « la République conservatrice », celle de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, et les problèmes de « la République face aux partis », celle de François Mitterrand et des deux alternances.

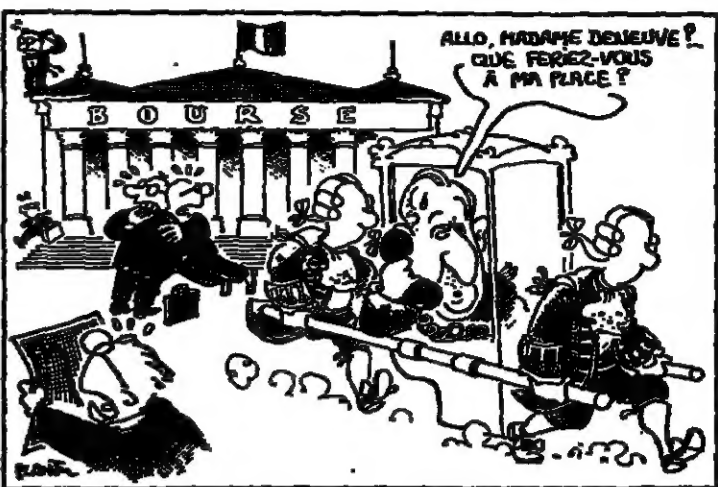
(Lire la suite page 6.)

La chute record de la Bourse de New-York

- Déclarations apaisantes des autorités monétaires
- Crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt

Avec une chute record du Dow Jones, le vendredi 16 octobre, Wall Street vient de vivre la semaine la plus noire depuis 1929. Les opérateurs restent plus sensibles aux mauvais résultats de la balance commerciale qu'aux indices plus rassurants de production industrielle, de consommation, et aux profits des entreprises au troisième trimestre. Ils redoutent une nouvelle hausse du loyer de l'argent. Après la Chemical Bank, la Marine Midland a augmenté son taux de base. Pour défendre sa monnaie, la Belgique a relevé ses taux directeurs, le Japon s'apprête à faire de même. A Washington, les autorités monétaires se veulent apaisantes. A Paris, où l'on assistait à une reprise technique de la Bourse, M. Chirac et Balladur cherchent également à rassurer les épargnants.

(Lire page 13, l'article d'ERIK IZRAELEWICZ et nos informations pages 14 et 15.)



M. Mitterrand en RFA

La première visite d'Etat du président de la République. PAGE 3

Un fils à Action directe

L'itinéraire de Renaud Laigle raconté par son père. PAGE 7

Les « archives de guerre » de l'ONU

Bataille diplomatique autour d'une boîte de Pandore. PAGE 3

Le coup d'Etat au Burkina

Quand Thomas Sankara parlait de Blaise Compaoré... PAGE 16

M. Chirac en Provence-Côte d'Azur

Unitaire pour deux. PAGE 5

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang invité dimanche à 18 h 15.

LE MONDE DU VIN

PAGE 7

Le sommaire complet se trouve page 16

YVES SIMON

«Provisoirement, et pour toute la vie.»

Le voyageur magnifique

ROMAN

GRASSET

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 2 000 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 72,70 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 13,70 cr. ; Suisse, 1,80 s. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الاجل

Etranger

SRI-LANKA : la bataille dans le nord

Les étranges chiffres d'une guerre à huis clos

COLOMBO
de notre envoyé spécial

Le phénomène n'est pas propre au conflit sri-lankais. Dans toute guerre, dès lors que la quasi-totalité des informations est transmise à la presse par une seule des deux parties belligères, un problème de crédibilité, tôt ou tard, se pose.

Depuis une semaine, près de sept mille soldats indiens, utilisant des armes lourdes, ont entrepris d'écraser la rébellion des Tigres tamouls dans la péninsule de Jaffna, un territoire de 2 580 kilomètres carrés où vit une population d'environ un million d'habitants. Les affrontements se déroulent à huis clos : toute la région est hermétiquement bouclée par la force de « paix » indienne, aucun moyen de transport (avion, hélicoptère, train, voiture) n'est utilisable pour s'y rendre, les communications sont interrompues, et la presse est, de facto, mise sous séquestre dans la capitale.

Chaque jour, à 17 heures, la réclamation d'un porte-parole de l'ambassade de l'Inde à Colombo tient un briefing de presse et, pendant trois quarts d'heure, l'Inde donne « sa » version de « sa » guerre, sans toutefois dissimuler les difficultés rencontrées par son armée. Depuis vendredi soir 15 octobre, la confiance entre ce porte-parole et les quelques cinquante correspondants étrangers présents dans la capitale sri-lankaise est sérieusement ébranlée et les questions deviennent acerbées.

Cela ne tient évidemment pas à la personnalité de M^{me} Laxmi Puri, dont la compétence et le sourire sont avérés, mais... aux chiffres. Ces fameux chiffres qui comptabilisent froidement les morts, les blessés, les disparus et les réfugiés, et qui, quotidiennement, franchissent des records.

Étrange conflit, étrange armée indienne aussi, qui, notamment depuis l'assaut lancé, en 1984, contre le Temple d'or d'Amrutar (sanctuaire sikh du Punjab), n'a pas précisément la réputation de faire la guerre en dentelle, et qui, cette fois, avec maestria, épinglerait la population. Aucune victime civile n'a, à ce jour, été portée à la connaissance des autorités indiennes. Dans les rangs des combattants, en revanche, c'est « opération de police » devient une hécatombe : 80 morts parmi les soldats indiens, plus 17 « manquants », dont le sort paraît scellé (les Tigres tamouls ont revendiqué leur capture) et 282 blessés dans le camp des militants séparatistes, le total des victimes atteindrait 500 morts.

Exemple : dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 octobre, de violents affrontements se sont poursuivis à Urumpirai, localité située au nord de Jaffna-Ville. Bilan : 111 morts parmi les Tigres tamouls, 14 soldats indiens blessés. Pas de blessés chez les Tigres, pas de prisonniers... Autre exemple : des témoignages rapportent que mardi et mercredi derniers, des appareils ont survolé Jaffna et ont bombardé ou mitraillé (ce point n'est pas clairement établi) certains positions. L'ambas-

sade indienne a reconnu la matérialité des faits, mais assure qu'il ne s'agit pas d'avions indiens. New-Delhi s'étant refusé à cet appui, pour éviter justement les pertes civiles. Comme l'escadron des Tigres tamouls n'existe pas et que l'armée sri-lankaise est tenue à l'écart des combats, force est de constater qu'il s'agit d'ovnis (objets volants non identifiés)... Les militaires indiens poursuivent, à ce sujet, une « enquête ».

La famine dans Jaffna assiégée ?

De même, la polémique des « corps »... Il y a quelques jours, le bilan était de 163 morts parmi les rebelles. Dans ce total, les militaires indiens n'avaient identifié que 13 corps de membres du LTTE (Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul), ce qui peut se comprendre : les Tigres ont pour habitude de se battre en civil. Vient l'incident d'Urumpirai : 111 morts, tous Tigres. Bizarre...

L'ambassade indienne a reconnu vendredi qu'un problème de famine pourrait se poser rapidement (en fait, il semble qu'il se pose déjà) dans la ville de Jaffna, désormais assiégée. L'armée pourrait « envisager » de parachuter des vivres aux abords immédiats, voire au-dessus de la cité. Il se confirme, d'autre part, officiellement, que la pénurie de médicaments a atteint un seuil critique. La Croix-Rouge sri-lankaise « devait » être autorisée à se rendre à Jaffna, dans la nuit de vendredi à samedi.

L'ironie domine maintenant dans les déclarations de diplomates indiens à propos des multiples messages qu'ils ont envoyés depuis plusieurs jours à M. Velupillai Prabhakaran, le chef des Tigres tamouls, aux autorités de New-Delhi. Le dernier en date remonte à jeudi et a été transmis par l'antenne de la Croix-Rouge indienne de Jaffna. Il est adressé, selon le porte-parole indien, à « toute personne concernée » et se termine par ces mots : « Nous voulons un cessez-le-feu immédiat ». Nulle part, précise-t-on de même source, il n'est fait mention des exigences indiennes (la reddition sans conditions, l'acceptation de l'accord de paix). Parallèlement, à Madras, des informations convergentes font état, sinon de négociations, du moins de « contacts » entre les représentants du LTTE et New-Delhi, par l'intermédiaire des autorités du Tamil Nadu.

Objectif : arrêter dans un premier temps l'hémorragie des victimes. Quand à l'envoi d'observateurs à Jaffna (les Tigres auraient réclamé la présence de la presse étrangère et d'Amnesty International), des « raisons opérationnelles » retardent encore ce projet. Quant aux informations — non confirmées mais persistantes — relatives aux « bavures » commises par l'armée au sein de la population civile, il s'agit de « désinformation et de propagande ».

LAURENT ZECCHINI.

Un entretien avec le dalaï-lama

(Suite de la première page.)

Parce que, en dépit de certains changements officiels, positifs en surface, ces dernières années, le mal demeure sérieux et le ressentiment profond dans l'esprit des gens. Ces manifestations ne sont qu'un syndrome de la maladie qui dure, elle, depuis plus de trente ans, depuis 1950, quand la tragédie de l'invasion a eu lieu. Il est donc compréhensible qu'à un certain moment, la colère populaire éclate. La réaction a été brutale, mais au vu et au su du monde.

Cela est important car, si j'admire le courage des Tibétains qui sont descendus dans la rue exprimer leurs sentiments réels, il faut aussi que le monde le sache. Que l'opinion prenne conscience que le Tibet vit sous un régime d'occupation coloniale et que les Tibétains en ont assez d'être victimes de la colonisation. Si la situation est telle que la décrivent les Chinois, c'est-à-dire que la majorité des Tibétains sont tellement heureux, alors, pourquoi continuent-ils de me faire confiance quand je dis le contraire ? La plupart des Chinois pensent que le Tibet était pauvre, arriéré, sombre et cruel, barbare. S'ils ont tellement fait pour le Tibet, comme ils le prétendent, comment expliquer ces réactions des Tibétains à leur égard, et pourquoi continuent-ils de réclamer si ardemment leur indépendance ?

Pékin affirme que vos propos, lors de votre récent voyage aux États-Unis, ont influencé sinon provoqué les événements...

— A mon avis, cela n'a pas grand-chose à voir. Avec l'amélioration des communications, les Tibétains ont eu connaissance de ce déplacement et se sont peut-être dit qu'ils pourraient, eux aussi, faire entendre leur voix. Sur place, la situation devient préoccupante, notamment avec le transfert de population et la colonisation chinoise des hautes terres tibétaines. Si ce mouvement de sinisation n'est pas stoppé, les Tibétains se retrouveront très bientôt minoritaires chez eux, submergés par la masse des colons chinois. C'est un grave danger pour nous, pour notre culture et notre héritage ancestral, et les Tibétains en sont conscients. En quelque sorte, c'est la solution finale de la question tibétaine à la manière chinoise.

— La « solution finale » ?

— Oui, absolument. Si l'opinion internationale est convaincue que ce sera la fin, l'indépendance du peuple tibétain et de sa civilisation.

— C'est pour tenter d'alerter l'opinion que vous venez de proposer un plan en cinq points pour une solution pacifique de la question tibétaine ?

— Ces cinq points ne sont pas nouveaux. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler à différentes reprises, mais c'est effectivement la première fois qu'ils se trouvent ainsi regroupés pour servir éventuellement d'amorce à une discussion. Ces propositions sont les suivantes : 1) La transformation de l'ensemble du Tibet en une zone de paix ; 2) L'abandon de la politique



entre les peuples tibétain et chinois.

— Après les derniers événements de Lhasa, pensez-vous toujours pouvoir parvenir à un règlement pacifique avec les autorités chinoises ?

— Je le crois. Laissons passer un peu de temps. Ces propos visent le long terme. Je pense que pour l'instant les Chinois en ont pardessus la tête, des Tibétains. Mieux vaut les laisser reprendre tranquillement leurs esprits. Il faut songer à l'avenir et voir à plus long échelle. Ces cinq points sont importants non seulement pour le Tibet, mais aussi pour les pays voisins. Pour créer un climat de compréhension, il faut que chacun y mette du sien, ce qui permettrait d'instaurer la confiance. Tant qu'il y aura des armes et des soldats chinois au-dessus de la tête des Tibétains, rien ne sera possible. Ensuite, une amélioration au Tibet faciliterait les relations entre l'Inde et la Chine.

— Votre plan est-il négociable ?

— Tout est négociable. Le problème, c'est que, dès que nous nous approchons des Chinois pour exprimer nos vues et nos griefs, ils le prennent comme une attaque antichinoise et se placent aussitôt sur la défensive. Si bien que le point de vue tibétain n'entre pas dans l'esprit chinois. C'est pourquoi je le dis devant tout le monde. Pour que le reste du monde s'en fasse l'écho et sache ce qu'il en est.

— Pensez-vous que les incidents de Lhasa précéderont le prochain

congrès du Parti communiste chinois ?

— Probablement pas. Les dirigeants chinois ont leurs propres problèmes avec des luttes d'influence entre divers courants.

— Êtes-vous jusqu'à Pékin pour rencontrer M. Deng Xiaoping s'il y avait la moindre possibilité de discussion ?

— Sans aucun doute, si cela sert à quelque chose. Mais je ne pense pas que ce soit le moment.

— Avez-vous encore des contacts avec Pékin ?

— Bien sûr. Actuellement, mon deuxième frère aîné s'y trouve pour ses affaires privées. C'est un contact normal d'ailleurs.

— Comment ressentez-vous les critiques « que vous » adressez les responsables chinois ?

— Ça ne me fait ni chaud ni froid. C'est bien pour eux d'avoir trouvé un bon émissaire. Ce qui me préoccupe bien davantage, c'est le sort des Tibétains arrêtés et détenus à la suite des derniers incidents. Il s'agit de prisonniers politiques et non de criminels, ils doivent être traités en conséquence. La vigilance et l'attention de l'opinion publique constituent leur meilleure défense. La nouvelle vague de répression qui s'est abattue sur les Tibétains est actuellement mon principal souci. Et je reste convaincu que la non-violence est essentielle pour apporter une solution viable à la question du Tibet.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE BUIRER.

Europe

Michel Caraminot aurait regagné la France

ISTANBUL
de notre correspondant

L'ambassade de France à Ankara s'est refusée, le samedi 17 octobre, à confirmer ou à infirmer les rumeurs concordantes faisant état du départ en France de Michel Caraminot, inculpé de « propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux ».

Le guide de tourisme français, après trois mois et demi de détention, avait été mis en liberté provisoire le 5 octobre par la cour de sûreté de l'État de Diyarbakir, avec interdiction de quitter le territoire turc jusqu'à la prochaine audience du procès, prévue pour le 3 novembre. Il avait toutefois reçu son passeport à sa sortie de prison, sans que l'on sache si cette « inadvertance » était calculée ou non.

Les milieux gouvernementaux d'Ankara ne seraient pas fâchés d'une telle issue, les susceptibilités de l'appareil judiciaire rendant aléatoire un verdict d'acquiescement alors que la loi prévoit une peine de cinq à quinze ans d'emprisonnement. Les autorités seraient « soulagées » par le départ de Michel Caraminot, qui a multiplié, après sa libération, les déclarations à la presse turque, et en faveur duquel M. Chirac est intervenu.

TURQUIE

Les élections législatives auront lieu le 29 novembre

ISTANBUL
de notre correspondant

L'Assemblée nationale turque, réunie en séance plénière le 16 octobre, a décidé de reporter au 29 novembre la date des élections législatives initialement prévues pour le 1^{er} novembre. Les députés ont ainsi mis un terme à la grave crise ouverte la semaine dernière par l'annulation par la Cour constitutionnelle de l'article de la nouvelle loi électorale concernant le mode de désignation des candidats.

S'appuyant sur cette décision, les partis d'opposition avaient relancé leur action pour une modification de cette loi, qui avantage considérablement le parti gouvernemental (ANAP), majoritaire, et pour le report à l'année prochaine de la consultation.

Opposition unie

Le premier ministre, M. Turgut Ozal, était favorable à la date du 1^{er} novembre. Il avait en effet tout intérêt à la tenue rapide d'élections, pour ne pas donner à l'opposition la possibilité d'utiliser contre lui le mécontentement croissant de la population, victime de l'inflation.

MICHEL FARRÈRE.

GRÈCE

Une commission parlementaire examinera l'affaire des « écoutes téléphoniques »

Les députés du Parti socialiste (PASOK), au pouvoir, ont favorisé à la nomination d'une commission d'enquête interparlementaire chargée de déterminer si des « écoutes téléphoniques » sont effectuées illégalement en Grèce. La mise en place de cette nouvelle commission est maintenant certaine puisque toutes les formations de l'opposition avaient déjà présenté une demande en ce sens. Elle sera annoncée officiellement, le mardi 20 octobre, à l'Assemblée.

L'affaire des écoutes téléphoniques (le Monde du 15 octobre) avait été révélée par le Parti communiste et le parti de la Gauche helénique au début du mois d'octobre. Ces deux formations, qui se situent à gauche du PASOK, avaient accusé l'organisation nationale des télécommunications (OTE) d'avoir intercepté et enregistré des conversations téléphoniques entre les responsables de leurs directions. Elles avaient directement mis en cause le PDG de l'OTE, M. Théophanis Tombras, un ancien membre des services secrets. Celui-ci, chargé par le gouvernement d'une enquête, avait démenti catégoriquement ces allégations, mais aucun parti politique grec ne semblait vouloir beaucoup de crédit aux conclusions de son investigation.

YUGOSLAVIE

Manifestation de femmes au Kosovo

Belgrade (AFP). — Plusieurs milliers de femmes d'origine serbe et monténégrine habitant la province yougoslave du Kosovo ont manifesté vendredi 16 octobre dans la ville de Pristina pour protester contre des « propos insultants » tenus par un ancien haut responsable du Kosovo sur la question des viols de femmes de plus en plus fréquents dans cette région autonome.

Le responsable visé par la manifestation était M. Fadil Hoxha, ancien vice-président de la République (1978-1979), avait suggéré que le problème du viol dans la province du Kosovo, où les abus sexuels sont désormais assimilés au délit politique de nationalisme, soit réglé de manière à ce que des femmes serbes et d'autres nationalités, à l'exception de celles d'origine albanaise, soient mises à la disposition des « voleurs » dans des cafés privés.

Ces propos tenus fin novembre 1986 et révélés la semaine dernière avaient suscité de vives protestations. L'Organisation des femmes de Yougoslavie a demandé que M. Hoxha soit exclu du conseil de la Fédération, réclamant également des sanctions contre tous ceux qui avaient manqué jusqu'à ce jour de rapporter les déclarations de l'ancien dirigeant.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Vaut.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 3615 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
1. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TURQUIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays. Second class postage paid at New York, NY 10104. Second class postage paid at New York, NY 10104. Second class postage paid at New York, NY 10104.

Etranger

Le « feuillet » de l'UNESCO

A la recherche d'une sortie honorable pour M. M'bow

Alors que des centaines de journalistes et autant de fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture attendaient, dans la soirée du vendredi 16 octobre, au siège de l'UNESCO à Paris, dans l'atmosphère surchauffée d'une fin de séance, le cinquième et dernier tour de l'élection directoriale, un porte-parole du Conseil exécutif de l'Organisation a annoncé qu'un consensus avait été trouvé, sur une suggestion africaine, pour le report du scrutin à samedi 17 octobre en fin d'après-midi.

Un nouveau directeur général devait primitivement sortir de l'urne « au plus tard le 7 octobre ». Or le « feuillet » en est maintenant à son dixième jour, alors que la conférence générale de l'UNESCO, regroupant les cent cinquante-huit Etats membres (le Conseil exécutif est un collège restreint de cinquante personnes d'autant de pays) doit s'ouvrir mardi 20 octobre à Paris.

Les quatre clivages

Le nouveau défi que le conseil s'est accordé à deux objectifs non déclarés. D'une part, permettre à M. M'bow, directeur sortant, et qui n'était pas « demandeur » pour un troisième mandat jusqu'à ce que l'Organisation de l'unité africaine l'invite, en septembre, à se présenter, de trouver une porte de sortie honorable; par exemple, sous forme d'une « demande » de l'OUA le priant de se retirer à partir du moment où il est clair que son doctorat ne peut guère se composer que d'une partie des Etats africains et arabes, ce qui risquerait de faire de lui un « mal-élu ».

D'autre part, permettre au conseil de se mettre d'accord, si possible « par consensus », comme le souhaitent vivement les Soviétiques, sur un autre candidat. On pense naturellement à M. Federico Mayor, bilingue espagnol, ancien ministre de l'éducation et de la science, qui, mercredi 14 octobre, a réuni dix-neuf suffrages au quatrième tour de l'élection, contre vingt et un à M. M'bow, et auquel, depuis lors, semblent s'être ralliés quelques

autres pays (le Monde du 17 octobre).

On songe aussi à M. Enrique Iglesias, actuel ministre des affaires étrangères d'Espagne, et au prince Sadruddin-Khan de nationalité iranienne et ancien haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés. Mais ils n'ont même pas encore fait acte officiel de candidature.

De toute façon, la « série » ne trouvera pas, samedi 17 octobre, son épilogue puisque, même si un nom est élu, il devra encore être approuvé par la conférence générale où se retrouveront pour le moment la plupart des clivages nord-sud, nord-nord, sud-sud et est-ouest qui ont jusqu'ici compliqué la tâche du conseil exécutif.

D'autre part, selon notre correspondant à New-York Charles Lescaut, le secrétaire général des Nations unies se montrant, ces jours derniers, de plus en plus « inquiet » de l'allure prise par l'élection de Paris et de ses éventuelles « retombées » sur le système multilatéral dont l'UNESCO est une pièce importante. Les membres du secrétariat général savent parfaitement que, si l'ONU n'a pas encore connu de troubles aussi graves que l'UNESCO, c'est simplement en raison de la tactique d'« accordement » choisie par les Etats-Unis : décider à abandonner certains aspects idéologiques de leur fonctionnement, M. Reagan avait commencé par l'UNESCO, laissant, à l'époque, entendre que le coup suivant tomberait sur la FAO (l'organisation chargée de l'agriculture) et que la cible principale était le palais de verre de Manhattan.

Les choses ont, certes, évolué depuis l'an dernier : les menaces américaines contre l'ONU ont été affaiblies par la volonté de réforme manifestée par l'assemblée générale en 1986 et, plus récemment, par le regain d'intérêt étonnamment vigoureux de l'Union soviétique pour le destin de la plus ancienne organisation politique internationale. Néanmoins, M. Perez de Cuellar se serait sans doute passé de l'ultime querelle née autour du nom de M. M'bow.

J.-P. H.

L'affaire des « archives de guerre » de l'ONU

Bataille autour d'une boîte de Pandore

La mission israélienne auprès des Nations unies ainsi que plusieurs organisations juives américaines accusent publiquement la France d'avoir « prié la tête de ceux qui empêchent l'ouverture au public des archives de guerre des Nations unies ».

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Oubliées derrière la façade banale d'un immeuble de Park Avenue à New-York, les archives des crimes nazis, complètes à partir de 1942 par d'innombrables journaux de presse, n'auraient peut-être jamais attiré l'attention si les accusations contre M. Weidheim n'avaient pas été argumentées, l'an dernier, à partir d'une synthèse de quatre pages, extraite d'un dossier fourni à la Commission internationale des crimes de guerre par la Yougoslavie en 1945. Bien connus de tous les gouvernements, les dossiers de la War Crimes Commission (WCC) sont formés de double tour depuis trente ans, alors qu'ils contiennent les noms de près de vingt-cinq mille criminels. Et ce n'est pas forcément la bureaucratie onusienne qui empêche leur ouverture.

Concédée depuis 1942 des pratiques criminelles des occupants allemands à travers l'Europe, c'est Winston Churchill qui suggéra la création de la commission. Dix-sept pays — dont la France et les Etats-Unis, mais pas l'Union soviétique — y participèrent en fournissant, à partir de leurs commissions nationales, des dossiers souvent très précis sur des faits observés. Les cas soumis furent tirés à Londres pour un séminaire de juristes de renom (pour la France, parmi d'autres, René Cassin et André Gos).

Après avoir aidé les procureurs de Nuremberg et initié des dizaines d'autres procès ailleurs, la commission décida, pour des raisons mal expliquées, de mettre un terme à ses activités, le 31 mars 1948, et d'abandonner les poursuites contre les personnes dont les cas avaient été portés à sa connaissance, mais qui n'avaient pas encore été jugés. Le secrétaire général des Nations unies, Trygve

Lie, proposa de transférer les archives sous la garde de l'ONU, car, écrivait-il au président de la commission, lord Wright, « leur contenu sera du plus grand intérêt pour le travail des Nations unies, notamment de la Commission des droits de l'homme ».

Aussi lord Wright fit-il transférer, dans le courant de l'année 1949, la totalité des huit mille cent soixante-dix-huit dossiers à New-York, non sans être convenu avec Trygve Lie que, « étant donné le caractère juridiquement confidentiel des dossiers, des restrictions seraient nécessairement apportées à leur consultation et à l'usage qui en sera fait » (lettre du 21 mars 1949). Par décision du secrétaire général de l'époque, les dossiers ne sont donc, en principe, accessibles qu'à des personnes mandatées par un pays membre de l'ONU. Seuls sont communiqués les dossiers concernant les noms fournis explicitement par le demandeur. Leur contenu ne devrait qu'être consulté sur place, sans être copié, une synthèse de quatre pages dactylographiées étant délivrée par l'archiviste à la fin de la consultation. Aucun fait relaté dans le contenu des dossiers ne devrait être rendu public avant qu'une procédure judiciaire ait conclu à la culpabilité des personnes concernées.

Bien que tous les pays membres de l'ONU aient reçu, dès 1949, la liste complète de tous les noms cités (trente-huit mille cent dix au total, dont vingt-quatre mille quatre cent cinquante-trois « présumés coupables » et six mille cent quatre-vingt-huit « suspects », le reste étant des « témoins matériels », aucune demande de consultation ne fut présentée avant 1960, année où Israël reçut le dossier du criminel Eichmann, jugé à Tel-Aviv. En 1990, le gouvernement américain, pensant avoir perdu la liste originale (française plus tard dans des archives publiques), demanda un duplicata, qui lui fut délivré. En 1983, la France et les Etats-Unis consultèrent le dossier de Klaus Barbie, en 1985 celui de Mengelle, et, enfin, en mars 1986, un article du New York Times suggère que l'on vérifie le dossier de M. Kurt Waldheim.

Entre-temps, en 1984, l'Australie, l'un des membres de l'ancienne commission, proposa que les archives soient ouvertes au public. Le secrétaire général de l'ONU, leur gardien légal, refusa de modifier les restrictions imposées à l'usage des archives et que soit définie la notion de « chercheurs de bonne foi », que le secrétaire général serait, pour sa part, enclin à autoriser. Les Etats-Unis proposent que l'accès soit permis à « toute personne recommandée par un gouvernement ». Devant ces hésitations, certaines organisations juives menacent de publier la totalité des noms.

Dans une lettre distribuée à New-York il y a quelques jours, M. Morris Abram, président de la Conférence des organisations juives américaines, estime que « le secrétaire général de l'ONU dispose de pouvoirs légaux pour ordonner l'ouverture des archives » et laisse entendre que, « récemment, des tentatives de suppression de certains dossiers ont eu lieu... ». Dans la presse new-yorkaise, un début de campagne se dessine. Le quotidien The New York Post vient de publier une virulente mise en cause de la France, sous le titre « Quels secrets cache la France ? ».

Pour la France, comme pour plusieurs autres pays, la « présomption d'innocence » doit primer toute autre considération : aucun nom contenu dans les dossiers ne doit être rendu public sans qu'un tribunal ait statué sur la culpabilité de la personne concernée.

Bien sûr, la plupart des gouvernements hésitent pour des raisons de politique intérieure : un tel contingent de « présumés coupables » pourrait, malgré le temps et les dispositions, apporter quelques mauvaises surprises. Certains pensent également que l'ouverture des archives permettrait de mesurer à quel point les gouvernements de l'époque étaient informés sur ce qui se passait dans les pays occupés par l'armée allemande. Une telle découverte irait contre les affirmations d'un bon nombre de responsables qui « ne savaient pas ».

Enfin, l'on peut se demander pourquoi Israël, parfaitement au courant de l'existence des archives de son entrée à l'ONU, a attendu si longtemps pour formuler sa demande.

CHARLES LESCAUT.

Dassault-Breguet aidera les Indiens à construire leur avion de combat

La société Dassault-Breguet a été retenue pour aider l'industrie aéronautique indienne à concevoir son propre avion de combat. Connu sous le signe LCA — Light combat aircraft ou avion de combat léger — ce programme se traduit pour le constructeur français par la signature d'un contrat de 100 millions de dollars (environ 600 millions de francs) au terme duquel une trentaine d'ingénieurs de Dassault-Breguet iront, sur place, en Inde, conseiller les responsables de l'Agence India's Aeronautical Development Authority (IADA) chargée de mener à bien le projet industriel.

Pour la conception d'un avion de 12,5 tonnes destiné à remplir des missions de supériorité aérienne et d'attaque au sol, les Indiens étaient, depuis plusieurs années, à la recherche d'un partenaire occidental susceptible de leur fournir une assistance technique. Le groupe Dassault-Breguet avait été mis en concurrence avec des sociétés améri-

caines (Lockheed, Grumman et Northrop) et avec la firme britannique British Aerospace. Le premier vol du LCA est prévu pour le début des années 90 et sa construction en série pourrait intervenir dans des établissements industriels de Bangalore.

Dassault-Breguet assistera les Indiens dans la fabrication, dès le dessin même de l'avion, et l'intégration de la cellule. En revanche, dans un premier temps au moins, le LCA sera proposé par un réacteur américain, le F-404 de General Electric, mais les Français ne désespèrent pas d'obtenir que les Indiens retiennent, dans un second temps, le réacteur M-88 de la SNECMA dont sera, prochainement, doté le Rafale. Cependant, les premiers réacteurs F-404 seront livrés à l'Inde par son constructeur américain au début de l'an prochain.

C'est une société nationale indienne qui sera chargée de conce-

voir le radar multifonctions destiné au LCA de série.

L'accord franco-indien sur l'assistance technologique ainsi donnée par Dassault-Breguet aux usines de Bangalore ne préjuge en rien de la décision que pourrait prendre, au début de l'an prochain, le gouvernement de New-Delhi sur le choix d'un avion d'entraînement et d'appui tactique acheté à l'étranger et, le cas échéant, assemblé sur place. L'Inde estime, en effet, avoir besoin de soixante-quinze avions de ce modèle pour son armée de l'air et de huit autres pour sa marine.

Pour ces quatre-vingt-trois appareils, les Indiens ont mis en compétition le Hawk de British Aerospace et l'Alpha-Jet franco-allemand, à la fabrication duquel la société Dassault-Breguet est associée. A Paris, on considère que les chances de l'Alpha-Jet de l'emporter sont actuellement bonnes, en raison des caractéristiques (bimoteur) de l'avion.

M. Mitterrand fera sa première visite d'Etat en République fédérale d'Allemagne du 19 au 22 octobre

Les Allemands devraient « disposer eux-mêmes de leur propre destin », a déclaré, vendredi 16 octobre, à la télévision ouest-allemande M. Mitterrand, en soulignant la nécessité de « veiller à ce que les conditions de déroulement pacifique de ce processus puissent être respectées ». « Nous ne pouvons pas, a-t-il ajouté, alourdir les contentieux internationaux avec les risques de conflits que cela suppose. Les Allemands comprennent très bien ce problème ».

Le président de la République fera, du lundi 19 au jeudi 22 octobre, sa première visite d'Etat en République fédérale, qui le conduira à Bonn, en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Basse-Saxe. M. et Mme Mitterrand seront accueillis lundi à Bonn par le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, qui offrira en leur honneur un déjeuner et un dîner d'Etat au château d'Angelsburg. Au cours de son séjour, le président

français aura l'occasion de s'entretenir avec le chancelier Kohl, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, et le ministre de la recherche, M. Riesenhuber, ainsi qu'avec les ministres-présidents des Länder visités. M. R. R. (SPD) et M. Albrecht (CDU) enfin avec les représentants de tous les partis siégeant au Bundestag, y compris les Verts.

Le porte-parole de l'Elysée, M. Gendreau-Massoloux, a insisté, vendredi, sur le caractère particulier de cette visite au cours de laquelle le président « s'adressera aux Allemands » par rapport aux très nombreuses rencontres franco-allemandes, régulières ou non, qui ont lieu en ce moment. Le président de la République devrait prononcer deux « importants discours » à l'université Friedrich-Wilhelm de Bonn, lundi, et à Aix-la-Chapelle mardi.

Dans un article paru vendredi dans le Nordsee-Zeitung, M. Genscher estime que la visite d'Etat du président français « intervient à une heure décisive pour la CEE, avant le conseil de Copenhague qui imposera aux Européens de prendre des décisions importantes pour l'avenir ». « L'exceptionnel partenariat franco-allemand, ajoute le chef de la diplomatie ouest-allemande, n'est pas qu'une affaire franco-allemande. Il en va de l'union européenne et du rôle des démocraties européennes dans la politique internationale ».

M. Jacques Rummelhardt nommé ambassadeur à Panama

M. Jacques Rummelhardt, directeur adjoint du service de presse du Quai d'Orsay, a été nommé ambassadeur de France à Panama, en remplacement de M. Robert Canoui, à-t-on appris vendredi 16 octobre.

Né en 1941, ancien élève de l'ENA, M. Jacques Rummelhardt a été d'abord en poste à l'administration centrale (1964-1966), puis à Ottawa (1966-1968), à Lagos (1968-1969), à Madrid (1975-1979) et à La Haye (1979-1982). Il était directeur adjoint du service de presse depuis décembre 1982. Tout en se félicitant de sa promotion, nombreux seront les journalistes qui regretteront le départ de Paris d'un interlocuteur toujours disponible et particulièrement ouvert au dialogue.

Au Conseil de sécurité

L'Algérie a été élue

contre le Maroc membre non permanent

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Pour une surprise, c'en fut une : l'Algérie a été élue, le jeudi 15 octobre, membre non permanent du Conseil de sécurité par une majorité de 113 voix au second tour, alors que son concurrent déclaré, le Maroc, n'obtenait que 42 suffrages sur un total de 158. Pourtant, de nombreux diplomates donnaient le Maroc gagnant.

Six pays étaient candidats pour les cinq postes non permanents renouvelés, pour une durée de deux ans, à partir du 1^{er} janvier prochain : Brésil, Népal, Sénégal, Yougoslavie, Maroc et Algérie. Les quatre premiers, seuls en lice pour leurs régions géographiques respectives, ont été éliminés sans encombre au premier tour d'un scrutin plurinominal secret. Le siège dévolu à l'Afrique du Nord n'avait pas été pourvu, aucun des deux candidats n'ayant obtenu la majorité des deux tiers requis par le règlement au premier tour.

Ce type de conflit est rare à l'ONU, où traditionnellement aucun gouvernement ne s'expose à des risques publics électifs. Les candidatures à des postes électifs ne se font qu'en accord avec les groupes continentaux, qui veillent à ce que les régions soient équitablement gratifiées, chacune à son tour. Pour l'élection au Conseil de sécurité, le Maroc paraît gagnant pour la simple raison que sa dernière présence au Conseil remontait à 1964, alors que celle de l'Algérie était de cinq ans plus récente. Néanmoins, Rabat ayant quitté l'OUA, le groupe africain avait, automatiquement, recommandé l'Algérie pour le siège dévolu à l'Afrique du Nord, quitte à laisser les délégations voter ensuite à leur guise.

Ch. L.

Un chasseur américain ultra-secret Stealth s'écrase

Un chasseur bombardier américain ultra-secret Stealth s'est écrasé, mercredi 14 octobre, dans le désert du Nevada, à proximité de la base aérienne de Nellis, à 160 kilomètres de Las Vegas. Un responsable du Pentagone a confirmé que le pilote avait trouvé la mort et surtout que l'appareil était bien un chasseur du type « Stealth », ce chasseur conçu pour échapper à la détection des radars grâce à un équipement électronique très sophistiqué ainsi qu'à un fardage et une peinture spéciaux qui absorbent les ondes magnétiques. Ces appareils, qui seront le fer de lance de l'armée de l'air américaine dans les années à venir, n'effectuent leurs vols d'essai que la nuit, pour échapper à toute tentative de prise de photos.

Un avion de ce type s'était déjà écrasé en Californie en juillet 1986 et, par mesure de sécurité, pour que personne n'analyse les débris, l'armée avait bouclé tout le territoire du lieu de l'accident. Selon le Washington Post, une cinquantaine de chasseurs « Stealth » ont déjà été construits par la firme Lockheed, à Fairbanks, en Californie, et seraient opérationnels. (AFP, AP.)

M. Girard : « Les options zéro des Soviétiques recèlent des dangers pour la paix »

« Bien des gouvernements européens sont en train de s'apercevoir que les « options zéro » en chaîne proposées par les Soviétiques recèlent des dangers pour la paix, à savoir la dénucléarisation de l'Europe occidentale, le découplage euro-américain et le face-à-face grave de déséquilibre entre les forces conventionnelles du pacte de l'Atlantique et celles de l'Alliance. C'est ce qu'a déclaré, le vendredi 16 octobre, au Sénat, le ministre de la défense, M. André Girard, devant le Mouvement européen présidé par M. Louis Leprince-Ringuet.

Reprenant une partie de l'entretien accordé au Figaro (le Monde du 17 octobre), M. Girard a demandé aux gouvernements européens concernés par la sécurité commune de leur continent d'aller vite dans la recherche de solutions.

« Peu de voix s'élèvent aujourd'hui », a rappelé M. Girard, pour préconiser le retour des forces françaises sous le commandement intégré, car on sait bien qu'une telle recommandation serait inutile. Mais, parallèlement, les forces françaises, organisées de telle sorte que leur engagement et leur com-

mandement relèvent de décisions nationales, se sentent parfaitement en état de coopérer avec les forces des pays voisins et alliés (...). « La défense de l'Europe ne peut être fondée que sur le couple dissuasion nucléaire-défense conventionnelle », a ajouté le ministre de la défense avant de conclure que « la nucléaire intermédiaire » (c'est-à-dire certaines armes préstratégiques) est nécessaire à la défense de l'Europe.

M. Girard a alors rappelé que « la France, membre fidèle de l'Alliance atlantique, avait entendu prendre au parti de la défense du monde libre. Nous avons estimé pouvoir et devoir le faire avec les mêmes catégories d'armes que toute autre puissance ». « Pour souligner le soulci partagé par la France du territoire européen, l'allonge et la précision de nos armes préstratégiques étaient augmentées, tant par le déploiement du missile de croisière aéroporté ASMP que par le remplissage des Pluton par le missile mobile de plus longue portée Hadès », a rappelé le ministre français de la défense.

501 11 11 11

حکومت الاحول

Proche-Orient

La visite de M. Shultz en Israël

M. Shamir tient bon...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Homme aux convictions de granit, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, n'a pas l'intention de céder à la moindre tentative d'intimidation, viendrait-elle du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Si ce dernier — qui a commencé vendredi 16 octobre une visite de trois jours — entend ébranler quelque peu l'opposition catégorique du chef du Likoud (droite nationaliste) à la réunion d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, il se heurtera à un mur.

M. Shamir l'a dit et répété, depuis l'annonce, il y a quelques semaines, de la visite de M. Shultz : « Tant que je serai premier ministre, il n'y aura pas de conférence internationale ». Une partie de la presse a beau dénoncer « le négativisme agressif » du Likoud, le chef du gouvernement n'en démord pas : il voit dans cette idée de conférence — ardemment défendue par son ministre des Affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès — « une folie, un piège, une catastrophe pour Israël ».

Voyage éclair en Arabie saoudite

Le débat rassemble à une question de procédure : « Quel est le meilleur moyen pour relancer des négociations de paix entre Arabes et Israéliens ? ». Il s'agit d'un conflit de fond. M. Shamir pense qu'une conférence réunie sous les auspices du Conseil de sécurité de l'ONU fixerait à l'avance les grandes lignes de la négociation : la paix en échange de concessions territoriales, un scénario que ne récusent pas les travaillistes. Or le Likoud, lui, a pour seul et véritable programme de maintenir coûte

que coûte les territoires occupés — la Cisjordanie et la bande de Gaza — sous le contrôle d'Israël. De ce point de vue, le chef du gouvernement a souligné qu'il était sans illusions sur la position américaine : « Une fois la négociation sur les rails, les Etats-Unis seraient contre nous », a-t-il dit, sans ambages, à deux reprises, la semaine passée.

Alors, il faut tenir bon (jusqu'aux prochaines élections, israéliennes et américaines), faire le dos rond, éventuellement parler d'autonomie pour les territoires et laisser clairement entendre que M. Shultz est à Jérusalem « non pour une discussion sur la conférence, mais pour un échange de vues (...) et qu'on ne doit pas attendre beaucoup de cette visite ».

A sa façon prudente et obstinée, M. Shamir n'a pas pris de risques. Doit-on s'attendre qu'il s'efforce de réduire l'écart existant entre les positions des deux partenaires adversaires du gouvernement d'union nationale israélien ? Il répond qu'il n'entend pas se mêler de politique intérieure. Evoquant à son arrivée ses prochains entretiens avec MM. Shamir et Pérès (qu'il devait voir séparément à trois reprises avant son départ lundi), il déclare sobrement : « J'espère que nous sortirons quelque chose de notre chapeau ». Le profil est las parce que la marge de manœuvre du secrétaire d'Etat est plus qu'étriquée.

C'est cependant la première fois que M. Shultz se rend en Israël depuis mai 1985, et ses conversations devraient lui permettre de tirer un trait sur plusieurs sujets qui ont quelque peu refroidi les relations entre les deux pays : affaire Pollard, Irangate et projet de ventes d'armes américaines à l'Arabie saoudite. M. Shultz devait se rendre samedi dans ce dernier pays pour une visite éclair, avant de retourner en Israël dans la soirée.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Etre « dollarisé » ou pas...

BEYROUTH

de notre correspondant

Les folles embarcadures quotidiennes des devises étrangères, qui ont amené le dollar à 425 livres libanaises — et le franc à 70 livres au cours de la semaine dernière — alors que le billet vert était à 300 livres la semaine précédente, à moins de 100 livres au début de l'année et à moins de 4 livres il y a quatre ans, ont bouleversé la vie quotidienne des Libanais.

Nagi est chauffeur-livreur. Il gagne 16500 livres par mois, soit le double du salaire minimum, mais seulement 40 dollars hier et certainement moins encore demain.

Le coursier du marchand de tissu revient, hébété, de la banque de son patron : celui-ci l'avait envoyé déposer à son compte les 5 000 dollars accumulés la veille dans le tiroir-caisse. Car souvent on ne paie même plus en équivalent-dollar, mais en vrais billets verts. La banque les a refusés, « parce qu'elle en a trop ». Et c'est vrai que le Liban regorge de dollars — 2,8 milliards dans les banques et dans des comptes particuliers — alors que la devise américaine est recherchée et payée comme s'il y avait pénurie sur le marché. Débarouillant en diable, le Libanais survit — tout au moins un sur deux — « dollarisé » sous une forme quelconque. Pour cette moitié de Libanais, comme pour certaines entreprises, la situation actuelle est pain béni. Mais pour les autres, l'existence est dramatique. Les employés et autres laissés-pour-compte ont, le jeudi 15 octobre, crié leur colère et leur désespoir, à l'appel de la confédération des syndicats. Partie des deux côtés de la ligne de démarcation à Beyrouth, une manifestation, brisant le mur de la peur et de la haine, s'est transformée en retrouvailles populaires spontanées et chargées d'émotion.

Aux cris de « travailleurs, unissez-vous », les manifestants, venus plus nombreux du secteur musulman de Beyrouth-Ouest, ont jailli des deux côtés, pour se fonder en un seul cortège et se diriger vers le Parlement. Surpris par leur propre audace, étonnés de pouvoir s'approcher de « l'autre », ils se sont d'abord embrassés, avant de pleurer d'émotion.

pendant qu'un vieil homme, juché sur les épaules d'un adolescent, criait : « Ni est (chrétien), ni ouest (musulman), nous voulons l'unité nationale. Le système confessionnel ne nourrit pas nos enfants ».

Jumelages entre familles

Les principales villes du pays — Tripoli, Saïda, Baalbek — ont été le théâtre de manifestations similaires. Cette situation profite en fait essentiellement à certaines milices, parce qu'elles ont à la fois un réel souci de « leurs » populations et qu'elles s'emploient à utiliser politiquement la conjoncture socio-économique.

Dans le secteur chrétien de Beyrouth-Est, les Forces libanaises, après avoir procuré quantité de soutiens limités (avancement, scolarité...), ont eu l'idée de recourir au jumelage. Un jumelage, par exemple, d'universités libanaises avec des universités françaises capables d'aider les premières, mais jumelage surtout de familles. Le principe est simple : une famille libanaise (chrétienne, bien entendu) dans le besoin est jumelée à une famille émigrée qui lui assure un revenu de 30 à 70 dollars par mois ; ce qui, additionné aux ressources locales, peut signifier le salut. Les familles indendrées par une telle opération sont estimées à cent mille et, quelques jours après avoir lancé l'idée, les Forces libanaises annonçaient avoir réuni des contributions permettant la prise en charge de quarante mille familles.

En face, ce sont de loin les chrétiens pro-iraniens du Hezbollah qui sont les plus actifs. Ils subventionnent un peu tout en dollars : les soins médicaux, l'école, l'engagement politico-religieux et même, dit-on, le port du tchador.

LUCIEN GEORGE.

Le conflit du Golfe

M. Reagan n'exclut pas des représailles contre l'Iran

(Suite de la première page.)

Tandis que dix marins du *Sea Isle City* — l'un des onze pétroliers koweïtiens réimmatriculés aux Etats-Unis — étaient toujours hospitalisés, que le gouvernement de M. Reagan étudiait, ou préparait, sa riposte, Téhéran jouait, à son habitude, sur l'ambiguïté. Le président Ali Khamenei déclarait ainsi, vendredi, que « Dieu seul sait d'où provient le missile tiré contre le pétrolier américain », tout en rappelant que l'Iran avait « prêté le pétrolier américain » à l'URSS. L'URSS a elle-même loupé trois de ses pétroliers — dont l'un a déjà heurté une mine dans le Golfe — au Koweït pour parer aux attaques iraniennes contre les intérêts koweïtiens.

Ces intérêts koweïtiens vont peser d'un poids toujours plus lourd sur la vie politique américaine. Car, si Washington avait jusqu'ici fixé les eaux internationales comme seule zone de protection des pétroliers koweïtiens, le fait que l'armée du Koweït ait échoué dans sa tentative pour intercepter le missile de vendredi risque de poser encore plus ornement la question : jusqu'où le gouvernement Reagan peut-il aller — et combien est-il prêt à risquer de vies américaines — dans son engagement aux côtés de leurs alliés arabes du Golfe ?

Parallèlement à la condamnation par Washington de l'acte d'agression révoltant contre un pays non belligérant, le Koweït, et contre un bâtiment de commerce américain, une autre voix s'est élevée pour condamner l'attaque d'un pétrolier neutre dans les eaux territoriales du Koweït : celle de l'agence offi-

cielle soviétique Tass. Il est vrai que celle-ci faisait référence au tir, jeudi, d'un missile contre le *Sungari*, battant pavillon libérien, tout en s'abstenant de dire que ce pétrolier appartient à une compagnie américaine. Tass a qualifié ce tir d'acte « inadmissible du point de vue du droit international » à l'encontre d'« un Etat souverain (le Koweït) qui n'est pas partie prenante dans le conflit (iranien) ». L'URSS a elle-même loupé trois de ses pétroliers — dont l'un a déjà heurté une mine dans le Golfe — au Koweït pour parer aux attaques iraniennes contre les intérêts koweïtiens.

Ces intérêts koweïtiens vont peser d'un poids toujours plus lourd sur la vie politique américaine. Car, si Washington avait jusqu'ici fixé les eaux internationales comme seule zone de protection des pétroliers koweïtiens, le fait que l'armée du Koweït ait échoué dans sa tentative pour intercepter le missile de vendredi risque de poser encore plus ornement la question : jusqu'où le gouvernement Reagan peut-il aller — et combien est-il prêt à risquer de vies américaines — dans son engagement aux côtés de leurs alliés arabes du Golfe ?

A TRAVERS LE MONDE

● Etats-Unis : M^{me} Nancy Reagan atteinte d'une lésion cancéreuse ? — M^{me} Nancy Reagan, admise le vendredi 16 octobre au soir à l'hôpital naval de Bethesda dans la banlieue de Washington, devait subir samedi un examen du sein gauche sur lequel a été détectée une lésion, qui pourrait être de nature cancéreuse. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, si l'existence d'un cancer est révélée, M^{me} Reagan subira alors une mastectomie (ablation du sein).

M^{me} Reagan, qui est âgée de soixante-dix ans, a accepté la procédure en se contentant de déclarer : « Eh bien, c'est mon tour, a référence aux polypes cancéreux qui avaient dû être retirés de l'intestin du président il y a deux ans. En 1975, dans les mêmes conditions, M^{me} Ford, l'épouse du président Gerald Ford, avait dû subir l'ablation d'un sein. — (AFP, Reuters.)

● HAÏTI : M. René Théodore, candidat communiste à l'élection présidentielle. — M. René Théodore, quarante-sept ans, secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), invité sous la dictature à déposer, vendredi 16 octobre, sa candidature à la présidence de la République haïtienne. M. Théodore, qui ne se présente pas officiellement au nom de son parti, est un professeur de mathématiques, survivant de l'opposition armée des communistes haïtiens au régime Duvalier, à la fin des années 60. Il avait représenté Haïti en 1969 à Moscou, à la conférence mondiale des Partis communistes. Les élections, présidentielle et législatives, sont prévues pour le 28 novembre prochain. — (AFP.)

● BRÉSIL : guerre des gangs (quinze morts). — Quinze personnes ont été tuées, dans la nuit du jeudi 15 octobre à Rio-de-Janeiro, au cours d'un nouvel épisode de la guerre que se livrent les trafiquants de drogue. Selon la police locale, une bande de trafiquants de drogue aurait investi le territoire d'une bande rivale, laissant les corps criblés de balles de plusieurs victimes dans le lit du fleuve Mérid. — (AFP.)

L'Iran et l'Irak approuvent un appel de l'Union interparlementaire

BANGKOK de notre envoyé spécial

Des représentants de l'Iran et de l'Irak ont approuvé, vendredi 16 octobre, un projet de résolution réclamant l'« application sans restrictions » de la résolution 598 de l'ONU sur le conflit du Golfe et louant les efforts du secrétaire général des Nations unies « pour enlever la responsabilité du conflit ». Ce texte, élaboré pendant la 78^e conférence de l'Union interparlementaire, réunie dans la capitale thaïlandaise du 12 au 17 octobre, demande également aux deux pays de cesser leurs attaques contre des cibles civiles et de respecter la libre navigation dans le Golfe. Elle en appelle au retrait de la région de « toutes les forces militaires ».

« C'est la première fois depuis le début de la guerre qu'une résolution a été adoptée par consensus dans le contexte d'une conférence internationale et en la présence de l'Irak et de l'Iran », a déclaré M. Miguel Angel Martinez, président du comité politique de la conférence, qui a adopté cette résolution dont l'approbation, en séance plénière le samedi après-midi, ne devrait pas poser de problème. « Ce sont l'Iran et l'Irak qui sont les principaux gagnants », a-t-il ajouté.

Le seul fait qu'Iraniens et Irakiens, dans le contexte actuel, aient accepté un texte commun, ne l'est pas sur le fond, a déclaré le président de l'Union interparlementaire, réunie dans la capitale thaïlandaise du 12 au 17 octobre, demande également aux deux pays de cesser leurs attaques contre des cibles civiles et de respecter la libre navigation dans le Golfe. Elle en appelle au retrait de la région de « toutes les forces militaires ».

Selon des sources proches de la conférence, les parlementaires iraniens et irakiens ont réservé leurs échanges

traditionnels d'invectives pour des explications respectives de vote, une fois le projet adopté par consensus. La résolution 598 émanant du Conseil de sécurité de l'ONU, les Iraniens n'ont jamais eu, jusqu'ici, à se prononcer à son sujet et se sont contentés d'émettre des réserves sur plusieurs points. Leur attitude, ici, indiquant qu'ils sont prêts, aujourd'hui, à l'accepter comme base de négociation, à moins d'un revirement improbable de dernière heure.

J.-C. POMONTI.

A NEW-YORK

Les cours du pétrole s'envolent

Les cours du pétrole brut ont augmenté de 47 cents (+2,3%) en une seule séance vendredi 16 septembre sur le marché libre américain. Cette hausse, immédiatement répétée sur les autres marchés, a poussé le brut américain de référence, le « WTI », au-delà de la barre des 20 dollars, à 20,22 dollars par baril.

Après plusieurs semaines de fluctuations, l'embellissement du marché pétrolier a été provoqué par la première attaque dans le Golfe d'un pétrolier koweïtien battant pavillon américain, par un missile supposé d'origine irakienne (le *Monde* du 17 octobre).

Les opérateurs s'inquiètent d'une nouvelle escalade militaire qui, de proche en proche, pourrait pousser les Iraniens à détruire un terminal ou des champs de production au Koweït ou en Arabie saoudite.

La hausse des cours a été par ailleurs accentuée par une déclaration du ministre algérien du pétrole, actuel président de l'OPEP, qui a affirmé vendredi que le cartel pourrait lors de sa prochaine conférence de décembre augmenter son prix officiel moyen de 18 à 19, voire 20 dollars par baril, afin de compenser la baisse de la valeur du dollar depuis un an.

La hausse des cours devrait toutefois rester limitée, sauf nouveau dérapage dans le Golfe, les tendances profondes du marché (sur productions) poussant plutôt en sens inverse.

Ainsi, selon le *Wall Street Journal* du 16 octobre, la production de l'OPEP, qui avait fléchi en septembre après avoir largement dépassé le plafond officiel pendant l'été, devrait de nouveau augmenter en octobre, en raison des accords informels conclus entre l'Arabie saoudite et ses principaux clients, offrant à ceux-ci une garantie contre toute chute des cours.

Pleins Feux sur le Japon Paris 1987

Du 17 au 25 octobre, relâche le 19, THEATRE DE LA BASTILLE, 76 rue de la Roquette, 75011 Paris (43-57-42-14)



« Clytemnestre » mise en scène de Tadashi SUZUKI et interprétée par sa troupe SCOT. Tadashi SUZUKI et sa troupe SCOT ont effectué des tournées dans le monde entier pour y donner les représentations de plusieurs tragédies grecques dont Clytemnestre, un thème éternel, d'une actualité étonnamment présente. Tadashi Suzuki cerne ici avec brio l'une des contradictions de l'homme. Le groupe Mitsu est heureux de présenter au public français Pleins Feux sur le Japon 1987, manifestation culturelle produite pour la première fois en 1983 à San Francisco puis, en 1985 à Londres et New-York et en 1986 à Minneapolis et Los Angeles. Le spectacle a pour but de présenter à chaque fois un nouvel aspect du Japon artistique contemporain afin de favoriser une compréhension internationale réciproque et une communication culturelle profonde.

● Partenariat à l'affiche :

SHOGO OHTA et TENKEI
GEKKO KOMACHI FLEIN
Du 21 au 25 octobre
MAISON DES CULTURES DU MONDE
(101, boulevard Raspail, 75006 Paris)
Téléphone 45-14-72-30

ENNOSUKE KABUKI
YOSHITSUNE SENBON ZAALRA
Du 14 au 29 octobre 1987
THEATRE MUSICAL DE PARIS — CHATELET
(2, rue Edouard-Colonne, 75001 Paris)
Téléphone 42-33-44-44



COMITE DES RELATIONS PUBLIQUES DE MITSUI
SOUS LE HAUT PATRONAGE DE L'AMBAassade DU JAPON

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Politique

La précampagne de M. Jacques Chirac

En Provence - Alpes - Côte d'Azur : unitaire pour deux

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Belle journée pour M. Jean-Claude Gaudin ! Le vendredi 16 octobre, au soir de la visite de M. Jacques Chirac à Marseille, le président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur allait et venait devant la Bourse où la chambre de commerce et d'industrie organisait un dîner - débat autour du premier ministre. En attendant celui-ci, M. Gaudin, faisant un premier bilan du mariage parcouru depuis le matin, prenait sous son aile protectrice le successeur de M. Gaston Defferre à l'hôtel de ville, M. Robert Vigouroux.

Un double prolongement du mariage et une rocade mis à l'étude, un accueil attentif de la demande d'extension vers Marseille de la zone d'entreprise du Var : le maire, à en croire M. Gaudin, pouvait être satisfait. « Pour la faculté des sciences économiques », ajoutait le président de la région, c'est autre chose : d'accord, il y a un contrat de plan mais il n'a pas pu être consommé. Les travaux tout seuls, ça leur a défilé. M. Vigouroux tirait malgré tout, d'une conversation « confidentielle » avec M. Chirac dans la voiture, de secrets motifs d'espérer l'ouverture prochaine de sa faculté.

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et le maire socialiste de Marseille s'en sont allés de conserve rejoindre leur table dans le hall de la Bourse.

Le premier ministre n'a pas son pareil pour carresser les écus dans le sens du poil. Inversement tout élu, ou presque, semble, telle de la limaille de fer, irrésistiblement attiré vers le pôle qu'indique M. Chirac lorsqu'il vient parler autoritaire, équipements scolaires et « technopoles ».

Le Front national omniprésent

Les députés du Front national n'ont pas été les derniers à vérifier cette règle de physiologie politique. En formation variable selon les circonstances, ils n'ont marqué aucune des manifestations publiques qui ont jalonné la visite du premier ministre. Plus assidus qu'eux il n'y avait guère, outre M. Gaudin, que le député RPR du département M. Maurice Toga et M. Vigouroux, lequel expliquait que dans sa ville il est chez lui « partout ». L'autre fraction du PS avait choisi, elle, de boudier les petits fours, à l'égale des communistes : on n'a pas vu l'ombre de M. Michel Pezet.

Les députés d'extrême droite avaient d'autant plus de raisons de se sentir à l'aise qu'ils étaient invités

partout, à l'exception du déjeuner qui a réuni autour de M. Chirac, à la préfecture, des élus de la majorité. M. Gabriel Domenech omniprésent, M. Pascal Arrighi omniprésent, MM. Ronald Perdomo et Jean Roussel omniprésents ont l'un, l'autre ou tous ensemble, accompagné le premier ministre au long de la journée, jusqu'au dîner à la chambre de commerce, et en passant par la réception de M. Gaudin dans sa mairie des sixième et huitième arrondissements où le président de la région avait invité « tout le monde », c'est-à-dire « toute la droite ». « Le Front national se trompe s'il croit pouvoir déstabiliser la majorité », a déclaré M. Chirac sur Radio Monte-Carlo. Mais on était bien loin - en apparence - des boucassades du 9 octobre à Marseille le « Front » avait réendossé sa passoire de notable.

M. Chirac a choisi de banaliser les amis marseillais de M. Le Pen en les considérant comme des élus ordinaires, nantis de moins de responsabilités que d'autres. De même a-t-il jugé simplement « normal et naturel » d'accepter l'invitation de M. Vigouroux en son hôtel de ville. M. Chirac n'en a pas moins cédé au plaisir de taquiner son hôte en invoquant, à mots couverts, les honnêtetés ou pagnoliques querelles qui divisaient les socialistes marseillais. De tels conflits, a dit le premier ministre, « viennent spontanément sous ce climat ensoleillé ». Mais ils doivent « conserver une certaine mesure » afin de ne pas « atténuer l'effort collectif de ceux qui ont la responsabilité (...) de conduire

l'ensemble de la cité, de la région, de sa population, vers la France et l'Europe de demain ».

L'écumenisme s'imposait dans cette visite dont le morceau principal et la raison initiale étaient le lancement du pôle technologique de Château-Gombert. M. Chirac a posé la première pierre de l'Institut méditerranéen de technologie, l'une des étapes essentielles sur ce que M. Gaudin appelle la « route des hautes technologies » dans la région qu'il préside. La première tranche de l'ensemble de Château-Gombert représente une dépense de 333 millions de francs.

« L'élection se gagne au second tour »

Le gouvernement s'était fait un peu tirer l'oreille pour assurer sa part de cet investissement (soit 86,5 millions de francs) voulu à l'origine par Gaston Defferre et soutenu vaillamment par M. Gaudin autant que par M. Vigouroux. « Notre pays », dit M. Chirac, « tout à gagner à un réajustement [vers le Sud] en liaison avec les grands centres industriels et technologiques des pays voisins. (...) Je suis persuadé que nous assistons à la naissance d'une technopole à dimension européenne et que nous avançons sur le chemin de l'avenir ».

Les atouts scientifiques et industriels de la région ont été mis en relief par les brèves étapes que le premier ministre a faites à l'Aérospatiale à Marignane, où lui a été présenté l'hélicoptère de combat antichars Panther, et à la COMEX

M. Raymond Barre veut faire une campagne « digne » et « sobre »

M. Raymond Barre a précisé sa ligne de conduite pour les mois à venir devant vingt-cinq députés baristes et un ministre réunis, le jeudi 12 octobre, à l'hôtel de ville d'Annoy. Dans un texte rendu public vendredi par le service de presse de l'ancien premier ministre, M. Barre, s'adressant aux personnalités qui le soutiennent, indique : « La période dans laquelle nous entrons sera naturellement fort agitée. Les turbulences de ces derniers jours sont inadmissibles et laissent mal augurer de la suite. Je sais jusqu'où peut aller la bassesse lorsqu'il s'agit de compétition pour le pouvoir. Ce n'est pas une raison pour s'abaisser soi-même et je me garderai de tout ce qui pourrait porter atteinte à la qualité du débat politique national. Une détermination sans faille dans une inébranlable

bite sérénité, voilà ma ligne de conduite pour les mois à venir ».

Parmi les participants à cette réunion figurait le ministre des affaires européennes, M. Bernard Bosson.

Demandant aux députés « de garder la plus grande distance, de manifester la plus grande indifférence à l'égard des péripéties microcosmiques », et d'être des messagers « de solidarité et d'espérance » pour les Français, M. Barre a déclaré : « Ensemble, nous ferons une campagne digne, parce qu'il s'agit de la plus importante des consultations nationales. Ensemble, nous ferons une campagne sobre, parce qu'il ne serait pas convenable, au moment où tant de Français ont des difficultés, de jeter de l'argent à tout va et sans retenue. Nous ferons une campagne confiante dans le jugement des Français, confiante dans l'avenir de la France ».

PATRICK JARREAU.

Comment être présent au second tour

Avant-hier à Lyon, hier à Marseille, aujourd'hui à Toulon, le 23 octobre à Guéret, le 28 à Clermont-Ferrand, le 1^{er} novembre en Israël, etc., M. Chirac ne relâche pas son rythme. Celui-ci sera maintenu jusqu'au bout. C'est-à-dire qu'à partir de janvier ou février, il s'intensifiera encore puisque le premier ministre sera également candidat. Pour le moment, il ne veut pourtant pas entendre parler officiellement de la casquette qu'il coiffera pour se présenter à l'Elysée.

« Chaque chose en son temps », affirme-t-il, bien que l'année prochaine toutes les choses se feront en même temps. C'est d'ailleurs un des talents de M. Chirac que de pouvoir toujours surcharger un emploi du temps déjà surchargé.

Si le premier ministre feint de ne pas s'occuper de son avenir de présidentiable, il n'ignore pas que d'autres le font pour lui et que bien des cellules - grises et autres - sont déjà à l'œuvre pour cela (le Monde du 2 octobre). A l'Hôtel Matignon même, un nouveau collaborateur arrive avec le titre important de « conseiller auprès du premier ministre ». Officiellement, M. Bernard Monginot quitte la préfecture de Loir-et-Cher pour s'occuper des problèmes politiques, des relations avec les élus, des rapports avec le ministère de l'Intérieur et des voyages du premier ministre. Il suppléera ainsi un autre « conseiller » auprès du premier ministre, M. Jacques Pellier, provisoirement empêché pour des raisons de santé. Agé de cinquante et un ans, cet ancien « prof de gym » du lycée Janson-de-Sailly, passé ensuite par l'Ecole nationale d'administration, est réputé pour ses qualités d'organisateur efficace. Il devra collaborer avec M. Jacques Perrotin dont le nom a été avancé pour devenir directeur de la campagne de M. Chirac.

Si M. Chirac n'est pas pressé de se lancer dans la campagne électorale, c'est qu'il pense que, à plus de six mois du premier tour de l'élection présidentielle, rien n'est encore fixé dans le panorama politique ni dans l'équilibre des forces qui devront s'affronter.

Préférences particulières

Il considère l'agitation actuelle du monde politique avec une grande sérénité, que certains qualifient même d'indifférence, dans la mesure où il se refuse à en parler explicitement. Ainsi, dans l'affaire Chamelet, la mise en cause du ministre de la justice lui semble relever du procès d'intention politique. Il maintient donc sa confiance à M. Chalamand, victime d'une faillite. Dans l'affaire Nuoci, il a interdit aux membres du gouvernement et à leurs collaborateurs d'assister à la séance de l'Assemblée nationale où a été votée la mise en accusation devant la Haute Cour de l'ancien ministre socialiste de la coopération.

Dans les incidents provoqués par le Front national au Parlement, il ne voit qu'une tentative de l'extrême droite pour essayer, par un procédé spectaculaire mais démagogique,

d'effacer la néfaste impression laissée par le « détail » de M. Le Pen.

M. Chirac refuse également de s'interroger sur les intentions de M. Mitterrand pour l'élection présidentielle.

En somme, tout cela, comme disait de Gaulle en 1961, ne serait que de « l'écume flottant sur les profondeurs ».

En revanche, en ce qui concerne la majorité elle-même, M. Chirac, à travers son comportement intensif de premier ministre, vise en réalité un double objectif.

Tout d'abord, faire en sorte que la majorité demeure toujours majoritaire, c'est-à-dire que l'écart entre elle et la gauche se maintienne à peu près au même niveau qu'en mars 1986. Il compte sur deux phénomènes. D'une part, une amélioration de certains indices dans les prochains mois. Déjà, assure-t-on, de nombreux milieux socioprofessionnels perçoivent les bénéfices des mesures économiques et sociales prises depuis deux ans et ne souhaitent pas les voir remises en cause en mai prochain. Le projet de budget de 1988 a, notamment, pour objet de renforcer ce sentiment.

D'autre part, l'érosion du Front national. Celui-ci maintiendrait ses positions dans les zones où il est puissant mais diminuerait sensiblement là où il est faible, ce qui au total entraînerait un relatif affaiblissement au plan national. S'il range catégoriquement M. Le Pen et les dirigeants du Front national parmi les opposants, et s'il les considère comme des alliés objectifs - et intéressés, en raison de la représentation proportionnelle - des socialistes, M. Chirac compte cependant récupérer les électeurs qui ne se reconnaissent pas dans l'idéologie de l'extrême droite. Il l'a dit à Marseille et à Toulon sans ambages.

L'autre objectif - évidemment inavoué mais évident - de M. Chirac est de dissuader M. Raymond Barre au premier tour de l'élection et, pour cela, de prendre déjà de l'avance sur lui dans les semaines qui précéderont le scrutin. L'engagement de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale, c'est-à-dire la garantie que la période électorale ne se prolongera pas et que l'incertitude cessera dès le 8 mai 1988, l'insistance sur la solidarité sans faille dont l'UDF a fait preuve à l'égard de son gouvernement, la multiplication des amabilités envers ses alliés et notamment à l'égard de M. Barre, tout cela ne vise-t-il pas à convaincre les hésitants de la majorité à choisir la continuité en votant dès le premier tour pour M. Chirac ?

Pour cela, la campagne électorale elle-même aura une grande importance, mais aussi le choix que feront certains dirigeants politiques au début de l'année. C'est pour cette raison que le comportement des ministres et des membres du Parti républicain, et aussi de quelques autres, est suivi avec des attentions et des prévenances si particulières à l'Hôtel Matignon.

ANDRÉ PASSERON.

La majorité face au Front national

M. Clément reproche à M. Rossinot de « lancer des fumigènes »

Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur, M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, président du Parti radical valoisien (UDF), affirme que M. Raymond Barre fait « indirectement » le jeu de M. Jean-Marie Le Pen en critiquant les partis politiques : « La critique des formations politiques nourrit l'antiparlementarisme et la désaffection de l'opinion à l'égard des responsables politiques », dit-il.

A la question de savoir s'il soupçonne « sérieusement » M. Barre d'avoir la tentation de

faire éventuellement entrer des ministres Front national au sein du gouvernement, M. Rossinot répond : « Sur un sujet aussi déterminant, j'ai choisi la clarté et la vérité. Il vaut mieux prévenir que guérir (...). Tout candidat de la majorité qui, dans le souci de gagner la primaire, laisserait planer l'ambiguïté par rapport au Front national ouvrirait pour le second tour la porte à une victoire du candidat socialiste ».

Nous avons demandé à un bariste, M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, quels commentaires lui inspiraient ces réticences.

« Ce sont les derniers pétards de retardement avant la rentrée au bercail (...). M. André Rossinot sait très bien que la grande majorité des fédérations du Parti radical sont acquiescentes à la candidature de M. Barre. Il tente un peu maladroitement de différer le moment de son retour dans le giron de l'UDF parce que, depuis dix-huit mois, il a fait un autre choix. En fait, il arrive à M. Rossinot ce qui arrive parfois aux chefs de parti : il se trouve dans l'obligation de suivre ses troupes. Mais je suis convaincu qu'aujourd'hui personne ne doute plus que l'UDF soutiendra massivement la candidature de M. Barre. Les bombes fumigènes lancées par M. Rossinot, pour masquer sa rentrée à reculons au sein de l'UDF, n'y changeront rien et ne tromperont pas.

« A entendre le président du Parti radical, M. Barre n'aurait pas, vis-à-vis du Front national, une attitude totalement clarifiée.

« La position de M. Barre est d'une clarté biblique : il n'y a aucun compromis possible avec l'idéologie véhiculée par un certain nombre de membres du Front national. Pour autant, il doit y avoir dans le combat politique le respect des personnes. C'est une question d'éthique.

« Ce respect des personnes peut aller jusqu'à des contacts ou des négociations avec des membres du Front national jugés plus « présentables » que d'autres ?

« L'ancien premier ministre l'a déjà dit : il n'y aura pour l'élection présidentielle aucune négociation. On ne voit d'ailleurs pas bien pourquoi M. Raymond Barre accepterait de traiter avec le Front national,

alors qu'il ne souhaite même pas négocier avec ses amis du Parti républicain. Ce qui est limpide, c'est que l'on va assister dans les mois qui viennent à une floraison de déclarations désordonnées des adversaires de M. Barre ; déclarations tendant à laisser planer le doute sur des questions essentielles, qui ont été clarifiées depuis longtemps. Je rappelle que, au second tour de l'élection présidentielle de 1988, les Français auront à choisir entre le socialisme pour sept ans ou la philosophie libérale et sociale, incarnée par M. Raymond Barre. Ils se prononceront pour l'une de ces deux lignes de pensée et pour l'un des deux hommes qui l'incarneront. C'est cela l'essentiel ».

Propos recueillis par
PIERRE SERVANT.

M. Briant reste en droit secrétaire général du CNI

M. Philippe Malaud, ancien ministre, président du Centre national des indépendants et paysans, n'avait pas qualité pour décider de mettre fin aux fonctions de M. Yvon Briant, ancien élu du Front national, député non inscrit du Val-d'Oise, qui conserve donc son poste de secrétaire général du CNI.

Saisi en référé par M. Yvon Briant, M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, a rendu, le vendredi 16 octobre, une ordonnance déclarant que la décision de M. Philippe Malaud « est manifestement irrégulière et ne saurait donc produire effet ». Le magistrat s'appuie sur l'article 23 des statuts du CNI, aux termes duquel la nomination et donc le remplacement du secrétaire général est du seul ressort du comité directeur.

Le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines le président du CNI à son secrétaire général, notamment à propos de l'élection présidentielle, s'était traduit, jeudi 8 octobre, par une lettre de M. Malaud informant M. Briant qu'il était remplacé par M. Jean Kiffer, député (app RPR) de la Moselle.

M. P.

CORRESPONDANCE

A propos des dissensions au FN

Après la publication, dans nos éditions du jeudi 1^{er} octobre, d'un article consacré aux « lézards du Front national », M. Roland Helle nous a adressé la mise au point suivante :

S'il est vrai que j'ai été l'un des dirigeants nationaux du PFN de 1981 à 1984, année de mon adhésion au Front national, les manœuvres que vous m'imputez visant à déstabiliser le responsable du FNJ sont de la pure invention.

Je n'ai jamais intrigué contre personne, cela n'est pas mon habitude.

Plus grave encore, je défie quiconque de prouver que j'aurais « passé à tabac » un membre du bureau politique qui se serait conduit en délateur vis-à-vis de mes amis de la fédération des Yvelines. Ces méthodes ne sont pas les miennes ! Le Front national est un mouvement suffisamment structuré pour régler de manière statutaire ce genre de différends, s'ils venaient à exister.

Au Front national, je ne suis l'homme de personne, si ce n'est des idées que défend Jean-Marie Le Pen. C'est aussi le cas de Jean-Pierre Stirbois, voilà pourquoi il est mon ami.

De son côté, M. Marc Aurand tient également à démentir l'information selon laquelle il aurait participé à une entreprise de déstabilisation du président du Front national de la jeunesse, M. Martial Bild.

Contrairement aux allégations sans fondement publiées dans un récent article intitulé « Des lézards au Front national » qui me qualifiait « d'homme de Stirbois » et me supposait en rébellion contre un autre responsable du mouvement, je tiens à apporter les précisions suivantes :

— Les responsables et ex-responsables du Front national de la jeunesse, auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir en tant que délégué régional pendant plusieurs années, sont unis et soudés derrière leur directeur national aussi longtemps que ce dernier jouit de la confiance de notre président, Jean-Marie Le Pen.

[M. Roland Helle n'a effectivement pas « passé à tabac » M. Michel Bayvet, membre du bureau politique du FN. Il était néanmoins présent au moment de ces incidents, et la commission de discipline du FN a admis sa complicité.]

سكزا من الالجل

[illegible]

L'itinéraire d'un militant d'Action directe

Renaud Laigle raconté par son père

LYON

de notre bureau régional

« Renaud est l'être le meilleur que j'ai jamais rencontré. » Ainsi parle un père. Son fils Renaud Laigle, vingt-huit ans, est accusé d'avoir participé à cinq attaques à main armée.

La petite phrase en forme de paradoxe paraît vaine, voire provocatrice. Pourtant, M. Pierre Laigle ne cherche pas à innocenter l'un des dix-neuf inculpés du lourd dossier d'Action directe : il condamne absolument l'acte du groupe terroriste. Mais, face à la dérive du plus fragile de ses trois enfants, c'est sa manière de faire partager son désespoir. Il ne peut plus offrir à ce fils qu'un bon avocat et sa tendresse comme, dans le film de Bertrand Tavernier, le faussé « l'horloger de Saint-Paul » pour son fils assassin.

Renaud n'avait déserté la propriété familiale de l'Ouest lyonnais que pour tenter d'échapper à l'emprise, puis, semble-t-il, aux menaces d'André Olivier, chef d'Action directe de Lyon, arrêté le 28 mars 1986, et de son lieutenant, Max Frérot, toujours en fuite. Comment imaginer qu'un garçon « prudent, circapspect, idéaliste, au point de se faire végétarien à trois ans par amour des animaux », puisse se laisser entraîner dans un activisme politique fait de fureur et de violence ?

Le 21 juillet 1987, Pierre Laigle et son épouse, devant l'aéroport de Lyon-Mercure, viennent retrouver Renaud. Une dizaine de policiers les encerclent et séquestrent, très courtoisement, le mandat d'arrêt international délivré contre celui que Max Frérot désignait dans ses « carnets-confessions » (Le Monde du 25 juillet 1986) d'un simple surnom : « le Grand ».

Quatre enquêteurs de la police judiciaire française — dont un, au moins, a pris le même avion que les parents Laigle à Lyon-Satolas — participent à l'arrestation, aux

côtés de leurs homologues allemands. Pour M. Laigle, il ne fait aucun doute que la trace de son fils a été retrouvée grâce aux écoutes téléphoniques dont il avait été l'objet. Cinq jours plus tôt, Renaud, sortant d'un long silence, l'avait appelé de Munich pour fixer ce rendez-vous. Le fait d'avoir ainsi servi d'« appât » ne choque pas M. Laigle, qui n'a plus, du même coup, à démontrer sa totale « innocence ».

Directeur dans plusieurs pays d'une compagnie aérienne (notamment au Maroc, puis en Tunisie), M. Laigle se trouvait en poste en Belgique lorsque, à quatorze ans, l'influencable Renaud adhère aux Ténoré de Jérusalem. « Un coup de sonnette et quelques bonnes paroles suffisent à le convaincre qu'il pouvait changer le monde... Après un an d'entraînement, nous avons pu lui redonner un équilibre moral en l'envoyant passer six semaines à Madrid, chez des amis indiens d'une grande spiritualité. »

« Vive l'anarchie ! »

En 1977, la famille Laigle s'installe à Lyon. Renaud, à défaut d'être admis chez les jésuites du quartier d'Ainay, entre en terminale au lycée Jean-Moulin. Comme beaucoup de ses camarades de classe (dont un, Henri Cachan-Herrellet, figure aujourd'hui dans le même dossier judiciaire), il est séduit par la forte influence de son professeur de philosophie : M. Daniel Prieto, exclu en juillet 1976 de son poste d'assistant de sociologie à l'université Lyon-II pour militantisme. M. Prieto, qui adhère au Collectif d'études matérialistes (CEM) — un mouvement ultra-contestataire, menant des enquêtes sur le terrain auprès de « ceux qui luttent », et auquel André Olivier participe un temps — fit intervenir Max Frérot comme conférencier devant ses élèves. Renaud Laigle, subjugué, se mit à lire Bakounine et bomba « Vive

l'anarchie ! » sur les murs de sa chambre. Prurit adolescent ? Non pas. Premiers signes d'un fatal enlèvement.

Par l'intermédiaire de Frérot, Renaud Laigle rencontre Olivier, qui fait déjà figure de gourou. Pour être restreint, le prosélytisme du groupe, qui se baptisera plus tard l'Affiche rouge, n'en est que plus efficace. On demande à Renaud de tout sacrifier à la « cause ». On lui ordonne de cacher des explosifs dans le parc de ses parents. Le petit logement des gardiens, qui surplombe deux garages situés à moins de cinquante mètres de la maison familiale, devient une base logistique et une « planque » pour le groupe.

Renaud Laigle se trouve engagé dans deux attaques à main armée. « Je considérais Renaud comme un contemptif, l'antithèse de son frère aîné, qui est un battant ; et je m'étais fait une raison à le voir abandonner ses études sans s'être présenté au bac, soupire M. Laigle. Il aidait à la maison, prenait des petits boulots. Avec le recul, je ne me reproche pas mon attitude libérale. Nos rapports étaient bons. L'autoritarisme n'aurait fait que le braver, il serait parti. J'ai préféré l'avoir là. Je croyais savoir ce qu'il faisait. Si j'avais vraiment su... »

La fuite

En avril 1980, Renaud Laigle, qui veut se dégager du groupe terroriste, comme il l'écrit plus tard depuis sa cellule de haute sécurité de la prison de Munich, repart pour l'Inde. Ses parents lui rendent visite. Début 1982, après avoir sillonné le Pakistan, l'Afghanistan, Sri-Lanka et l'Allemagne, il revient en France et se met au vert, dans l'Ain. Ses « amis » finissent par le débusquer, le relancent, le harcèlent. Il rechute, sous une pression qui évolue progressivement vers la menace. Olivier et Frérot, qui ne supportent ni les lâches ni les repentis et redoutent les « balances », l'intimident

perfois avec une arme. Le terroriste terrorisé commettra ainsi deux nouvelles attaques à main armée. Ses parents le trouvent déprimé, renfermé, mais ignorent toujours sa double vie. En passant l'aspirateur chez elle, sa mère croiera un jour André Olivier, sans savoir à qui elle a affaire.

Pour préparer une nouvelle fuite décisive, Renaud Laigle entame son passeport dans le jardin et après avoir organisé une mise en scène — le groupe possède des clés de la maison des Laigle et la surveillance étroite, — il réussit à prendre un train pour l'Allemagne, un soir d'octobre 1983. « Nous étions tous d'inquiétude, raconte son père. Fin novembre, nous avons enfin reçu une lettre postée de Grande-Bretagne, suivie de quelques missives en provenance de la Norvège ; évasives. Et puis, durant dix-huit mois interminables, plus aucune nouvelle. Ce n'est qu'en septembre 1985 qu'il nous a réécrit, du Nicaragua, où il était parti récolter le café et le coton. En janvier 1986, nous nous sommes rendus à Managua pour des retrouvailles de huit jours. Ensuite, il n'a cessé de voyager, en Scandinavie, dans l'Europe du Sud et en Allemagne fédérale. Il avait des amis dans chaque pays, couchait n'importe où, vivait comme un ascète. »

D'après ses lettres récentes, Renaud Laigle ne s'est jamais senti traqué par la police. En revanche, il redoutait toujours Olivier et Frérot et subissait des représailles. Après son extradition, il est passé aux aveux sans aucune difficulté. Et lors des récentes confrontations avec les responsables du groupe, il a été accusé par ceux-ci d'être un traître.

« Pour moi, Renaud est avant tout une victime ; il n'a rien commis d'impardonnable, souligne son père. Je suis désolé à ses côtés. D'ailleurs, le jour de son arrestation à Munich, nous avons d'abord eu l'impression que tout le monde nous prenait en pitié. »

ROBERT BELLERET.

JUSTICE

Réactions syndicales sur la situation aux Baumettes

Après la publication du rapport confidentiel du procureur général d'Aix-en-Provence, M. Jean Brun, sur la situation à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille (Le Monde daté 11-12 octobre), le Syndicat national des directeurs de prisons (SNDDP-FO), qui fait part de « sa très vive stupefaction » à propos de la diffusion de ce rapport, « s'interroge sur la capacité d'un procureur général à porter des jugements aussi brefs et définitifs sur l'institution et les personnels pénitentiaires ».

Le SNDDP-FO exige, d'autre part, « la prise en compte des besoins spécifiques des établissements pénitentiaires en matière d'intervention rapide des forces de l'ordre et de sécurité publique, une réforme totale des structures d'administration centrale en matière de contrôle général et la création d'une inspection générale des services rattachés au cabinet du ministre de la justice ».

M. Jacques Vialette, secrétaire général du Syndicat national pénitentiaire des personnels de surveillance FO, a dénoncé, pour sa part, « l'attaque totalement infondée » de M. Brun « qui bafoue la dignité du personnel de surveillance » et assure ce dernier de « son plus inconditionnel soutien ».

De son côté, l'Union fédérale autonome pénitentiaire (FAJ-FGAF) « condamne le caractère pour le moins excessif des déclarations péremptoires » de M. Brun, « n'excluant pas que la publicité donnée à cette note provoque aux Baumettes de nouveaux événements graves ». L'Union autonome, « suggère que le procureur d'Aix-en-Provence prenne en charge la direction effective de l'établissement d'une part, et remplace le personnel de surveillance par des auditeurs de justice, d'autre part ».

Enfin, le syndicat CFDT des services pénitentiaires, qui « apporte son soutien total à l'ensemble du personnel des Baumettes », « s'élève » de la diffusion d'un document confidentiel alors même que les différents personnels concernés, à aucun moment, n'ont eu à s'exprimer sur son contenu « et demande l'ouverture d'une enquête ».

Les doléances du personnel administratif des prisons

Les personnels administratifs des prisons se plaignent d'être les parents pauvres de l'administration pénitentiaire. Le président de leur syndicat national (FO), M. Yvan Laurens, exposait dans une lettre récente au président de la République, les griefs des mille cinq cents fonctionnaires de ce secteur (70 % d'entre eux votent pour ce syndicat aux élections professionnelles).

Le projet de budget du ministère de la justice pour 1988, note M. Laurens, prévoit 22 millions de francs supplémentaires pour les indemnités des magistrats, mais rien pour le personnel administratif des prisons, alors que ses revendications pourraient être satisfaites avec 5 % de cette somme.

Ces fonctionnaires des prisons, explique M. Laurens, « ont la responsabilité et la charge de l'entretien des locaux, la gestion des dossiers pénaux et du déroulement de la peine, l'alimentation de la population pénale, la gestion et la liquidation des droits du personnel ». A ce titre, ils ont, comme les surveillants, l'interdiction de faire grève mais, à la différence de ceux-ci, ils ne touchent pas de prime de risque, ce que le syndicat, qui réclame la « parité » avec ces surveillants, considère comme anormal.

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 3

Dans le Bordelais, les prix des primeurs de la récolte 1986 ont-ils monté ou baissé par rapport à ceux de 1985 ?

- monté,
- baissé,
- n'ont pas varié.

QUESTION N° 4

3309, S04, 41B.....Que désignent en viticulture ces codes bizarres ?

POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

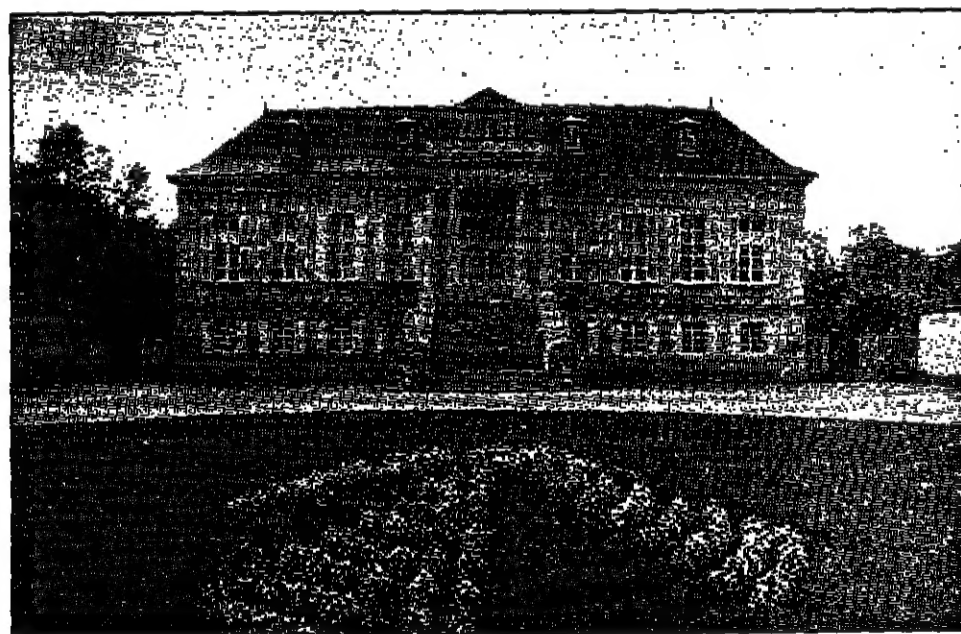
Le Monde



VIGNETTE

avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

Dans un magnifique domaine*, un grand de Bordeaux
Château La Louvière
Pessac et Léognan rouge et blanc - Graves



André Lurton,
propriétaire
une tradition
bien gardée

* Site inscrit à l'Inventaire des Monuments Historiques.
Membre Académie du Vin de Bordeaux.

BUREAUX : VIGNOBLES ANDRÉ LURTON/CHATEAU BONNET/GREZILLAC 33420 BRANNE/FRANCE - TEL. 57 84 52 07 - TÉLEX : 570 215 F.

هكذا من الاجل

Société

FAITS DIVERS

Flagrant délit pour un détestable duo

Les agresseurs présumés
de quarante-deux personnes âgées
arrêtés à Paris

On a du pot qu'il n'y ait pas eu de cadavre. Au 36, quai des Orfèvres, siège de la police judiciaire parisienne, les policiers ne cachent pas leur soulagement, le vendredi 16 octobre, après l'arrestation de deux hommes soupçonnés d'avoir agressé, depuis la fin du mois de juillet, quarante-deux personnes âgées habitant la capitale. Toutes les menées policières se souvenaient, en effet, des dix meurtres de femmes âgées commis en 1984, notamment dans le 18^e arrondissement, qui avaient donné lieu à une exploitation politique visant notamment M. Robert Badinter, alors garde des sceaux.

Cette fois, avec les mêmes méthodes empiriques, la PJ a eu plus de chance. Témoignages et plaintes s'étaient accumulés durant l'été. Fin août, une première « synthèse criminelle » fut établie, qui étudiait les points communs entre chaque agression. Les signalements recueillis et l'examen des scénarios convergèrent rapidement vers une hypothèse : les agresseurs étaient deux, toujours les mêmes, l'un grand, l'autre petit, bedonnant, « marchant en canard ». Leur terrain d'action restait le 10^e arrondissement et sa bordure. Ils procédaient en suivant leurs victimes jusqu'à leur logement, l'un d'eux poussait la personne âgée, lui couvrait la tête d'un oreiller, tandis que l'autre fouillait les lieux, volant économies et bijoux.

Une fois l'hypothèse confortée, la PJ décida d'employer les grands moyens. C'était il y a une dizaine de jours. Quarante policiers des brigades centrales du « 36 » et quarante autres prélevés sur les six divi-

sions de police judiciaire qui couvrent Paris furent déployés et dispersés dans les rues du 10^e arrondissement, tandis que les policiers en tenue étaient sensibilisés à cette « chasse » exceptionnelle. C'est une équipe de la Brigade de répression du banditisme (BRB) qui put, jeudi, vérifier la pertinence de l'hypothèse de départ.

Les deux hommes furent repérés en pleine action, « filochés », selon l'expression de l'argot policier, et finalement interpellés en flagrant délit alors qu'ils venaient d'agresser M^{me} Aline Bergeron, âgée de quatre-vingt-quatre ans, rue Arthur-Groussier. Lakdar Lamssaid, trente et un ans, de nationalité algérienne, et Abdelkader Bensouda, trente-quatre ans, de nationalité marocaine, furent placés en garde à vue et auraient été confondus : deux empreintes avaient été relevées par l'identité judiciaire lors des précédentes agressions. Or, assure-t-on au « 36 », elles correspondraient, chacune, à l'un des deux suspects.

La première agression remontait au 27 juillet. La moyenne d'âge des victimes était de quatre-vingt et un ans. Condamnés ensemble, en 1983, pour des faits similaires, les deux malfaiteurs étaient sortis de prison en juillet dernier et avaient aussitôt « reformé leur duo », selon l'expression d'un policier. Ce délit policier a eu ses à-côtés : au passage, une équipe de cambrioleurs fut interpellée et, selon un enquêteur, « remoniée sur une vingtaine d'affaires. Quand on est dehors, c'est bien le moins... »

E. P.

MÉDECINE

Une initiative de Médecins du monde et AIDES

Déclaration universelle des droits
des malades du SIDA et des séropositifs

En marge du forum sur les organisations non gouvernementales (ONG) qui a lieu actuellement à Agen, les associations Médecins du monde (présidée par le professeur Alain Deloche) et AIDES (présidée par M. Daniel Defaut) ont remis, le vendredi 16 octobre, à M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, un texte intitulé « Déclaration universelle des droits des malades du SIDA et des séropositifs ».

Les auteurs de cette déclaration, qu'on lira ci-dessous, espèrent que M^{me} Barzach voudra bien la remettre à son propre compte et la soumettre aux autorités sanitaires des différents pays qui participeront au Symposium international de réflexion sur le SIDA, qui aura lieu à Paris les 22 et 23 octobre.

« Le SIDA est maladie et symptôme de notre époque. En dépit de son actuelle gravité, en dépit de l'absence momentanée de tout traitement efficace, et au-delà des réactions médiatiques, politiques ou simplement humaines que la peur suscite, le SIDA reste une maladie semblable à d'autres que la médecine a déjà maîtrisées et qu'elle maîtrisera. En dehors des rapports sexuels et de la transmission par voie sanguine, les malades ne représentent aucun risque de contagion. Au stade actuel, seules l'information et l'éducation du public rendent efficaces les mesures de prévention indispensa-

bles, seules susceptibles d'enrayer l'épidémie. Elles sont donc garantes de la santé et de la liberté des populations.

« Cette situation impose une sagesse, exige le respect scrupuleux d'une éthique, dicte des impératifs.

Les dix impératifs

« 1) Au regard de la loi comme de la médecine, le SIDA est une affection comme les autres.

« 2) Les personnes atteintes par le virus sont protégées par la loi commune. Aucune loi d'exception ne pourra leur être appliquée.

« 3) Les soins aux personnes atteintes par le virus doivent être consentis sans aucune restriction, selon les lois de leur pays.

« 4) Nul n'a le droit de restreindre la liberté ou les droits des personnes atteintes par le virus, quelles que soient leur race, leur nationalité, leur sexe ou leur religion.

« 5) Toute référence à la maladie présente ou future faite sans le consentement de la personne atteinte par le virus doit être considérée comme fautive et sanctionnée dans le cadre du droit commun.

« 6) Toute action s'inspirant de motifs discriminatoires et tendant à refuser aux personnes porteuses de virus un emploi, un logement, une assurance ou à les en priver, à restreindre leurs partici-

pations aux activités collectives, scolaires et militaires doit être sanctionnée.

« 7) Les transfusions sanguines et l'utilisation du matériel de prise de sang et d'injections doivent offrir toutes les garanties possibles d'innocuité.

« 8) En aucun cas des examens de dépistage du virus ne doivent être pratiqués à l'insu de la personne.

« 9) Tous les examens de contrôle ou les dépistages qui s'avèrent nécessaires doivent être accomplis dans le respect de l'anonymat et couverts par le secret médical.

« 10) Le secret médical qui lie les médecins entre eux et chaque médecin à son patient doit être absolu notamment à l'égard des employeurs et des services publics. Il ne doit connaître aucune exception, quelles que soient les exigences de la technologie médicale moderne. Les données recueillies par le médecin ne doivent servir qu'à des fins médicales. Tout manquement à cette déontologie devra être poursuivi et donner lieu à réparation.

« Première transplantation cardiaque sur un nourrisson. — Pour la première fois, un bébé âgé de quelques heures a subi une transplantation cardiaque, le vendredi 16 octobre, à l'hôpital de Loma Linda, en Californie. Le petit garçon, d'origine canadienne, souffrait d'une malformation du côté gauche du cœur, à laquelle il n'aurait pas survécu.

M. Chalandon
ordonne la dissolution
des associations françaises
de mères porteuses

M^{me} Michèle Barzach, ministre de la santé, a demandé, le vendredi 16 octobre, au garde des sceaux la dissolution des trois associations françaises de mères porteuses, M. Alain Chalandon, a répondu à cette demande et ordonné par référé la dissolution d'Alma Mater, à Marseille, de Sainte-Sarah, à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), et de l'Association nationale de l'insémination artificielle par substitution (ANIAS) à Paris.

Cette décision intervient après l'action en justice intentée en juin dernier par une jeune femme pour récupérer son enfant qu'elle avait vendu à un couple stérile par l'intermédiaire de l'association Alma Mater (le Monde daté 11-12 octobre). Commentant les activités des organismes qui servent d'intermédiaire entre couples stériles et mères porteuses, M^{me} Barzach a déclaré : « C'est une forme d'esclavage : le phénomène des mères porteuses a donné lieu à un commerce qui ne paraît pas supportable. »

De son côté, le docteur Sacha Geller, président de l'association Alma Mater, a affirmé que la suppression des intermédiaires médicaux risquait de laisser le champ libre à un « marché noir » qui n'est pas souhaitable.

Pénurie de sang
dans l'Indre

Les dons de sang ont diminué de près de 80 % dans le département de l'Indre, où les dons ont nettement baissé le 6 octobre un mouvement de grève pour protester contre le licenciement du directeur du centre de transfusion sanguine de Châteauroux, accusé en juillet dernier de « manquement à l'obligation de réserve » par le conseil d'administration du Centre. Les dons, qui ont suspendu les dons collectifs, continuent de répondre aux demandes individuelles de l'hôpital.

ESPACE

« Ariane lancera le premier satellite européen de télévision directe. — Une étape décisive du programme franco-allemand de télévision directe devrait être franchie, le 17 novembre prochain, avec le lancement par Ariane du satellite ouest-allemand TV-SAT. Frère jumeau de TDF-1, dont le tir est programmé en avril 1988, TV-SAT sera le premier satellite européen de télévision directe. Muni de quatre canaux de télévision (destinés à deux chaînes privées et à deux chaînes publiques ouest-allemandes), il transmettra des programmes non seulement à des Allemands mais aussi à des habitants des régions allant du sud de la Scandinavie à Naples et de la Grande-Bretagne à la Pologne, soit un public potentiel de 300 millions de téléspectateurs. Pour Ariane, ce sera l'occasion de lancer le plus gros satellite (2 tonnes) jamais propulsé par la fusée européenne. — (AFP.)

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

SPORTS

Dopage : installation de la Commission ad hoc

La charge de la preuve

M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a installé le jeudi 15 octobre, la Commission consultative de lutte contre le dopage. Cette dernière a constaté que sur deux mille six cent quatre-vingt-quatre analyses faites en France depuis le début de l'année quatre-vingt quinze cas ont été « positifs ». Les moyens sont-ils pour autant en accord avec les intentions ?

Comment rester insensible au témoignage de Nadine Da Lage publié dans l'Equipe Magazine (1) ? Pillées après pillées, piégées après piégées, cette ancienne spécialiste des épreuves combinées décrivait son hallucinant parcours de la dope.

« BOXE : championnat du monde unifié des poids lourds. — L'Américain Mike Tyson, vingt et un ans, a conservé le titre mondial unifié des poids lourds le 16 octobre à Atlantic City. A la fin de la septième reprise, l'arbitre a arrêté son compatriote Tyrrell Biggs, vingt-sept ans, champion olympique de la catégorie à Los Angeles, qui a été incapable de profiter de sa taille et de son poids, tous deux supérieurs. C'est la treizième victoire en autant de combats professionnels de Tyson, dont le prochain adversaire devrait être l'ancien champion du monde Larry Holmes, trente-huit ans, le 23 janvier 1988.

« CYCLISME : record de l'heure. — L'Italien Francesco Moser, qui détient les records du monde de l'heure en plein air en altitude (51,151 km/h) et au niveau de la mer (49,801 km/h), a échoué une nouvelle fois le 18 octobre à Vienne dans sa tentative de s'approprier le record sur piste couverte détenu par l'amateur soviétique Viatcheslav Ekmov (49,872 km/h). Le champion italien s'est arrêté après vingt-sept minutes de course en ayant néanmoins amélioré au passage les records professionnels des 10 kilomètres (11 min 59 s 21) et des 20 kilomètres (24 min 12 s 28).

« TENNIS : Tournoi de Toulouse. — Vainqueur au deuxième tour du tenant du titre, Guy Forget, Jérôme Potier a été éliminé en quart de finale du Tournoi de Toulouse par l'Américain Tim Wilkinson (6-4, 6-7, 6-3).

« René Jaeggi président d'Adidas. — Le conseil de surveillance d'Adidas, qui dirigeait la firme d'équipements sportifs depuis le décès de Horst Dassler, le 9 avril 1987, a nommé M. René Jaeggi, âgé de trente-huit ans, à la présidence du directoire de la société.

Ces aveux, pensait-on, doivent provoquer une réaction, déclencher un processus. D'autant que l'opinion publique était sensibilisée au problème du dopage : à Lyon, sept personnes se retrouvaient sur les bancs de la correctionnelle pour un trafic d'amphétamines dans les milieux du cyclisme amateur.

Le premier à réagir aurait dû être le secrétaire d'Etat aux sports qui a lancé au printemps dernier une campagne « Dopage dégage » dont la clé de voûte est la commission nationale. Ainsi, M. Bergelin, qui a la possibilité légale depuis le 1^{er} juillet de faire effectuer des contrôles antidopage inopinés, aurait pu envoyer immédiatement des médecins au CSM Clamart pour analyser tous les sociétaires de ce club entraîné par Carmen Hodou, responsable, selon Nadine Da Lage, du dopage.

Quel mal y aurait-il eu ? Positifs, les contrôles apporteraient la preuve que Nadine Da Lage a dit la vérité. Négatifs, ils légitimeraient le soupçon qu'elle a fait peser sur « le chargé de mission des épreuves combinées » ? Mais en remettant les récompenses de l'espoir olympique du mois au sauteur Jean-François Lamour — celui-ci aurait pourtant « forcé » sur la calfinière pour décrocher le titre mondial à Lausanne, — M. Bergelin s'est contenté de noter que les contrôles avaient augmenté de 47 % durant le premier semestre.

Bref, M. Bergelin n'a pas bronché. Ou, plus précisément, il a dit qu'il agissait à la manière des hallebardiers d'opérette qui chantent à tue-tête « nous marchons » en restant sur place.

Mais après tout, le secrétaire d'Etat n'a pas à faire personnellement le ménage à la fédération d'athlétisme. C'est la fonction des dirigeants sportifs. Or qu'ont fait ces derniers ? Ils auraient dû être particulièrement en alerte après les trois cas positifs révélés au cours de l'été. En fait, ils sont restés de marbre. « Témoignage n'est pas preuve », ont dit en substance le président Robert Bobin, le secrétaire général Pierre Dasiaux et le directeur technique national Alain Piron.

Il y a certes des points obscurs dans la confession de Nadine Da Lage. Mais, quand on prétend vouloir diriger un sport propre, rest-on assis sur une lessiveuse en ébullition ? Si ces dirigeants drapés dans leur dignité veulent des preuves, ils ne peuvent se contenter d'attendre qu'on les leur apporte. Ils doivent aller les chercher. Qu'est-ce qui les en empêche ? Les révélations de Nadine Da Lage sont une occasion unique : le pied de biche qui a ouvert la boîte de Pandore du dopage.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Le 12 octobre.

EN BREF

A Lille

Un cafetier condamné
pour discrimination
racialeLILLE
de notre correspondant

« Je ne sers ni les nègres ni les Arabes. — M. Jackie Plouvier, le patron du café Le Dauphin, place de la République à Tourcoing, ne prend pas de détour, ce jour de l'automne 1986, pour refuser de servir les personnes qui viennent de s'asseoir à une table. Elles sont quatre, deux Sénégalais, un Mauritanien, un Français d'origine guadeloupéenne. Devant les policiers appelés sur place, le cafetier réitère son explication : « Je ne sers pas les Noirs ni les Arabes. La petite phrase figure au rapport de police. Celui-ci souligne aussi que « ces personnes sont toujours demeurées calmes et polies, alors que M. Plouvier paraissait très excité ».

Deux jeunes femmes d'origine algérienne, l'une étant enceinte, essieront le même refus : « Ce n'est pas la peine, on vous sert pas ». Voilà qui a valu à M. Plouvier de se retrouver lundi 12 octobre devant le tribunal de Lille poursuivi pour « discrimination raciale ». Les juges l'ont condamné à deux mois d'interdiction d'activité et au versement de 1 000 francs de dommages et intérêts à chacune des six victimes ainsi qu'à la Ligue des droits de l'homme et au MRAP également parties civiles.

JEAN-RENÉ LORE.

« Affaire de la SARR : deux nouvelles inculpations. — Deux nouvelles inculpations ont été prononcées dans l'affaire de la Société d'aménagement de la région de Rouen (SARR), dont le directeur, M. Jean-Claude Petit, a été inculpé et écroué le 8 octobre dernier (le Monde daté 11-12 octobre). M. Jean Audouin, directeur des services « expansion » du groupe Continon, et M. Jean Pingouet, directeur général du développement de la communication de Promodis, société financière du groupe Continon, ont été inculpés de corruption active par M. Jean-Louis Samat, doyen des juges d'instruction. Ils ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

« Mise en détention d'une mère de famille : précision du procureur de la République à Lille. — M. Jacques Basse, procureur de la République à Lille, conteste les déclarations de l'avocate d'une jeune mère de famille mise en détention pour une affaire de chèques volés et dont les enfants se seraient, de ce fait, « retrouvés livrés à eux-mêmes, sans la présence de voisins

et d'amis » (le Monde daté 11-12 octobre). Le procureur souligne que « si le parquet n'a pas ouvert une « protection » pour les enfants, c'est que la jeune femme n'a pas du tout évoqué d'éventuelles difficultés pour ceux-ci au moment de son interpellation « en raison de la présence du père au foyer ». En ce qui concerne la maintien en détention de la mère de famille, il se justifie, selon le procureur, par le fait qu'elle connaît son complice, lequel est toujours en fuite.

« Suicide à la prison de Douai. — Un détenu de vingt-quatre ans, René-Farid Boudrahman, condamné à trois ans de prison pour cambriolages, a été retrouvé pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Douai, jeudi 15 octobre en fin d'après-midi. L'administration pénitentiaire a conclu à un suicide.

Demeurant à Tourcoing, René-Farid Boudrahman devait être libéré en novembre 1988.

« Les terroristes « d'occasion » condamnés. — La quatrième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Ducos, a rendu, le jeudi 15 octobre, son jugement à l'encontre de Mehdi Mohamed Helmi Abdelouf, de nationalité égyptienne, José Da Cruz Morais et Carlos Castano, de nationalité portugaise, tous trois poursuivis pour association de malfaiteurs et soupçonnés d'avoir eu l'intention de réaliser un attentat devant la synagogue de la rue Copernic à Paris, en décembre 1985 (le Monde du 3 octobre).

Le tribunal a condamné Abdelouf à cinq ans d'emprisonnement, Da Cruz Morais et Castano à trois ans d'emprisonnement chacun. Dans ses conclusions, il s'est refusé à suivre les arguments de la défense, qui soulignait que ses clients avaient été manipulés, après avoir été recrutés à Madrid, dans le cadre d'un mystérieux réseau terroriste, « l'Appel de Jésus-Christ », qui s'est avéré être infiltré par la DGSE, les services secrets français.

« M. Claude Bez condamné. — Président du club de football Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez a été condamné, mercredi 14 octobre, par la première chambre du tribunal de Paris, à verser à l'Equipe le franc symbolique qui lui était réclamé (le Monde du 18 septembre). M. Bez avait interdit l'entrée gratuite du stade de Bordeaux à des journalistes de ce quotidien et appelé à son boycott. Le tribunal a jugé ce comportement « gravement fautif » en ajoutant que M. Bez, « qui ne peut être considéré comme un organisateur de spectacle (...), se devait, dans ses rapports avec les journalistes, de ne pas entraver leur action afin de respecter la liberté d'expression et le droit à l'information ».

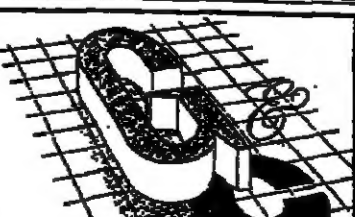
« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la

magistrature ont été nommés conseillers à la Cour de cassation, jeudi 15 octobre, MM. Jean Thierry, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre, Jean-Claude Peyre, président de chambre à la cour d'appel de Paris et Hector Milleville, président de chambre à la cour d'appel de Douai.

« Nominations au ministère de la justice. — Au conseil des ministres du mercredi 14 octobre, sur proposition du garde des sceaux, M. René Eladari, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a été nommé délégué pour la réalisation d'établissements pénitentiaires.

« Très fort tremblement de terre dans le Pacifique sud. — Un très fort tremblement de terre, d'intensité 7,8 sur l'échelle de Richter, a secoué, le vendredi 16 octobre, la zone de l'île de Nouvelle-Bretagne, située dans le Pacifique sud à 450 kilomètres au nord-est de Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), a annoncé l'Observatoire géologique des Etats-Unis. Ce tremblement de terre serait le plus fort enregistré cette année. On ignore s'il y a des victimes et quelle est l'importance des dégâts.

Au Japon, c'est le typhon Kitty qui a ravagé, dans la nuit de vendredi à samedi la côte sud-ouest du pays, provoquant la mort de cinq personnes et en blessant sept autres. Entraîné par des vents soufflant à 108 kilomètres à l'heure, Kitty était accompagné par des vagues tourmentées, qui ont inondé plus de 6 500 maisons et obligé l'évacuation de 2 500 personnes.



(1) 45.21.45.43 :
2000 m²
de savoir...

Des professionnels partagent leur savoir : micro-édition, traitement de texte, maquette graphique, technologie générale de l'imprimerie, palette graphique... Ils organisent du 4 janvier au 20 mai 1988 un stage de concepteur-réalisateur en micro-édition. Pour inscriptions et renseignements, téléphonez au (1) 45.21.45.43.

...Graphisme et communication

AUBREINE

« L'association des parents d'élèves de l'école primaire de l'Aubreine a organisé, le samedi 17 octobre, une manifestation de solidarité avec les enfants de la région de la Sarre. Les parents ont réuni à l'école, à 10 heures, une centaine d'enfants de la région de la Sarre, qui ont été accueillis par les parents de l'Aubreine. Les enfants ont participé à des jeux et à des chants. La manifestation a été très réussie et a permis de renforcer les liens d'amitié entre les deux régions.

AVERGNE

« Le conseil municipal de l'Avergne a décidé, le jeudi 15 octobre, de verser à l'Equipe le franc symbolique qui lui était réclamé (le Monde du 18 septembre). M. Bez avait interdit l'entrée gratuite du stade de Bordeaux à des journalistes de ce quotidien et appelé à son boycott. Le tribunal a jugé ce comportement « gravement fautif » en ajoutant que M. Bez, « qui ne peut être considéré comme un organisateur de spectacle (...), se devait, dans ses rapports avec les journalistes, de ne pas entraver leur action afin de respecter la liberté d'expression et le droit à l'information ».

« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la magistrature ont été nommés conseillers à la Cour de cassation, jeudi 15 octobre, MM. Jean Thierry, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre, Jean-Claude Peyre, président de chambre à la cour d'appel de Paris et Hector Milleville, président de chambre à la cour d'appel de Douai.

« Nominations au ministère de la justice. — Au conseil des ministres du mercredi 14 octobre, sur proposition du garde des sceaux, M. René Eladari, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a été nommé délégué pour la réalisation d'établissements pénitentiaires.

« Très fort tremblement de terre dans le Pacifique sud. — Un très fort tremblement de terre, d'intensité 7,8 sur l'échelle de Richter, a secoué, le vendredi 16 octobre, la zone de l'île de Nouvelle-Bretagne, située dans le Pacifique sud à 450 kilomètres au nord-est de Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), a annoncé l'Observatoire géologique des Etats-Unis. Ce tremblement de terre serait le plus fort enregistré cette année. On ignore s'il y a des victimes et quelle est l'importance des dégâts.

Au Japon, c'est le typhon Kitty qui a ravagé, dans la nuit de vendredi à samedi la côte sud-ouest du pays, provoquant la mort de cinq personnes et en blessant sept autres. Entraîné par des vents soufflant à 108 kilomètres à l'heure, Kitty était accompagné par des vagues tourmentées, qui ont inondé plus de 6 500 maisons et obligé l'évacuation de 2 500 personnes.

« M. Claude Bez condamné. — Président du club de football Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez a été condamné, mercredi 14 octobre, par la première chambre du tribunal de Paris, à verser à l'Equipe le franc symbolique qui lui était réclamé (le Monde du 18 septembre). M. Bez avait interdit l'entrée gratuite du stade de Bordeaux à des journalistes de ce quotidien et appelé à son boycott. Le tribunal a jugé ce comportement « gravement fautif » en ajoutant que M. Bez, « qui ne peut être considéré comme un organisateur de spectacle (...), se devait, dans ses rapports avec les journalistes, de ne pas entraver leur action afin de respecter la liberté d'expression et le droit à l'information ».

« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la

« L'association des parents d'élèves de l'école primaire de l'Aubreine a organisé, le samedi 17 octobre, une manifestation de solidarité avec les enfants de la région de la Sarre. Les parents ont réuni à l'école, à 10 heures, une centaine d'enfants de la région de la Sarre, qui ont été accueillis par les parents de l'Aubreine. Les enfants ont participé à des jeux et à des chants. La manifestation a été très réussie et a permis de renforcer les liens d'amitié entre les deux régions.

« Le conseil municipal de l'Avergne a décidé, le jeudi 15 octobre, de verser à l'Equipe le franc symbolique qui lui était réclamé (le Monde du 18 septembre). M. Bez avait interdit l'entrée gratuite du stade de Bordeaux à des journalistes de ce quotidien et appelé à son boycott. Le tribunal a jugé ce comportement « gravement fautif » en ajoutant que M. Bez, « qui ne peut être considéré comme un organisateur de spectacle (...), se devait, dans ses rapports avec les journalistes, de ne pas entraver leur action afin de respecter la liberté d'expression et le droit à l'information ».

« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la magistrature ont été nommés conseillers à la Cour de cassation, jeudi 15 octobre, MM. Jean Thierry, premier président de la cour d'appel de Basse-Terre, Jean-Claude Peyre, président de chambre à la cour d'appel de Paris et Hector Milleville, président de chambre à la cour d'appel de Douai.

« Nominations au ministère de la justice. — Au conseil des ministres du mercredi 14 octobre, sur proposition du garde des sceaux, M. René Eladari, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a été nommé délégué pour la réalisation d'établissements pénitentiaires.

« Très fort tremblement de terre dans le Pacifique sud. — Un très fort tremblement de terre, d'intensité 7,8 sur l'échelle de Richter, a secoué, le vendredi 16 octobre, la zone de l'île de Nouvelle-Bretagne, située dans le Pacifique sud à 450 kilomètres au nord-est de Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), a annoncé l'Observatoire géologique des Etats-Unis. Ce tremblement de terre serait le plus fort enregistré cette année. On ignore s'il y a des victimes et quelle est l'importance des dégâts.

Au Japon, c'est le typhon Kitty qui a ravagé, dans la nuit de vendredi à samedi la côte sud-ouest du pays, provoquant la mort de cinq personnes et en blessant sept autres. Entraîné par des vents soufflant à 108 kilomètres à l'heure, Kitty était accompagné par des vagues tourmentées, qui ont inondé plus de 6 500 maisons et obligé l'évacuation de 2 500 personnes.

« M. Claude Bez condamné. — Président du club de football Girondins de Bordeaux, M. Claude Bez a été condamné, mercredi 14 octobre, par la première chambre du tribunal de Paris, à verser à l'Equipe le franc symbolique qui lui était réclamé (le Monde du 18 septembre). M. Bez avait interdit l'entrée gratuite du stade de Bordeaux à des journalistes de ce quotidien et appelé à son boycott. Le tribunal a jugé ce comportement « gravement fautif » en ajoutant que M. Bez, « qui ne peut être considéré comme un organisateur de spectacle (...), se devait, dans ses rapports avec les journalistes, de ne pas entraver leur action afin de respecter la liberté d'expression et le droit à l'information ».

« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la

« Nominations de magistrats. — Sur avis du conseil supérieur de la

Le Monde REGIONS

LES
droits
dépositifs

Le Centre dramatique national, installé dans un ancien dépôt où l'on aménage deux salles, de cinq cents et mille places, qui devraient être livrées l'une en 1988, l'autre en 1992.

Le Centre dramatique national, dirigé par Jean-Louis Thamin, sera installé dans un ancien dépôt où l'on aménage deux salles, de cinq cents et mille places, qui devraient être livrées l'une en 1988, l'autre en 1992.

ESPACE

Le Centre dramatique national, dirigé par Jean-Louis Thamin, sera installé dans un ancien dépôt où l'on aménage deux salles, de cinq cents et mille places, qui devraient être livrées l'une en 1988, l'autre en 1992.

Graphisme
et communication

AQUITAINE

La fin de l'Alhambra

Le rideau est définitivement tombé sur l'Alhambra, à Bordeaux. Ce théâtre centenaire avait accueilli au fil des années de grands meetings politiques, des spectacles de SIGMA, des combats de boxe ou des revues locales. La ville a décidé de le vendre à un promoteur immobilier, Les Nouveaux Constructeurs, qui projette d'y aménager cent cinq appartements de grand standing, dont une résidence services pour personnes âgées. La façade, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, doit être conservée.

L'Alhambra était fermé au public depuis 1982 par mesure de salubrité. Il avait cependant fait l'objet en 1985 d'un projet de rénovation. Le ministre de la Culture avait commandé ce projet aux architectes Reichen et Robert, afin d'y accueillir le centre dramatique national promis à Bordeaux. Le changement de gouvernement et le peu d'enthousiasme de la municipalité bordelaise pour ce projet jugé trop coûteux ont définitivement condamné l'Alhambra.

Le centre dramatique national, dirigé par Jean-Louis Thamin, sera installé dans un ancien dépôt où l'on aménage deux salles, de cinq cents et mille places, qui devraient être livrées l'une en 1988, l'autre en 1992.

Auvergne

Solidarité avec Rhône-Alpes

Les premières Assises économiques Auvergne - Rhône-Alpes ont réuni, le 9 octobre à Clermont-Ferrand, quelques centaines d'élus et de chefs d'entreprises des deux régions.

Cette manifestation avait été organisée sur l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, qui a déclaré à cette occasion : « Il faut développer les solidarités utiles pour gagner la compétition que représente le défi européen de 1992. Le rapprochement entre l'Auvergne et Rhône-Alpes est une façon de préparer efficacement cette échéance. Nous n'avons pas l'intention de fusionner, mais nous voulons mettre fin pour toujours à l'isolement historique de l'Auvergne ».

Le plan autoroutier y contribuera : déjà en contact étroit avec la vallée du Rhône, l'Auvergne sera « branchée » avec Paris en 1989, grâce à l'A171, puis à une liaison plus lointaine avec Bordeaux, ainsi qu'avec la Méditerranée par Millau et Béziers.

M. Valéry Giscard d'Estaing a plaidé pour un nouvel espace « Grand Sud-Est », ajoutant : « Il faut voir grand ! Le sud-est de la France peut devenir une zone de développement à l'échelle européenne ».

Ce projet commun a été cautionné par M. Alain Mariéux, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, et par M. Michel Barnier, président du conseil général de Savoie.

CENTRE

Les chemises d'Argenton

Argenton-sur-Creuse, dans l'Indre, l'un des derniers centres

LA PROMOTION ÉCONOMIQUE DES VILLES

Un battant à Orléans

Après des mois de négociations, Orléans vient de décrocher l'implantation du leader américain et mondial du papier domestique, Scott Paper. Trois cents emplois dès le printemps 1988, mille cinq cents à terme : c'est, en France, la première implantation d'envergure du géant américain, déjà présent en Europe. Une belle « prise » pour Orléans et son service économique.

De son côté, la cellule économique du conseil général du Loiret, venue épauler activement Orléans dans ses discussions avec Scott Paper, mène quarante projets d'implantation en milieu rural. « C'est l'équivalent de Scott Paper », insiste son responsable, M. Boucheron.

La ville d'Orléans a un « maire-ministre », M. Jacques Douffiagues. Elle a aussi son « soldat-missionnaire » de l'action économique. Après onze ans passés à la société de construction aéronautique SNECMA, M. Alain Nouthiane dirige le service économique de la ville depuis 1984. Trait peu conforme pour jeunes cadres ambitieux, « Vendre une ville n'a paru qu'une petite annonce du Monde dans laquelle la ville d'Orléans recherchait un directeur d'affaires économiques », explique, volubile, Alain Nouthiane, quarante et un ans, qui a repris le chemin de l'Atlantique où va au-devant des Japonais avec désormais une ville à vendre sous la bres.

Objectif : les sociétés « high tech » qui peuvent accueillir le technoparc greffé sur le campus universitaire de la Source ou la future technopole de Saint-Jean-de-Braye (le Monde date 24-25 mai). Par le biais de cabinets d'affaires aux États-Unis, la ville a entamé une prospection au long cours auprès de quatre cent cinquante sociétés américaines de l'aéronautique et du spatial ; une chargée de mission américaine a été engagée par la cellule économique et un an, qui a repris le chemin de l'Atlantique où va au-devant des Japonais avec désormais une ville à vendre sous la bres.

français actifs de chemiserie (sept entreprises de confection de chemises masculines, huit cents emplois sur les six mille que compte encore en France cette branche industrielle), aura bientôt son musée spécialisé.

L'idée est née en 1983 chez un ténor industriel argentonnois de la chemise, M. Jean-René Gravaux, qui constitue une association pour recueillir et sélectionner tout ce qui avait trait à la chemiserie : outils, machines, mais aussi affiches, documents, modèles, vêtements anciens ou célèbres.

En 1985, M. André Advenier, maire d'Argenton-sur-Creuse, appuya l'association l'appui de la municipalité, et les collections purent ainsi être présentées, en période estivale, dans une usine désaffectée.

Reste maintenant à rendre ce musée définitif et à le compléter d'un centre de documentation et d'un lieu d'exposition temporaire. Coût prévisible de l'opération : 3,4 millions de francs, pour lesquels la ville cherche des « financements croisés ». Ce futur musée voudrait être aussi tourné vers l'avenir, en conciliant un « conservatoire des techniques anciennes » avec une « vitrine de la création contemporaine » qui organiserait des expositions « des rencontres à caractère esthétique ou technologique ».

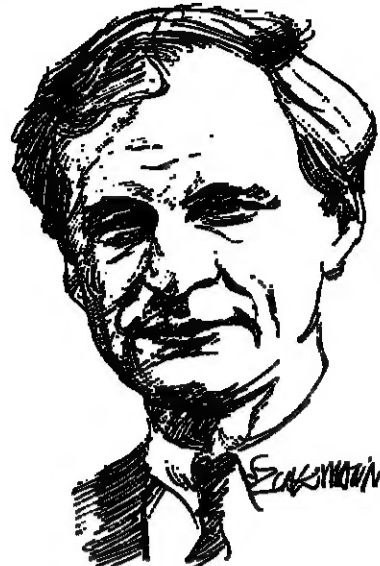
Pour Alain Nouthiane, que ce soit à Orléans ou ailleurs, le paysage industriel est à refaire. Beaucoup de bonnes volontés s'agitent : CCI, collectivités, Etat, ANVAR ; mais « il n'y a pas eu de la fédération du transfert » qui aboutit à des 21 de qualité. Banques et services aux horaires mal conçus, signalétique déficiente. On ne fait pas venir une entreprise avec des dépliantes, même les plus séduisants. Il faut repartir de zéro : « Tant que l'on n'apportera pas l'ingénierie d'affaires, le marketing, l'image de marque et la motivation, il n'est pas question de faire surgir des Silicon Valley ! »

Zones repoussoirs

Les collectivités locales, qui faisaient de l'administration, font à présent de l'économie, surtout depuis la décentralisation. Pour Alain Nouthiane, la ville est le lieu privilégié de l'action économique : « Au moins, c'est une identité claire, à l'inverse de la région ou même du département. Un homme d'affaires américain connaît-il le Loiret ? Les Français ont déjà bien du mal à le situer sur la carte ! »

Des villes donc « qui bougent », éparpillées par les traumatismes sociaux, tout entières tournées vers l'avenir, où l'urbanisme de jargon public « cède enfin la place à un urbanisme économique », où l'on n'hésite pas à construire des bureaux de verre au milieu des quartiers résidentiels. Finies les entreprises reléguées en bout de ville dans des zones industrielles repoussoirs ! Et Alain Nouthiane, de citer volontiers cette anecdote : le PDG de Honda, visitant Tours, aurait battu en retraite au vu d'une zone industrielle mal entretenue pour venir s'installer à Orléans.

Pour caractériser ces changements, un autre « profil d'homme » s'impose. Alain Nouthiane précise que les collectivités locales — à la manière des clubs de football — opèrent des « transferts » de cadres de chez Matra, Thomson ou Saint-Gobain, ou que l'on envoie les jeunes administrateurs civils frais émoulus de l'ENA « non pas en stage à l'ambassade de France à Washington, mais dans les grandes sociétés multinationales ». Des hommes « confrontés à la conquête des marchés », qui savent aussi vaincre les résistances de l'Etat,



car aujourd'hui tous les Etats, y compris et surtout les plus compétitifs, sont « interventionnistes » malgré un libéralisme de façade.

Meis, plus généralement, le Français manque d'appétit des affaires. Il est friand de compétitions sportives, mais pour la « compétition d'affaires » il n'y a plus personne, et « ceux qui travaillent à l'étranger ne sont plus là parce qu'ils travaillent à l'étranger ». Les banques se précipitent pour sponsoriser les voitures. Qu'attendent-elles pour sponsoriser « l'image de la technologie de la France » ?

Etant donné que des maires transformés en « city-managers » soient obligés aujourd'hui de faire du transfert de technologie. « Où est l'initiative privée, s'interroge Alain Nouthiane, si elle n'est pas en train de disparaître dans les villes, en dehors de Paris, des cabinets d'affaires. S'il incombe au maire d'inciter, de catalyser, de privilégier ensuite de « fertiliser » les initiatives ».

RÉGIS GUYOTAT.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un nouveau pont sur le Rhône

La direction départementale de l'équipement du Gard a lancé les appels d'offres pour la construction du nouveau pont sur le Rhône entre Beaucaire et Tarascon, destiné à remplacer l'actuel pont de Beaucaire.

Cet ouvrage, dont le coût est estimé à 73 millions de francs, sera financé à 50 % par l'Etat et par les quatre collectivités locales intéressées : départements du Gard et de Bouches-du-Rhône et conseils régionaux de Languedoc-Roussillon et de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'image d'une région

Piqué au vif par le succès médiatique que remportent Montpellier et son maire socialiste Georges Frêche, le conseil régional de Languedoc-Roussillon veut, lui aussi, se faire connaître sous son meilleur jour. M. Jacques Blanc, son président (UDF), lance une vaste campagne de communication, confiée à une filiale de Publicis et à une société de

Nîmes, Plein Soleil, autour du slogan « Tout est là... de Perpignan à Mende. Nous sommes décidés, dit M. Jacques Blanc, à prendre le taureau par les cornes et à démontrer que notre région, par-delà la diversité de ses cinq départements, vit bien sa territorialité ».

Images, clichés, messages se bousculent. Le Languedoc-Roussillon, c'est le « Sud intense », la « Californie française », la « terre ouverte ». C'est aussi des trouvailles de vocabulaire. Ainsi le conseil régional a-t-il décidé de créer un fonds régional et interdépartemental de caution pour soutenir le développement des entreprises : une cagnotte qui correspond au sigle significatif de... FRIC.

Cette campagne publicitaire coûtera 9 millions de francs en 1988, auxquels s'ajouteront des opérations spécifiques de promotion sur le tourisme ou les vins primaires.

LORRAINE

Les quatre chemins de l'innovation

Au cours d'une réunion organisée par la Société industrielle de l'Est à Nancy, sous la présidence de M. Philippe Friedel, PDG de

Berger-Levrault, M. Roger Fauroux, directeur de l'ENA et président d'honneur de Saint-Gobain, a remis le prix André-Grandpierre à M. Bernard Guérin de Dumas, président de la section française du Club international des technopoles et président de la technopole Nancy-Brabois Innovation.

Il a souligné, à cette occasion, le caractère exemplaire de l'action menée par la technopole de Nancy-Brabois pour faciliter l'innovation à travers quatre grands types d'actions, les quatre « A » : aménagement de l'espace, animation de la relation recherche-industrie, accueil des entreprises, action financière pour faciliter le développement des entreprises en place et l'émergence d'entreprises nouvelles.

PAYS DE LA LOIRE

La mairie à l'école

La ville de Saumur vient de rééditer son Livre d'information civique. L'initiative avait été prise l'an dernier par M. Jean-Paul Hugot, maire de Saumur, notamment auprès des élèves des classes de 6^e et dans le cadre de leur programme scolaire. Le Livre propose un parcours de la mairie : il raconte l'histoire de la cité, son organisation

actuelle et les fonctions multiples qui s'y exercent. C'est le schéma qui suit les manuels scolaires d'histoire civique, qui passent du domaine général au particulier par le biais d'enquêtes à mener auprès des services municipaux.

Cette action d'information s'est révélée efficace au cours de la dernière année scolaire, puisqu'elle a permis de contacter simultanément et individuellement mille élèves répartis sur sept collèges publics et privés, tout en constituant la base d'une documentation familiale.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Coques au sec

Un port sans eau où un millier de bateaux trouveraient plus loin des frottements des coques voisines et de l'érosion sous-marine ? Mandelieu, près de Cannes, disposera l'été prochain d'un « port sec » sur une zone d'un hectare et demi au bord d'une rivière, la Siagne.

Les travaux doivent débiter en novembre (coût prévu : 60 millions de francs) et seront financés par la société TNL (Tramways Nice Littoral), qui a entrepris de diversifier ses activités.

Outre les garages où seront remis les bateaux de tous modèles, cette marina sans clapotis disposera d'une zone d'activités commerciales et artisanales (4 000 mètres carrés de boutiques, d'un restaurant et de divers services : banque, assurances, etc.).

Les promoteurs voient dans cette réalisation la possibilité, en libérant des places, de désengorger les ports saturés de la côte et de permettre à ceux qui sortent peu d'éviter les contraintes d'un entretien au mouillage. Un système de manutention simple permettra la mise à l'eau ou sur cale des bateaux.

Bonbons de Manosque

Pour relancer l'industrie agro-alimentaire dans les Alpes-de-Haute-Provence, la ville de Manosque lançait en décembre dernier un concours ouvert à tous les habitants du département sur le thème « Inventez le mont d'Or ».

Il s'agissait de créer une spécialité culinaire qui devienne synonyme de Manosque, comme les calissons pour Aix, la bouillabaisse pour Marseille ou le nougat pour Montélimar.

Le premier prix a couronné une friandise à base de pâte de pomme et d'abricot, agrémentée de miel et de fleurs de genêts — tous produits du terroir — inventée par un cuisinier de Valensole, Daniel Jourdan.

On recherche maintenant l'entreprise qui souhaiterait fabriquer et commercialiser cette nouvelle sucrerie, les « genêts du mont d'Or ».

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Georges Chatain, Jean Contracci, Ghislaine de Nath, Libert Tarrago.
Coordination : Jacques-François SIMON.

UNE NOUVELLE LIGNE DU RER

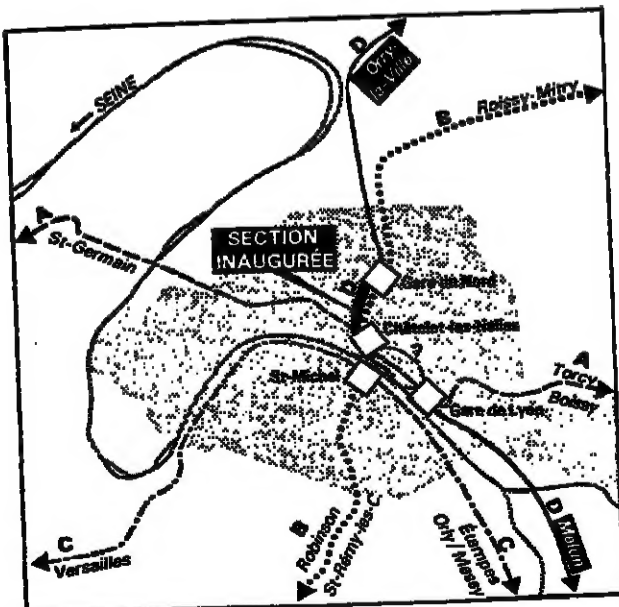
Du nord de Paris au Châtelet

JACQUES DOUFFIAGUES, ministre des transports, inaugurerait, le jeudi 22 octobre, l'embryon de la ligne D du RER parisien, c'est-à-dire l'arrivée à la station Châtelet-les-Halles de trains en provenance de la banlieue nord (Orly-la-Ville, Villiers-le-Bel, Garges-lès-Gonesses, Pierrefitte, Stains et Saint-Denis), qui s'arrêtaient à la gare du Nord, jusqu'au 27 septembre.

Après la ligne A (RATP : Saint-Germain-Boissy-Maine-la-Vallée), la ligne B (RATP et SNCF : Saint-Rémy-lès-Chevreuse-Aéroport Charles-de-Gaulle), la ligne C (SNCF : Saint-Quentin-en-Yvelines-Etampes-Quatzenberg), la ligne D permettra de faire circuler des trains d'Orly à Melun lorsqu'un tunnel sera percé entre Châtelet et les Halles. Aucune date n'est encore arrêtée pour le début des travaux de percement.

Depuis le 27 septembre, un train omnibus par quart d'heure, en provenance de Villiers-le-Bel-Gonesses, sera prolongé jusqu'aux Halles, offrant aux vingt-deux mille voyageurs quotidiens de la ligne de pénétrer au cœur de la capitale et de bénéficier des correspondances avec les lignes A et B (correspondance quasi à quel du RER ainsi qu'avec six lignes de métro, contre trois à la gare du Nord. Le gain, sur le temps de transport, est évalué à cinq cent mille heures par an.

Les relations seront assurées par du matériel automobile à deux niveaux Z2N, comportant mille soixante-douze places assises. Le coût de cette amélioration s'élève à 198 millions de francs, supportés à 40 % par l'Etat, à 40 % par la région et à 20 % par des prêts spéciaux de la région.



LES FRANÇAIS ET LA DÉCENTRALISATION

Les maires plébiscités

L'INSTITUT de la décentralisation, dont le fondateur et président est M. Paul Graziani, sénateur RPR, président du conseil général des Hauts-de-Seine, avait commandé à la SOFRES un sondage sur les Français et la décentralisation qui vient d'avoir les résultats. En voici quelques-uns :

— Les trois problèmes dont on devrait s'occuper en priorité dans la vie locale sont, dans l'ordre, la création d'emploi, la formation des jeunes, la sécurité des habitants.

— Les trois responsables de la vie politique locale à qui on fait le plus confiance sont d'abord le maire (49 % des réponses), ensuite le député (15 %) et le président du conseil général (10 %).

— En très grande majorité, c'est aux collectivités locales que l'on fait le plus confiance pour gérer l'aide sociale, les établissements scolaires, les transports collectifs, l'urbanisme et l'équipement, les affaires culturelles.

En revanche le développement économique paraît surtout relever de la compétence de l'Etat.

La décentralisation apparaît comme un phénomène « tout à fait positif » ou « plutôt positif » pour 66 % des personnes interrogées et c'est aux régions qu'elle paraît devoir d'abord profiter. En revanche, pour 58 % des avis recueillis, les élus locaux ne paraissent « pas très préparés » ou « pas du tout préparés » à mener à bien leurs nouvelles missions, et les moyens dont disposent les collectivités locales restent pour 64 % des personnes interrogées « plutôt insuffisants » ou « tout à fait insuffisants ».

— Pour augmenter les ressources des collectivités locales, 43 % des personnes interrogées estiment enfin qu'il faut augmenter les tarifs publics locaux, 26 % les impôts locaux ; 31 % sont sans opinion.

2-16, boulevard Soufflot, 92015 Nanterre Cedex. Tél. : 47-25-40-57.

حکذا من الاصل

FINANCES

Après une nouvelle baisse record à New-York

Une « semaine noire » pour les marchés boursiers

Après deux jours de fortes hausses, la Bourse de New-York a connu, vendredi 16 octobre, un nouvel effondrement des cours. Dans une ambiance extrêmement pessimiste, l'indice Dow Jones, le baromètre de Wall Street, avait perdu jusqu'à 131 points un quart d'heure avant que la cloche de fin de séance ne retentisse, pour se relever finalement à 2 246,74 (-4,6 %). Le Dow Jones, n'a pas subi de chute aussi forte depuis le 28 octobre 1929, le fameux « vendredi noir » (l'indice avait baissé de 12,8 %), qui devait déboucher sur la grande dépression des années 30 (voir page 14).

Ce record a été atteint dans un marché extrêmement actif. Le volume des transactions a en effet atteint son plus haut niveau, à 338,48 millions d'actions ont été échangées. Le précédent record d'activité en une séance datait du 23 janvier dernier, 302,39 millions de titres avaient fait l'objet de transactions. Tous les compartiments (industriel, services...) du marché ont été affectés par la chute. Les grands investisseurs institutionnels ont massivement cherché à vendre. L'information des transactions a contribué à accentuer la tendance à la baisse.

À la suite de ce nouveau « vendredi noir », le bilan de la semaine écoulée est particulièrement sombre pour Wall Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a enregistré deux records de baisse en trois jours (-95,46 points mercredi et -108,36 points vendredi). En une semaine, les cours ont chuté de 9,5 %.

L'effondrement des valeurs boursières, qui s'est étendu à toutes les grandes places financières au cours de la semaine, avait été provoqué par l'annonce mercredi 15 octobre d'un déficit commercial américain en août toujours très élevé (15,6 milliards de dollars). L'enchaînement est désormais cisa-

sé : le dollar a piqué du nez, provoquant une hausse des taux d'intérêt américains à long terme. Le rendement des bons du trésor à trente ans est repassé au-dessus de 10 %. Malgré des résultats trimestriels en hausse annoncés par de nombreuses entreprises, le marché des actions a chuté.

Vendredi, on enregistrait à New York une légère détente sur le marché obligataire : le rendement sur les bons du Trésor à trente ans est retombé à 10,19 % après avoir monté la veille à près de 11 %. Mais cela n'a pas suffi. D'autant plus que dans la journée, une banque, la Marine Midland Bank (dix-neuvième banque américaine) annonçait qu'elle relevait, à son tour après la Chemical Bank, son prime rate, son taux de base, le portant de 9,25 % à 9,75 %. Confirmant la tendance à la hausse des taux d'intérêt, cette annonce a contribué à la chute de Wall Street.

Dans ce climat, le dollar était légèrement en baisse à New York vendredi soir, passant en dessous du seuil psychologique de 1,90 contre le franc. L'or profitait des dégoûts sur les actions, l'once augmentant de 8 dollars à 471,25 dollars.

Une croissance économique modérée

Le mouvement de baisse va-t-il se poursuivre la semaine prochaine ? C'est la grande question que l'on se pose tant à New-York que sur les autres places financières. Les différents statistiques publiées vendredi sur l'économie américaine auraient dû calmer le jeu. Elles donnent en effet des signes plutôt rassurants.

Ainsi, les craintes d'une reprise forte de l'inflation, considérées jeudi par M. James Baker, le secrétaire au Trésor, comme « exagérées », auraient dû s'assagir à l'annonce de la faible hausse des prix de gros.

Ceux-ci n'ont en effet augmenté, en septembre, que de 0,3 %, d'après le département du travail. Depuis le début de l'année, le rythme annuel est de 3,6 %. Il est vrai que les prix de gros ont baissé de 2,5 % aux États-Unis l'an dernier.

En ce qui concerne l'activité, les nouvelles sont aussi plutôt favorables : ni récession ni surchauffe (qui conduirait à un excès de consommation et à l'inflation). D'après la Réserve fédérale, la production industrielle américaine a augmenté, en septembre, de 0,2 %, après une hausse de 0,3 % en août. Mais les ventes de détail des entreprises ont baissé de 0,4 %, du fait surtout de la diminution des ventes automobiles, d'après les chiffres rendus publics par le département du Commerce. C'est le premier recul depuis quatre mois. Tous ces éléments confirment la permanence d'une croissance économique modérée outre-Atlantique.

À New-York, nombreux analystes sont d'avis de continuer à penser que la baisse des cours pourrait se poursuivre durant la semaine à venir. Après les grands investisseurs, les opérateurs craignent que la masse des petits actionnaires américains ne donnent à leur tour des ordres de vente. Le climat de panique qui règne actuellement sur les marchés financiers pourrait engendrer un phénomène de boule de neige. Selon certains experts new-yorkais, après cinq années de très fortes hausses, les marchés boursiers seraient désormais dans une période de baisse. L'indice Dow Jones pourrait encore perdre entre 300 et 350 points — pour revenir autour de 2 000 — dans les prochaines semaines. Ils ajoutent que cette dégringolade pourrait toutefois être sporadiquement contenue par les efforts techniques passagers. Quoi qu'il en soit, tous les observateurs restent mobilisés : la semaine prochaine sera décisive.

ERIK ZRALEWICZ.

À l'Assemblée de la Fédération nationale de crédit agricole

La banque verte en odeur de sainteté

L'assemblée de la FNCA (Fédération nationale de crédit agricole) s'est tenue le vendredi 16 octobre à Nice. Le président de la Fédération, M. Yves Barsalou, et le ministre de l'Agriculture, M. Guillaume, ont estimé que la loi de mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) pourrait être votée avant la fin de l'année.

NICE de notre envoyé spécial

Pins à l'aise face aux responsables du Crédit agricole qui, devant les sénateurs, fissent de la majorité, le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a salué « le pas décisif » accompli la nuit précédente par la haute assemblée, en adoptant, en première lecture, le projet de loi de mutualisation de la CNCA. Dans la salle de conférences d'Aeropolis, le palais des congrès de Nice, présidents et directeurs des caisses régionales candidates au rachat de la caisse nationale ont écouté sans broncher un discours résolument orienté vers « la banque de l'an 2000 », que la privatisation doit, selon le ministre, permettre de bâtir. Ils ont pris acte de l'engagement de M. Barsalou lorsqu'il a affirmé que la banque verte resterait la banque privilégiée de l'agriculture : « Sur le devenir de nos relations avec l'agriculture, tout a été dit et même n'importe quoi », a affirmé le président de la Fédération : « que la mutualisation de la Caisse nationale traduise le maintien du lobby agricole sur la banque verte ; à l'inverse, qu'elle signifie l'abandon de l'agriculture, le voudrais que chacun lui sache bien que ces aspects polémiques et dérisoires n'ont rien de réel ».

Comme devait le préciser M. Guillaume, les modifications apportées par le Sénat, « qui com-

porte d'excellents juristes », ont, pour la plupart, porté sur la forme. L'amendement essentiel, sur le fond celui-là, a concerné l'article 13 du projet de loi qui prévoyait initialement d'attribuer aux agriculteurs une majorité qualifiée de 75 % dans les conseils d'administration des caisses régionales. Le Sénat a finalement ramené à 51 % la représentation du monde agricole. « Les paysans n'ont pas la cote ; en quelques heures, ils ont perdu 25 %, plus encore que la Bourse... », ironisait un dirigeant d'une organisation professionnelle. M. Guillaume a voulu écarter les doutes subsistant sur l'inconstitutionnalité de cet article. S'il a admis que les parlementaires étaient libres de saisir ou non le Conseil constitutionnel, il a aussitôt ajouté qu'il serait « intéressant de savoir qui déposerait ce recours ». Convoqué du bien-fondé de son projet de mutualisation, le ministre a ainsi clairement mis au défi les élus qui envisageraient de l'attaquer, par le biais de l'article 13 : ceux-là auront à répondre de leur initiative devant les organisations agricoles, déjà fort marries de l'amendement du Sénat réduisant leur poids dans les conseils d'administration des caisses. Singulière conception de la légalité que de désigner à la vindicte du lobby paysan ceux qui, dans les rangs du Parlement, s'inquiètent de la conformité de l'article 13 aux dispositions de la Constitution. A deux pas de la baie des Anges, M. Guillaume a voulu donner à son projet quelque odeur de sainteté, dénonçant « les vaines manœuvres et l'inutile provocation » de l'opposition sur le prix de la banque verte.

« Les critères retenus sont d'une objectivité incontestable », a ajouté le ministre, avant d'enlamber, pour la troisième fois, son cheval de bataille favori : le plan Guillaume d'organisation des marchés agricoles mondiaux, produit par produit, pour aider le tiers-monde... ERIC FOTTORINO.

REPÈRES

Consommation

Dynamisme persistant en RFA

La consommation des ménages reste dynamique en RFA, compensant la stagnation des exportations, indique le rapport mensuel de la Bundesbank. L'amélioration du revenu disponible des Allemands — 3,3 % durant le premier semestre par rapport à la période correspondante de 1986 — a permis de porter la progression de la consommation à 2,6 % en dépit d'un taux d'épargne toujours très élevé (7,6 %). La Bundesbank souligne par ailleurs que les résultats du premier semestre, un recul de 0,5 % du produit national brut en termes réels par rapport aux six mois précédents, masquent un renouveau de dynamisme de l'activité économique depuis le printemps.

Stabex

Seize pays bénéficiaires en 1986

annonce la CEE

Seize pays ont bénéficié en 1986 du système de stabilisation des ressources à l'exportation (Stabex) prévu par la convention de Lomé et liant la CEE à soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), annonce la commission de Bruxelles. Ces seize pays ont reçu un total de 160 millions de dollars (autour de dollars au taux de 1986) pour compenser partiellement les pertes provoquées par la chute des cours de produits de base ou par des catastrophes climatiques. Le Soudan a été le principal bénéficiaire avec 28,8 millions de dollars, suivi par l'Éthiopie (21,1 millions) et le Sénégal (27,5 millions).

ÉNERGIE

Pour compenser la baisse des commandes de réacteurs

Framatome vent se diversifier dans la mécanique et les services nucléaires

LYON de notre bureau régional

À l'occasion d'un symposium international sur « les nouveaux besoins nucléaires », M. Jean-Claude Lévy, président de l'entreprise de construction de chaudères nucléaires Framatome, a souligné, le jeudi 15 octobre à Lyon, qu'une « détermination de la fin de 1987 » sur la construction d'un nouveau réacteur à neutrons rapides (surgénérateur), filière dont la centrale Superphénix de Creys-Malville (Isère) constitue le seul prototype industriel au monde.

Commentant de récents propos du président de l'Electricité de France, M. Pierre Delors, qui n'exclut pas une « révision déclinante » sur cette filière (Le Monde du 30 septembre), M. Lévy a souligné qu'il serait « surpris de voir abandonner le projet après tant d'efforts ». A ce propos, il a déclaré que son entreprise, au sein de laquelle il est directeur général, n'est pas une entreprise de construction, mais une entreprise de services. Il s'est déclaré prêt à envisager une coopération avec d'autres entreprises d'ingénierie européennes si besoin était.

Le président de Framatome, qui estime indispensable de poursuivre le programme français d'équipement électronucléaire au rythme minimal d'une tranche par an, a précisé que l'entreprise réalisera une part croissante de son chiffre d'affaires de « services après-vente » (maintenance et services), y compris sur des équipements livrés par ses concurrents. Le parc installé par Framatome comprend une vingtaine de réacteurs, dont treize ont été édifiés à l'étranger. En 1987, le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise française dans les services nucléaires devrait atteindre 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard l'an dernier, dont un cinquième à un quart réalisé au-delà des frontières. En 1990, Framatome

« Accord de coopération germano-soviétique dans le domaine des réacteurs nucléaires à haute température », KWU, département nucléaire du groupe Siemens, a signé le 15 octobre un accord de coopération avec la commission soviétique pour l'utilisation de l'énergie nucléaire. Au cours des onze prochains mois, les experts allemands et soviétiques doivent étudier les caractéristiques d'un réacteur à haute température de faible puissance (200 à 250 mégawatts). À l'issue de cette période d'études portant notamment sur la sécurité et la fiabilité de ce nouveau type de réacteur, encore au stade expérimental, un programme de construction en commun sera élaboré, a précisé KWU. — (AFP.)

SOCIAL

La grève des fonctionnaires

Les syndicats contestent les chiffres du ministère

Les fédérations FEN, CFDT, FO, CFTC, CGC, FGAF (autonome) et CGT de la fonction publique ont contesté les chiffres avancés par le ministère de la fonction publique au sujet de la grève des fonctionnaires du jeudi 15 octobre. Les chiffres ne concordent que pour les PTT : 45 % de grévistes pour l'ensemble des PTT (contre 43,5 % en 1986), soit 39 % aux postes (41 %) et 51 % (46 %) aux télécommunications.

La CFDT estime que le nombre de grévistes a été « supérieur à celui du 21 octobre 1986 ». « Le gouvernement, ajoute-t-elle, devra tenir compte de la détermination dont ont fait preuve aujourd'hui les fonctionnaires ». La FEN indique que, dans l'éducation nationale, la participation a été de 70 % à 80 %.

Les fédérations FEN, CFDT, CFTC, FGAF avaient organisé huit manifestations interrégionales qui ont rassemblé, selon elles, 100 000 personnes. À Paris, la manifestation « unitaire » et celle de la

CGT ont convergé place du Palais-Royal sans qu'il y ait eu jonction. MM. Maire (CFDT), Simbron (FEN), Drilleaud (CFTC) et Guillez (FGAF) étaient en tête de la manifestation « unitaire », qui a rassemblé, malgré la pluie, 20 000 personnes selon les organisateurs (10 000 selon la police). La CGT assure avoir fait défiler 20 000 personnes (4 500 selon la police) et a organisé des manifestations départementales.

« Bousculades au Palais-Royal ? — Des fonctionnaires du « Comité contre Le Pen », qui arboraient une banderole réclamant la « dissolution du Front national », affirmant avoir été « agressés », le jeudi 15 octobre, par des « membres du service d'ordre de la CGT », lors de la dissolution des manifestations place du Palais-Royal. Des militants de ce comité assurent avoir été « frappés », tandis que leur banderole était « déchirée ».

Pour aider à passer l'échéance d'octobre

L'Etat débloque 50 millions de francs en faveur de La Chapelle-Darblay

Une avance de trésorerie de 50 millions de francs a été déblocquée jeudi 15 octobre par les pouvoirs publics en faveur du groupe papeter La Chapelle-Darblay. Prévoyant qu'il ne s'agit pas d'une avance sur une subvention, le ministère de l'Industrie a expliqué qu'il « s'agit seulement de la possibilité donnée à l'entreprise de mobiliser une partie de la dette qu'avait l'Etat à son endroit au titre de son compte TVA ». Une procédure « connue lorsque des entreprises sont confrontées momentanément à des tensions de leur trésorerie ». Cette somme devrait permettre au groupe papeter de faire face à son échéance d'octobre en attendant qu'une solution définitive soit trouvée. Plusieurs solutions de reprise sont actuellement étudiées par les pouvoirs publics, en sus de la proposition faite par l'actuel PDG de La Chapelle-Darblay, M. Kila, associé au groupe néerlandais KNP.

Le Carnet du

Le choc boursier forcera-t-il le gouvernement à relancer son programme de privatisations ? M. Chirac a voulu lui-même rassurer les épargnants. Interrogé sur RMC le vendredi 16 octobre, le premier ministre a estimé que la baisse de la Bourse américaine, qui a un peu traumatisé toutes les Bourses du monde, vient du déficit du commerce extérieur américain et de la hausse des taux d'intérêt qui en résulte. Mais « ce n'est pas notre problème », a-t-il ajouté. En France, nous avons, d'une part la poursuite de la déflation, nous avons également une amélioration de la situation des entreprises et donc il n'y a aucune raison que la Bourse connaisse des chocs autres que provisoires ou indirects venant de l'étranger. « Il n'y a aucune raison qu'il y ait des conséquences sur le programme de privatisations », a conclu M. Chirac.

M. Balladur, casé, lui aussi, de calmer les esprits : il faut « demeurer serein », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, le 16 octobre. « Ce qui compte, c'est la santé de notre économie (...), c'est ce que les épargnants doivent prendre en considération en premier de la distance [par rapport] aux mouvements au jour le jour, qui ne sont pas significatifs ».

FAITS ET CHIFFRES

La Chine et la RFA produiront un avion de quatre-vingt pièces. — La société allemande Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) et la China National Aero-technology Import and Export Corporation (CATIC) ont signé un accord prévoyant la conception, la production et la vente d'un avion de transport régional, le MPC-75, d'une capacité de soixante-quinze à quatre-vingt places. Les deux partenaires investiront chacun 6 milliards de francs dans le développement de ce bimoteur équipé de turbopropulseurs et d'un rayon d'action de 3 500 kilomètres.

Les éditeurs refusent les cassettes audio-numériques. — Le conseil du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) a émis le vendredi 16 octobre « une vive protestation contre l'annonce de la décision des industriels de l'électronique japonaise, et de Sony en particulier, de commencer les importations de cassettes de cassettes audio-numériques (DAT) en France ». Ces appareils peuvent être utilisés pour copier des enregistrements sur disques compacts et les éditeurs craignent ainsi le « piratage ». Le SNEP demande que « soient prises toutes mesures légales pour empêcher » l'introduction en France de DAT. — (AFP.)

La Seyne-sur-Mer : le conseil de discipline discipline trois agents communaux suspendus. — Pour protester contre la privatisation de services municipaux, à La Seyne-sur-Mer, une grève de vingt-sept jours avait été organisée par la CGT en juillet et août derniers. Pendant le conflit, M. Charles Scaglia, maire de la commune, avait suspendu trois agents communaux de leurs fonctions. Le conseil de discipline, organisme paritaire, s'est prononcé, le vendredi 16 octobre, contre toute sanction en l'absence de faute professionnelle. Le maire de La Seyne a quinze jours pour se prononcer, l'avis étant consultatif. La commission supérieure de la fonction publique peut cependant intervenir en appel.

Houillères du Nord-Pas-de-Calais : troisième semaine de grève pour les mineurs marocains. — Commencée le 1^{er} octobre au puits de Courrières, la grève des mineurs de fond est entrée, le samedi 17 octobre, dans sa troisième semaine. Le mouvement, qui s'est ensuite étendu à d'autres sites du bassin des houillères du Nord-Pas-de-Calais, est surtout suivi par les Marocains, préoccupés par leur situation particulière. La direction des houillères a convié l'ensemble des organisations syndicales à une réunion, samedi à Douai.

سكس الاصل

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Une bêtise allemande

Né d'une aberration fiscale, celle de l'Interest Equalisation Tax décidée par l'administration Kennedy en 1963, le marché euro-obligataire a, par la suite, constamment survécu grâce à des investissements de même genre, commis ici et là dans le monde. Le dernier en date vient d'Allemagne. En choisissant, trois ans après l'avoir levée, de réintroduire, à partir de 1989, la retenue à la source sur les intérêts et coupons versés sur les emprunts en deutschemarks, les autorités d'outre-Rhin viennent de faire un cadeau inopiné au marché international des capitaux.

Le grand mouvement d'internationalisation et de libéralisation qui a saisi les principales places financières au cours des dix-huit derniers mois a eu pour corollaire d'affaiblir considérablement l'euro-marché. Les différences entre émissions euro-obligataires et emprunts domestiques se sont progressivement estompées, à un point tel qu'il n'y avait pratiquement plus de disparités entre les taux et les autres. En réintroduisant la retenue à la source, les Allemands recréent la divergence et redonnent vigueur aux premières. La confusion est encore grande pour connaître quel sera le statut exact des euro-obligations libellées en deutschemarks. Le Luxembourg pourrait être le bénéficiaire immédiat de la mesure allemande. A plus long terme, le marché suisse sera le grand gagnant. Mais Paris pourrait l'être également si les responsables français savent tirer parti de la bêtise allemande.

Roland Louschel, conseiller principal de la banque belge BSL, traitant de justifier la décision des autorités allemandes par trois arguments. Le premier reconnaît qu'il vaudrait mieux supprimer toutes les taxes sur les investissements financiers. Cela se révélant politiquement impossible, il faut opter pour le moindre mal et harmoniser l'imposition aux environs de 15 %. Il n'est, d'ailleurs, guère admissible que les dividendes sur les actions soient soumis à une retenue à la source, alors que les coupons sur les emprunts obligataires ne le sont pas. La troisième facette, et peut-être la plus importante, du raisonnement souligne que le taux d'épargne trop élevé, en Allemagne comme ailleurs, freine la croissance.

Le deuxième argument de M. Louschel revient à dire : épargnez moins et consommez plus, ou doute qu'il séduise les banquiers allemands. Ceux-ci ont, du reste, été les premiers à s'élever unanimement contre une décision qui va inévitablement ravaler Francfort au niveau des sous-préfectures financières. La Bundesbank, mise devant le fait accompli, est tenue à démentir malicieusement. Il y a un an, elle cherchait par tous les moyens à attirer les grandes banques étrangères en Allemagne. Maintenant qu'elles y sont, elles vont soudainement ne plus avoir rien à y faire. Comme il ne va toujours pas de pareilles affaires, l'initiative germanique est unique-

ment politique. Le paradoxe est que le dommage porté à la crédibilité de la place financière allemande est dû aux conservateurs libéraux et non pas aux socialistes. La coalition au pouvoir, qui il y a encore un mois se chamaillait à tout propos, n'a rien trouvé d'autre pour recueillir son unité perdue que la restauration d'une taxe autant absurde et absurde qu'obscure.

L'effet immédiat a été d'entraîner une remontée des taux d'intérêt en Allemagne. Le taux moyen sur les obligations à dix ans du gouvernement fédéral est passé d'un jeudi à l'autre de 6,50 % à 7,18 %. L'infatigable République populaire chinoise, qui effectuait en grande pompe son retour sur la scène internationale, n'aurait pu choisir pire moment. Son euro-emprunt de

300 millions de deutschemarks sur cinq ans, lancé mardi au pair avec un coupon annuel dérisoire d'un sixième de 6 %, s'est retrouvé au tapis du marché gris avec une décote de 2,25. Deux jours plus tard, la Banque africaine de développement n'hésitait plus à offrir 1 % supplémentaire, c'est-à-dire un coupon de 7 %, pour pouvoir lever au pair 200 millions de deutschemarks sur sept ans.

L'ECU, qui a toujours souffert de vivre à l'ombre de la devise allemande, pourrait maintenant tirer profit des malheurs du deutschemark. On murmure, vendredi, que la Banque européenne d'investissement (BEI) pourrait lancer une euro-emission sur cinq ans libellée dans la devise de la CEE sur la base d'un rendement assez fabuleux de 9,25 %.

Une période difficile

Tout au long de son existence, le marché international des capitaux a passé par des phases difficiles. Pourtant, il n'avait encore jamais subi autant d'épreuves qu'en ce moment. Les fortes réductions d'effectifs qui se succèdent dans la City et qui, après Shearson Lehman, viennent de toucher Salomon Brothers et Chemical Bank, ne sont pas uniquement le résultat du « big bang » de l'automne dernier. Dans un marché haussier, les conséquences de la concurrence féroce qui s'est installée entre les grandes banques n'auraient pas été aussi négatives. Malheureusement, le temps des vaches maigres est venu. La tension persistante sur les taux d'intérêt continue de jeter le désarroi sur le marché euro-obligataire et affecte sévèrement Wall Street.

Toutefois la situation est devenue aujourd'hui si mauvaise que certains espèrent, alors que jeudi le rendement semestriel de l'emprunt à treize ans du gouvernement américain atteignait 10,30 %, qu'on a touché le fond de l'automne et que tout ne peut dorénavant que s'améliorer. C'est peut-être cette perspective qui a incité quelques « flambeurs » à braver les intempéries. Ils ont lancé des euro-emissions en dollars à relativement court terme, encouragés par le comportement du Fed. En outre, des fonds de liquidité importants dans le système bancaire américain, celui-ci signalant, selon toutes vraisemblances, qu'il ne désire pas voir les taux d'intérêt se tendre davantage.

Dans ce climat, Merrill Lynch a proposé, pour son propre compte 100 millions de dollars de notes à deux ans sur un prix de 101 et un coupon annuel de 10 %. Dans la foulée, la Toronto Dominion Bank canadienne est venue offrir, sous la direction de Goldman Sachs, un euro-emprunt de 200 millions de dollars sur deux ans avec également un prix de 101, mais un coupon annuel de seulement 9,75 %. Lors de leur lancement, le rendement de ces deux émissions était respectivement

de 80 et 60 points de base, supérieur à celui des obligations à même échéance du Trésor des Etats-Unis. Si Wall Street n'est cessé de se replier, Tokyo et Hongkong ont, en revanche, progressé, tandis que les Bourses suisses sont restées bien orientées. Tout n'est donc pas totalement noir sur le marché des actions internationales. Le placement étranger de la Compagnie financière de Suez a été plus de onze fois sursoûcrit. En tout, la demande internationale a été de 55 597 000 actions, alors que seulement 4 987 000 titres étaient publiquement offerts aux non-résidents. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, l'OPV française n'a pas enregistré les records qu'on a connus au temps des privatisations de Saint-Gobain et de Paribas. Néanmoins, Suez devrait avoir quelque 1,5 million d'actionnaires, résultat qui est très loin d'être négligeable. Vendredi, le titre se traitait sur le marché gris aux environs de 334-336 francs français.

Suez terminé, les yeux se tournent vers la prochaine privatisation tricolore, celle de l'UAP, qui devrait commencer début décembre et être la plus grande réalisée à ce jour en France. Son montant devrait être de l'ordre de 25 milliards de francs français. La part internationale devrait se situer entre 2,5 et 3 milliards de francs. Pour la première fois, les investisseurs, tout au moins ceux résidant en France, auront la possibilité de libérer partiellement l'achat de leurs titres. L'UAP, qui a la suite de fusions multiples souffert encore de problèmes de « baronnages », est un groupe qui gît sur un tas d'or. L'action devrait donc être attirante à son prix et raisonnable et le marché en meilleure posture qu'actuellement. La BNP sera la banque chef de file de la tranche domestique et internationale au sein de l'association avec Shearson Lehman et la Banque Worms. L'Union de banque suisse et le Crédit lyonnais les assisteront en tant que chefs de file adjoints.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Nouvelle secousse sur le dollar

En attendant Grouchy, ce fut Biltcher. Comme Napoléon à Waterloo, les marchés financiers internationaux attendaient, mercredi, une nette diminution du déficit commercial des Etats-Unis en août, tablant sur 13 à 14 milliards de dollars contre 16,45 milliards en juillet, les plus optimistes comptant de 12 à 13 milliards. Ce fut 15,7 milliards de dollars, chiffre considéré comme plutôt catastrophique, l'un des plus mauvais depuis le début de l'année.

A 13 h 30, lorsque la nouvelle tomba sur les écrans de milliers de terminaux électroniques dans le monde entier, avec le glissement d'urgence habituel, ce fut la mauvaise surprise. Immédiatement, le dollar s'orienta à la baisse, perdant 1 % vis-à-vis de toutes les devises. En outre, les taux d'intérêt accablèrent leur hausse, ce qui se fit à New York en Europe. Et Wall Street fut très sévèrement éprouvé, tandis qu'à Paris la Bourse et le MATIF étaient très fortement secoués (lire ci-dessous).

Le raisonnement des opérateurs est simple : si le commerce extérieur des Etats-Unis ne s'améliore pas, le dollar faiblira et les autorités américaines, à savoir la Réserve fédérale, devront le soutenir en élevant les taux, aidés par les interventions des autres banques centrales, qui, en achetant du dollar, créeront de nouvelles liquidités portées d'inflation.

A leurs yeux, c'est un cercle parfaitement vicieux, à moins que les Etats-Unis, avec ou sans leurs partenaires, ne laissent à nouveau glisser le dollar, essentiellement vis-à-vis du yen. Et pourtant, disent les Etats-Unis, ce n'est pas la surchauffe industrielle et du plein emploi, en raison de l'explosion en volume des exportations, favorisées par la baisse du dollar. Cette explosion serait marquée par l'augmentation des importations de pétrole, en prix et en volume, et par le repli du billet vert, qui réduit la valeur des exportations.

Faut-il, alors, tabler sur une réduction du déficit commercial américain dans le prochain mois ? Peut-être. Mais le pessimisme fait remarquer que l'excédent commercial japonais sur les Etats-Unis, après avoir diminué en août, a sensiblement augmenté en septembre, cette donnée n'ayant pu être prise en compte par le résultat de ce pays en août. Dans l'immédiat, la déception a été forte, à la hauteur des espoirs nourris précédemment et qui avaient poussé les opérateurs à prendre des positions à la hausse du dollar.

En Europe, l'accès de faiblesse du dollar face au mark a renforcé cette dernière devise par rapport aux monnaies plus faibles du SME, le

franc belge, la lire et le franc français. La Banque de France a dû vendre des marks, assez modérément. Elle a pu en racheter la plus grande partie. Ce qui inquiète le plus l'étranger, en ce qui concerne la France, c'est non pas l'inflation, mais le déficit commercial. Ce dernier se creuse régulièrement, en route vers les 30 milliards de francs et au-delà. Quant à l'inflation, au rythme annuel de 2 % depuis trois mois, elle revient à son plus bas niveau depuis 1945, l'écart avec l'Allemagne étant susceptible de tomber à 2 % à la fin de l'année. Un bon point pour notre pays, dit-on à l'intérieur de nos frontières, mais un très mauvais pour le commerce extérieur, sans compter la campagne électorale, déjà commencée, et l'idée qu'un nouveau gouvernement, en mai prochain, pourrait avoir l'idée de procéder à une dévaluation « de départ ». Certains y seraient favorables. D'autres mettent en avant le fait que, dès maintenant, les coûts de production sont identiques en Allemagne et en France.

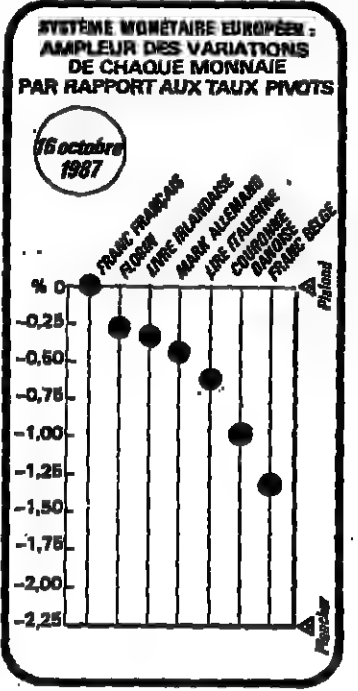
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 16 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne cours de la semaine précédente.)

| PLACE | Livre | S.E.L. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Yen | Florin | Lire |
|-----------|--------|--------|----------------|--------------|---------|--------|---------|--------|
| New-York | 1.6208 | — | 16.5113 | 66.8673 | 52.4677 | 2.4531 | 40.2975 | 0.8768 |
| Paris | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |
| Zurich | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |
| Bruxelles | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |
| Amsterdam | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |
| Milan | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |
| Tokyo | 1.6485 | — | 16.5371 | 66.2252 | 52.0812 | 2.4497 | 40.5476 | 0.8763 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 octobre, 4,2098 F contre 4,1993 F le vendredi 9 octobre.



LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Folie douce

As secours ! MATIF, les enfants sont devenus fous. Ils jettent tout par la fenêtre, sans se préoccuper des conséquences ni des justifications économiques : seul compte le jeu des variations de cours pour elles-mêmes, avec les succussions d'excs en tout genre. En ce domaine, la semaine aura été tout à fait extraordinaire.

Il est vrai qu'elle n'avait pas très bien commencé. Le vendredi précédent, une reprise euphorique venait d'être brutalement « cassée » par une nouvelle hausse des taux sur le marché américain. Le lundi 12 octobre, la descente aux enfers se poursuivait, le cours de l'échéance de décembre du MATIF, qui venait de 96 le jeudi 8 octobre, enfonçant le palier de 94 à 93,55, pour remonter un peu le mardi à 93,80.

Mercredi 14 octobre, les choses se gâtaient sérieusement. A 13 h 30, à l'annonce d'un déficit commercial américain plus mauvais que prévu, non seulement le dollar s'orientait à la baisse, mais le MATIF, par sympathie, plongea en même temps, tombant un peu au-dessous de 92 pour l'échéance de décembre, et au-dessous pour celles de mai et juin. Ces cours correspondaient à des rendements de 11,50 % pour les emprunts d'Etat, en hausse brutale d'un demi-point. Mercredi soir, à New-York, l'affaire du « mauvais » déficit commercial faisait craindre un accès de faiblesse du dollar, que la Réserve fédérale devait défendre en relevant ses taux. Du coup, l'emprunt « phare » du Trésor, le trente ans 2017, voyait son rendement bondir au-dessus de 10 % pour s'élever à 10,31 %.

A Paris, le lendemain matin, ce fut l'horreur. A 13 heures, devant la plongée des cours, les cotations furent interrompues : à deux points de baisse, la procédure du *limit down* est appliquée, c'est-à-dire que la séance est suspendue, pour aider les opérateurs à reprendre leurs esprits et permettre de reconstruire les dépôts de garantie de 4 % par contrats de 500 000 F. Ce qui fut fait, avec un appel supplémentaire de 10 000 F par contrat, et les cotations reprirent, marquées par une chute supplémentaire de 1,40 point, jusqu'à l'échéance de décembre à 89,25, celle de mars glissant jusqu'à 88,80. Cette fois-ci, c'était l'horreur intégrale, les rendements des emprunts d'Etat sautant à 12,50 %

pour une inflation qui, sur les trois derniers mois, est revenue au rythme de 2 % l'an, soit un rendement réel de l'ordre de 10 %. C'était le débridement absolu.

« A moins de croire à un retour massif de l'inflation en 1988, à 5 % ou 7 %, bien improbable, même pour les plus pessimistes, c'est une descente, non plus aux enfers, mais au gouffre insondable. On peut aller jusqu'à 85 », déclaraient certains opérateurs jeudi soir. Pourquoi pas, après tout ? « Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites », selon l'aphorisme que le sage Camembert n'a jamais prononcé.

Rumeurs

Dans une telle atmosphère, les détenteurs d'obligations, gérants de portefeuilles de SICAV ou autres, peuvent totalement « perdre les pédales » et essayer de se couvrir en vendant des contrats par centaines : le rythme actuel est de 120 000 à 130 000 contrats de 500 000 F par jour, soit de 60 milliards à 70 milliards de francs de transactions. En ce moment, l'incertitude est telle que l'on couvre tout contre la baisse des cours : le long terme, le moyen terme, jusqu'au court terme. Il est vrai que lorsque les opérateurs voient le rendement des bons du Trésor à cinq ans passer de 10,39 % à l'émission le lundi, jour de l'adjudication hebdomadaire, à 11,18 % le jeudi suivant, ils deviennent fous. Le vendredi matin, alors que le cours de l'échéance de décembre était remonté, la veille au soir, à 90 et même à 91 après la clôture, les premières cotations démarraient à 89,10 sur décembre, nouveau record de baisse, mais, rapidement, elles se stabilisaient un peu à 90, soit un rendement de plus de 12,10 % sur les emprunts d'Etat. Ahurissant ! Dire qu'il y a treize mois, début septembre 1986, ce rendement était de 7,50 % !

Une telle dégringolade des cours — plus de 6 points en huit jours, soit 1,2 %, ce qui est énorme — a fait naître les plus folles rumeurs. On attribuait généralement une perte de 1 milliard de francs à la Caisse des dépôts, qui « se serait mise en travers du marché », en achetant des milliers de contrats à 96 la semaine dernière. A la veille du week-end, M. Jacques Delmas-Marsaillet, directeur financier de ladite Caisse, en hurlait d'indigna-

tion. De même le marché griffait non moins généralement la CARDIF, filiale de la Compagnie bancaire, d'une perte de 500 millions à 600 millions de francs, avec, en prime, la mise à la porte immédiate de M. Piernay, directeur de la gestion, voire celle du directeur général. Du coup, la Compagnie bancaire diffusait en hâte un communiqué « étalant ses cartes » : les compagnies d'assurances du groupe CARDIF, qui n'avaient aucune position ouverte (spéculative) à la fin de 1986, n'en avaient prise aucune depuis janvier 1987 ; CORTAL et les SICAV CARDIF sont bénéficiaires de 82 millions de francs sur le MATIF ; la Banque financière CARDIF donne le coût de son opération (4,9 millions de francs) et ses pertes latentes (5,2 millions de francs) ; et ainsi de suite. Quant à M. Piernay, il crée sa propre maison pour jouer le rôle de consultant et négocie la part que prendra CARDIF dans son capital. Voilà pour eux.

Tout cela prouve à quel point le marché est nerveux et prêt à croire tout ce qui vole sur les fils du téléphone, arabe ou non. A vrai dire, après une belle semaine, il est vraiment « électrocuté », plus personne ne voulant prendre de position. « Mieux vaut aller à la pêche et revenir dans huit jours ». Pour la semaine prochaine, néanmoins, certains estiment que les taux pourraient un peu rebaisser, et les cours remonter un peu, si l'environnement international s'y prête. Pour l'instant, il n'est guère fameux. Certes, à New-York, l'emprunt du Trésor à trente ans a vu son rendement revenir de 10,31 % à 10,14 %, mais Wall Street a subi vendredi soir une nouvelle baisse historique. En Allemagne, la Banque fédérale a porté de 3,75 % à 3,85 % le taux de son intervention à court terme, « du fait de la pression du marché », tandis que les obligations à dix ans ont vu leur rendement bondir à 7,40 %. Ces hausses provoquent l'irritation de M. James Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis, selon lequel l'action de la Banque fédérale « ne reflète pas l'esprit des accords de Louvre ». Il a précisé que ces accords « autorisent des ajustements supplémentaires dans la mesure où ils s'avèrent nécessaires ». Petite phrase mystérieuse ou menaçante ?

FRANÇOIS REBIARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre au sommet

Longtemps affectés par la surproduction mondiale et l'accumulation des stocks de part et d'autre de l'Atlantique, les cours du cuivre ont retrouvé ces derniers mois une fermeté inattendue. Au COMEX (New York Commodity Exchange), une livre de métal rouge s'échange actuellement à plus de 85 cents contre 61,5 cents en moyenne pendant l'année 1986, soit son meilleur niveau depuis six ans. A Londres, sur le London Metal Exchange (LME), les cathodes de première qualité (grade A) valent environ 170 livres la tonne, alors que leur prix ne dépassait pas 980 livres, début de l'été, une ascension fulgurante, qui a porté le cuivre vers des

sommets inégalés depuis plus de quatre ans.

De l'avis du courrier britannique Shearson Lehman Brothers, cette amélioration de la conjoncture cuprifère n'est pas seulement liée à la baisse du dollar, qui a favorisé l'ensemble des métaux non ferreux. L'anticipation par les utilisateurs d'une reprise prochaine de l'inflation les a incités à reconstituer des stocks intermédiaires d'aluminium, de zinc, de plomb, de cuivre aussi. Mais, dans le cas précis du métal rouge, Shearson Lehman estime que la récente reprise traduit une certaine pénurie de marchandises de qualité sur le court terme. Une situation que révèle la hiérarchie des cours londoniens : une tonne de cuivre, grade A au comptant, coûte 40 livres plus cher que la même quantité livrable à trois mois. Cette tension sur les prix est la conséquence d'une série de phénomènes qui affectent l'offre et la demande.

En premier lieu, l'approvisionnement occidental en cuivre est déficitaire. En 1986, la production de métal dans le monde (pays communistes exclus) a atteint 7,43 millions de tonnes, tandis que la consommation s'élevait à 7,73 millions de tonnes. Pour l'année en cours, Shearson Lehman estime que le déséquilibre subsistera : l'offre devrait s'établir à 7,68 millions de tonnes pour une demande finale de 7,77 millions de tonnes.

Ensuite, les stocks mondiaux, qui représentaient jusqu'au début de cette année en moyenne deux mois d'utilisation, n'offrent plus aujourd'hui qu'une sécurité d'un mois. La revue *Matières premières* Informations, rédigée en association avec le World Commodity Report

du *Financial Times*, souligne ainsi qu'en 1987 on a observé « un afflux régulier de cuivre des entreprises du LME vers l'Amérique du Nord », le métal étant mieux coté à New-York qu'à Londres.

Cette orientation du marché est cependant menacée à brève échéance par la situation précaire qu'a caractérisée le secteur aval de la transformation dans la CEE, comme dans les pays tiers. Premier producteur mondial de demi-produits cuivreux, la Communauté est embarrasée de surplus structurels de l'ordre de 200 000 tonnes par an, qu'elle se doit d'exporter. Elle est en outre entourée de pays « douts l'industrie du cuivre est puissante » et qui disposent d'une « surcapacité considérable », comme le souligne, le 15 octobre, la Fédération française des minerais et métaux non ferreux. La Yougoslavie, la Pologne, la RDA, la Finlande et la Suède profitent de la faiblesse des droits de douane à l'entrée dans le Marché commun pour y déverser leurs excédents à bas prix et aggraver le déséquilibre financier des sociétés européennes. A Bruxelles, les représentants des producteurs de demi-produits cuivreux de la CEE ont aussi demandé la mise en œuvre d'une procédure anti-dumping plus rapide, « afin d'en faire une arme commerciale aussi efficace et dissuasive que celle de l'administration américaine » (où les pénalités peuvent atteindre 50 % contre 6,5 % au maximum en Europe). Les industriels de la CEE savent, en effet, que l'amélioration des cours du cuivre n'empêchera pas la guerre des prix entre producteurs. Or, dans cette bagarre, le Vieux Continent reste pour l'instant désarmé.

ERIC FOTTONINO.

| PRODUITS | COURS DU 14-10 |
|-------------------------|-----------------------------------|
| Cuivre li. g. (Londres) | 1176 (+ 30) Livres/tonne |
| Aluminium (Londres) | 1147,5 (+ 5,5) Livres/tonne |
| Nickel (Londres) | 3 485 (+ 20) Livres/tonne |
| Sacres (Paris) | 1 148 (+ 6) Francs/tonne |
| Café (Londres) | 1 335 (- 38) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) | 17,95 (- 0,4) Dollars/tonne |
| Soja (Chicago) | 289 (+ 6) Cents/bushels |
| Mais (Chicago) | 187,4 (+ 4,35) Cents/bushels |
| Soja (Chicago) | 177,50 (+ 4) Dollars/c. courte |

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.

حکومت الامین

سكنا من الاحل

16 • Dimanche 18-Lundi 19 octobre 1987 •

Le Monde

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINTEL |
|---|---|--|---|--|--|--|
| 2 La bataille dans le nord de Sri-Lanka. 3 L'affaire des « archives de guerre » de l'ONU. 4 La visite de M. Shultz en Israël. | 5 La pré-campagne de M. Chirac. 6 La majorité face au Front national. 7 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 8 Les contre-révolutionnaires veulent manifester à l'occasion du bicentenaire de 1789. | 7 L'itinéraire d'un militant d'Action directe : Renaud Laigle, raconté par son père. 8 Deux agresseurs de vieilles dames pris en flagrant délit. 9 Une déclaration universelle des droits des malades du SIDA et des séropositifs. | 10 La 14 ^e FIAC au Grand Palais. 11 « Le Misanthrope » à Marseille. 12 Communication : vives réactions après l'inculpation d'un monteur de TF 1. 13 Culture et marché audiovisuel à Cannes. | 13 « Semaine noire » pour les marchés boursiers. 14 L'assemblée de la fédération nationale du Crédit agricole. 15 Revue des valeurs. 16 Crédits, changes, grands marchés. | Abonnements 2 Météorologie 12 Mots croisés 12 Echecs 12 Carnet 12 Spectacles 11 | ● Flash back sur l'actualité REP. ● Le Monde du vin : les indices VINS. ● Faites sauter la banque. HOLD. Actualité Sports International. Bourse, Culture, FINAN. 3615 Tapez LEMONDE |

BURKINA-FASO : après le coup d'Etat

Les nouveaux dirigeants affirment avoir devancé une vague d'arrestations et d'exécutions

Le calme semblait régner dans la matinée du samedi 17 octobre au Burkina-Faso, dont les frontières étaient toujours fermées au surlendemain du coup d'Etat qui a coûté la vie à Thomas Sankara. Le nouveau homme fort de Ouagadougou, le capitaine Blaise Compaoré, et ses amis présentent le putsch comme une action préventive au moment où le capitaine Sankara s'apprêtait à faire arrêter et exécuter plusieurs de ses compagnons au cours d'une réunion qui devait avoir lieu jeudi soir.

Un communiqué diffusé par la radio nationale affirme que « des éléments de la garde présidentielle ont été envoyés à cette basse besogne sans succès ». « Informés à temps, les révolutionnaires sincères, déjouant le complot et évitant du coup à notre peuple un bain de sang inutile, ont décidé de prendre leurs responsabilités historiques et d'agir ».

Un autre communiqué émanant d'un « comité de coordination du Front populaire », dont on ignorait encore la composition exacte, a annoncé la libération de tous les détenus politiques, la réintégration des enseignants licenciés en 1984 pour fait de grève et la levée des sanctions prises contre de nombreux fonctionnaires ces derniers mois.

Plusieurs centaines de personnes pourraient ainsi recouvrer la liberté, parmi lesquelles M. Soumane Touré, chef de la confédération des travailleurs du Burkina-Faso. Au mois de mai, les syndicalistes, naguère fort actifs à Ouagadougou, avaient mis un terme à une période d'observation à l'égard du capitaine Sankara pour présenter une série de revendications. Le chef de l'Etat, agacé par les exigences des fonctionnaires et de la petite bourgeoisie urbaine qui lui paraissent moins à plaindre que le monde paysan, avait décidé de sévir contre une certaine gauche syndicale, alors que le capitaine Blaise Compaoré préconisait le dialogue avec elle.

Dur ou réaliste ?

Il semble qu'une course de vitesse était engagée depuis quelques jours entre Thomas Sankara et celui qui présentait naguère comme son « meilleur ami ». Un tract anonyme circulait à Ouagadougou, qui accusait le capitaine Compaoré de vouloir « se tailler un mausolée de président ».

Toutefois si Thomas Sankara nourrissait des inquiétudes, il n'en avait rien laissé paraître au cours d'un « forum anti-apartheid » organisé par lui à Ouagadougou en présence d'invités étrangers, notamment M. Harlem Désir, et une délégation de SOS-Racisme. Il avait seulement confié à ses interlocuteurs son désir de mettre un terme à l'épreuve de force avec les syndicats par de prochaines libérations de détenus et son intention d'organiser un jour des élections après avoir doté le pays d'une constitution, malgré l'opposition de certains « camarades ».

Pas plus dans les capitales africaines qu'à Paris, on ne semble avoir une opinion précise sur les intentions réelles du capitaine Compaoré, présenté tout à tour comme un dur et comme un réaliste. Beaucoup plus secret que son prédécesseur, il n'a guère montré ses états d'âme au cours des nombreux déplacements de son chef à l'étranger. On pense généralement qu'il gouvernera d'une façon moins « médiatisée ». Il avait fait le 25 septembre un voyage au Ghana où il avait rencontré le président Jerry Rawlings. Thomas Sankara voulait, lui, une grande admiration à son homologue d'Accra quand il avait pris le pouvoir, mais un certain froid se serait installé entre eux ces derniers mois.

Néanmoins, le gouvernement ghanéen était samedi matin le seul de l'Afrique de l'Ouest à avoir réagi officiellement. Un communiqué du conseil des ministres exprime sa préoccupation devant les événements de Ouagadougou et invite les nouveaux dirigeants à régler leurs

différends sans recourir à la violence. Les médias ivoiriens ont longuement fait état du putsch, mais sans faire de commentaires. A Abidjan, à Lomé, à Niamey, capitales de pays membres, comme le Burkina-Faso, de plusieurs organisations régionales, les milieux politiques gardaient le silence.

L'agence libyenne Jams a indiqué vendredi que Thomas Sankara avait été « déporté » du pouvoir et a souligné « l'attachement du peuple burkinabè à son chef et aux principes de la révolution ». En raison des bonnes relations qui existaient entre les deux hommes le colonel Kadafi avait « promis » de sa propre autorité le capitaine Sankara au grade de « colonel ».

Après M. Mitterrand, qui avait exprimé sa « tristesse » au sujet de cette « histoire terrible » (nos dernières éditions datées du 17 octobre), M. Jacques Chirac a exprimé ses regrets devant les événements du Burkina-Faso. « C'est, a-t-il dit, un des pays les plus pauvres du monde qui devrait rassembler toute son énergie pour essayer, avec l'aide de la France, avec l'aide internationale, de se développer, de répondre à ses misères et à ses malheurs, plutôt que de perdre son énergie dans des coups d'Etat perpétuels qui ne correspondent pas à ce qui serait nécessaire. Je le regrette beaucoup ».

Patrick Sabatier et le groupe Hersant

A la trappe !

Sabatier est puni. Puni d'avoir plié le Cinq avant l'heure, faute d'indices d'écoute suffisants. Les suppléments télé de France-Soir et du Figaro devaient publier en photo, pleine page de couverture, comme l'on dit en jargon professionnel. Mais, à la dernière minute, les responsables du groupe Hersant, actionnaire de la Cinq, en ont décidé autrement. Le lecteur n'en aurait jamais rien su si la dernière livraison des deux suppléments ne pratiquait, en page 3, de bien curieuses contorsions.

« Notre couverture », annonce ainsi la page 3 du Figaro-TV sous une photo en réduction de l'animateur, accompagné d'une légende enthousiaste : « Notre métier est de distraire. Je travaille comme un publicitaire, explique le « cartoonneur des indices d'écoute ». Vedette sur la Cinq, il prévient : « Je ne baisserai pas les bras ! ».

On sait ce qu'il en est advenu. C'est sans doute pourquoi le supplément télé de France-Soir, pourtant en tout autre point identique à celui du Figaro, a rapidement transformé le « traitre » en « non-personne ». La photo de page 3 est masquée par un cache et la légende rayée de noir ! Que les fanatiques du présentateur se rassurent. Les deux magazines n'ont pas eu le temps de retirer la double page intérieure qui lui était consacrée. Pour paraphraser le pub, dans l'embrouillamini, ils ont fait fort !

P.-A. G.

Quand Thomas Sankara parlait de Blaise Compaoré

« C'est un homme très délicat... »

Journaliste à la Télévision suisse romande, notre confrère Jean-Philippe Rapp a interviewé à plusieurs reprises l'ancien président du Burkina-Faso, Thomas Sankara, tué le jeudi 15 octobre, lors du putsch qui l'a renversé. Le chef de l'Etat déchu lui avait dit notamment tout le bien qu'il pensait de Blaise Compaoré, son ancien ami, qui l'a « trahi ».

« Blaise Compaoré... C'est un homme très intelligent et très délicat à la fois... Par exemple nous sommes en réunion, la majorité réclame une décision. Moi, je suis contre le et fait d'être mis en minorité est un drame pour moi. Alors Blaise intervient. Même s'il ne partage pas nécessairement mon opinion, il prend ma thèse en charge et m'appuie parce qu'il me sait sincère, convaincu. Nous avons tellement de choses en commun, si un jour je devais me séparer de lui, ce serait vraiment terrible ».

« Pourtant certains disent qu'il est le seul à avoir suffisamment d'appui et de puissance pour vous renverser s'il le décidait ? »

« Un jour, des gens sont venus me voir, complètement effrayés. Ils parlaient de Blaise préparant un coup d'Etat contre moi... Ils étaient, le plus sérieusement du monde, paniqués. Je

leur ai répondu : « Le jour où vous apprendrez que Blaise prépare un coup d'Etat contre moi, ce ne sera pas la peine de chercher à vous y opposer ou même me prévenir. Cela voudrait dire qu'il est trop tard et que ce sera impossible. Il connaît tant de choses sur moi que personne ne pourrait me protéger contre lui s'il voulait m'attaquer. Il a contre moi des armes que vous ignorez... »

« Au fond, vous n'y croyez pas ? »

« Non, non... C'est bon d'avoir un homme à qui l'on puisse tout confier, ou presque, en lui laissant le soin de deviner ce que vous n'avez pas eu le courage de lui dire ».

« Connaissez-vous la peur ? »

« Non, cette peur-là, je ne la connais pas. Je me suis fait une raison. Soit je finis par être quelque part, dans une bibliothèque, soit ce sera une fin violente car nous avons tellement d'ennemis. Une fois qu'on l'a accepté, ce n'est plus qu'une question de temps. Cela viendra aujourd'hui ou demain. D'ailleurs, je sais qu'on ne dira jamais en me désignant un jour c'est l'ancien président du Burkina-Faso ; on dira : c'est le tombeau de l'ancien président du Burkina-Faso ».

M. Léotard dîne avec M. Chirac et précise ses « conditions » à M. Barre

MARSEILLE de notre envoyé spécial

M. François Léotard, seul ministre qui accompagne M. Jacques Chirac pendant les deux jours de son voyage en Provence, balaie les questions ciseuses : naturellement, le moment venu (le 23 janvier prochain) le Parti républicain exprimera son soutien au candidat de l'UDF à l'élection présidentielle. Il est exclu qu'il en soutienne un autre.

Lorsqu'on lui fait observer que ses seconds, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, ne semblent pas aussi catégoriques, le ministre de la culture et de la communication n'entend pas. On insiste. Il s'étonne. Certes, pour les militants du PR, dit-il, le soutien à M. Raymond Barre n'est pas encore acquis. « Nous ne sommes pas des inconditionnels ». C'est 50-50. Mais attention : le choix

est entre soutenir le député de Lyon, ou se borner à une déclaration de principe. C'est la seule alternative.

Il faut donc négocier. Quel ? Pas les portefeuilles ministériels, c'est entendu, puisque M. Barre s'y refuse. En revanche, dès lors que le député de Lyon a promis qu'au sein du président de la République, il dissoudra l'Assemblée nationale, « les investitures doivent être négociées et réglées avant l'élection présidentielle ». Les voix du PR, M. Barre n'a pas fini d'aller les chercher.

M. Chirac, qui devait dîner samedi soir en tête à tête avec M. Léotard et Fréjus, n'est pas invité à négocier, bien sûr. Rien ne lui interdit cependant d'observer ce qui se passe à l'UDF... et d'afficher ses propositions à la fenêtre.

P. J.

EN BRIEF

● CORÉE : M. Kim Dae-Jung candidat. — M. Kim Dae-Jung, l'un des leaders de l'opposition sud-coréenne, a annoncé, vendredi 16 octobre, sa candidature à l'élection présidentielle en décembre prochain. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1987 a été tiré à 576 420 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36 15 + LEMONDE

● Le promoteur d'un parc de loisirs écoprouvé à Orléans. — M. François Léotard, quarante-deux ans, promoteur d'un parc de loisirs envisagé à Saran, près d'Orléans, a été écoprouvé, jeudi 15 octobre, après avoir été inculpé d'escroquerie, abus de confiance, faux et usage de faux en matière de commerce, abus de biens sociaux et infraction à la législation sur la promotion immobilière. M. Léotard, directeur du Crédit hypothécaire de l'Est, nie les faits qui lui sont reprochés. Les irrégularités relevées dans le budget du projet de Saran s'élevaient à 200 000 F.

A, B, C, E, F, G, H

Du Portugal à la Grande-Bretagne

La tempête sur l'Europe de l'Ouest a fait une vingtaine de morts

La tempête d'une violence exceptionnelle et inattendue qui a touché l'Europe de l'Ouest dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 octobre a tué une vingtaine de personnes. A l'heure des premiers bilans, c'est le sud de la Grande-Bretagne qui a été le plus touché : samedi matin, les autorités locales faisaient état de dégâts et de communications paralysées. Les pluies torrentielles et les violentes rafales ont aussi provoqué d'importants dégâts au Portugal et en Espagne.

En France, ce sont essentiellement la Bretagne et la Normandie qui ont été frappées de plein fouet par les pluies torrentielles et les vents violents atteignant en certains endroits des pointes de 200 kilomètres à l'heure. La tempête y a été meurtrière : en Seine-Maritime, un homme circulant à bicyclette est mort après avoir été projeté par le vent contre un poteau ; dans le Finistère, un employé communal a été retrouvé mort, écrasé par un arbre. Plusieurs dizaines de personnes — notamment des pompiers — ont d'autre part été plus ou moins blessées par la tonnerre. Une fillette de neuf ans, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) a été écrasée par une cheminée tombée sur son lit et a dû être hospitalisée dans un état grave.

« Je n'avais jamais vu une chose pareille », raconte un habitant de Douarnenez (Finistère). Des bois entiers ont été déracinés et les arbres ont été cassés à trois ou quatre mètres de hauteur comme des allumettes. C'est un spectacle affreux.

Les dégâts matériels sont énormes. Les dégâts provoqués par cette tempête, mais, pour parer au plus pressé, le ministre de l'Intérieur a déjà débloqué 350 000 francs au titre des secours d'urgence pour les trois départements les plus touchés. Les victimes disposent, quant à elles, de cinq jours pour déclarer à leur assureur les dégâts causés par l'ouragan.

Les dommages immobiliers sont convertis par l'assurance multirisque habitation, à condition que la garantie « tempête, grêle, neige sur le toit » figure sur le contrat. Selon le centre de documentation et d'information de l'assurance, cette garantie ne joue que pour les constructions « en dur » et ne couvre ni les dégâts causés aux constructions légères (hangars, remises) ni les antennes de télévision.

« Les dégâts sont considérables sur toute la région. A Cherbourg, nous signalons notre correspondant dans la Manche, des marins destinés à la plaisance ont été soufflés et des clochers se sont effondrés. A Caen (Calvados), un clocher de l'abbaye aux Hommes s'est effondré, écrasant quatre voitures ».

Les pompiers, submergés d'appels, ont dû faire cinq mille trois cent interventions dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord et le Finistère. Quant aux agents EDF, ils s'efforcent de redonner du courant aux un million deux cent mille foyers privés d'électricité. Ceux des PTT travaillent à rétablir les quinze mille lignes téléphoniques en dérangement.

Il est encore trop tôt pour chiffrer les dégâts provoqués par cette tempête. Mais, pour parer au plus pressé, le ministre de l'Intérieur a déjà débloqué 350 000 francs au titre des secours d'urgence pour les trois départements les plus touchés. Les victimes disposent, quant à elles, de cinq jours pour déclarer à leur assureur les dégâts causés par l'ouragan.

Les dommages immobiliers sont convertis par l'assurance multirisque habitation, à condition que la garantie « tempête, grêle, neige sur le toit » figure sur le contrat. Selon le centre de documentation et d'information de l'assurance, cette garantie ne joue que pour les constructions « en dur » et ne couvre ni les dégâts causés aux constructions légères (hangars, remises) ni les antennes de télévision.

A Brest

Néo-nazi rock

Première manquée à Brest : l'organisation d'un concert de rock néo-nazi. Le maire de la ville, M. Georges Karbrat, RPR, vient d'annuler l'autorisation accordée par les services municipaux à un ensemble de groupes qui entendait se produire le samedi 24 octobre dans la salle Cerdan, propriété de la ville. Cette autorisation avait été accordée après une demande formulée par une association. Les rebelles européens, dont les statuts, déposés en préfecture depuis le début du mois de septembre, précisaient l'objet officiel et vague : « Promouvoir et aider les groupes musicaux européens ».

En réalité, ainsi que le révèle France-Soir dans son édition du samedi 17 octobre, la bonne foi des services municipaux a été abusée. Ils ont donné leur autorisation pour ce qu'ils croyaient être un classique concert de rock. Mais des informations, notamment des photocopies de publications éditées par Les rebelles européens et la transcription des chansons interprétées par plusieurs groupes appelés à se produire sur scène le 24 octobre, ont amené le

maire à revenir sur cette autorisation.

En effet, il s'agit bien d'un concert néo-nazi. Les groupes engagés, une demi-douzaine d'orchestres, ayant non seulement des noms évocateurs, Brutal Combat, Skin Corps, Bunker 84, Légion 88, etc., mais aussi un répertoire pour le moins surprenant. C'est ainsi que les quatre jeunes gens de Brutal Combat, sous le label Indo-Européens, entendent chanter leur « foi nationale-socialiste ». Le groupe Légion 88 a, à son répertoire, différents morceaux : Rudolf Hess, Ein Volk, Ein Reich, Ein Führer, et d'autres encore. « Nous imposons notre drapeau, Heil ! Nous imposons l'ordre nouveau... » Les Skin Corps, pour ne pas être en reste, ont composé un « Hommage à Barbie ». Enfin, Bunker 84 prétend réserver son talent à la célébration du Ku Klux Klan.

Il reste, au-delà du concert non autorisé, que Les rebelles européens diffusent l'ensemble de ces compositions vendues par correspondance au siège de cette association, rue Jean-Jaurès, à Brest.

GALERIE CAILLEUX

136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris — Tél. : 43-69-25-24
ASPECTS DE FRAGONARD
Peintures — Dessins — Estampes
du 23 septembre au 7 novembre

«GRAND JURY» RTL - Le Monde

JACK LANG

dimanche 18 h 15

en direct sur

RTL

animé par Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
et Jean-Louis ANDREANI (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Jean-Pierre TISON (RTL)

Succession à la japonaise

Les Japonais ne prennent guère les résultats, parfois inattendus, qui sortent des urnes. C'est donc avant tout par la négociation que les dirigeants du Parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis la fin de la guerre, se sont efforcés de déterminer quel sera leur nouveau président, celui-ci devenant « ipso facto » premier ministre, succédant à M. Nakasone. Mais, à la veille de l'élection, mardi 20 octobre, par les parlementaires de la majorité, les trois candidats en lice n'étaient pas parvenus à s'entendre sur le nom du vainqueur.

Un vote est donc toujours prévu, comme le veut le règlement intérieur du parti. Mais l'important se déroule quand même dans les coulisses, et le vote ne fera qu'entériner de manière formelle une décision obtenue par consensus. Une telle procédure, courante, vise notamment à préserver l'unité du parti, composé de factions rivales. Une dernière réunion des trois candidats devait avoir lieu lundi.

Pour ceux-ci, le seul point d'accord est de demander à M. Nakasone de jouer un rôle d'arbitre. Mais, en même temps, aucun d'entre eux, à l'exception de M. Miyazawa, ministre des finances, ne tient à lui donner carte blanche, à moins d'être assuré qu'il le favorisera.

Les trois prétendants hourraient des espoirs de nature différente sur l'arbitrage du premier ministre sortant. Pour M. Miyazawa, dont le groupe est numériquement le plus faible, une désignation par M. Nakasone représente l'unique chance de l'emporter. Mais il est peu vraisemblable qu'un homme aussi habile que M. Nakasone, qui veut conserver son influence sur le PLD après son départ du pouvoir, trahisse les espoirs des deux hommes les plus forts au sein du parti : M. Abe, ancien chef de la diplomatie nipponne, et M. Take-shita, ancien ministre des finances et secrétaire général du PLD. M. Abe espère un déstabilisation de M. Miyazawa en sa faveur ; dans ce cas, le « coup de pouce » de M. Nakasone serait déterminant. Quant à M. Take-shita, il estime que le premier ministre sortant ne peut ignorer la puissance qu'il représente.

L'une des raisons qui ont poussé les candidats à faire appel à lui est à craindre une élection dont les résultats ne seraient pas suffisamment « préparés » est que, au cours de la semaine dernière, les « turoshiki » (tissus servent à envelopper des cadeaux) ont beaucoup circulé. En d'autres termes, l'achat des voix a commencé. La rumeur court que certains membres de la faction Nakasone s'étaient vu offrir une trentaine de millions de yens pour voter en faveur de tel ou tel candidat.

Les « engagements » déjà pris par certains membres importants du PLD et le risque d'apparition de « francs-tireurs » dans les rangs de ses amis limitent la marge de manœuvre de M. Nakasone. Les jeux ne sont donc pas encore faits, même si les chances de M. Abe ont considérablement augmenté ces derniers jours, dans l'hypothèse d'un éventuel désistement de M. Miyazawa en sa faveur. Médiateur de la onzième heure, M. Nakasone, s'il joue bien et anticipe l'issue de cette « élection à la japonaise », se trouve en bonne position pour conserver un successeur sur son parti.

De l'élection de Tourcoing au scrutin présidentiel

La majorité s'inquiète du report des voix du Front national

La majorité s'inquiète du report des voix du Front national. La victoire d'un socialiste à l'élection cantonale partielle de Tourcoing-Nord, le dimanche 18 octobre, confirme que les électeurs de l'extrême droite, lors du premier tour de scrutin ne sont pas forcément acquis à la majorité au second tour. Ce constat met à mal le pronostic formulé la veille dans le Var par M. Jacques Chirac, selon lequel les voix de M. Le Pen « reviendront naturellement » vers la droite traditionnelle.

« Ils reviendront naturellement à nous » : lorsque, parlant des électeurs du Front national, samedi, au cœur de leurs bastions du midi de la France, M. Chirac a émis ce pronostic évangélique, il n'y croyait probablement pas beaucoup. S'il avait été assuré de son propos, le résultat de l'élection cantonale partielle de Tourcoing-Nord se serait chargé de le démentir.

Dimanche soir, dans ce canton sensible aux thèses du Front national, un socialiste l'a emporté très nettement au second tour (54,86 % des suffrages), alors que la droite et l'extrême droite totalisaient, au premier tour, 57,51 % des voix. Cette inversion brutale du rapport de forces s'analyse, entre autres explications, par la volatilité des suf-

frages (20,04 %) qui s'étaient portés, au premier tour, sur cinq candidats d'extrême droite. Depuis le mois de juin dernier, deux autres cas de figure comparables montrent qu'une droite franchement majoritaire au premier tour s'expose, au second, à un comportement protestataire, dégoûté ou fantasmatique, des électeurs d'extrême droite, voire à quelques défections dans son propre électorat.

En juin dernier, à Landerneau (Finistère), la droite représentait 50,24 % au premier tour de l'élection cantonale partielle et, avec l'extrême droite, 56 %, 52 % : c'est un socialiste qui l'a emporté au second tour (53,89 %).

JEAN-YVES L'HONNEAU
(Lire la suite page 11.)

Les turbulences sur les marchés financiers

La Bourse de Paris est en forte baisse Le dollar est tombé en dessous de 6 francs

L'accalmie de vendredi n'aura été que de courte durée. Les marchés financiers mondiaux sont à nouveau entrés dans la tourmente, lundi 19 octobre, après les déclarations de M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, brandissant la menace d'une remise en cause des accords du Louvre signés en février. Le dollar est tombé en dessous de 6 francs.

A la Bourse de Paris, lundi matin, on enregistrait une nouvelle et forte baisse des valeurs : - 5 %.

Les petites phrases assassines de M. Baker évoquant, pendant le week-end, la possibilité de représailles américaines vis-à-vis de l'Allemagne, coupable d'avoir relevé ses taux d'intérêt, ont eu un effet dévastateur sur les marchés financiers mondiaux.

Dès dimanche soir 18 octobre, la baisse du dollar commençait dans le Pacifique, relayée par l'Europe pour, craignant-on, être amplifiée à New-York, lundi dans l'après-midi. En fin de matinée, le billet vert avait chuté de 1,80 DM à 1,7720 DM, de 6,01 F à 5,94 F et de 142 yens à 141 yens, les banques centrales n'intervenant pas pour le moment. A Paris, le franc fléchissait vis-à-vis du mark qui montait à 3,3450 F.

Partout, les Bourses, qui s'étaient un peu ressaisies vendredi, plongeaient à nouveau, surtout après la baisse record de Wall Street, vendredi soir. La crainte d'une baisse du dollar et d'une hausse supplémentaire des taux d'intérêt a provoqué des chutes, également record, à Sydney et à Londres, tandis que Tokyo perdait 600 points (2,5 %). A Paris, c'était le désarroi complet. Sur le MATIF, les cotations devaient être interrompues à deux reprises. Le cours de l'échéance de décembre tombant de 90 à moins de 87 soit des rendements supérieurs à 12,75 pour les emprunts d'Etat. A la Bourse de Paris, l'indice des actions chutait à l'ouverture de plus de 5 %.

(Lire nos Informations pages 42, 46 et 48.)

La désignation du successeur de M. M'Bow à l'UNESCO

Federico Mayor, adepte de la « transparence »

Après douze jours de péripéties et de coups de théâtre au siège de l'UNESCO à Paris, c'est dimanche 18 octobre à l'aube que M. Federico Mayor, biophysicien et ancien ministre espagnol, a été élu directeur général de l'Organisation, par trente voix contre vingt, au sein du conseil exécutif. La veille au soir, le dirigeant sortant, M. Amadou Mahtar M'Bow, arrivé en tête jusqu'à s'être retiré, n'étant soutenu que par une partie du groupe afro-arabe et par la France. La nomination de M. Mayor doit encore être avalisée par la Conférence générale, qui se prononcera en principe le 7 novembre.

Un homme de culture, jeune encore et ayant tâté ce qu'il faut de la vie politique dans son pays que des activités internationales ; une personnalité qui n'est tributaire d'aucune faction idéologique et qui jouit parmi ses pairs d'une réputation d'honnêteté, de dynamisme, de large curiosité intellectuelle.

Tels étaient les grands traits du profil... d'Amadou Mahtar M'Bow, tracé de par la terre entière il y a treize ans lorsque ce



compatriotes et ancien ministre du président-poète du Sénégal, M. Léopold Senghor, fut porté à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture ; il la laisse maintenant profondément divisée entre ceux qui détestent en lui un « autocrate inefficace » et ceux qui, avec non moins de véhémence, rêvent en lui une « victime du réaganisme ».

Or le portrait, en train de se préciser aujourd'hui, de Federico

Mayor est une sorte de projection déformée de son prédécesseur quand il faisait l'unanimité — et il le fit longtemps, jusque et y compris à Washington — et de son souverain, le roi démocrate Juan Carlos d'Espagne : un homme raisonnable, cultivé, d'une haute intégrité, fier de son identité native, mais très attentif aux vœux et aux besoins des autres civilisations. « J'aime l'Afrique ! », a paru comme un cri du cœur de M. Mayor, aussitôt après

sa désignation par le conseil de l'UNESCO.

C'est à Grenade, ville andalouse encore marquée, cinq siècles après leur départ, par des musulmans venus du continent africain, que ce Catalan, né en 1934 à Barcelone, et qui parle la langue de sa province (et aussi, fort bien, le français), a commencé sa carrière en se faisant connaître comme recteur très entreprenant de l'université (1968-1972) ; cela, après un doctorat en pharmacie à Madrid et un long stage de biochimie à Oxford.

En 1974-1976, dans les tout derniers temps du Caudillo, il sera sous-secrétaire au ministère de l'éducation et de la science, fonction en laquelle certains veulent voir aujourd'hui comme une allégeance au franquisme. M. Mayor appartient en fait à ce courant diffus de la « jeune droite réaliste » espagnole qui reconnaît que sans Franco n'existerait point aujourd'hui la démocratie couronnée des Bourbons restaurés.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ
(Lire la suite page 2.)

Un entretien avec le réalisateur de « Full Metal Jacket »

Le Vietnam de Stanley Kubrick

Full Metal Jacket, du nom d'une balle blindée particulièrement meurtrière, sort en France le mercredi 21 octobre. Il s'agit du Vietnam. Encore ? Oui, mais c'est le retour de Kubrick. Enfin !

Stanley Kubrick est le moins fécond des grands. Onze films en trente-cinq ans. Et entre The Shining et Full Metal Jacket, sept années se sont écoulées. Auteur métaphorique d'œuvres violentes, belles et énigmatiques, explorateur imprévisible de la folie des hommes, chevauchant les siècles et les étoiles, les champs de bataille et les grands labyrinthes, il donne des films, les Sentiers de la gloire, Orange mécanique, Docteur Folamour, 2001, Odyssée de l'espace, qui exposent son génie singulier et préservent son mystère fortifié.

Il accorde peu de rendez-vous. Il a cinquante-neuf ans. Né dans le Bronx. A été photographe, cameraman. Est marié. Sa femme est peintre. Trois filles adultes. Joue aux échecs, apprécie le football américain, les sports de pub. Habite la campagne anglaise depuis 1961.

Il entre, vêtu de cette veste verte de baroudeur qu'on lui voit sur ses rares photos. Qui ne rendent pas justice à son sourire confiant, allègre. A son regard patient, attentif.

« Sept ans depuis votre dernier film, c'est long ! — Je trouve aussi, mais le problème est de trouver une histoire. Il n'y a pas de méthode, beaucoup de bonnes histoires ne font pas de bons films. Dans votre journal du matin, vous trouvez des idées. Une histoire peut être fondée sur une bonne idée, mais une idée n'est pas une histoire.

— Pourquoi alors une histoire sur le Vietnam, après Apocalypse Now, après Platoon, après tant d'autres ?

— Je ne pense pas que le livre de Gustav Hasford soit passionnant parce qu'il traite de cette sale guerre. Bien que l'auteur l'ait faite en tant que correspondant. Comme pour toutes les œuvres d'art, le sujet est important, certes. Mais pas plus que ça. Un peintre peut reproduire un pot sur une table ou un paysage. C'est sa valeur à lui, le peintre, qui fait la valeur de la toile. J'ai choisi de tourner Full Metal Jacket parce que c'était un très bon livre, pas parce que je cherchais une histoire sur le Vietnam.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

(Lire la suite page 17.)

DURAS
Emily L.
10 MINUT

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,60 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكز من الاجل

Etranger

La désignation de M. Mayor à la tête de l'UNESCO

La conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui doit s'ouvrir à Paris, mardi 20 octobre, et qui regroupe les cent cinquante huit Etats membres, devra avaliser à la majorité simple, en principe le 7 novembre, et en tout cas avant le 14 novembre, date de la fin de la mission du directeur sortant, le nouveau mandat, d'une durée de six ans renouvelable, confié dimanche 18 octobre, à M. Federico Mayor.

L'ancien ministre du roi Juan Carlos n'a en effet été désigné, au stade actuel, que par le conseil exécutif de l'UNESCO, organe décideur de l'Organisation, composé, selon le système du tournoi, de cinquante et une personnalités (cinquante dans sa composition présente) d'autant de pays. Les jeux ne sont pas terminés et certains candidats officiels à la succession de M. M'Bow, tel le prince Sadruddine-Khan, ancien haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, de nationalité iranienne, se tiennent en réserve au cas où la conférence générale démentirait le choix du conseil.

La désignation de M. Mayor n'a pas été facile, n'étant obtenue qu'à l'arraché, dimanche 18 octobre au petit jour, après une « folle nuit » de vaines querelles de procédure qui avait notamment vu le

retrait de mauvaise grâce de M. M'Bow auquel est d'ailleurs resté fidèle jusqu'au bout une partie de son électoral, essentiellement africain (vingt voix).

La France, que le caractère secret du scrutin n'obligeait en rien à révéler son choix — la Chine, l'Inde, l'Algérie ne l'ont pas fait — et qui aura successivement annoncé qu'elle votait pour le ministre pakistanais des affaires étrangères, Yacoub-Khan puis pour M. M'Bow, a finalement choisi M. Mayor, au cinquième tour.

Toutefois la représentante française au conseil exécutif, M^{me} Marie-Claude Cabana, a indiqué : « Le seul élément important de la soirée (de samedi) c'est le courage de M. M'Bow, sa décision (de retrait) digne et courageuse. Il a ainsi évité les clivages entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest. Il n'a donc pensé qu'à l'UNESCO. » Selon M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, « notre diplomatie aura atteint un record de cafouillage et d'erreurs. C'est le triomphe de la politique de la girouette ».

Si le Japon et l'Allemagne fédérale, deux des principaux contributeurs de l'UNESCO, se sont félicités de l'élection de M. Mayor, le porte-parole du département d'Etat a déclaré : « Les Etats-Unis

n'ont aucune raison de reconsidérer leur départ de l'Organisation (en 1984). Nous n'avons jamais dit que M. M'Bow était spécifiquement le problème. » Réaction comparable à Londres et à Singapour qui se sont retirés de l'UNESCO après Washington.

Moscou qui, finalement, s'est sans doute rallié à M. Mayor s'est contenté pour le moment, après l'élection de M. Mayor, de faire savoir par l'agence Tass que la candidature de M. M'Bow « avait soulevé de sérieuses objections de la part de plusieurs pays capitalistes ».

Parmi les nations du Sud, des pays comme l'Egypte et le Sénégal, patrie de M. M'Bow, et qui avaient soutenu celui-ci, ont assuré M. Mayor de leur coopération et de leur loyauté.

Dans son pays, l'Espagne, qu'il a regagné dimanche, sans s'être rendu au siège de l'UNESCO, M. Mayor a recueilli de nombreux témoignages favorables, notamment de la part du roi et de la reine, qui sont ses amis, mais aussi du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez qui n'avait appuyé jusqu'à la fin très mollement la candidature de celui qui était jusqu'à son élection à l'UNESCO un opposant en vue de la majorité socialiste au pouvoir à Madrid.

Cent soixante et un moins trois

Née de l'acte constitutif de Londres, signé en novembre 1945, entre une poignée d'Etats, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture — dont le sigle anglais est UNESCO, « Junis » en latin — compterait maintenant cent soixante et un membres, si trois d'entre eux, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour, ne l'avaient quittée, au fur et à mesure, depuis 1984. Les deux premiers de ces Etats ont aujourd'hui le statut d'observateur, au même titre que le Saint-Siège ou le Ligue arabe.

Ignorant le système du droit de veto confié aux cinq grandes puissances (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Union soviétique) comme au Conseil de sécurité des Nations unies, l'UNESCO est une agence spécialisée autonome de l'ONU, où le poids de chaque Etat est, électoralement, le même.

A la tête des quelques deux mille cinq cents agents de l'Organisation est placé le directeur général, dont la monocratie n'est tempérée que par deux organes non permanents, le conseil exécutif et la conférence générale.

Un budget modeste

Le premier de ceux-ci était, à l'origine, composé de personnalités intellectuelles (par exemple le philosophe français néo-thomiste Jacques Maritain) cooptées pour leur valeur personnelle; mais, depuis les années 50, les Etats-Unis ont obtenu que les membres de ce conseil soient nommés par le gouvernement de leur pays d'origine, ce qui a renforcé le caractère politique de l'UNESCO.

Elu par le conseil, le directeur général, dont le mandat de six ans est renouvelable plusieurs fois, doit être confirmé par la conférence générale, où siègent en 1987 cent cinquante-huit Etats (1). M. M'Bow a, depuis 1974, accompli deux mandats. Il avait été précédé dans cette fonction par le Britannique Julian

Huxley (1946-1948), le Mexicain Jaime Torres Bodet (1948-1952), l'Américain Luther Evans (1952-1958), l'Italien Vittorio Veronesi (1958-1961) et le Français René Maheu (1961-1974).

Le budget de l'Organisation est relativement modeste : environ 2,4 milliards de francs pour le biennium 1986-1987, auxquels s'ajoute approximativement 1,5 milliard de francs de ressources extabudgétaires, provenant notamment de l'ONU. La tierce du budget proprement dit et la quasi-totalité des ressources extérieures sont consacrées aux réalisations, au premier rang desquelles la coopération scientifique multilatérale, la traduction en une cinquantaine de langues des grandes œuvres littéraires, la restauration, du patrimoine archéologique mondial (l'Acropole, Fès, Hué, Samara, etc.) l'attribution de bourses (quarante mille en dix ans, dont deux mille sept cents en 1986-1987).

Si le retrait des deux principales nations anglo-saxonnes a entraîné pour l'UNESCO depuis 1985 un manque à gagner représentant quelque 30 % de sa dotation annuelle, le programme d'économies appliqué par M. M'Bow a permis à l'endettement de rester léger : approximativement 85 millions de francs, dus surtout à la Caisse (française) des dépôts et consignations.

Les principaux contributeurs de l'Organisation sont à présent le Japon, l'Union soviétique, l'Allemagne fédérale, la France, l'Italie, le Canada et l'Espagne, qui, à eux sept, fournissent environ la moitié du budget, les participations étant calculées sur la base du revenu national de chaque Etat.

J.-P. P.-H.

(1) Auxquels il convient d'ajouter deux territoires autonomes, les Antilles néerlandaises et les îles Vierges britanniques, qui sont « membres associés » de l'UNESCO.

Un adepte de la « transparence »

(Suite de la première page.)

Certaines des notices biographiques officielles qui circulent sur le successeur désigné de M. M'Bow signalent également que M. Mayor est « le petit-neveu respectueux de Marcelino Domingo, l'un des fondateurs de la Seconde République en Espagne ». Enfin, parmi ceux qui l'ont côtoyé au cours de son cursus international, il en est qui estiment « qu'il n'a rien d'un réformateur ni d'un homme à poigne et qu'il est un ambassadeur sans autre cause que la sienne ». On saura vite s'il ne s'agit là que de malveillances.

Eurodéputé indépendant

Député aux Cortes en 1977-1978, M. Mayor y présidera la commission éducative et scientifique avant d'être ministre de l'éducation et de la science dans le cabinet de centre droit Calvo Sotelo (1981-1982). Ses adversaires politiques à Madrid, notamment son successeur au ministère, le socialiste José María Maravall — qui s'est opposé tant qu'il a pu à son ascension vers l'UNESCO — lui reprochent de n'avoir, en tant que ministre, mené « aucune action importante ». Depuis lors dans l'opposition, il a été, au début de cette année, élu eurodéputé à Strasbourg où il s'est inscrit au groupe indépendant.

Quant à l'UNESCO, il était en contact avec elle depuis 1974 à travers le comité de l'Organisation pour la recherche et les besoins de l'homme. Appelé à être directeur général adjoint, c'est-à-dire le numéro deux de l'institution de 1978 à 1981, il ne parvint pas, malgré ses efforts, à capter pleinement la confiance de M. M'Bow mais s'en ira sans rompre ; à telle enseigne que M. Mayor l'appellera derechef auprès de lui comme « conseiller spécial » (1983-1984).

Cette expérience, aussi décevante que la première, laissera à M. Mayor la conviction que



l'UNESCO doit être « profondément remaniée » et une frustration qui explique sans doute que, il y a quelques mois, presque sans appui (aux notables exceptions du monarque espagnol et d'une partie de la communauté scientifique mondiale dont onze prix Nobel), il se soit lancé à la conquête du palais de la place Fontenay. « Ce que je peux offrir à l'UNESCO, outre une certaine connaissance interne de l'Organisation, c'est une indépendance totale à l'égard de tout groupe ou région et une assez longue expérience dans trois secteurs-clés de la maison : science, éducation, culture », nous dit-il aujourd'hui.

Des réalisations visibles

Optimiste malgré le titre du livre contre l'uniformisation culturelle de la planète qu'il a publié récemment en Espagne — *Demain, il est toujours trop tard* (1) — le nouvel élu nous a exposé les grandes lignes de son plan de relance de l'UNESCO destiné, par le maximum de réalisations visibles, comme les restaurations de grands monuments, à rendre toute sa crédibilité à l'Organisation.

Ce plan s'articulera autour de « trois idées simples » qui avaient sans doute été un peu perdues de

vue ces dernières années par l'état-major de M. M'Bow, en dépit de réalisations non négligeables comme la réhabilitation des temples indonésiens de Borobudur (1972-1983) ou celle de la cité pakistanaise antique de Moenjodaro (première tranche réalisée de 1974 à 1983). M. Mayor, s'il est confirmé par la conférence générale en novembre, mettra donc en train « la décentralisation géographique et fonctionnelle de l'Organisation, un strict suivi des projets lancés, une complète transparence de toutes les activités ». Et d'ajouter : « Je déléguerai beaucoup pour pouvoir me consacrer à l'essentiel. Je devrai donc avoir autour de moi une forte équipe intellectuelle ».

Dans sa spécialité scientifique, l'appui de M. Mayor concerne surtout la neurobiochimie périmale. « La principale application sociale de mes travaux », indique-t-il, « est probablement la détection massive des anomalies liées et le traitement approprié mis en place à travers un plan national, pour la prévention de l'anormalité ». M. Mayor a également fondé en 1973 le Centro Severo Ochoa, devenu « la principale institution espagnole de recherche en biologie moléculaire ».

Cet homme de son siècle s'il en est, et en même temps cet homme au sens classique, saura-t-il tenir les promesses de son avènement ou bien, comme son prédécesseur, sera-t-il dévoré par un « système », un « machin » qui a longtemps porté les espoirs de l'intelligentsia universelle mais qui est peut-être entre-temps devenu irrémédiable ?

J.-P. PERONCELO HUGOZ.
(1) En espagnol, *Mañana siempre es tarde*. Ed. Espasa-Calpe, Madrid.

Madrid justifie sa tiédeur passée

ANNEXE
de notre envoyé spécial

« Les Européens, bien sûr, ne peuvent qu'être satisfaits qu'un Européen soit finalement élu, même si cela semblait encore impensable, il y a quelques jours à peine. Interrogé à l'issue du séminaire ministériel franco-espagnol d'Annecy sur l'élection de M. Mayor à la tête de l'UNESCO, le ministre français des affaires étrangères, M. Raimond, ne s'est pas montré particulièrement disert.

Dans les couloirs du séminaire, les péripéties de l'élection du nouveau directeur général de l'UNESCO semblaient davantage passionner les journalistes que le déroulement de la rencontre ministérielle. Les Espagnols n'avaient-ils pas pris ombrage de l'appui de Paris à M. M'Bow ? « Pas du tout », assurait diplomatiquement M. Francisco Fernandez Ordonez. « Nous avons toujours respecté la politique française. Même si celle-ci s'est parfois caractérisée par des volte-face inattendus », ajoutait-il en privé certains de ses collaborateurs.

M. Fernandez Ordonez a, par ailleurs, affirmé que la candidature de M. Mayor, basée exclusivement sur ses « qualités professionnelles », était « la même de rendre à l'UNESCO les services » dont elle avait bien besoin. Les diplomates espagnols soutiennent à cet égard qu'en imposant quelque peu avant de présenter officiellement son dossier à l'appui de la candidature de M. Mayor (le *Monde* du 17 octobre), ils avaient permis à ce dernier d'apparaître comme « l'homme de la conciliation ». Lancer trop tôt le biochimiste dans l'arène, expliquaient-ils, l'aurait fait apparaître comme « le candidat anti-M'Bow » voire comme le candidat de l'Occident contre le tiers-monde », ce dont la diplomatie espagnole ne voulait à aucun prix.

Th. M.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

Le roi Baudouin accepte la démission du gouvernement

Réunis le dimanche 18 octobre à Bruxelles, les principaux ministres du gouvernement belge n'ont pas réussi à régler les problèmes internes de la coalition. Le roi Baudouin a accepté, le lundi 19 octobre, la démission du premier ministre, M. Wilfried Martens et l'a chargé des affaires courantes.

Cette démission avait été présentée le 15 octobre, mais le souverain avait fait savoir qu'il tenait sa décision « en suspens » (le *Monde* du 17 octobre). Il voulait laisser aux membres du gouvernement une dernière chance de trouver un compromis concernant le statut des Fournes, cette commune de cinq mille habitants peuplée en majorité de francophones mais rattachée administrativement à la Flandre. Les sociaux-chrétiens flamands, le parti du premier ministre, exigeaient la destruction immédiate de M. José Happart, le bourgmestre des Fournes qui refuse de prouver ses connaissances en néerlandais. Les sociaux-chrétiens francophones en revanche n'ont pas accepté cet ultimatum, demandant le vote d'une loi offrant en contrepartie des garanties aux élus francophones de la banlieue bruxelloise.

Dans un communiqué, lundi, le palais royal a précisé que le souverain avait demandé à M. Martens de former un nouveau gouvernement, chargé de défendre un projet de déclaration de révision de la Constitution devant le Parlement. — (Corresp.)

Nicaragua

Les « contras » intensifient leurs actions

Les « contras » ont intensifié depuis quelques jours leurs actions contre les forces gouvernementales sandinistes afin, selon les observateurs, de faire pression sur Managua pour obtenir l'instauration d'un dialogue.

Quelque huit cents rebelles anti-sandinistes ont lancé, le jeudi 15 octobre, dans le sud-est du Nicaragua, une attaque, l'une des plus violentes depuis le début de la guerre, contre la route stratégique vers la côte atlantique qui relie Managua à El Rama et contre quatre localités.

Après de durs combats, les « contras » ont finalement été repoussés. La guérilla a annoncé qu'environ deux cents soldats sandinistes avaient été tués ou blessés. Selon des sources gouvernementales, vingt soldats et environ quatre-vingt-dix guérilleros ont été tués. L'objectif des « contras » doit de faire sauter plusieurs ponts sur cette route par laquelle sont acheminés les armements fournis au Nicaragua par l'URSS et par d'autres pays du bloc communiste.

En quelques jours, les rebelles affirment avoir abattu dans la même région deux hélicoptères de transport de troupes Mi-17 de fabrication soviétique. En outre, ils ont revendiqué la destruction d'un avion-cargo Antonov dans une partie montagneuse du département de Jinotega (nord du Nicaragua). Il ont déclaré qu'ils avaient abattu l'appareil avec une missile Red-Eye. Le gouvernement a reconnu la perte de l'Antonov, mais a précisé qu'elle était due à des difficultés mécaniques. — (A.F.P.)

SANKARA le rebelle

LE LIVRE QU'IL FAUT LIRE

240 PAGES DONT 16 DE PHOTO
FORMAT 14,5 x 21 CM

JEUNE AFRIQUE LIVRES



COLLECTION "DESTINS". GROUPE JEUNE AFRIQUE.
VENTE ET RENSEIGNEMENTS
AUX BUREAUX DE DIFFUSION TEL. 1/42 65 69 30.
VENTE PAR CORRESPONDANCE, ECRIRE A :
DIFFUSION, 3, RUE ROQUEPLAT, 75008 PARIS (FRANCE).
PRIX : FRANCS SUISSES : 63 F.F. FRANCO DE PORT.
ADRESSE : 70 F.F. FRANCO DE PORT.
REGLER PAR CHEQUE BANCAIRE
UNIQUEMENT (FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL
(AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE DIFFUSION.

La missive de M. M'Bow

« Chantage, désinformation et menaces... »

Voici les principaux passages de la lettre au président du conseil exécutif de l'UNESCO, M. Ivo Margan (Yougoslavie), par laquelle M. M'Bow a retiré, le samedi 17 octobre, sa candidature, avant le cinquième et dernier tour de scrutin. Le ton particulièrement vif de cette missive est interprété par certains comme le signe que le directeur sortant n'a peut-être pas dit son dernier mot, d'autant plus qu'il compte encore d'assez nombreux partisans parmi les cent cinquante-huit Etats participant à la conférence générale et qui doivent avaliser le choix du conseil. En tout cas, le lundi 19 octobre au matin, M. M'Bow n'avait pas encore adressé à son successeur désigné, M. Mayor, le traditionnel message de félicitations.

« Je vous prie, monsieur le président, d'informer le conseil exécutif de la décision que j'ai déjà prise de demander aux gouvernements à qui je demeure reconnaissant de leurs marques d'estime et de confiance de bien vouloir retirer ma candidature qu'ils m'ont fait l'honneur de présenter (1) pour le poste de directeur général de l'UNESCO. (...) »

« Ce qui a lieu ici depuis quelques jours, ce qui en a été dit, les actions de caractère politique, diplomatique, médiatique qui l'ont accompagnée et à l'occasion desquelles on a pas régné à recourir aux moyens du chantage, de la désinformation, mais aussi aux pressions et menaces de toutes sortes, constituent un test révélateur de l'état actuel des relations internationales et des perspectives préoccupantes de la coopération multilatérale et bilatérale.

« Quelle grâce a été semée (ou quel message a été donné) par les Etats membres qui ont voté et perverti le processus démocratique de

(1) La candidature de M. M'Bow avait été présentée par la Zambie, qui déclinait actuellement la présidence de l'Organisation de l'unité africaine, et par le Sénégal, aux pays mal

Paris et la coopération

Le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, a déclaré à l'issue du séminaire ministériel franco-espagnol d'Annecy sur l'élection de M. Mayor à la tête de l'UNESCO, que la candidature de M. Mayor « avait soulevé de sérieuses objections de la part de plusieurs pays capitalistes ».

FRANCE

JACQUES CHIRAC

par François Giesse
Seul

Diplomatie

Le séminaire ministériel franco-espagnol d'Annecy

Paris et Madrid renforcent leur coopération en matière de défense

Jusqu'à l'an dernier, nos rencontres nous permettaient de négocier. Elles nous permettent désormais de coopérer.

C'est de cette manière que le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a voulu réaffirmer l'état d'esprit du sé-

minaire ministériel franco-espagnol, qui s'est tenu les 17 et 18 octobre à Annecy. Ce séminaire réunissait, dans le cadre idyllique du château surplombant la vieille ville et le lac, dix ministres et cinq secrétaires d'Etat des deux pays (1).

ANNECY
de notre envoyé spécial

La rencontre franco-espagnole d'Annecy coïncidait avec une période faste dans les relations bilatérales. La collaboration française dans la lutte contre l'ETA militaire a connu, ces dernières semaines, un crescendo spectaculaire. Si ce thème n'a pas été officiellement abordé lors des entretiens d'Annecy (il le sera durant la visite que le ministre espagnol de l'intérieur, M. Barriomero, effectuera à Paris dans le courant de cette semaine), il n'en a pas moins été publiquement mentionné à plusieurs reprises par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordóñez, qui n'a pas perdu une occasion pour remercier ses hôtes à ce sujet.

Aucun litige bilatéral d'ordre communautaire ne pesait cette fois sur la rencontre. Lors du séminaire, à Saragosse, en octobre dernier, plusieurs problèmes épineux liés à la pêche et à la politique méditerranéenne de la Communauté avaient occupé une bonne partie des conversations.

Français et Espagnols ont longuement débattu cette fois des conséquences pour le Vieux-Continent de l'accord imminent entre Moscou et Washington sur l'option « double zéro ».

Malgré quelques nuances sur l'appréciation de cette démarche, on est tombé d'accord sur la nécessité de renforcer le « pilier européen » de l'alliance atlantique. Le ministre espagnol de la défense, M. Narciso Serra, a réitéré la volonté de son pays d'être associé à la construction de « l'Europe de la défense », dont la collaboration

franco-allemande constitue, à ses yeux, le premier jalon véritable. Les Espagnols se sont toutefois montrés très prudents sur les conséquences opérationnelles de ce choix. Ils considèrent prudemment toute participation à la brigade mixte ou à un conseil de défense franco-allemand.

Un résultat concret

« La réflexion stratégique » commune entre Madrid et Paris a néanmoins débouché sur un résultat concret : la création d'un groupe ad hoc bilatéral qui examinera les problèmes de la sécurité en Méditerranée. En outre, plusieurs dossiers de collaboration militaire ont été abordés. L'interconnexion entre les réseaux de radars espagnols et français est désormais « presque décodée », au dire d'un des ministres, et la participation de l'Espagne (comme de l'Italie) à la construction du satellite français d'observation militaire Hélios semble désormais acquise : une ultime négociation aura lieu concernant essentiellement les possibilités de contrôle par les « actionnaires minoritaires » espagnols de l'emploi du satellite. La collaboration dans le domaine de l'aéronautique et de l'électronique sous-marine a également été abordée, de même que diverses possibilités de vente d'armes mutuelles (missiles, chars, avions, hélicoptères).

Quant aux problèmes du futur de la Communauté, les deux délégations sont d'accord sur la philosophie générale : l'établissement, en 1992, d'un véritable marché unique suppose l'adoption de mesures réduisant l'écart entre régions riches et régions pauvres. Mais les divergences subsistent quant aux

modalités pratiques : les Espagnols considèrent que les Français veulent faire la part trop belle aux dépenses agricoles, ce qui porte préjudice, à leurs yeux, aux autres dépenses structurelles liées à l'aide sociale et régionale. Ce problème a amené l'Espagne à s'opposer au projet de budget communautaire actualisé, dont on discute à Bruxelles. Les deux parties n'ont pu, à Annecy, que « clarifier leurs positions respectives » à ce sujet, selon les termes de M. Raimond.

Sur le plan de la culture et de l'enseignement enfin, les deux pays ont examiné la création d'un « espace européen de l'audiovisuel ». Un accord de coproduction cinématographique sera signé à Paris avant la fin de l'année. On a également parlé du problème de la régression de la langue française en Espagne : Madrid s'est apparemment montrée plus réceptive, cette fois, à la vieille revendication française concernant l'instauration d'une seconde langue obligatoire dans l'enseignement secondaire au sud des Pyrénées.

THIERRY MALINIAK.

(1) Étaient notamment présents les responsables des affaires étrangères, de la défense, de la culture, des affaires européennes, du budget, des communications, de l'enseignement et de la recherche.

Prix Jean-Monnet 1987. — Le prix Jean-Monnet a été décerné à M. François Fontaine, homme de lettres français et haut fonctionnaire européen, ainsi qu'à M. von Groeben et Max Kohnstamm, respectivement haut fonctionnaire allemand et néerlandais, annoncés samedi 17 octobre la Fondation Johann Wolfgang von Goethe de Bâle (Suisse). Le Prix Jean-Monnet institué par la Fondation biléale auprès

La fin du sommet du Commonwealth

Le refus de M^{me} Thatcher de s'associer aux sanctions contre l'Afrique du Sud

Le vingt-huitième sommet du Commonwealth, qui a pris fin samedi 17 octobre, à Vancouver, a été marqué par l'obstination de la Grande-Bretagne, qui a refusé d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud. Dans leur communiqué final, les quarante-huit pays du Commonwealth — l'archipel des Fidji a été officiellement radié de l'organisation au cours de ce sommet — ont déclaré avoir « pris note de Paris

unanime des membres du Forum du Pacifique Sud selon lequel le récent référendum en Nouvelle-Calédonie a été fondamentalement biaisé et n'a pas contribué à la solution de la situation dans le territoire, qui ne peut venir que d'un acte d'autodétermination authentique ». La plupart des pays du Commonwealth ont, par ailleurs, réaffirmé « leur forte opposition à la poursuite des tests nucléaires » dans le Pacifique Sud.

MONTREAL
de notre correspondant

Pour faire plier la « dame de fer », il faut beaucoup plus qu'une quarantaine de chefs d'Etat ou de premiers ministres, fussent-ils les représentants des anciennes colonies de l'empire britannique.

Clairement affichée dès le début, la position de M^{me} Thatcher n'a pas varié d'un iota durant les cinq jours de ce sommet. La Grande-Bretagne, principal investisseur étranger en Afrique du Sud et plus important partenaire commercial de ce pays au sein du Commonwealth, a estimé une fois pour toutes que les sanctions contre l'Afrique du Sud ne seraient pas efficaces sur la politique du gouvernement de M. Botha, mais aussi « contre-productives », parce qu'elles privent la population noire d'emplois déjà trop rares et, enfin, dangereuses, parce qu'elles risquent d'amener les partis politiques des Blancs d'Afrique du Sud à se radicaliser davantage.

Les arguments développés par les dirigeants du Canada, de l'Australie

de la Nouvelle-Zélande et des pays de la ligne de front, notamment, n'y ont rien changé, la « dame de fer » se permettant même de dénoncer l'« émotivité » de ses interlocuteurs dans ce dossier.

Les discussions ont rapidement dégénéré en bataille de chiffres sur l'efficacité économique des sanctions, en guerre de sondages (sur la popularité de ces mesures auprès de la population noire sud-africaine) et en procès d'intention.

Accusée d'agir en fonction de ses seuls intérêts, M^{me} Thatcher, qui n'avait pas hésité à décréter des sanctions à l'encontre de l'Argentine lors de la guerre des Malouines, a rétorqué en dénonçant « l'hypocrisie » des pays qui n'appliquent pas les sanctions qu'ils ont eux-mêmes votées en 1985 lors du précédent sommet de Nassau ou l'an passé lors du mini-sommet de Londres.

La querelle s'est finalement terminée par une demi-victoire pour chaque camp. M^{me} Thatcher a affirmé sa dissidence, et, dans une déclaration commune, les pays du Commonwealth, « à l'exception de la Grande-Bretagne », ont résolu « de continuer à agir individuellement et collectivement par tous les moyens, y compris par des sanctions nouvelles, pour amener le gouvernement sud-africain à renoncer à l'Apartheid ». Déclaration suivie d'un examen des réseaux (financiers notamment) qui permettent à l'Afrique du Sud de contourner les mesures de rétorsion.

Les Fidji exclus

Au milieu de ses querelles sud-africaines, le Commonwealth a dû se résoudre à exclure l'un de ses quarante-neuf membres, les îles Fidji. A la suite du coup d'Etat perpétré le 25 septembre dernier par le colonel Rabuka et après la proclamation de la République, le gouverneur général de l'archipel, M. Penias Ganilau, a remis sa démission à la reine Elisabeth II, concluant ainsi cent dix-sept années d'allégeance à la couronne britannique.

Les îles Fidji pourront néanmoins demander leur réintégration. Mais pour cela, le colonel Rabuka devra renoncer à inclure dans la Constitution de son pays le principe de la suprématie politique de la minorité mélanésienne de l'archipel.

MARTINE JACOT.

FRANZ-OLIVIER GIESBERT

JACQUES CHIRAC



par
Franz-Olivier
Giesbert
Seuil

Le succès politique de la rentrée.

Alain Duhamel / Le Quotidien de Paris

Ce livre est un régal.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

C'est joliment torché, avec des vacheries, des mots, des piques, des coups de pied au cul...

Jean Clémentin / Le Canard enchaîné

Chirac a-t-il trouvé son Lacouture ?

Pierre Feydel / Le Matin

Enlevé comme un polar.

Nicolas Domenach / L'Événement du jeudi

Des pages fascinées mais sans complaisance.

Alain-Gérard Slama / Le Figaro

Remarquable.

André Pautard / L'Express

On s'amuse. On apprend.

Marie Guichoux / Libération

Giesbert est allé aux limites de l'enquête.

Catherine Pégard / Le Point

Le "Chirac" de Giesbert fera date dans l'histoire de la V^e République.

Guy Sorman / Le Figaro Magazine

Une histoire à l'américaine, pleine d'anecdotes, de révélations...

Pierre Joly / Ouest-France

Le résultat n'est pas triste.

François Jacquemont / L'Est républicain

Editions du Seuil

حکذا من الاصل

Diplomatie

La visite d'Etat de M. Mitterrand en RFA

Trouver les mots pour se faire comprendre...

M. François Mitterrand, qui commence une visite d'Etat de trois jours en RFA, devait être accueilli, lundi 19 octobre, à Bonn, par le président de la République ouest-allemande M. Richard von Weizsäcker. Le chef de l'Etat est accompagné des ministres des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, de la défense, M. André Giraud, de l'équipement, M. Pierre

Méhaugerie, et de M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes. M. François Mitterrand devait prononcer lundi un discours à l'université de Bonn, rencontrer des représentants du Parti libéral et des Verts, et s'entretenir avec M. von Weizsäcker, qui offre un dîner en son honneur au château d'Augustsburg. Mardi, il doit, notamment, se rendre à Aix-la-Chapelle.

BONN

de notre envoyée spéciale

Trouver les mots pour se faire entendre des Allemands, c'est un exercice de haute voltige. L'esprit dans lequel le président de la République a entamé sa visite en République fédérale. Cela peut paraître paradoxal alors que tout a été fait depuis des années, et particulièrement ces derniers mois, pour démontrer que la coopération entre les deux pays fait partie de la vie quotidienne en même temps qu'elle fonde un grand dessein.

Les malentendus, très souvent, ont pris leur source en France dans le procès qui était fait aux Allemands : procès contre leur tentative supposée de larguer les amarrages européens pour se laisser dériver non vers une impossible réunification mais vers le neutralisme ; procès contre leur complaisance à se présenter comme les victimes désignées de tout éventuel conflit qu'on attribuerait à leur mauvaise conscience historique plutôt qu'à leur situation objective. Ce procès n'est plus insaisissable aujourd'hui en France par aucun des hommes politiques ou fonctionnaires qui sont partie prenante de la coopération franco-allemande. Il subsiste en revanche, dit-on, dans les secteurs moins directement impliqués, et parler n'est donc pas inutile.

La compétition
Elysée-Matignon

Trouver les mots pour se faire entendre des Allemands, cela veut dire aussi que le voyage du président de la République ne devrait pas donner lieu à l'annonce de nouvelles initiatives, comme ce fut le cas au mois d'octobre lorsque M. Mitterrand, assistant aux manœuvres militaires communes en Bavière, avait créé la surprise en révélant l'idée encore en gestation de mettre sur pied un conseil de défense franco-allemand. M. Jacques Chirac exprima alors des réserves qui, dans une période où l'on est à l'affût du moindre raté dans la cohabitation, donnèrent à penser qu'il n'était pas d'accord. Il était en fait et le chancelier Kohl fut contraint d'en témoigner. Quelques jours avant les manœuvres « moule dur », il s'était entretenu avec le premier ministre français de cette idée de conseil de défense qui, sans la hâte du président de la République, n'aurait dû arriver au stade de la formulation

publique que le mois prochain au plus tôt, à l'occasion du cinquantième sommet franco-allemand auquel participent M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac.

On explique à Matignon que ce projet était très ambitieux puisqu'il touche potentiellement des domaines de la souveraineté nationale, sa divulgation avant même que l'épure en ait été clairement définie côté français, était prématurée. On regrette vraisemblablement aussi que le bénéfice de l'annonce en terme d'impact sur l'opinion soit allé à M. Mitterrand seul, et que le président de la République soit encore une fois apparu comme le véritable artisan à Paris du rapprochement entre les deux pays.

Qui aurait pu imaginer, il y a quelques années encore, que ce domaine de la politique étrangère serait ainsi devenu en France un terrain de compétition en période prélectorale ? La perception de la dimension historique des relations franco-allemandes, qui avaient fortement régressé depuis la grande époque de la réconciliation au début des années 60, se réveille aujourd'hui. Sous l'effet de données extérieures, certes, et notamment de l'accord que s'approprient à conclure Américains et Soviétiques sur les armes nucléaires de moyenne portée et qui engendre une vaste problématique sur la défense de l'Europe.

Mais aussi sous l'effet d'un volontarisme dont il faut bien reconnaître qu'il est à Bonn le fait de la chancellerie et à Paris celui de l'Elysée. La création de la force d'action rapide susceptible d'intervenir en Allemagne, la décision en 1982 de donner vie aux dispositions du traité de 1963 concernant la défense, avaient préparé le terrain au dernier développement de la coopération franco-allemande en matière militaire : manœuvres communes, idée de la brigade franco-allemande, puis du conseil de défense. Même si ces propositions récentes sont dues avant tout au souci du chancelier Kohl de prendre des initiatives parlantes pour l'opinion, le promoteur le plus actif en a été incontestablement, à Paris, M. Mitterrand. L'Elysée a pris sur ces questions une avance difficilement rattrapable, qui explique aussi que Matignon mette l'accent aujourd'hui sur les hauts lieux où on réfléchit à la défense de l'Europe comme l'union de l'Europe occidentale ou sur les progrès dans la coopération avec les autres alliés européens à propos du nucléaire avec la Grande-Bretagne, et dans le domaine de l'observation par satellite avec l'Espagne et l'Italie.

Les dernières initiatives franco-allemandes ont eu l'avantage de cristalliser le débat sur des projets concrets et donc de couper court à des élucubrations plus ambitieuses sur la défense de l'Europe, jugées inopportunes, voire dangereuses. Si l'on met de côté la résurgence de l'idée suivant laquelle la France devrait réintégrer l'OTAN, idée qui trouve un écho chez les Allemands les plus farouchement atlantistes, mais qui reste à Paris politiquement marginale, le projet de brigade franco-allemande et celui de conseil de défense n'ont à ce jour ébranlé ni le consensus français ni le consensus franco-allemand.

Les sujets
tabous

Restent les sujets tabous, ceux qu'on laisse à l'écart de la coopération franco-allemande, mais que le président de la République aura du mal à taire s'il veut véritablement se faire comprendre outre-Rhin, à savoir ceux qui ont trait aux armes nucléaires. Les Allemands, quelle que soit leur sensibilité politique, craignent d'être la cible des armes nucléaires stationnées en Europe. Plus ces armes sont de courte portée et plus cette menace est ressentie comme spécifique. On aura du mal une fois conclue l'accord sur l'élimination des missiles de moyenne portée, à leur faire admettre que les armes de plus courte portée qui ne peuvent viser que le sol allemand doivent subsister, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir, comme ils le réclament déjà, de négociations soviéto-américaines sur une troisième option zéro.

La France n'est pas ici directement concernée et semble avoir résolu de ne pas s'en mêler pour l'instant. Là encore, cependant, on a pu remarquer des dissonances entre l'Elysée et Matignon. Tandis que M. Jacques Chirac exprimait son peu d'enthousiasme pour le projet d'accord américano-soviétique, qui enlève en grande partie la troisième option zéro, l'Elysée estimait plus judicieux d'avoir une approche positive de l'accord FNI et d'insister, d'autre part, sur la nécessité de réduire les armements stratégiques.

Reste la question des armes préstratégiques, sujet tabou s'il en est, dans la démonstration franco-allemande, car les Allemands ne peuvent oublier qu'elles sont destinées à être utilisées, notamment sur le territoire des deux Allemands. M. André Giraud, ministre de la défense, a mis les pieds dans le plat en exprimant, à trois jours de la visite du président de la République en RFA, sa conviction que le nucléaire tactique est essentiel à la défense de l'Europe, déclaration mal venue et qui pourrait lui valoir, ces jours-ci, car il est du voyage, des réprimandes qui ne seraient pas les premières.

CLAIRE TRÉAN.

La perspective du retrait des missiles américains et soviétiques

Les avances de M. Giraud à une Europe orpheline

« Cherche désespérément à constituer l'Europe de la défense. Urgent. Conditions à débattre à deux ou à plusieurs partenaires. » Ce pourrait être une petite annonce publiée dans la presse européenne par le ministre français de la défense. En tout cas, le message apparaît en clair dans le discours de M. André Giraud, le vendredi soir 16 octobre, devant le Mouvement européen au Sénat (le Monde daté 17-18 octobre).

Un ballon d'essai, dira-t-on. Plutôt une bouteille à la mer lancée en direction des alliés européens de la France pour sonder leurs réactions à la veille des grandes échéances qui attendent le continent européen : la prochaine signature des accords américano-soviétiques sur les armes nucléaires et la réunion, en novembre, de l'Union de l'Europe occidentale. Pour M. Giraud, il est temps de savoir si l'Europe restera ou non les bras croisés face à un environnement de sécurité qui se modifie rapidement sous ses yeux et, à ce jour, indépendamment d'elle, peut-être même contre elle.

Le constat de départ du ministre de la défense est relativement simple : une course de vitesse inégale est engagée entre, d'une part, les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui peuvent avoir des intérêts convergents exclusifs de ceux de leurs camps respectifs, et, d'autre part, des pays européens, qui devraient prendre conscience que leur identité dépend, désormais, de leur maturité en matière de défense.

A mots
feutrés

Dans la réflexion entre Européens, estime M. Giraud, la France, seule puissance nucléaire autonome du continent, doit devenir une force de proposition et prendre l'initiative de dépasser la contradiction ancienne, qui empêche d'achever la construction communautaire, entre une conception atlantiste intégrationniste de la défense et une conception hexagonale nationaliste. Le nœud gordien de cette contradiction est la place et le rôle de l'armement nucléaire préstratégique que, jadis, on appelait tactique et que le ministre français de la défense assimile, sur le modèle des SS-20 soviétiques ou des missiles américains Pershing et Cruise, à un « échelon intermédiaire » de la dissuasion européenne.

Autrement dit, M. Giraud imagine que la France, sans se fermer à d'autres solutions qui lui seraient proposées par ses alliés, puisse activement participer à la reconstruction d'un échelon intermédiaire propre à la dissuasion européenne et capital pour l'équilibre général des forces après la suppression de l'échelon intermédiaire américain.

Le ministre de la défense s'est-il paré de son nom propre ? Ce fait-il, à l'écho de spéculations déjà engagées avec ses homologues britanniques et ouest-allemands, en particulier ? Et, si cela était avéré, avec l'aval de qui ? Autant de points d'interrogation qui n'interdisent pas, cependant, de constater que M. Giraud dresse un nouveau visage de la sécurité européenne. Discret, mais, avec la disparition des missiles américains Pershing et

Cruise en échange de celle des SS-20 soviétiques, il pourrait apparaître — pour simplifier — quatre échelons de la sécurité en Europe, si la France acceptait de changer les règles de son propre jeu. Un premier échelon serait représenté par la dissuasion stratégique américaine, qui resterait aux ordres des Etats-Unis et qui profiterait indirectement à l'OTAN. Un deuxième échelon serait assuré par le développement, dans un cadre européen, de certaines armes préstratégiques spécifiquement actionnées par les Européens, y compris par la France. Un troisième échelon réunirait les armes stratégiques et préstratégiques de la France dans les conditions actuelles de leur emploi, dit de la réponse du faible au fort. Le dernier échelon rassemblerait les forces classiques de l'Europe.

Cet agencement des armements et, donc, des cercles de sécurité qui impliquerait la participation de la France transparaît, en filigrane, dans le discours de M. Giraud.

Par bien des aspects, un tel schéma rappelle des considérations avancées, il y a quelques années, par des experts proches de l'OTAN pour lesquels il fallait briser le tabou du nucléaire trop étroitement national et envisager une contribution de l'arme nucléaire tactique française à la défense alliée. A sa manière, M. Valéry Giscard d'Estaing, du temps où il était à l'Elysée, avait pris l'initiative de cette démarche.

Concrètement, d'un seul point de vue militaire, tout est possible. A commencer par l'adoption entre Européens d'un missile air-sol préstratégique commun sur le modèle de l'ASMP français, qui équipe aujourd'hui les Mirage-IV ou demain les Mirage 2000-N et que rien n'interdit de monter sur d'autres types d'avions comme le Tornado actuel ou le futur Eurofighter anglo-germano-italien. Ou bien, encore, la conception d'une arme nucléaire à rayonnement renforcé (la célèbre bombe à neutrons, qui limite les destructions sur les territoires alliés), dont la France a la technologie pour son missile préstratégique Hadès et qui pourrait servir d'outil défensif communautaire à partir de l'importation, quelle qu'en soit la forme, de la charge classique pour le théâtre européen.

Une pierre
d'achoppement

Même l'arme chimique peut, à sa façon, constituer le premier échelon d'une dissuasion intermédiaire européenne, avec ces nouvelles techniques de munitions binaires qui deviennent, en se dispersant, de redoutables toxiques de guerre.

Mais, si le champ du possible est vaste, l'opportunité politique, avec ses incidences sur les relations Est-Ouest, commande d'être beaucoup plus prudent. En France même, le point de savoir si l'Europe vaut bien un changement de la doctrine nucléaire reste une pierre d'achoppement. Car, il ne faut pas se le dissimuler : les méditations de M. Giraud signifient, à terme, une révision complète de la dissuasion française, qui requiert un accord de la classe dirigeante européenne.

Par exemple, le coupage introduit par le ministre de la défense, d'un côté, est « échelon inter-

médiaire » de la dissuasion nucléaire propre à l'Europe et, de l'autre, l'ensemble des forces classiques, y compris les unités françaises, qui, par voie de conséquence, un découplage — que la doctrine officielle refuse jusqu'à présent — entre armes stratégiques et armes préstratégiques solidement placées sous les ordres du seul chef de l'Etat ?

En réunissant tous les régiments Hadès en une même division et sous un seul contrôle qui lui reste subordonné, le président de la République avait manifesté son intention de conserver le feu nucléaire préstratégique dans ses mains, pour un ultime éverissement, à l'agresseur, et si s'interdisait d'en faire un usage parcellaire, au gré des états-majors sur le champ de bataille. Sera-ce toujours le cas si des « échelons intermédiaires » nucléaires français sont délégués à l'Europe, pour un emploi éventuel qui serait modulé selon les circonstances et sans lien avec la menace stratégique ?

Dans l'oreille
d'un sourd

M. Giraud donne l'impression à ses adversaires politiques, en France, de redécouvrir la réponse flexible, qui accepte les désagréments de la bataille nucléaire en Europe, à l'heure où les Etats-Unis s'interrogent sur la validité de ce concept, cher à l'OTAN, avec le départ des euro-missiles.

Le groupe de planification nucléaire de l'OTAN en débattra prochainement, le mois prochain, à Monterey (Californie). On s'attend, à en croire certaines indications, que les Américains suggèrent à leurs alliés de renforcer le stock des quatre mille charges nucléaires tactiques du champ de bataille stationnées en Europe et non encore concernées par le traité avec Moscou. Trois options seraient examinées : équiper des avions FB-111, F-15E ou B-52 de missiles de croisière air-sol à tête nucléaire ; assigner des missions tactiques en Europe à des missiles lancés depuis des sous-marins stratégiques ; ou développer des missiles air-sol et mer-sol à charge classique pour le théâtre européen.

Nul doute que plusieurs pays européens voudront connaître les propositions de Washington à Monterey et leur concrétisation officielle par l'OTAN, avant de chercher à savoir, avec précision, ce que recèlent les avances de M. Giraud.

Car le message du ministre français de la défense est à double sens et, pour le décoder, il faut prendre son temps. En clair, il exige un savoir d'ascenseur, notamment de l'Allemagne fédérale. Si la France est prête à apporter une contribution décisive à la sécurité de l'Europe, au besoin en modifiant sa propre doctrine et sa propre organisation de défense, son allié ouest-allemand devra faire un effort comparable, en se montrant davantage solidaire sur les autres terrains, politique, économique et monétaire. En cette période de cohabitation agitée en France, le message de M. Giraud court le risque de tomber dans l'oreille d'un sourd.

JACQUES ISNARD.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINECHINA TOWN
PAR CEUX QUI Y VIVENT

PORTRAITS DE CHINA TOWN

Par Eric Venturini et Dominique Vidal

Le bonze-vietnamien, Le commissaire de police, L'ex-compagnon de Pol Pot, Le Vénérable de la pagode, racontent leur ville. Une ville poussée en plein Paris, inconnue, mystérieuse, dont tout le monde parle mais que personne ne connaît : CHINA TOWN.

192 pages, 79 F.

authentic
EDITIONS

Picard
supprime la clé !
Parade
La serrure automatique sans clé
- Un code que vous choisissez vous-même
- Un code que vous pouvez changer immédiatement sans clé
- Un code que vous pouvez changer immédiatement sans clé
- Plus d'oubli, la porte est toujours bien fermée.
- Plus de risque de clé oubliée à l'extérieur.
- Plus de clé perdue ou volée.

Découvrez aujourd'hui
les peintres de demain
EN PERMANENCE
ÉCOLE NORMANDE CONTEMPORAINE
GALERIE VICTOR-HUGO
Place Victor-Hugo
81, rue de la République, 75110 Paris
Du mardi au samedi
de 14 h à 19 h et sur rendez-vous
Tél. 45-01-28-01

NOUVEAU
IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde
chaque mercredi
numéro daté jeudi

SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première
préparation à tous les examens d'entrée à St. po. Doc. contre 3 timbres.
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

(1) 45.21.45.43 :
2000 m²
de savoir...
Des professionnels partagent leur savoir :
micro-édition, traitement de texte, maquette graphique,
technologie générale de l'imprimerie, palette graphique...
Ils organisent du 4 janvier au 20 mai 1988 un stage
de concepteur-réalisateur en micro-édition. Pour inscriptions
et renseignements, téléphonez au (1) 45.21.45.43.
...Graphisme
et communication

Europe

ITALIE : cinq référendums

Les électeurs se prononceront le 8 novembre sur l'avenir de l'énergie nucléaire et la responsabilité des juges

ROME
de notre correspondant

Tous les partis italiens ont à présent fait connaître leur position sur les référendums du 8 novembre. Pour la première fois depuis l'instauration, en 1970, de ce type de scrutin, le « oui » - c'est-à-dire la position favorable à l'abrogation de normes contestées par les promoteurs des consultations - devrait l'emporter. La quasi-totalité des formations politiques se sont en effet prononcées pour l'abolition de trois normes favorisant la production d'électricité d'origine atomique - en clair, contre la poursuite du modeste programme électronucléaire national - et contre le maintien de dispositions limitant la responsabilité civile des juges d'une part, et réservant à une commission parlementaire, d'autre part, un pouvoir discrétionnaire sur le cas des ministres ayant commis des délits dans l'exercice de leurs fonctions.

Seule cette dernière question, celle de l'insécurité, fait l'unité. Cet organisme a en effet systématiquement, par le passé, « archivé » les cas qui lui étaient proposés (1), et son impopularité est telle qu'aucune force politique n'aurait pu se permettre de voter une loi permettant de différer les ministres devant les juridictions ordinaires, moyennant son autorisation préalable, comme c'est le cas dans la plupart des pays démocratiques.

Plus complexe, malgré les apparences, est le cas des quatre autres référendums. S'agissant tout d'abord du nucléaire, toutes les formations, hormis les petits partis républicain et libéral, se sont déclarées d'accord pour abolir deux textes de 1983 facilitant l'implantation des centrales : l'un d'eux avait confié à une instance interministérielle, répétée efficace, le choix des localisations ; l'autre prévoyait de subventionner les allocations financières aux régions et communes acceptant d'accueillir des installations sur leur territoire. Lancées par le petit Parti

radical (promoteur à ce jour de la quasi-totalité des référendums) et bien entendu par divers organes antinucléaires, ces deux consultations ont rapidement reçu, à l'automne 1986, l'appui du Parti socialiste. La catastrophe de Tchernobyl avait justifié la volte-face de cette formation. Le Parti communiste, de son côté, longtemps le pilier du programme italien, avait vu, lors de son dernier congrès tenu, deux semaines avant l'accident du réacteur soviétique, sa base vaciller jusqu'à approcher un revirement de position. Tchernobyl a donné l'estocade aux « nucléaristes » du PC (disciplinés mais nullement convaincus).

Restait la Démocratie chrétienne (DC), elle aussi de longue date favorable à un programme nucléaire, dont le développement s'est heurté, depuis un quart de siècle, à l'obstacle classique du chevauchement des compétences bureaucratiques et territoriales. Sans revenir sur sa position traditionnelle, la DC a pourtant décidé de se prononcer en faveur du « oui » pour ces deux premiers référendums. Elle a, en revanche, appelé au vote négatif sur le troisième projet « antinucléaire » : celui visant à interdire désormais à la compagnie nationale d'électricité, ENEL, de participer à la réalisation de centrales atomiques à l'étranger (l'Italie est partie prenante pour un tiers au Superphénix français). Le parti espère que, par ce biais, le pays pourrait garder un pied dans un domaine néanmoins fondamental. Le MSI (droite nationaliste) a pris la même position. Ainsi, sur cette troisième consultation sur le nucléaire, les jeux apparaissent-ils très ouverts.

Étrangement pourtant, ce n'est pas ce thème, pourtant réputé brûlant, qui suscite ici la controverse. Est-ce parce que les jeux semblent faits, bien que les récents sondages tendent à suggérer une forte chute des opinions hostiles au nucléaire ? Ou est-ce parce que, en toute hypothèse, la part d'urgence nationale ainsi mise en cause est des plus modestes (environ 3 % du total) ?

Cinq référendums - trois sur le nucléaire et deux sur la justice - auront lieu le dimanche 8 novembre en Italie. Les trois questions concernent l'atome industriel proposant notamment la suppression de certaines crédits, qui aboutiraient en fait à bloquer le modeste programme électronucléaire italien. Les deux autres questions, relatives à la justice - sur la responsabilité des magistrats et les procédures pouvant être engagées contre le chef de l'État et les ministres pour des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions - suscitent de vives controverses parmi les spécialistes. Depuis 1970, neuf référendums ont été organisés en Italie. Les questions soumises au vote avaient trait au divorce (1974), au financement public des partis politiques et au pouvoir de la police (1978), à l'avortement, la faim dans le monde, l'ordre public et la prison à vie (1981), à l'échelle des salaires (1985).

Le débat se concentre dès lors sur la question : que faire des installations existantes quasiment achevées ou en cours de réalisation ?

Procès contre la magistrature

Acharné est, en revanche, la dispute concernant la responsabilité civile des juges. Le référendum sur ce sujet a été demandé, il y a près de deux ans, par trois formations : deux de la majorité, le Parti socialiste et les libéraux, et une de l'opposition, le Parti radical. En théorie, l'unanimité est presque faite : hormis les républicains et la Démocratie prolétarienne (extrême gauche), ce qui est plus surprenant, toutes les forces politiques sont en faveur de l'abolition des restrictions imposées, par un texte remontant à l'époque mussolinienne, à la responsabilité civile des juges - tenus à réparations pécuniaires envers les citoyens qu'ils ont lésés, seulement en cas de « vol, fraude et concussion » ou « omission et retard sans juste motif ». La consultation a été lancée, puis défendue, de façon telle qu'elle fait figure de véritable procès contre la magistrature. Que la situation de la justice soit en Italie devenue délicate (en raison notamment des retards apportés aux procédures, avec toutes les conséquences pour les inculpés), voilà une évidence que nul, pas même les juges, ne conteste ici. Mais de là à imagi-

Nul n'imaginerait cependant qu'ils traversaient une majorité aisée au Parlement.

Dans une Italie confrontée au terrorisme, à la Mafia et à une large impuissance des pouvoirs exécutif et législatif, les juges ont longtemps fait figure de héros. Ils sont aujourd'hui montrés du doigt par la classe politique en raison de quelques erreurs flagrantes (accusées par la presse rend compte des affaires), mais aussi pour l'obstruction dont ils ont fait preuve dans quelques affaires où des hommes publics - socialistes notamment - se sont trouvés impliqués. La crainte de rares personnes qui ont su garder la tête froide (entre les républicains, la Gauche indépendante, proche du PC, mais non alignée sur lui), est

qu'une victoire des « oui » ne crée une situation où les puissants (politiques ou de droit commun) deviendraient quasiment intouchables, en raison de la menace planant sur la feuille de paie des magistrats - les « voleurs de poules », selon la formule consacrée, demeurant les seuls sujets véritablement soumis désormais aux rigueurs de la justice.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Deux ministres seulement, les démocrates-chrétiens MM. Tanassi et Gui, ont, cette dernière décennie, été respectivement inquiétés et emprisonnés, après avis favorable de l'Inquirente, alors que le nombre de cas où une action a été requise dépasse la centaine.

RELEVEZ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992
LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ÉCOLE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT AVEC L'ESAM
Première école française habilitée à préparer un diplôme européen.
UN JOB ASSURÉ : selon les entreprises, 1 recrutement sur 3 va concerner des assistantes de direction bilingues, ayant la responsabilité, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.
UNE FORMATION INTENSIVE : 11 mois en France, 5 en Allemagne ou en Angleterre, 5 en Espagne.
ADMISSION : directe en 2^e année : niveau DEUG, DUT, BTS...
ESAM
ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT
Membre du groupe ICS
et de l'Académie Européenne de Secrétaires de Management
Bon à retourner à ESAM, 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-86-84-82
Nom : _____ Adresse : _____
Tél. : _____ ☐ souhaitez recevoir une documentation

GALERIES Lafayette

Le 8^e Festival de toutes les Modes est ouvert ! Galeries la Biennale, Galeries l'Audaceuse, Galeries l'Inéditeuse, quel est votre style ? Venez découvrir la mode et choisir la vôtre. Pour vous inspirer aux nouvelles tendances : les plus grands magazines de mode et leurs animations sont présents aux Galeries Lafayette Haussmann.

Pour vous séduire : tous les jours, des défilés à 11h - 12h30 - 13h30 - 15h - 16h - 17h.

Et enfin, pour succomber : les Oscars de nos créateurs, des modèles conçus en exclusivité pour les Galeries Lafayette et signés : Agnès B, Chantal Thomass, Claude Montana, Dorothea Bli, Emmanuelle Khanh, Gilles Duvion, Guy Laroche, Jean-Charles de Castelbajac, La Parla, Lolita Lempicka, Michel Klein, Myrène de Prémanville, Nathalie Gerson, Pierre Balmain, Tod Lapidus, Yves Saint Laurent Variation, Lafayette Collection. Ces Oscars sont vendus en séries limitées, à des prix... Festival !



Galeries l'Audaceuse
8^e Festival de toutes les Modes
Du 9 au 11 octobre

- 10 % sur tous les modèles des défilés avec votre carte Galeries Lafayette (gratuite dès occupation du dossier), sauf fourrures.

La mode est là !

هكذا من الامم

SCIENCES PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
CEPES

2000h de savoir...
Graphisme et communication

صكرا من الاجل

Proche-Orient

Les Etats-Unis et le conflit du Golfe

Le choix difficile de M. Reagan

Tandis qu'à Washington le président Reagan prenait « une décision » pour répondre au tir d'un missile iranien, le vendredi 16 octobre, contre un pétrolier sous pavillon américain, l'Iran se lançait dans une nouvelle offensive diplomatique, en déplaçant son premier ministre, M. Mousavi, à Damas — où se trouvait également dimanche le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vorontsov, — son ministre des affaires étrangères, M. Velayati, à La Havane et un haut fonctionnaire à Téhéran. Dans le même temps, un émissaire libyen était reçu à Téhéran.

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont, selon toute apparence, décidé de réagir à l'attaque d'un pétrolier battant pavillon américain, touché vendredi 16 octobre, dans les eaux du Koweït par un missile tiré par les Iraniens (le Monde du 17 octobre). Tard dans la soirée du dimanche 17 octobre, M. Reagan a convoqué plusieurs des personnalités marquantes du Congrès. Aucune précision officielle n'a été donnée sur cette réunion tout à fait inhabituelle à cette heure et un dimanche, mais il ne fait aucun doute que le président américain voulait entretenir ses bêtes de la situation dans le Golfe.

Un peu plus tôt, M. Reagan — souriant et affectueux comme à l'ordinaire — a fait observer que cette réunion ne signifiait pas forcément qu'une action fut imminente. Mais tout au long du week-end, les différentes déclarations de M. Shultz, en tournée au Proche-Orient, étaient allées crescendo. Sur le terrain, quatre navires de guerre américains supplémentaires traversaient le canal de Suez en direction du Golfe.

Un fonctionnaire de la Maison Blanche a fait observer que cette réunion ne signifiait pas forcément qu'une action fut imminente. Mais tout au long du week-end, les différentes déclarations de M. Shultz, en tournée au Proche-Orient, étaient allées crescendo. Sur le terrain, quatre navires de guerre américains supplémentaires traversaient le canal de Suez en direction du Golfe.

Le président Khomeini s'est, pour sa part, déclaré lundi sceptique quant aux chances de voir les Etats-Unis effectuer un coup de force contre l'Iran. La marine iranienne n'a pas moins averti que ses milieux considéraient le feu contre tout appareil qui s'en approcherait à moins de 9 kilomètres. Téhéran a, en outre, fait savoir qu'il n'accepterait d'observer un cessez-le-feu de facto qu'après que l'Irak aura été désigné officiellement comme l'agresseur.

Par ailleurs, le Koweït, qui a officiellement protesté auprès de Téhéran pour le tir

de missile de vendredi, a évoqué les probabilités de sa défense avec des personnalités militaires françaises et américaines. A Mascate, les Américains ont remis, par l'intermédiaire des Ommanis, les quatre iraniens qu'ils avaient fait prisonniers lorsqu'ils avaient saisi une navette iranienne.

L'URSS, qui vient de passer avec l'Iran un accord pétrolier, a une nouvelle fois condamné la présence navale américaine dans le Golfe et proposé son remplacement par une force de l'ONU. — (AFP, Reuters.)

que de faiblesse alors que les pays diversifiés souhaitent clairement une réaction américaine. Attendre passivement risquait aussi d'inciter l'Iran à récidiver. Plusieurs navires chargés dans les ports du Koweït du pétrole ou du gaz sous pression avec des risques d'explosion considérables.

Le congrès palestinien

Au-delà de la réponse ponctuelle à donner à l'action iranienne, c'est l'ensemble de la politique américaine de présence armée dans le Golfe qui est en question. Assurer la liberté de navigation, déminer les chemins et protéger les convois sont une chose. Prendre ouvertement et militairement parti contre l'Iran plaçait, en revanche, les Etats-Unis sur une pente beaucoup plus périlleuse. On n'en est pas encore là. Mais les incidents se multiplient à intervalles rapprochés.

Que faire à présent ? Le choix est d'autant plus difficile pour les Etats-Unis que leur allié de facto semble en mauvaise posture. Selon un rapport du Congrès, naturellement très critique à l'égard de la politique de la Maison Blanche, l'Irak ne peut en effet plus gagner la guerre, mais « il peut la perdre ».

Ce rapport estime que « les forces navales américaines dans le Golfe sont à présent les otages de fait de la politique de guerre de l'Irak » (les Iraniens cherchant à faire subir aux Etats-Unis les conséquences des attaques irakiennes contre leurs navires dans le Golfe). Il considère aussi qu'« une défaite irakienne serait catastrophique pour les intérêts occidentaux ».

JAN KRAUSE.



Le président de la commission des forces armées du Sénat, l'influent sénateur Nunn, avait lui-même estimé nécessaire une action de représailles « proportionnée à l'agression » (c'est-à-dire limitée dans son ampleur). Une telle prise de position de la part d'un démocrate qui s'était déclaré hostile à la politique de « représailles » des navires koweïtiens était d'une singulière importance. Elle signifiait qu'en ces circonstances, le Sénat, sans cesser de reprocher au président de ne pas invoquer la loi sur « les pouvoirs de guerre », avait provisoirement causé comme une exécution.

D'autres voix se sont élevées pour dire à peu près la même chose, en particulier celle de l'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, qui a estimé que les Etats-Unis n'avaient « pas d'autres choix que celui d'exercer des représailles », mais qu'il convenait d'en mesurer très soigneusement l'étendue.

Des experts du Pentagone ont confirmé que le pétrolier Sea Isle City dont le capitaine, un Américain, restera sans doute aveugle, avait bien été touché par un missile Silkworm, de fabrication chinoise, lancé par l'Iran. Le veille, un autre pétrolier, battant lui, pavillon du Liberia, mais appartenant à une compagnie américaine, avait été touché de la même manière. Cette succession d'attaques plaçait les responsables américains dans une position délicate. Les bateaux visés se trouvaient en effet dans les eaux du Koweït où, conformément au souhait même de ce pays, la protection de la flotte américaine en principe ne s'exerce pas.

Ne pas réagir à ce qui ressemblait à des défis successifs de l'Iran pouvait cependant passer pour une mar-

Le conflit entre Paris et Téhéran

Un responsable iranien optimiste à propos de la « guerre des ambassades »

Vice-premier ministre iranien et considéré comme partisan d'une normalisation des relations entre Paris et Téhéran, M. Ali Reza Moayeri voit poindre les premiers signes d'un dégel à propos de la « guerre des ambassades » qui oppose les deux pays depuis juin dernier. Dans une déclaration au Figaro du samedi 17 octobre, M. Moayeri, de passage à Damas, déclare : « Je pense que nous assisterons, au cours des deux ou trois semaines, à un changement... Ce ne sera pas la normalisation mais nous sortirons de l'impasse. Le processus de normalisation commencera, ou, plutôt, continuera ». M. Moayeri fait ainsi état de « quelques efforts » qui sont actuellement faits « pour tenter de résoudre la crise. Et le responsable d'ajouter que « l'Iran et la France devraient avoir des relations équilibrées et rationnelles ».

Ces déclarations interviennent alors que Paris vient d'accepter, à la demande de Téhéran, le principe du

rapatriement d'une dizaine d'employés de l'ambassade d'Iran en France recrutés localement et ne bénéficiant pas du statut diplomatique, bloqués avec une trentaine d'autres Iraniens à l'intérieur de la mission diplomatique depuis juin dernier. Il reste cependant à mettre au point les modalités pratiques de leur départ, ce qui ne paraissait pas jusqu'à aujourd'hui la moindre des difficultés à surmonter.

En tout état de cause, insiste-t-on au Quai d'Orsay, l'homme par qui le scandale est arrivé, M. Wahid Gerdji, interprète à l'ambassade et que la justice française aimerait entendre comme témoin dans l'enquête sur les attentats de septembre 1986 à Paris, ne fera pas partie des Iraniens autorisés à quitter la France.

A Téhéran, neuf Français bénéficiant d'une immunité diplomatique sont, par réciprocité, également bloqués depuis juin dernier à l'intérieur de l'ambassade de France. Depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en juillet, les intérêts français sont représentés par l'Italie et ceux de l'Iran par le Pakistan.

Une réconciliation s'esquisse entre la Syrie et l'OLP

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Va-on vers une réconciliation syro-palestinienne ? Il est encore bien tôt pour le dire, mais, pour la première fois depuis 1983, date de l'expulsion du chef de l'OLP de la capitale syrienne, une délégation de personnalités palestiniennes proches de M. Yasser Arafat a été reçue au plus haut niveau à Damas ces derniers jours. Les quatre membres de cette délégation, M. Hassib Sabagh, riche homme d'affaires palestinien, M. Walid Khalidi, universitaire reconnu et respecté aux Etats-Unis, M. Bassel Aki, homme d'affaires vivant à Londres, où il a dirigé le bureau de l'OLP à la fin des années 60, et M. Saïd Khoury, sont tout à la fois proches du chef de l'OLP et en bons termes avec les Américains et pour certains avec les Saoudiens.

C'est à la suite, semble-t-il, des deux tentatives infructueuses de rencontres entre des responsables syriens et des membres du Fatah, en juin dernier, qu'ils ont commencé leur mission. Au début de juin en effet, M. Farouk Al Charah, ministre syrien des affaires étrangères, avait rencontré à Broun, en Yougoslavie, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, puis, le 11 juin, M. Aboul Hawi, membre du comité central du Fatah et responsable de la sécurité au sein de l'organisation, s'était entretenu à Limassol (Chypre) avec le général Adnan Rami Al Hamdan, haut responsable des services de renseignements syriens.

Lors de cette dernière rencontre, le responsable syrien n'avait pas caché qu'il n'était là que pour répondre au vœu des Soviétiques. Les conversations avaient échoué sur la question de la présence palestinienne au Liban et des relations de l'OLP avec l'Egypte notamment.

C'est à partir des points de divergence connus entre Damas et la centrale palestinienne qu'ont recommencé ces négociations, entamées il y a environ trois mois mais réacti-

vées, à l'initiative des Syriens, il y a trois semaines, c'est-à-dire, peu après la décision de convoquer un sommet arabe extraordinaire à Amman.

Pour l'instant, ces négociations n'ont abouti à rien de concret, mais, selon une source palestinienne bien informée, une rencontre entre M. Hassib Sabagh et le président Assad a déjà eu lieu. La délégation a rencontré au moins à deux reprises, la dernière fois le 11 octobre, le vice-président Khaddam, après s'être rendue à Damas, où les demandes syriennes concernant la définition des relations syro-palestiniennes dans le conflit israélo-arabe et au Liban, et les relations de l'OLP avec l'Egypte et la Jordanie, ont été étudiées par le comité central du Fatah et au sein du comité exécutif de l'OLP.

Après ces échanges d'information approfondis, la centrale palestinienne demande aujourd'hui à Damas d'autoriser une délégation de l'OLP pour officialiser la reprise des contacts directs avec la Syrie. Ce n'est sans doute qu'à ce stade que d'éventuels accords pourraient être entérinés. Quoiqu'il en soit, on indique à Beyrouth que le climat dans lequel se déroulent ces premiers contacts est positif et que la volonté existe de chaque côté de continuer les discussions.

FRANÇOISE CHIPAUX.

NOËL ET JOUR DE L'AN EN RUSSIE

Ce voyage propose un voyage à Moscou, Leningrad, et dans les villes « sites » de la guerre de 1941-1945 du 22 décembre 1987 au 2 janvier 1988. 12 jours : prix exceptionnel 6 990 F. Au départ de Paris. Pension complète, hôtels 1^{er} catégorie, excursions quotidiennes, 2 réceptions, 6 spectacles, 1 dîner de gala, 1 promenade en traîneau, accompagnement et commentaires par conférencier. Ce voyage propose aussi toute l'année des voyages culturels en Russie. A la carte et à l'abonnement. CLO : 10, rue de la Providence 75015 Paris Tél. : 47-34-36-43 LIC A 721 organisation touristique : MONDODOURS ET BOUTOURIST

ISRAËL

Quand M. Shultz inaugure un nouveau style de « navette »...

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le danger au Proche-Orient d'est l'immobilisme. Tel est le message formulé, le dimanche 18 octobre, à Jérusalem, par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, à l'issue de deux journées d'entretiens aux biens modestes résultats. « Laisser-aller les choses, a-t-il dit, est une mauvaise politique ; Israël doit prendre des risques ».

L'avertissement, pour être formulé de manière très vague, n'en est pas moins adressé au premier ministre, M. Itzhak Shamir, hostile aux efforts en cours pour réunir une conférence internationale de paix et partisan résolu du statu quo. « Ce n'est pas, a souligné M. Shultz, qu'une conférence est un quelconque intérêt en soi ; elle n'a que parce qu'elle encouragerait les Arabes, le roi Hussein de Jordanie en particulier, à engager ensuite des négociations directes avec Israël ».

Il faut donc « continuer à se gratter la tête » et poursuivre les conversations « constructives et amicales » entamées à Jérusalem, a indiqué M. Shultz. Il devait gagner Le Caire, lundi, avant de rencontrer à Londres le roi Hussein et de se rendre en URSS.

Un de ses prédécesseurs, M. Henry Kissinger, avait l'habitude des navettes entre Israël et les pays arabes voisins. Signe des temps et des difficultés inhérentes au gouvernement de coalition au pouvoir à Jérusalem, M. Shultz a consacré l'essentiel de sa visite à faire la navette entre M. Shamir (liéoud, droite) et M. Shimon Pérès (travailliste), le ministre des affaires étrangères. Le diplomate américain a

vu les deux hommes à trois reprises, mais toujours séparément.

Il aurait cherché à formuler de « nouvelles idées » destinées à prendre en compte les prévisions de M. Shamir et le convaincre, pour reprendre l'expression d'un éditeur israélien, qu'une conférence internationale ne serait pas le fin du monde. Des conversations parallèles entre les délégations de hauts fonctionnaires auraient porté sur la rédaction d'un « mémorandum » en ce sens. M. Shultz n'a cependant rien laissé filtrer de concret et a reconnu qu'il ne pouvait, à ce stade, parler de progrès significatifs.

Le secrétaire d'Etat devait rencontrer des Palestiniens, mais toutes les personnalités des territoires occupés, dont certaines proches de l'OLP, se sont détestées afin notamment de protester contre la récente fermeture du bureau de l'OLP à Washington.

Pour lui rappeler qu'ils avaient eux aussi un « problème » de réunification des familles — les autorités décourageant la venue de leurs parents résidents à l'étranger — un certain nombre de Palestiniens ont manifesté devant l'hôtel du secrétaire d'Etat, déployant, une bandière au slogan hébreu : « Laissez notre peuple vivre ».

Après une absence de plus de deux ans du Proche-Orient, M. Shultz a voulu montrer à une diplomatie soviétique très active dans la région, que les Etats-Unis avaient toujours le privilège de pouvoir parler aux deux parties en conflit : aux Arabes comme aux Israéliens.

ALAIN FRACHON.

Asie

PHILIPPINES

Escapade « blindée » à Manille

MANILLE
Correspondance

Quelques heures avant que ne soit canonisé le premier Philippin, les militaires rebelles ont réussi un spectaculaire coup de théâtre à Manille. Bien que le président ait annulé son voyage à Rome en raison de l'instabilité actuelle, dimanche 18 octobre devait être la journée de l'anniversaire de la cathédrale philippine : le pape allait canoniser Lorenzo Ruiz et quinze autres martyrs dominicains « morts pour le Christ » au Japon au dix-septième siècle. La retransmission en direct était assurée. Mais dimanche fut un jour trouble.

Convoqués discrètement en pleine nuit dans un institut d'enseignement supérieur à Manille, plusieurs équipes de télévision virent surgir un char lourd fraîchement dérobé au camp Bonifacio. Après quelques

tours de piste, le V-150 s'immobilisa. A bord, on trouva des indices établissant un lien entre ce « coup » et un officier dissident, l'ex-major Reynaldo Cabautan. Selon la présidence, qui, depuis plusieurs semaines, ne cherche plus à minimiser la gravité de la situation, ce vol devait être la première phase d'un raid sur le palais présidentiel. Il semblerait cependant que l'objectif des rebelles ait été moins sinistre.

M. Cabautan, passé dans la clandestinité avant le putsch manqué de son collègue le colonel Henson, le 28 août, est Cabautan pour son coup de publicité à Manille, dans cette escapade blindée, une opération destinée à « tester » les mesures de sécurité entourant les camps militaires de la capitale. Si tel était le cas, la démonstration a été concluante.

KIM GORDON-BATES.

PEUGEOT
Darl'mat
PEUGEOT TALBOT
146 BOULEVARD DE GRENNELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

PLUTOT QU'UNE « ECOLE DE COMMERCE » EN FRANCE
DIPLOME de BUSINESS aux USA
Dès janvier, dans une grande université de Californie ou Floride. Durée 12 mois. Avoir de 18 à 35 ans. Niveau bac. Stage anglais préalable si nécessaire. Don. contre 5 timbres. U.S.A.-French-Office, 57, Rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.

LE HAUT-PARFUM
A PARTIR DU
15 OCTOBRE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

20
MAGNETOSCOPES
AU BANC D'ESSAI
VOTRE GUIDE D'ACHAT

LES BATTANTS DES LYCÉES TECHNIQUES
L'ÉDUCATION NUMÉRO D'OCTOBRE
EN VENTE PARTOUT

Des mil...

En depa
des apparences
le Code Civil Dail...
a encore grandi

Code Ci

Amériques

HAÏTI : en marge de la campagne présidentielle

Des militaires tout puissants et redoutés

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

C'est la dernière blague qui court en Haïti : peu flatteuse pour le chef de l'Etat, elle égratigne au passage l'Eglise qui « est toujours présente dans l'île. La preuve, nous sommes depuis trente ans gouvernés par le principe de la Sainte Trinité. D'abord le père, ensuite le fils, et maintenant le simple d'esprit... ». L'humour ne perd pas ses droits en ces périodes difficiles. Il n'épargne même pas la principale institution du pays : l'armée.

Un universitaire haïtien revint depuis la fin de la dictature s'étonner de « l'éléphant que le CNG [Conseil national du gouvernement] met en place ». Cette affirmation n'est pas dénuée de fondements. Alors que les forces politiques ne perdent pas l'habitude de l'échecé présidentielle, l'armée, elle, assure son avenir.

« Ils sont partout », dit Jean-Claude Bajeux, directeur d'un organisme de défense des droits de l'homme : « avec le général Namphy, lorsqu'il rentre des Nations unies, dans les couloirs du palais ou encore le long des quais des ports haïtiens ». Et comme on ne prête qu'aux riches, on les accuse de rançonner la nuit la population aux barrages routiers ou encore de semer la terreur dans les campagnes et les bidonvilles de la capitale. Adultes lors du départ de l'ancien président à vie, les militaires haïtiens sont aujourd'hui craints et redoutés.

Il sont surtout, pourrait-on dire, seuls. Seuls détenteurs ou presque du pouvoir actuel, seuls représentants du maintien de l'ordre. L'armée est aussi, paradoxalement, la seule institution qui ne connaisse pas de floues apparentes. Un paradoxe après trente années d'une dictature qui avait justement commencé par l'écartier du pouvoir. En 1957,

François Duvalier avait fermé l'Académie militaire et créé les fameux « Tontons Macoutes » pour réduire le rôle de l'armée dans les tâches de police, de maintien de l'ordre et de renseignement.

L'Eglise connaît des difficultés, l'opposition est divisée à la veille des échéances électorales, les « Macoutes » dissous ne représentent plus, du moins pour le moment, une force active, le gouvernement est provisoire, mais les militaires, en revanche, sont au fait de leur puissance. En juillet, le *Journal officiel* a publié de nouveaux règlements les concernant. Leur mise en application commence maintenant.

Les militaires ne sont guère enclins à le commenter. Pourtant, ce texte est, à bien des égards, significatif. Le commandant en chef de la force armée, précisément, « est choisi parmi les officiers généraux en activité. Il est nommé par le président de la République après approbation du Sénat pour un mandat de trois ans renouvelable ». Mais le nombre de généraux est passé de deux à seize, un chiffre respectable pour une armée qui compte un peu moins de 7 000 hommes officiellement. Et les nouveaux officiers sont nommés directement par le général Namphy.

Le texte indique encore que les membres des forces armées ne pourront être poursuivis devant les tribunaux civils qu'après décision du commandant en chef. L'armée conserve ainsi — malgré la Constitution qui prévoit l'instauration d'une véritable police indépendante du ministère de la justice — toutes ses attributions : maintien de l'ordre ; contrôle de la circulation ; lutte contre le trafic de drogue et la contrebande ; sécurité des ports et des aéroports. Les prisons relèvent aussi du contrôle des militaires qui sont d'abord chargés de garantir la

période de transition. Ils se comportent parfois comme s'ils étaient à l'abri de toute poursuite. Récemment, deux militaires, vraisemblablement éméchés, descendaient en voiture l'une des grandes avenues de la capitale. Un jeune homme voulant protéger sa sœur qui jouait sur le trottoir fut frôlé par la voiture. Il insulta les occupants du véhicule qui stoppèrent et l'embarquèrent de force en direction d'une caserne du centre-ville. Il fut relâché peu après avec des excuses, grâce à l'intervention d'un voisin dont le mari est lieutenant. Un recours qui n'est pas toujours possible.

Des avantages...

Cette anecdote, qui aurait pu tourner au drame, est révélatrice. Que dire de la contrebande qui relève d'une surveillance étroite des militaires, qui en sont le plus souvent les principaux bénéficiaires ?

Les officiers ont d'ailleurs le droit, est-il rappelé dans le nouveau règlement de « diriger des entreprises commerciales ». Il n'est pas rare qu'un colonel soit aussi avocat, patron de supermarché ou architecte. Un article précise que les officiers « doivent s'acquitter régulièrement de leurs obligations financières vis-à-vis de leurs créanciers » et qu'ils ne contracteront des dettes que lorsqu'ils auront la possibilité raisonnable de pouvoir s'en acquitter.

Quelles sont ces possibilités ? Un ouvrage publié récemment par un major de l'armée permet d'en savoir un peu plus. Pour avoir écrit ce livre intitulé *Une armée pour la démocratie*, Gérard Delivius risque de faire l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation. Il évoque la différence excessive de traitement des officiers : « Un commandant de département perçoit 10 000 dollars et un

officier subalterne seulement 500 ». Autre exemple : la solde d'un lieutenant à Port-au-Prince est de 286 dollars, à quoi s'ajoutent 500 dollars de frais. Un sous-lieutenant basé en province perçoit 266 dollars et seulement 40 de frais. Mais les soldes devraient être augmentées puisque le gouvernement a annoncé le prochain doublement du salaire des officiers et une hausse de 40 % de celui des hommes de troupe.

Ce tableau n'est pas complet. Il serait injuste, par exemple, de ne pas reconnaître, comme le souligne un secrétaire d'Etat, que « l'armée est aussi parvenue à éviter un possible affrontement entre les Macoutes et la population en l'absence de la chute de Jean-Claude Duvalier ».

L'ouvrage de Gérard Delivius évoque le désir de certains jeunes officiers d'en finir avec une armée aux ordres d'un seul homme et de parvenir à imposer une armée de professionnels au service de l'Etat. Il reste que le renforcement du pouvoir militaire pendant la période de transition inquiète même certains membres du gouvernement. Et il est évident que le prochain président — quel qu'il soit — devra compter avec l'armée.

DEBIS HAUTIN-GURAU.

PÉROU

Un commando progouvernemental serait responsable de l'attentat contre un journal d'extrême gauche

LIMA
de notre correspondant

« Une voiture piégée a explosé au moment où ses trois occupants la poussaient. Deux des membres du commando terroriste ont été tués sur le coup. Le troisième a été blessé » : telle était l'information donnée le 2 octobre par la presse péruvienne.

La voiture se trouvait devant le local du journal d'extrême gauche *El Diario*, porte-parole officieux du Parti communiste Sentier lumineux, le PCP-SL. Le même jour, M. Nelson Puno, un important dirigeant de l'APRA, le parti au pouvoir, et son garde du corps étaient assassinés.

Deux jours plus tard, M. Carlos Angulo, directeur d'*El Diario*, affirmait que « l'attentat à la voiture piégée, dirigé par des paramilitaires, visait son journal ». Il identifiait les deux victimes comme étant l'un un membre de la police et l'autre un militant de l'APRA. Le blessé était isolé à l'hôpital de la police. Et le ministre de l'Intérieur déclarait dans un communiqué que « les premiers résultats de l'enquête permettent de dire qu'il s'agit d'un attentat dirigé contre la voiture et ses occupants ».

Le PCP-SL ne revendique pas ses attentats, à la différence du mouvement d'extrême gauche Tupac Amaru (MRTA) et les attentats anonymes lui sont systématiquement attribués. Aujourd'hui, pourtant, l'enquête menée par des parlementaires semble confirmer la version du directeur d'*El Diario*. Elle

conduit aux groupes de choc de l'APRA.

Le veilleur de nuit, chargé de la surveillance du secteur et témoin de l'attentat, affirme que la voiture était rangée depuis une demi-heure devant le journal. Lorsqu'il s'est approché, le chauffeur a fait marche arrière et sa brusque manœuvre aurait provoqué l'explosion du paquet de dynamite.

La revue indépendante *Si* commente : « Ce précédent est grave ». C'est, en effet, la première fois que le terrorisme d'Etat est mis en évidence dans la capitale. Il a fait deux morts. Plusieurs attentats déjà attribués à l'APRA — et d'ailleurs reconnus par des dirigeants comme de « lamentables bavures » — ont eu lieu dans la région de Puno, l'année dernière, visant les syndicats paysans et l'Eglise progressiste de la région. Mais ils n'avaient fait que des dégâts matériels. Dans la région de Cuzco, des dirigeants de la Coalition de la gauche unie, ont eux aussi des blessures graves. « CAS » — commando d'assautisme du Sentier — créé en mai.

L'activisme de ces groupes paramilitaires risque de compromettre le vice-ministre de l'Intérieur, M. Agustín Mantilla, au moment même où il apparaît comme l'un des principaux responsables de l'assassinat en juin 1986. La commission d'enquête parlementaire chargée de cette affaire doit faire connaître ses conclusions le 29 octobre.

NICOLE BONNET.

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

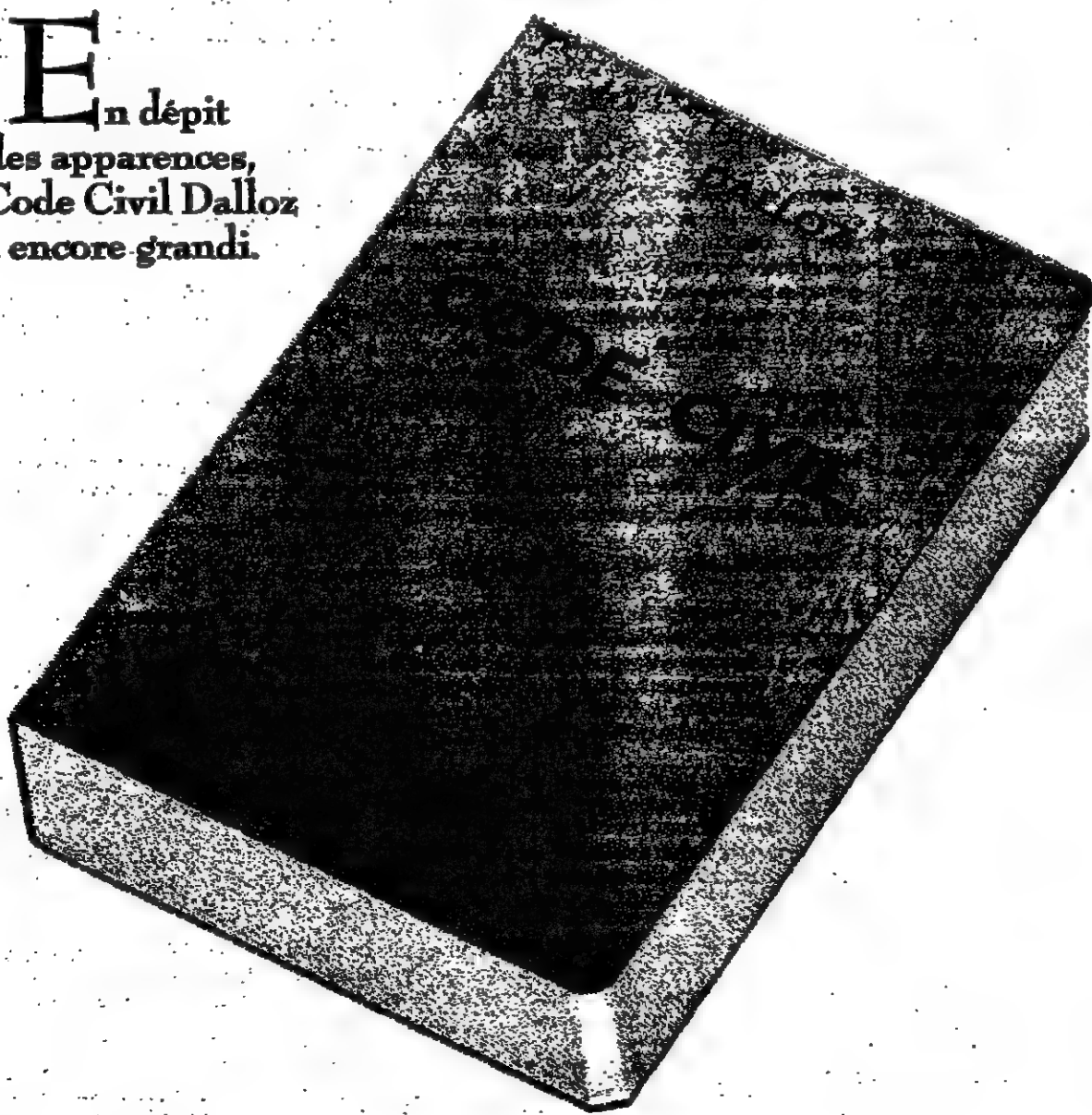
BIENT

La FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culture, politique, économie, science et technologie, armées classiques et nucléaires. Etudes : 2^e édition, 358 pages, 80 F. Franco chez l'auteur :

FRANÇOIS DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

En dépit
des apparences,
le Code Civil Dalloz
a encore grandi.



Quand, en 1804, Napoléon promulgue son Code civil, il a un objectif : fixer le droit, le rendre plus clair et accessible à tous. C'est dans le même esprit que Dalloz propose, en 1902, sa première édition du Code civil. Et depuis plus de 80 ans, le Code civil Dalloz ne cesse de grandir. En intelligence, en clarté, en précision. Cette année, le Code civil Dalloz a vraiment beaucoup grandi. Les annotations de jurisprudence ont été entièrement refondues et considérablement augmentées. Des subdivisions les structurent pour en améliorer la clarté. Des bibliographies systématiques les complètent. La table alphabétique a été intégralement révisée pour ouvrir l'accès à l'ensemble de cette documentation. Les lois, bien sûr, ont beaucoup changé depuis 1804. Mais avec le Code civil Dalloz, l'ambition de Napoléon demeure. Celle d'un droit accessible à tous.

Code Civil Dalloz. Sa grandeur est à l'intérieur.

هذا من الاجل

Afrique

BURKINA-FASO : les suites du coup d'Etat

Consternation dans plusieurs pays africains après la mort du capitaine Sankara

Tristesse, consternation, incompréhension. Quatre jours après le coup d'Etat sanglant au cours duquel le président du Burkina-Faso et treize de ses proches — au moins — ont été tués, aucun voisin, aucun allié politique de l'ancienne Haute-Volta n'avait approuvé lundi 19 octobre les événements de la semaine dernière à Ouagadougou.

Ainsi, le quotidien du Parti communiste cubain, *Granma*, a qualifié samedi la mort du capitaine Thomas Sankara et le coup d'Etat d'« événements tragiques et lamentables ».

Thomas Sankara, qui avait effectué deux visites officielles à Cuba, « jouissait d'une grande sympathie au sein de notre peuple », écrit *Granma*, ajoutant : « Quels que soient les développements futurs des événements au Burkina-Faso, tous ses amis dans le monde sont aujourd'hui consternés devant le dénouement tragique de la division des forces de gauche ».

Plus prudente, l'agence Tass a affirmé le même jour que, contrairement à ce qui avait été annoncé dans la capitale burkinabè, « plusieurs proches collaborateurs de l'ancien président ont été tués dans la fusillade ». Dans une dépêche datée d'Ouagadougou, l'agence officielle soviétique a fait état de la rencontre que « les leaders du Front populaire, arrivés au pouvoir » à l'issue du coup d'Etat dirigé par le capitaine Blaise Compaoré, avaient eue la veille avec « des représentants diplomatiques d'une série de pays », sans préciser si l'ambassadeur d'URSS y était présent.

Henri Zongo et Jean-Baptiste Lingani, qui étaient à la tête du coup d'Etat, indiquent l'agence, ont souligné au cours de cette rencontre que les méthodes de direction de Thomas Sankara relevaient de l'excubité et de l'immaturité, et que des changements étaient nécessaires pour mettre fin aux luttes politiques internes et à la ruine économique.

Pour sa part, l'Algérie, qui entretenait des relations très suivies avec le régime du capitaine Sankara, n'a toujours pas réagi. Les médias algériens ont rapidement annoncé le

coup d'Etat, lui accordant une large place, sans faire de commentaire.

En revanche, les réactions ont été plus tranchées chez les voisins immédiats du Burkina-Faso. Les autorités ghanéennes ont ainsi déclaré, à la veille du week-end, une semaine de deuil national pour honorer le capitaine Sankara. Tous les drapeaux du pays devaient être mis en berne à partir de samedi soir. Le capitaine Sankara entretenait des liens très étroits avec le numéro un ghanéen, le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, les deux hommes partageant les mêmes positions « progressistes ».

Le « camarade président » Compaoré

Au Congo, la consternation est générale. Radio et télévision nationales ont rendu hommage au « premier chef révolutionnaire et dirigeant populaire du Burkina-Faso ». Si les autorités n'ont pas réagi officiellement aux événements de jeudi, on rappelle, dans les milieux proches de la présidence, l'amitié qui liait le colonel Denis Sassou-Nguesso au capitaine Sankara. A propos du nouvel homme fort à Ouagadougou, le capitaine Blaise Compaoré, la radio : « Cet ami personnel de Sankara (...) a cru bon de résoudre le problème en tuant un digne fils de l'Afrique, oubliant que, comme l'affirma lui-même le disparu, demain il y aura vingt autres Sankara ».

Enfin, de Bahreïn où il vit en exil, l'ancien dirigeant de l'Ouganda, Idi Amin Dada, est sorti, le 17 octobre, de sa réserve pour demander un « enterrement décent » pour le capitaine Sankara. « Cette forme d'assassinat n'apportera pas la paix en Afrique et cela me cause beaucoup de souci », a ajouté Idi Amin Dada. « Les tueurs renvoient une mauvaise image de l'Afrique. Celui qui tue son prochain finira inévitablement par être tué », a-t-il conclu.

Au Burkina-Faso, dont les frontières restaient closes lundi 19 octobre, en fin de matinée le calme semblait régner sur l'ensemble du pays.

Tandis que le nouveau gouvernement se réunissait pour la première fois, plus de deux mille étudiants se sont rassemblés, le dimanche 18 octobre, sur le tombe du défunt président pour protester contre sa mort, traitant d'« assassins » et de « bandits » les soldats gardant le site, avant que les forces de l'ordre ne les dispersent.

La mort du capitaine Sankara et de ses compagnons était d'ailleurs condamnée par une majorité de la population. « Jusqu'à l'an 2000, personne ne sera capable de guider le pays comme l'a fait Sankara », affirme un homme d'affaires. « Dans vingt ans, je rendrai toujours hommage à la mémoire de cet homme bien que j'ai souvent critiqué sa politique par le passé. » Quant à Blaise Compaoré, le nouvel homme fort du pays, « c'est un militaire qui n'est pas sûr politique ».

Ce dernier officiellement « fustigé » jusqu'à samedi, a fait dimanche sa première apparition publique. Vêtu d'un treillis, l'officier parachutiste a participé à une réunion dans la salle du Conseil de l'Entente destinée à expliquer les événements qui ont provoqué le coup d'Etat.

A son entrée dans la salle du conseil, il a été présenté sous le titre de « camarade président », réservé auparavant à Sankara. Le nouveau dirigeant n'a fait aucune déclaration à la presse.

M. Mamadou Traoré, membre du Front populaire, a déclaré, quant à lui, que les événements du 15 octobre avaient leur origine dans ce qui s'était passé une semaine auparavant à la réunion du Conseil national de la révolution (CNR, instance suprême du pays). Selon lui, après dix minutes de discussion, Sankara s'en était allé en claquant la porte, laissant sur place M. Compaoré et le ministre du développement économique, M. Henri Zongo. Le but de cette réunion du 8 octobre était d'envisager l'abolition des groupements politiques et la création d'un parti unique, dirigé par le capitaine Sankara, assisté de M. Compaoré, de M. Zongo et du ministre de la défense, M. Jean-Baptiste Lingani. — (AFP, Reuters, AP.)

TUNISIE

La nomination d'un nouveau directeur du PSD semble témoigner d'un souci de décrispation

TUNIS

De notre correspondant

Pour la troisième fois en trois semaines, la direction du Parti socialiste destitue (PSD) change de titulaire. Samedi 17 octobre, le président Bourguiba nomme à ce poste le docteur Ahmed Karoui, avec rang de ministre délégué auprès du premier ministre, en remplacement de M. Majoub Ben Ali.

Si ces changements successifs ont jusqu'ici témoigné des hésitations sinon de la confusion observées lors de la formation de la nouvelle équipe dirigeante autour de M. Zine El Abidine Ben Ali, la désignation du docteur Karoui se doit pas être aussi éphémère que celle de ses deux prédécesseurs. Elle a été accueillie très favorablement dans les différents sphères du PSD, où le nouveau directeur jouit de la considération générale.

Agé de soixante ans, le docteur Karoui, qui était jusqu'à ces derniers jours ministre de la jeunesse et des sports, s'est acquis au fil des diverses responsabilités qu'il a exercées depuis l'indépendance au sein du parti la réputation d'un homme intègre, pondéré, ouvert au dialogue et se tenant, ce qui est assez rare, en dehors des clans. En dépit des crises et des péripéties qu'a connues le pays, il a su conserver des amitiés dans tous les milieux, y compris ceux de l'opposition modérée.

A l'heure où dans les cercles proches du pouvoir il est de plus en plus question d'initiatives propres à décrisper prochainement la vie politique, l'arrivée sur le devant de la scène du docteur Karoui, lui-même de peu la désignation d'un nouveau premier ministre, refléterait une certaine détente après la tension qui a prévalu ces derniers mois.

Le contraste est saisissant entre le docteur Karoui et son prédécesseur immédiat, M. Majoub Ben Ali. Ancien chef de la lutte armée dans les années qui précèdent l'auto-

mie interne, ce dernier avait été chargé, en août, de l'organisation des « comités de vigilance » — les « milices », comme on les appelle généralement à Tunis. Son zèle n'était pas, dit-on, sans irriter le premier ministre, qui assume parallèlement la charge de ministre de l'intérieur, et sans susciter des critiques dans l'opinion et une inquiétude grandissante jusque dans les rangs du parti.

Encore un vitriolage

Pour le chef du gouvernement et la grande majorité de la classe politique, le maintien de l'ordre doit en effet demeurer l'affaire exclusive des services de police. De même, c'est à ces services qu'il appartient de poursuivre la chasse aux islamistes. Ceux-ci n'ont apparemment pas totalement désarmé. Ces derniers jours, une cellule du PSD a été incendiée à Tebourba, à une trentaine de kilomètres au nord de Tunis, et l'imam de la mosquée d'une cité populaire de la banlieue, qui est aussi président d'une section du parti, a été vitriolé.

Ce dernier attentat — le deuxième du genre — a provoqué une vive émotion dans la population et dans les milieux de la Ligue des droits de l'homme. Celle-ci est préoccupée par le sort des cinq membres du Mouvement de la tendance islamique (MTI) condamnés le mois dernier par contumace et qui viennent d'être arrêtés à l'occasion de multiples et spectaculaires opérations de police dont des quartiers périphériques de la capitale sont le théâtre.

Il s'agit de MM. Ali Laaridj et Fadhel et Beldi, condamnés l'un à mort et l'autre aux travaux forcés à perpétuité (le 16 octobre) et de MM. Mohamed Tabet, condamné à vingt ans de travaux forcés, Salah Boughammal et Abdelmajid Zar, condamnés à dix

ans de la même peine. Tous ont la possibilité de faire opposition à l'arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat, dont la loi de 1968 qui l'instituait vient d'être « durcie » : désormais, la peine capitale pourra être prononcée par trois et non plus quatre des cinq juges (dont deux députés) qui la composent.

De toute évidence, au moins le cas de M. Laaridj, qui est sous le coup d'une condamnation à mort, sera réexaminé par la Cour de sûreté. Ce nouveau procès en perspective ne manquera pas de perturber d'une manière ou d'une autre le climat d'apaisement que la classe dirigeante paraît aujourd'hui soucieuse de favoriser.

Pour le moment, l'opposition légale se cantonne dans une prudente réserve. Alors que le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) a convoqué pour le 25 octobre son conseil national, le Parti communiste, qui vient de réélire son comité central, a déclaré qu'il jugera le gouvernement conduit par M. Zine El Abidine Ben Ali « en se référant à ses actes, aux décisions qu'il prendra et à la façon dont il abordera les problèmes posés ».

MICHEL DEURÉ

« Deux Français trouvés morts au Sahara. — Les équipes de secours algériennes ont retrouvé, samedi 17 octobre, les corps de deux Français portés disparus depuis plusieurs jours au sud de Tarnarast. Selon les papiers d'identité trouvés sur les cadavres, il s'agit de deux ingénieurs agronomes, Michel Comte et Olivier Drouot, âgés de moins de trente ans. Ils devaient acheminer du matériel au Burkina-Faso dans le cadre d'une action humanitaire baptisée « Une 504 pour le Sahel ». On est sans nouvelles de deux missionnaires, le Français Jacques Bidaud et le Belge Jacques Valley, qui accompagnaient les deux ingénieurs sur un autre véhicule. — (AFP.)

POSTES VACANTS



Banque Islamique de Développement

SALAIRES VARIANT ENTRE \$ EU 50.000 ET \$ EU 61.000

La Banque Islamique de Développement (BID), institution financière internationale, recherche des cadres hautement qualifiés pour les postes ci-après :

1. CONSEILLER EN MATIERE DE PROMOTION DU COMMERCE

Il conseillera et aidera la Direction de la Banque à concevoir une stratégie pour la promotion du commerce entre les pays membres de la BID. Il aidera également à l'élaboration et à la réalisation des plans et programmes établis par la Banque dans ce domaine à la lumière de la stratégie adoptée. Il participera à la formulation des politiques et procédures appropriées à ce sujet.

Les candidats à ce poste doivent avoir une grande expérience dans le domaine de la promotion du commerce (au moins 10 à 12 ans), et une connaissance des questions relatives au financement du commerce extérieur, aux échanges commerciaux et aux activités commerciales en général (diffusion d'informations sur la promotion du commerce, services de commercialisation etc.). Ils doivent justifier d'un titre universitaire reconnu dans le domaine du commerce, de l'administration ou de l'économie. Ils doivent pouvoir travailler ou moins dans l'une des trois langues utilisées par la Banque. La connaissance de deux ou des trois langues est un avantage.

2. CONSEILLER EN GESTION DE PORTEFEUILLE

Il conseillera et aidera la Direction de la Banque à constituer et à gérer les portefeuilles d'investissement de la BID constitués d'actions, d'opérations de leasing, de vente à tempérament et de financement du commerce. La gestion d'un tel portefeuille reposera sur des considérations économiques et financières rationnelles afin de pouvoir mobiliser, auprès du marché, des ressources pour financer une proposition considérable des investissements en portefeuille. Il émettra son avis sur l'inclusion de projets spécifiques dans ces portefeuilles et analysera l'effet de ces derniers sur les résultats d'ensemble. Il contribuera à la formulation de politiques et de procédures relatives à la gestion d'un portefeuille.

Les candidats à ce poste doivent avoir une expérience considérable en matière de portefeuille (au moins 10 à 12 ans) et connaître les problèmes liés aux opérations de financement du commerce, aux prises de participation et au leasing.

Ils doivent justifier d'un titre universitaire reconnu dans les domaines du commerce, de l'administration ou de l'économie. Ils doivent pouvoir travailler dans l'une des trois langues utilisées par la Banque. La connaissance de deux ou des trois langues est un avantage.

3. CONSEILLER EN SYSTEMES D'INFORMATION

Il aura la responsabilité d'étudier et de concevoir les systèmes d'information de la Banque et de coordonner la mise en application de ces derniers après leur adoption par la Direction. Il effectuera une analyse approfondie et systématique des besoins de la Direction et des départements de la BID en matière d'information et mettra au point, à cet égard, un système économique afin de répondre aux exigences définies.

Le système, dans sa conception, doit permettre la liaison et l'inter-action entre équipements tels : l'ordinateur central, les ordinateurs individuels (PC), les équipements de bureautique, les télécommunications, la gestion des fichiers etc.

Les candidats à ce poste doivent avoir une expérience considérable (10 à 12 ans) dans les domaines des systèmes d'information, de bureautique, et de la gestion des fichiers.

Ils doivent justifier d'un titre universitaire dans les domaines suivants : hautes études commerciales, gestion de l'information et/ou technologie de l'information. Ils doivent pouvoir travailler dans l'une des trois langues de la Banque (Arabe, Français, Anglais). La connaissance de deux ou des trois langues est un avantage.

4. CONSEILLER POUR LES RESSOURCES HUMAINES

Il conseillera et aidera la Direction de la Banque dans le cadre de la gestion de ses ressources humaines. Il contribuera à la formulation de règlement en matière de rémunération du personnel, le classement des emplois, l'évaluation des performances, la formation et le perfectionnement, la planification des effectifs, la concordance homme-poste et les procédures de recrutement. Il contribuera à l'élaboration des plans et programmes pour les ressources humaines, en vue de répondre aux besoins de la Banque en matière de personnel. Il aidera à la réalisation des programmes de formation, d'organisation des carrières et d'amélioration des performances.

Les candidats à ce poste doivent avoir une expérience considérable (au moins 10 à 12 ans) dans le domaine des ressources humaines.

Ils doivent avoir un diplôme universitaire reconnu dans les domaines de la gestion ou des hautes études commerciales. Ils doivent pouvoir travailler dans l'une des trois langues de la Banque (Arabe, Anglais, Français). La connaissance de deux ou des trois langues est un avantage.

5. CONSEILLER A LA PLANIFICATION

Il aura la responsabilité de mettre au point des procédures permettant d'élaborer et d'actualiser au moment opportun les plans relatifs à la stratégie de la Banque. Il lui incombera également de préparer le calendrier du travail à faire par la Banque en matière de planification. Il aidera la direction de la Banque à adopter les méthodes et techniques les plus appropriées dans le domaine considéré. Il étudiera les programmes des différents départements qu'il fusionnera en un grand programme d'ensemble de la Banque. Il aura de près la réalisation des plans approuvés et conseillera sur les mesures adéquates qu'il faut prendre.

Les candidats à ce poste doivent avoir une expérience considérable (au moins 10 à 12 ans) dans le domaine de la planification stratégique et avoir une connaissance des services bancaires, systèmes et procédures.

Ils doivent justifier d'un titre universitaire reconnu dans des disciplines telles que le commerce, l'administration ou l'économie et doivent pouvoir travailler dans l'une des trois langues de la Banque (Arabe, Anglais, Français). La connaissance de deux ou des trois langues est un avantage.

Tous les candidats doivent avoir une expérience pratique minimale telle qu'elle a été précisée pour chaque poste et ce, auprès d'une institution financière, bancaire ou d'investissement appropriée. La connaissance des deux autres langues en plus de celle utilisée dans le travail est un avantage. La préférence sera accordée aux ressortissants des pays membres.

En plus du salaire, d'autres avantages sont offerts tels que : indemnité d'installation, indemnité de logement égale à trois mois de salaire de base ou au coût du loyer fixé par la Banque pour un appartement ayant trois chambres à coucher, billets de voyage gratuits dans le cadre du congé annuel au foyer, indemnités pour personnes à charge, indemnité de scolarité soins médicaux pour l'intéressé et les membres directs de sa famille à condition qu'une partie des frais médicaux soient à sa charge comme indiqué par la Banque ou tel que celle-ci pourra le préciser, assurance-groupe et assurance-accidents, retraite, indemnité de transport.

Les candidats intéressés peuvent envoyer, sous pli confidentiel et dans un délai de quinze (15) jours, à partir de la date de cette annonce, leur curriculum-Vitae détaillé à l'adresse suivante :

Monsieur LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION - Banque Islamique de Développement
B.P. 5925 - Djeddah 21432 - Royaume d'Arabie Saoudite

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus à la même adresse.

Le procès de
Légitimité

Le procès de Légitimité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du document adjacent.)

M. Jean Popereau
à l'après-éclat

M. Jean Popereau à l'après-éclat... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du document adjacent.)

Politique

Le procès de la fusillade de Hienghène en Nouvelle-Calédonie

Légitime défense ou guet-apens ?

Le procès de la fusillade de Hienghène, qui coûta la vie le 5 décembre 1984 à dix Mélanésiens militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), s'est ouvert le lundi 19 octobre devant la cour d'assises de Nouméa. Sept hommes, Maurice Mitride, Robert Simeon, Raoul Lapetite et ses quatre fils, Jacques, Jean-Claude, Jess et Joël, comparaissent sous les chefs d'accusation d'assassinat et de violence volontaire avec préméditation et avec armes.

NOUMÉA
de notre correspondant

Il n'en est pas de plus que ce procès qui va tenir en haleine la Nouvelle-Calédonie n'ait jamais lieu. Ces dix Canaques abîmés au cours d'une fusillade déclenchée par un groupe de mépris de la vallée de Hienghène ne méritent guère, pour certains, que l'on se paye le luxe de reconstituer le scénario du drame ni surtout d'explorer toutes les hypothèses. La cause n'était-elle pas entendue ? Ces « terroristes » n'avaient-ils pas, au fond, joué avec le feu ? Bien sûr, le magistrat chargé de l'instruction, M. François

Semur, avait cherché à débrouiller l'écheveau de cette tragédie mais, au bout du parcours, son « intime conviction » lui avait commandé de clore le dossier. Dans une ordonnance de non-lieu rendue il y a un an, ce juge s'était rallié sans réserve à la thèse de la légitime défense : les inculpés, Maurice Mitride, Robert Simeon, et la famille Lapetite, harcelés par les tribus canaques voisines et privés de la protection des forces de l'ordre, auraient ainsi « riposté » à une agression imminente des militants du FLNKS. La disproportion entre l'attaque supposée et la riposte bien réelle ne lui avait pas semblé soulever d'objections. Il avait exhumé pour la justice l'article 2 de l'article 329 du code pénal conçu sous le Directoire pour lutter contre les bandits de grand chemin qui semaient la grande peur dans les campagnes. La chambre d'accusation de Nouméa, peu convaincue par ce raisonnement, renvoyait le dossier devant la cour d'assises.

Le voici donc ce procès : sept inculpés, plus de quatre-vingts témoins et près de deux semaines de débats. Un procès symbole qui révélera les blessures ouvertes par les troubles insurrectionnels de 1984-1985 et sera avant tout le procès d'une époque. Chaque camp y puisera matière à régler quelques

comptes, jamais vraiment soldés depuis trois ans. « Ce sera un procès politique », promet d'ailleurs M. Chastanet, l'un des trois avocats des inculpés, avec M. Lorgeon et M. Garraud, le spécialiste de la légitime défense. Ils mettront en accusation le « laxisme » des autorités socialistes, coupables d'avoir livré aux « exactions indépendantistes » les brasseurs isolés de certaines vallées. Avant d'être que, pour la défense comme pour l'opinion anti-indépendantiste locale, les fonctionnaires en poste fin 1984 cités comme témoins séjournant, en fait, au large des événements.

Du côté indépendantiste, on exigera que justice soit rendue. Déjà échaudé par le non-lieu, révélateur, selon lui, de la « justice coloniale », le FLNKS veillera à ce que personne n'oublie que dix de ses militants ont été assassinés dans des circonstances qui s'apparentent à une embuscade prémeditée. « Ce sera le procès du peuple kanak », a déjà averti le chef indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, dont deux frères ont péri dans le massacre, et qui sera entendu comme témoin de la partie civile. On posera donc maintes fois la question : légitime défense ou guet-apens ?

Frédéric
meurtrière

Il est environ 19 heures, ce 5 décembre 1984, lorsque deux camionnettes s'engagent sur la piste menant à la tribu de Tiendiane, enclavée au fond de la vallée de Hienghène. A leur bord, dix-sept militants du FLNKS qui sortent d'une réunion au centre culturel du village. A quelques kilomètres de là, dans l'habitation de M. Mitride, située en bord de piste, un groupe d'une dizaine de caldoches (métis, comme la plupart des brasseurs de la côte est) est aux aguets. Un coctier a été abattu en travers de la route et les hommes, embusqués derrière des arbres, sont armés de fusils de chasse. Quand le convoi s'immobilise devant le barrage, la fusillade éclate. Un véritable carnage : les camionnettes s'enflamment et les blessés sont achevés à bout portant sous les insultes : « Tas de maquerelles, ou vous a bien eue ! ». On relèvera dix cadavres.

Les inculpés expliqueront au juge d'instruction qu'ils s'étaient payés prémédité l'embuscade. Etant donné que les blessés sont achevés à bout portant sous les insultes : « Tas de maquerelles, ou vous a bien eue ! ». On relèvera dix cadavres.

FRÉDÉRIC BOBRI.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Lang décerne le « César d'or du dirigisme » à M. Balladur

Invité, le dimanche 18 octobre, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jack Lang, ancien ministre socialiste de la culture et député du Lot-et-Cher, a fait appel au « sens civique » du gouvernement, pour qu'il marque une « pause » dans les privatisations et qu'il cesse de jouer « la machine ne se détraque ».

A propos d'éventuelles relations, l'ancien ministre a jugé que le PS ne veut pas « substituer à une offensive idéologique de la droite, une contre-offensive encore plus idéologique de la gauche ».

A propos des rapports entre la majorité et le FN, M. Lang a demandé à M. Jacques Chirac de sortir de l'ambiguïté et de lâcher : « Il y a (...) quelques « Le Pen », sur les bancs de la majorité UDF-RPR à visage masqué ». Il a affirmé qu'il n'a « ni à souhaiter ni à (...) recuser » le fait que M. Le Pen obtienne cinq cents signatures d'élus pour pouvoir se présenter en 1988.

Enfin, au sujet des « affaires », en général, et de l'affaire Châmet en particulier, le secrétaire national du PS à la jeunesse a regretté « un usage politique ou politicien abusif de ce genre d'affaires ». L'ensemble des hommes politiques, a-t-il ajouté, s'honoreraient à tenir les deux bouts de la chaîne : d'un côté, souhaiter que la justice fasse son métier, de l'autre, ne pas mettre en cause l'honneur d'une personne avant même qu'elle n'ait été condamnée.

L'ancien ministre, qui a affirmé qu'il « centre toute (...) sa) force de persuasion pour essayer de convaincre François Mitterrand de rester à la tête de l'Etat », a souligné : « si François Mitterrand veut être candidat (...) qu'il ne fasse pas connaître sa candidature avant le mois de mars » et qu'en tout état de cause il reste « président pendant le plus longtemps possible ».

Le député du Lot-et-Cher a ironisé sur le « bouvarisme politique » de M. François Létard et pense que la droite a réalisé « une alliance « châteaux de cartes » ou « château de sable » et que les bourgeois qu'on se donne ne (sont) pas éloignés du baser de Judas ».

M. Lang a fixé « trois objectifs » au PS pour l'avenir : « faire gagner le pays » avec « plus de justice » ; en concevant « des règles assurées à l'économie plus d'efficacité » ; en faisant « de notre pays un pays plus convivial, plus chaleureux, plus fraternel ».

Le débat interne du Parti socialiste

M. Jean Poperen pense à l'« après-élection »

LYON
de notre correspondant régional

M. Jean Poperen ne désarme pas. Il ne désespère pas de faire entendre la voix de sa « nouvelle composante » au sein du Parti socialiste. Une preuve en a été donnée le samedi 17 octobre à Vaulx-en-Velin (Rhône) : « l'ancien « numéro deux » du PS a rassemblé plus de cinq cents sympathisants.

Jouant l'ancre à gauche, M. Poperen a distillé des formules appelées à résonner au-delà d'une salle acquise à ses analyses. Fustigeant une fois les « gestulations gauchistes » de certains responsables socialistes — tout le monde ou presque, a reconnu M. Pierre Joxe — laissant apparaître son hostilité à M. Michel Rocard, classé une fois pour toutes à droite du parti, le député du Rhône a également épilogué M. Lionel Jospin.

Le maire de Méry-sur-Seine a plaidé pour un « nouveau contrat social », une grande négociation tripartite, patronat, syndicats, Etat : « Oui, la négociation. Car on ne va pas faire les barricades. On s'en remettra tout le temps à l'abbé Pierre ».

L'urgence impose donc au PS de ne pas se contenter d'être la « caisse de résonance de l'opinion » ou de « critiquer la droite », il faut « proposer des actions concrètes » pour « gagner l'après-élection ». Pour M. Poperen les priorités sont claires : la lutte contre les inégalités qui impose la « redistribution », la réaffirmation des valeurs de gauche. Mais une gauche capable de parvenir au « compromis », de mi-

vre une voie « social-démocrate » à l'allemande dont il rappelle être partisan depuis le congrès de Valence !

CLAUDE RÉGENT.

Une brochure « popereniste »

M. Jean Poperen vient de rendre publique une brochure intitulée « Pour un juste partage, pour plus de croissance, le contrat que les socialistes proposent au pays. Cette brochure, qui regroupe les interventions de l'ancien numéro deux du PS et de M. Jean-Marc Ayrault, son principal lieutenant, au dernier comité directeur du PS, affirme aussi, dans une introduction : « Nous avons besoin, au-delà de l'épreuve électorale, du soutien actif du monde du travail. (...) Nous n'aurons ce soutien, au-delà de quelques mots de crédit, de suris, que si ce soutien est constant : que l'effort est l'effort de tous ; qu'il est efficace ; qu'il est payant ; qu'il débouche sur la nouvelle croissance ».



ECOLE
DE GESTION
DE PARIS

PARIS SAN FRANCISCO EUROPE ETATS-UNIS

Une double formation universitaire en
MANAGEMENT INTERNATIONAL
préparant au
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
MBA
diplôme E.G.P.

Le cursus intensif est de un an à PARIS
et de sept « terms » de deux mois à SAN FRANCISCO.
Il est associé à un stage intégré et à un projet personnel
professionnel aux Etats-Unis.

Admission 87-88 : sélection exclusive par concours
à Paris. Les candidats doivent justifier d'une année
d'enseignement supérieur.

Reinscriptions - Inscriptions et concours : Ecole de Gestion de Paris.
Etablissement libre d'Enseignement Supérieur.
17-25, rue de Chailot (métro Léna), 75116 PARIS. Tél. (1) 48.70.11.52
Communiqué par European University of America - San Francisco - California

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

UNE RENTRÉE CHOC POUR LA PHILOSOPHIE.

Descartes, c'est le doute radical, dévastateur, impossible à contenir... Ciel et terre sombrent dans l'incertain. Définitivement, selon André Glucksmann.

Roger-Pol Droit - Le Monde.

Descartes à Amsterdam, c'est de Gaulle à Londres... Image osée, idée excitante du livre d'André Glucksmann.

Jean-Pierre Dufroigne - L'Express.

Ce livre de philosophie, écrit avec rigueur, dans une langue d'une remarquable fermeté, se veut un ouvrage d'actualité. André Glucksmann traite de Descartes, mais ce qu'il a en tête, ce sont les idéologies totalitaires, les outrances du Front national, le délire des intégristes iraniens.

Gérard Bonnot - Le Nouvel Observateur.

Ce Descartes a fière allure. Le philosophe est littéralement ressuscité, dépouillé des oripeaux et des affadissement de toute sorte qui l'ont défiguré. On redécouvre le penseur intraitable, et l'homme par-dessus le marché.

Claude Jannoud - Le Figaro.

Le philosophe Glucksmann ne nous révèle pas seulement la profondeur de la liberté d'invention de Descartes. Il nous en dit long sur sa propre maturité de philosophe nouveau.

Jean-Marie Benoit - La Pointe.

Je n'ai pas lu d'ouvrage philosophique écrit par un Français qui ait cette envergure depuis Les Mots et les Choses de Foucault.

Pierre Daix - Le Quotidien de Paris.

CONTRE :

Le solitaire d'Amsterdam ne fonde, selon Glucksmann, sa méthode ni sur le culte du Bien, ni sur celui du Beau, ni sur celui du Vrai...

J.M. de Montremy - La Croix.

Il importe... d'opposer au Descartes solitaire et sans futur de Glucksmann l'espoir de millions de Descartes.

Arnaud Spire - L'Humanité.

300 pages, 95 F.

ANDRÉ GLUCKSMANN. DESCARTES C'EST LA FRANCE



Flammarion

حکذا من الامم

Politique

et le poids de l'extrême droite

Le report des voix du Front national

(Suite de la première page.)

Même scénario en septembre, à Gournay-en-Bray (Seine-Maritime) : 52,93 % pour la droite au premier tour ; 64,03 % avec l'extrême droite ; élection d'un socialiste (52,63 %) au second tour.

Dire, comme l'a fait M. Chirac, que les voix du Front national « reviendront naturellement » à la majorité est une erreur. Certaines reviennent « naturellement » à gauche, d'autres vont « à la pêche ». Une troisième catégorie persiste dans un vote contestataire, contre le pouvoir.

C'est aussi l'aveu — par la théorie impuissante du « laisser faire » — d'un échec de ceux qui, au sein de la majorité, affirment que seule la stratégie de la surenchère sur le terrain du Front national est capable de détacher les électeurs de M. Le Pen de leur nouveau gourou. A donner des gages au diable, jusqu'à lui « vendre son âme », comme dirait M. Michel Noir, on ne gagne rien. Au contraire, les voix de la majorité hostile à l'extrême droite (elles sont les plus nombreuses), sont tentées par l'éparpillement. A trop ménager l'extrême, on décourage le centre.

Une erreur, un aveu et un démenti : la proportionnelle n'a pas « créé » le Front national, qui se satisfait assez bien du scrutin

■ M. Fabius demande une « pause » des privatisations. — Dans une interview publiée par le Journal du dimanche du 18 octobre, M. Laurent Fabius affirme que « le gouvernement serait sage, au moins, de faire une pause dans les privatisations ». A propos de l'affaire Chaumet, il déclare : « Difficile pour un garde des sceaux, quel qu'il soit, d'être en quelque sorte à la fois juge et partie. Mais je n'ai pas à m'ériger en juge des consciences ». Il précise qu'il faut « refuser l'exploitation politique » et laisser « la justice suivre son cours ».

majoritaire, au moins lors des élections cantonales. Il y aise certes moins de satisfactions puisqu'il doit, au bout du compte, céder la place aux représentants des grands partis. Mais, faute de gagner, il se venge en précipitant parfois la défaite de ceux qui paraissent le plus proche de lui. En tout cas, il joue un rôle central, déterminant.

Durs leçons pour la prochaine élection présidentielle. Si M. Le

Pen obtient (et il assure qu'il les obtiendra) les cinq cents signatures d'élus nécessaires à sa candidature, il fera du dégat, à droite, qu'il donne ou non des consignes de vote pour le second tour. S'il ne les obtient pas, il en fera aussi. La SORFES a testé, avant l'été, une hypothèse de vote présidentiel sans M. Le Pen : 33 % des électeurs du Front national iraient voter pour M. Barre ; 25 % pour M. Chirac ; 22 % pour un candidat de gauche et 20 % ne pren-

draient pas part au vote. Les pertes sont sévères. Ils ne « reviennent » pas tous. Moins, en toute hypothèse, vers M. Chirac que vers M. Barre.

Une nouvelle donne

Le comportement du Front national dans les élections locales conforte l'idée, déjà émise par l'analyse des sondages, d'une nouvelle donne présidentielle. Les reports de voix entre M. Barre et M. Chirac risquent de n'être pas fameux, pas plus que ceux de 1974 (de M. Chaban-Delmas vers M. Giscard d'Estaing) et de 1981 (de M. Chirac vers M. Giscard d'Estaing). Le jeu de M. Le Pen introduit une difficulté supplémentaire. Dans leur ouvrage *Le Nouveau Président* (1), Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré se sont livrés, sur la base des précédents de 1974 et de 1981, ainsi que des sondages d'opinion, à un calcul simple des déperditions et transferts de voix dans chacun des camps en présence. Il en ressort que le candidat socialiste du second tour aura de bonnes chances d'être élu si la gauche, dans son ensemble, a obtenu au moins 45 % des suffrages au premier tour. Un peu plus qu'aux élections cantonales partielles, en somme.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) *Le Nouveau Président*, d'Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré, Le Seuil (le Monde daté 18-19 octobre 1987).

■ M. Debré se déchaîne contre M. Mitterrand. — M. Charles Pasqua a réaffirmé, le dimanche 18 octobre à Amboise (Indre-et-Loire), que l'union au second tour est la condition du succès de la majorité. Au cours du même rassemblement, M. Michel Debré a appelé à la mobilisation contre M. Mitterrand, « le candidat de l'anarchisme gauchiste qui batifole l'indépendance nationale, a ruiné l'économie française et a déshonoré l'instrument de la haute société ». — (Corresp.)

Les musiciens contre « l'homme du détail »

Un concert pas tout à fait classique

Ce fut un concert presque comme un autre. Avec un public plus mélomane que militant qui tressaillait entre Brahms et Schubert, entre un lied et une sonate. Sans discours. Sans slogans. Sur scène ou dans la salle. Avec juste ce qu'il fallait d'émical chahut pendant les pauses pour que l'on se souvienne que les violons, pianos et violas de gambe, dans cette nuit du samedi 17 au dimanche 18 octobre, jouaient « contre Le Pen ».

Un concert comme un autre ? Oui, mais organisé à la hâte par les musiciens eux-mêmes en deux semaines à peine, il a tout de même duré jusqu'au petit matin. Sur les billets, on conseillait au public « pour des raisons évidentes de sécurité » de sortir en groupe du Théâtre des Champs-Élysées. Et les musiciens mobilisés cette nuit-là contre Le Pen étaient tous rassemblés par un bonheur grave de jour qui ne tenait pas seulement à la musique.

« Je suis ici tout simplement parce qu'une bonne partie de ma famille est restée dans les camps », répondait dans un soufre le soprano Rachel Yaker, venue tout spécialement d'Allemagne, et qui ouvre le spectacle par le *Facile*, la prière des

morts hébraïques. « Le succès de cette soirée montre que l'apollinisme de la musique et l'art du coupé des réalités sont des mythes », rouscraient le pianiste Christian Iveld.

« Les musiciens classiques, c'est vrai, sont souvent très méfiants à l'égard de la politique », nuancait le violoniste Ami Flammer. Ils essaient d'être bien avec tout le monde. On ne sait jamais qui sera au pouvoir l'année prochaine, qui accordera les postes d'enseignants au Conservatoire. Et puis le rapport à l'instrument classique, très astreignant, limite les centres d'intérêt extérieurs.

Il n'empêche, presque tous les sollicités avaient répondu présent contre « l'homme du détail ». La recette de la soirée sera partagée entre une œuvre juive d'action sociale, un projet précis de SOS-Racisme et l'association Aide d'assistance aux malades du SIDA. Il restera aussi de cette nuit le souvenir de quelques notes vite dispersées comme de fragiles bulles de savon mais qui s'envolent parfois plus haut que les cris et les slogans.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. Michel Noir au « Club de la presse » : préférer l'urne à la rue

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, invité le dimanche 18 octobre du « Club de la presse » d'Europe 1, interrogé sur la candidature de M. Le Pen à l'élection présidentielle, a répondu : « Je crois qu'il vaut mieux, à la limite, que Jean-Marie Le Pen puisse être candidat car il vaut mieux que le suffrage universel le sanctionne. Il faut toujours mieux préférer l'urne à la rue. Je préfère qu'il y ait une sanction réelle dans le suffrage universel plutôt qu'une sorte de doute qui pourrait laisser continuer de divaguer certains sur l'importance qu'avait ce mouvement ou pas. Sans bien sûr, que d'une quelconque manière il ne me paraisse souhaitable que les élus UDF ou RPR donnent leur signature, car il faut rester cohérent par rapport à ce que l'on est, ne faisons pas de Jean-Marie Le Pen un martyr. Offrons aux Français l'occasion de sanctionner ce comportement et ainsi de dégonfler un mouvement qui doit être dégonflé ».

« Il y a une permanence dans la sociologie politique française. On a toujours vu, lorsqu'une majorité de gauche arrivait au pouvoir — avec le cartel en 1924, puis en 1932, et le Front populaire en 1936 — et que la droite revenait au pouvoir, que dans les années d'intervalle s'était toujours créé un mouvement protestataire populiste, et que à chaque fois, cela retombait ensuite, à poursuivre M. Noir. J'observe que, si aujourd'hui cela ne retombe pas, c'est parce que, précisément, il y a eu institutionnalisation du Front national, qui a pu entrer dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale ».

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

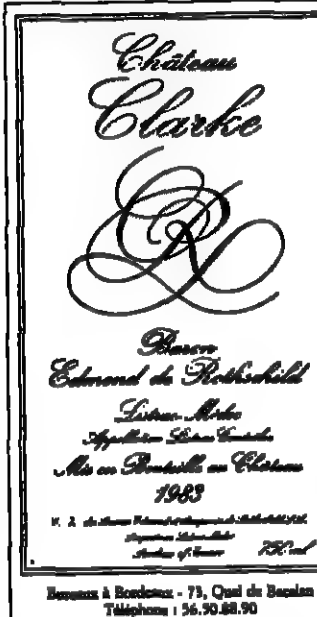
4 numéros annuels 1 hors série
Abonnement 270 F - Le n° 1 : 60 F

Pour l'analyse et l'étude de tout le champ social dans ses évolutions profondes.

Chaque trimestre :
1 grand dossier d'actualité
• Syndicalisme et négociation
• L'IGAS à vingt ans
• Emploi et précarité
Chaque année :
1 numéro hors série
• Les médecines différentes (1986)
• La génération des 15-25 ans (à paraître).

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

11 rue de Valenciennes - 75013 Paris
Tél. 01 42 77 43 33 - 43 34



FAITS & ARGUMENT



ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

ABONNEMENT SPECIAL
LE MONDE DU VIN

600 PRIX 2.000.000 F A GAGNER GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN



QUESTION N° 5

« Point ne croist en Bretagne, mais en ce bon pays de Verron », écrit François Rabelais dans *Gargantua*. Évoque-t-il :

- le cabernet franc ?
- le cabernet sauvignon ?
- l'auvernat ?
- le gamay ?

QUESTION N° 6

L'auteur britannique d'un ouvrage demeuré célèbre paru à Bordeaux en 1850 évoque la rivalité qui opposait à cette époque Yquem à la Tour Blanche. Selon lui, cette rivalité était-elle due :

- à l'incompatibilité d'humeur entre les propriétaires d'alors ?
- à une variante dans la vinification ?
- à l'usage de l'anhydride sulfureux ?
- à l'utilisation du cépage sauvignon ?

POUR VOUS AIDER :

L'INDICE RTL

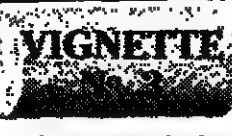
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER

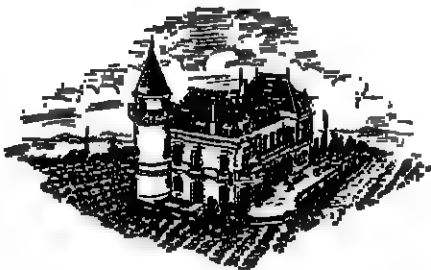
Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



CHATEAU DE LA TUILERIE

GRANDS VINS DES COSTIÈRES-DU-GARD
APPELLATION COSTIÈRES-DU-GARD CONTRÔLÉE

Mise en bouteille au château
par MM^{es} Hélène SERRES et Chantal COMTE
Propriétaires - Récoltants

CHATEAU DE LA TUILERIE S.C.A.

Route de Saint-Gilles

30900 NIMES

Tél. 66-70-07-52

Tél. 485 351 F

Je désire recevoir votre bulletin-réponse sans engagement de ma part.

NOM
Adresse
Code postal
Canton à retourner au :
CHATEAU DE LA TUILERIE
Route de Saint-Gilles
30900 NIMES

سكننا من الامم

Politique

Trois élections cantonales et une municipale

NORD: canton de Tourcoing-Nord (2^e tour).

Inscr.: 35 977; vot.: 20 741; suffr. expr.: 19 382. MM. Alexandre Faidherbe (PS), c.m. d'Halluin: 10 634 voix. ELU: Henri Desmet (CDS), maire de Roncq: 8 748.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants: inscr.: 35 977; vot.: 19 513; suffr. expr.: 18 831. MM. Faidherbe (PS): 4 642; Desmet: 3 546; Croes (PCF): 3 310; Bocktaels (RPR): 2 583; Vandamme (PFN, extr. dr.): 1 119; Bocktaert (ex-PR): 669; Paignat (extr. dr.): 419; Lecocq (extr. dr.): 259; Steenkiste (div. g.): 48; Dillies (extr. dr.): 8. Au second tour de l'élection de 1983, Albert Desmet (div. d.) l'avait emporté, avec 14 513 voix, contre 9 548 à M. Odoux (PS), sur 24 072 suffrages exprimés, 25 769 votants et 35 561 électeurs inscrits.

Le Parti socialiste emporte une belle victoire en gagnant ce siège de conseiller général de Tourcoing-Nord, traditionnellement dévolu par la droite, à l'occasion de cette élection partielle organisée à la suite du décès le 25 juillet dernier, de M. Albert Desmet (divers droite), maire d'Halluin.

Le premier tour de cette partielle avait donné lieu à une véritable mascarade électorale avec la présence à l'extrême droite de « candidats fantômes » (le Monde du 13 et du 16 octobre). M. Christian Baekeroot, député, candidat du Front national, qui avait démissionné en 1983, avait dirigé contre sa candidature et sa formation, avait appelé pour ce second tour à l'abstention ou au vote nul, demandant en tout état de cause à ses électeurs de ne pas voter pour le candidat CDS, M. Henri Desmet (1).

La majorité a durement souffert de cette situation. Bien qu'elle ait appelé à la rescousse quelques élus (MM. Jacques Tombas, et Jacques Barrot avaient

participé à un meeting de soutien le 15 octobre), son candidat fut un triste score en obtenant 45,13 % des suffrages alors qu'Albert Desmet avait emporté le second tour de mars 1983 avec 60,28 % des voix. Il manque à M. Henri Desmet 5 765 voix pour retrouver le score du vainqueur de 1983.

Cette déroute en chute libre est d'autant plus impressionnante que, dans le même temps, M. Alexandre Faidherbe (PS) - fait - 1 086 voix de mieux que le candidat socialiste de mars 1983 et l'emporte avec 54,86 % des suffrages.

Il ne semble pas que l'appel à l'abstention, ni même au vote nul, lancé par le Front national, ait été très écouté puisque la participation, tout en demeurant modeste (57,65 %) progresse légèrement, d'un peu plus de trois points. Par contre, certains électeurs qui avaient accordé leur suffrage à l'un ou l'autre des candidats d'extrême droite au premier tour, l'ont suivi dans son invitation à ne voter en aucun cas pour M. Desmet. Celui-ci est en effet loin de rassembler sur son nom, avec ses 8 748 voix, le total des suffrages obtenus par les candidats de droite et d'extrême droite du premier tour (10 633).

A l'inverse, le candidat du PS dépasse largement le total des voix de gauche du premier tour: PS et PC totalisaient 7 952 voix; M. Faidherbe en a « ramassé » 2 682 de plus.

La personnalité et la cote individuelle de ce directeur d'école, président d'associations (sportive, d'aide aux élèves...), expliquent pour une bonne part son succès. C'est dans la ville d'Halluin, celle dont, pourtant, M. Albert Desmet était maire, où lui-même est conseiller municipal, qu'il « engrange » les quelque 1 800 voix qui lui donnent la victoire sur son adversaire.

Il bénéficie aussi d'un bon report des voix au sein de la gauche, et peut-être d'un surcroît de mobilisation. Mais, sans doute également, recueille-t-il une part des suffrages s'étant portés au premier tour sur des candidats de l'extrême droite: ce doit être, notamment, le cas dans la partie du canton située sur la ville de Tourcoing, où, le 11 octobre, les candidats d'extrême droite franchissaient, à eux tous, la barre des 30 %.

Son adversaire n'a pu résister. Même à Roncq, la ville dont il est maire, M. Henri Desmet ne parvient pas à franchir la barre des 50 %. Les socialistes veulent voir dans ces résultats le signe d'une possible reconquête par la gauche, aux prochaines municipales, de villes comme Halluin ou Roncq, perdues par elle en 1983.

JEAN-RENÉ LORÉ.

(1) M. Christian Baekeroot a déposé un recours en annulation auprès du tribunal administratif de Lille pour le premier tour de cette élection, et en déposera un second pour le deuxième tour.

Les socialistes, pour leur part, ont indiqué qu'ils « exigent du préfet des éclaircissements sur cette mascarade de la démocratie », et qu'ils se constitueraient partie civile dans les actions qui pourraient être intentées en justice.

EURE-ET-LOIR: canton d'Anet (1^{er} tour).

Inscr.: 9 966; vot.: 5 258; suffr. expr.: 5 169. MM. Claude Favrat, RPR, m. d'Anet, 2 848; ELU: Jean-Pierre Lesage, PS, 1 557; Mme Claudine Biewesch, FN, 461; M. André Fosse, PCF, 273; Mme Marie-Véronique Bousquet, barrière, 30.

Le candidat du RPR, soutenu par l'UDF, a remporté dès le premier tour, cette élection partielle, organisée à la suite du décès, le 2 septembre, d'Hubert Baraine, RPR, conseiller général depuis 1964. M. Favrat, qui a remplacé Hubert Baraine à la mairie d'Anet, a obtenu 55,09 % des suffrages, alors que son prédécesseur avait recueilli 46,13 % des voix au premier tour du scrutin de 1983. Au total, la droite progresse de plus d'un point, ses deux candidats ayant obtenu 55,67 % des suffrages au lieu de 54,41 % en 1983.

Avec 50,12 % des voix, le représentant du PS amène de plus de 12 points son résultat de 1982 (38,03 %). Il avait, en 1982, pû de la présence d'un candidat divers gauche qui avait obtenu 17,49 %. Mais les représentants de gauche abondamment plus de 6 points par rapport à 1982 en recueillant 35,4 % des voix au lieu de 41,59 %.

Le Front national consolide les positions de l'extrême droite dans ce canton, avec une progression de près de 5 points

par rapport à 1982, mais il est en recul de près de 5 points par rapport au score qu'il avait réalisé dans ce canton aux législatives de 1986.

En premier tour de l'élection de 1982, les résultats étaient les suivants: inscr.: 9 138; vot.: 6 836; suffr. expr.: 6 693. MM. Baraine, 3 088; Lesage, 1 207; Favrat, div. g., 1 168; Moyes, mod., 554; Capitaine, PCF, 409; Biewesch, extr. d., 267. Au second tour, Hubert Baraine l'avait emporté avec 4 161 voix, contre 2 717 à M. Lesage, sur 6 878 suffrages exprimés, 7 092 votants et 9 148 électeurs inscrits.

VENDEE: canton des Essarts (1^{er} tour).

Inscr.: 10 598; vot.: 6 784; suffr. expr.: 6 599. MM. Bertrand de Villiers (UDF), 3 361 voix, ELU: Marcel Rivière (div. d.), 1 416; Christian Coste (PS), 1 043; Charles de Carcouët (div. d.), 369; Jean-Yves Connors (PSU), 218; M^{me} Nicole Jolly (PCF), 192.

En dépit d'une multitude de candidatures de droite, M. Bertrand de Villiers a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle, organisée à la suite de la campagne pour réélection de santé, le 15 septembre, de son père, vice-président (RPR) du conseil général de la Vendée, élu depuis 1973. Le frère de M. Philippe de Villiers, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication, aujourd'hui député UDF de la Vendée, a recueilli 50,53 % des suffrages, alors que son père avait obtenu 72,23 % des voix au premier tour du scrutin de 1985. Mais le représentant de l'UDF a pû de la présence de deux candidats divers droite qui obtiennent 27,84 % des suffrages.

Les représentants de la gauche sont en recul de près de six points en recueillant 22,01 % des voix au lieu de 27,77 % en 1985. Le candidat socialiste fait essentiellement les frais de cette baisse (15,37 % des suffrages au lieu de 19,37 % en 1985).

Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants: inscr.: 10 309; vot.: 7 456; suffr. expr.: 6 978. MM. de Villiers, 5 648; REELU: Coste, 1 324; Connors, 402; Raynaud (PCF), 184.

LOT-ET-GARONNE: Tonneins (1^{er} tour).

Inscr.: 6 570; vot.: 4 980; suffr. expr.: 4 810. Liste PS-PCF, conduite par M. Jean-Pierre Oustry (PS), 3 471 voix, 25 ELUS; liste divers droite, conduite par M. Serge Girodeau (RPR), 1 339 voix, 4 ELUS.

En recueillant 72,16 % des suffrages, la liste conduite par le maire sortant a remporté, dès le premier tour, cette élection partielle organi-

sée à la suite de la séparation des communes de Tonneins et de Fautouillet prononcée le 15 septembre, par arrêté préfectoral. La liste d'union de la gauche, hostile à cette décision, souffre de près de 11 points son résultat de 1983 (61,64 %) et obtient trois sièges supplémentaires. [Au premier tour du scrutin de 1983, les résultats étaient les suivants: inscr.: 6 626; vot.: 5 810; suffr. expr.: 5 527. Liste PS-PCF, conduite par M. Oustry, 3 407 voix (22 ELUS); liste divers droite, conduite par M. Mortemousquet, 2 128 voix (5 ELUS).]

Après l'annonce de la candidature de M. Pierre Juquin

- La LCR (trotskiste) se rallie
- Des renovateurs sont exclus du PCF

Réuni le samedi 17 et le dimanche 18 octobre, le comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) s'est prononcé « pour le retrait de la candidature d'Alain Krivine » à l'élection présidentielle, en appelant « à soutenir la candidature de Pierre Juquin » et en participant « activement, dès aujourd'hui, à sa campagne ».

Cette décision a été adoptée à une majorité des deux tiers (27 pour, 15 contre).

Le texte estime que la candidature de M. Juquin est « un événement d'une portée considérable (...), une chance à ne pas gâcher », et indique que « la campagne présidentielle peut ainsi être une étape dans l'émergence d'une force politique nouvelle ». Deux autres textes, rejetant, plus ou moins fermement, le retrait de M. Krivine ou le soutien à M. Juquin ont été mis en minorité.

Le comité central de la LCR a convoqué « une conférence nationale de délégués élus, les 21 et 22 novembre, pour confirmer ou infirmer ce choix ».

Après l'exclusion du PCF de M. Juquin, le 12 octobre, un premier maire communiste « renovateur », M. Antoine Martinez, affirme avoir subi le même sort. Maire de Bédarieux (Hérault)

depuis 1983, coordinateur des « renovateurs » de son département, il fait l'objet d'une demande d'exclusion de la part de son comité de section, mais sa fédération ne l'a pas encore ratifiée, selon un dirigeant communiste du département.

A Toulouse, notre correspondant nous signale qu'un communiste agité du président du groupe communiste au conseil municipal, M. Robert Combes, indique que « Claude Llobes ne fait plus partie des élus communistes ». Récemment démissionnaire du comité central du PCF et partisan déclaré de l'ancien porte-parole du PCF, M. Llobes « n'est plus habilité à parler, écrire ou intervenir » au nom du groupe communiste toulousain. Par ailleurs, une déclaration de la direction fédérale laisse planer peu d'ambiguïté sur sa prochaine exclusion.

Enfin, les amies du mouvement Appel pour un arc-en-ciel, qui ont réuni environ trois cents participants de mouvements de gauche - alternatifs, non-violents, écologistes et féministes, à Villeurbanne (Rhône), - se sont montrées intéressées par les candidatures de MM. Juquin et Wacziarg (candidat des Verts) sans pour autant s'engager pour l'un des deux hommes.

COMMENT ROULER EN RENAULT SUPERCINQ FIVE* POUR 551 F PAR MOIS?

Mr. FINANCEMENT REpond:
L.O.A. SUR 60 MOIS.

Moyennant un versement initial de 17 549 F
(dont 10 968 F de 1^{er} loyer majoré et 6 581 F de dépôt
de garantie égal à l'option d'achat finale)
et 59 loyers de 551 F
Coût total en cas d'acquisition 50 058 F
Offre valable jusqu'au 31/10/87 sur toute la gamme VP
sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail
S.A. au capital de F 150 000 000
51-53, Champs-Élysées, 75008 Paris.
RCS Paris B 70 200 2221

* Renault Supercinque Five 3 portes. Prix TTC 43 872 F au 17/09/87

Appel gratuit au
05.25.25.25



Modèle présenté Renault Supercinque GTX 3 portes. Prix clefs en main au 17/09/87: 67 200 F.

(Option jantes alu: 1 574,40 F.)

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

JUSTICE

L'affaire Chaumet

Les nouvelles explications de M. Chalandon au « Point »

Dans une interview publiée par le Point datée 19-25 octobre, M. Albin Chalandon détaille ses relations d'affaires avec la joaillerie Chaumet. « Comme d'autres investisseurs dans l'immobilier, la Bourse ou les tableaux, je l'ai fait dans l'achat de bijoux », explique le ministre de la Justice, qui ajoute : « J'y étais d'autant plus conduit que je possédais au départ un patrimoine de bijoux, hérité de ma mère et de la famille de ma femme. A partir de 1972, j'ai repris ces placements. J'ai acheté et revendu par l'intermédiaire de la maison Chaumet des pierres lorsqu'une bonne occasion se présentait. »

Il confirme, à nouveau, avoir possédé un compte courant chez Chaumet : « C'est une pratique courante dans la vie des affaires, à condition que le compte retrace des mouvements d'achat et de vente de marchandises. C'est un compte "clients" qui retracait les achats et les ventes, ainsi que l'entrée et la sortie de fonds correspondants. Il incluait également les intérêts - faibles au demeurant - perçus sur le solde des opérations. »

Selon M. Chalandon, les principales opérations réalisées sur ce compte sont « trois achats et trois ventes ». Il assure avoir acheté en 1972 aux Chaumet « pour

400 000 F d'abord puis environ pour 1,7 million de pierres ». Ensuite, en 1981, il a acheté, moitié pour sa femme, moitié pour lui-même, « 3,8 millions de francs de pierres, payés par chèque ». Les Chaumet, ajoute-t-il, lui ont acheté « pour environ 1 million de francs en 1976, 350 000 F en 1978 et 1,2 million de francs en 1980 ».

Après son départ, en décembre 1983, de la présidence d'Elf-Aquitaine, M. Chalandon assure s'être « retrouvé alors sans travail et sans retraite. J'ai alors décidé de réaliser ce patrimoine, pour le réemployer différemment. J'ai demandé aux Chaumet de vendre, en prenant le temps nécessaire,

sans le brader. » Des ventes ont eu lieu, « principalement à la fin de 1984 », mais les paiements correspondants « ne sont intervenus qu'au cours de l'année 1985. Tel est le cas du million dont l'avis du virement en faveur de M. Chalandon a été publié par le journal l'Humanité. Bien entendu, j'ai acquiescé sur toutes les opérations les impôts dus, y compris au titre de l'impôt sur les grandes fortunes. »

Procès politique

M. Chalandon précise avoir voulu, en juillet 1986, solder définitivement son compte chez Chaumet : « Là, à la création de laquelle je m'étais intéressé vers cette époque, a décidé d'augmenter son capital. Comme je voulais y souscrire, j'ai alors demandé à la société Chaumet d'accélérer les ventes et de s'engager sur des dates fermes pour les paiements. » Les frères Chaumet devaient, précise-t-il, lui verser « quinze mensualités de 600 000 F », soit un total de 9 millions de francs. « Ils ne m'en ont versé que 5 (...). Tout versement a cessé en décembre 1984. Ils me devaient encore 3,8 millions de francs. C'est cette créance que j'ai fait valoir au tribunal de commerce, par l'intermédiaire d'une société de gestion à qui j'ai confié le soin d'agir pour mon compte. »

M. Chalandon affirme n'avoir « jamais fait ni prêt d'argent ni placement financier avec la société Chaumet », ses opérations portant « uniquement sur des bijoux parfaitement identifiés ». Il assure avoir appris en 1986 les difficultés de la maison Chaumet. Enfin, il conclut : « En réalité, on me reproche seulement d'avoir de l'argent. C'est un procès purement politique. » Aussi, indépendamment des poursuites qu'il compte engager contre le Monde, annonce-t-il qu'il fera saisir les déclarations de M. Edith Cresson sur RTL, le 8 octobre, qu'il juge « diffamatoires ».

[Les nouvelles explications de M. Chalandon vont à l'encontre de ce qu'il a toujours affirmé, jusqu'aux informations du Monde du 13 octobre, à savoir qu'il était constitué de faire vendre par Chaumet son patrimoine familial de bijoux et pierres. Il parle désormais d'achats et de ventes de pierres, en d'autres termes de spéculation sur le cours des pierres précieuses. M. Chalandon fait aussi état de ventes « au cours de l'année 1985 », de mensualités fixées en juillet 1986 à 600 000 F par mois et d'une créance toujours impayée par Chaumet de 5,8 millions de francs. Or, selon le document remis à la police judiciaire par le chef comptable de chez Chaumet, le compte-courant de M. Chalandon a « un solde nul depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1985 ». Un compte clients, retracant uniquement des ventes et des achats, ne devrait-il pas indiquer les opérations décrites par M. Chalandon ? E.P.]

POINT DE VUE

Bijoux, escrocs et « boule-de-neige »

par Jean Cosson
conseiller honoraire
à la Cour de cassation

P our autant qu'on puisse connaître les faits d'une affaire dont le dossier est si bien « verrouillé » que même les avocats des plaignants parties civiles ont des difficultés, notamment aux règles de procédure, à en prendre connaissance, il semble que les seules inculpations retenues contre les frères Chaumet soient celles d'escroquerie, abus de confiance et banqueroute. Certains commentateurs font grief aux magistrats du parquet et de l'instruction de n'avoir pas visé le délit d'exercice illégal de la profession de banquier, lequel paraît bien, en effet, avoir été commis aussi par ces étranges bijoutiers.

Qu'on se rassure. Cette omission ne préjuge en rien des poursuites. Quand tous les agissements des inculpés auront été mis en lumière, il sera possible de leur donner toutes les incriminations légales, toutes les « qualifications » qui conviendront. L'important est que les poursuites aient été engagées sous la qualification du délit puni de la peine la plus élevée ; en l'espèce, c'est celle de l'escroquerie, dont la sanction est de cinq ans d'emprisonnement (article 405 du code pénal). Toutes qualifications et qualifications pourront intervenir ultérieurement.

Une question qui pourrait se poser est celle de savoir si les faits ne tombent pas sous le coup du deuxième alinéa de l'article 405, qui porte la peine à dix ans lorsque « le délit a été commis par une personne ayant fait appel au public en vue d'émission d'actions (...) ou titres quelconques d'une entreprise ». Cette aggravation résulte du décret-loi du 8 août 1935, pris par le gouvernement Laval à la

suite du scandale de l'affaire Stavisky. Il n'en sera ainsi que si les documents remis en reconnaissance de dette par les frères Chaumet à ceux qui leur confiaient des fonds peuvent recevoir l'appellation de « titres » au sens de l'article 405 du code pénal. Une libre discussion juridique pourrait bien s'engager sur ce point.

Quoi qu'il en soit, l'affaire Chaumet s'apparente aux grandes escroqueries de l'histoire judiciaire, celles de Stavisky, ou, plus près de nous, de la Garantie foncière et du Pari-moine foncier (Lipsky), en ce que le procédé de filouterie employé est celui dit de la « boule-de-neige ». Il consiste, pour l'escroc, à se faire remettre des fonds en vue de les investir dans les opérations paraissant prometteuses et, en tous cas, d'un rapport plus élevé que les autres de même nature, à la même époque. Ainsi, Frankel, de la Garantie foncière, promettait 11 % d'intérêt pour des parts de sociétés civiles, de placement immobilier, alors que les entreprises semblables mais honnêtes ne pouvaient faire mieux que 7 %.

Le crocodile empaillé

L'escroquerie tient à ce que les fonds reçus ne sont pas investis comme promis mais dilapidés. Pour Frankel et Lipsky, on n'a jamais su quelle avait été leur destination finale. On n'a peut-être pas beaucoup cherché à le savoir, non plus.

Lorsque vient, au bout d'un an, le moment de servir les intérêts annoncés, et qu'on ne dispose pas d'un investissement, on puise tout simplement dans le capital versé par les souscripteurs. Ceux-ci, satisfaits de l'aubaine, en recrutent de

nouveaux, et ainsi de suite, d'où le nom de boule-de-neige. Pour rendre les opérations plus attrayantes encore, on remet les intérêts en espèces et on spécifie bien que « rien n'est déclaré » (au fiscal). C'est ce qui fait que, souvent, le nombre des plaignants n'est pas dérivé.

La progression du recrutement des souscripteurs, devenant exponentielle, devrait mathématiquement tendre vers l'infini, ce qui, dans la réalité, est un non-sens. La pratique a montré que les plus habiles filous ne pouvant guère tenir plus de trois ou quatre ans.

A noter que les vieux trucs sont toujours utilisés. Jacques Chaumet aurait déclaré que les prêteurs, en échange de leur argent, recevaient comme titre un certificat de dépôt de bijoux purement fictif. C'est le crocodile empaillé d'Harpagon.

Bien d'autres débits paraissent avoir été commis mais qui ne peuvent être poursuivis que sur une plainte du ministère des finances. Ce sont, d'abord, la fraude fiscale, dans la mesure où les sommes versées comme intérêts des dépôts n'auraient pas été portées sur les déclarations de revenus des bénéficiaires. Ce sont, ensuite, les infractions à la réglementation des changes. Paraissent disposer d'une pléiade de sociétés étrangères, les Chaumet ont bien pu organiser des flux de capitaux vers des paradis fiscaux par le moyen licite des compensations privées, dont nous avons décrit le mécanisme dans le Monde du 19 mai 1981, sous le titre : « Les banquiers et la grande évasion ».

Devant une affaire d'une telle complexité et d'une telle importance (plusieurs milliards, dit-on), le problème de la régularité des comptes courants de non-associés dans des entreprises n'est vraiment qu'un... « détail ».

Six cents participants au congrès de Lyon

Adapter l'adoption

L'adoption est une fête... Voilà le message essentiel que souhaitait faire passer l'association Enfances et familles d'adoption en donnant à son congrès national, qui a réuni, samedi 17 octobre, plus de six cents participants au Palais des congrès de Lyon, les allures d'un forum clôturé par une soirée festive.

« Le sujet est trop souvent abordé à travers des cas conflictuels et douloureux, mais très marginaux », remarque M. Marc Grivel, président d'EFA depuis sa création, en 1980 (1). Il importe donc de dramatiser et de rendre positive dans l'opinion une démarche de partage et d'amour dont l'enfant constitue le seul véritable enjeu. Les lois réglementant l'adoption sont bonnes. C'est l'esprit dans lequel elles sont appliquées qui fait parfois problème. D'où notre souci de faire évoluer les mentalités des adoptants, des magistrats et des responsables de l'aide sociale à l'enfance... et le choix du thème de notre congrès : « Pour que la France adopte l'adoption ».

Tout en considérant qu'il faut « tout tenter pour qu'un enfant puisse rester dans sa famille biologique », l'Association regrette certaines lenteurs de procédures qui aboutissent au délaissement progressif de l'enfant. Elle estime

que des constats plus rigoureux sur la base de l'article 350 du code civil (le désintéressement des parents pendant plus d'un an constitue juridiquement un abandon), ainsi que l'élargissement des compétences des conseils de famille des pupilles de l'Etat, permettraient de déclencher plus tôt le processus administratif d'adoption.

Vincent, Flora et tous les autres

La quasi-totalité des familles candidates désirent accueillir un enfant en très bas âge. Or, en 1986, sur les 10 500 enfants juridiquement adoptables en France (contre 14 000 en 1983), 80 % avaient plus de sept ans et 60 % plus de douze ans. Cette inadéquation entre « l'offre et la demande » - qui donne peu de chance aux pré-adolescents de trouver le soutien et l'affection d'une famille - nécessite une prise de conscience à laquelle EFA s'emploie. Certains témoignages apportèrent de l'eau à son moulin. Des couples, ou parfois des femmes seules, ayant d'abord adopté des bébés, ont ensuite franchi le pas en recueillant des enfants plus âgés. En 1985, tous âges et nationalités confondus, 5 000 enfants avaient été adoptés en France.

Le temps fort du congrès fut la « table ronde » consacrée aux témoi-

gnages d'une dizaine d'adoptés, âgés de quatorze à vingt-sept ans. De Vincent, quatorze ans, lourdement handicapé, qui n'eut qu'un cri : « Sans ceux qui m'ont, aujourd'hui, je ne serais pas là ! », à Tina, dix-huit ans, qui connaît deux rejets de familles adoptives avant d'être « sauvée à l'heure dernière », tous surent trouver les mots justes pour évoquer leur expérience. Flora exprima sa reconnaissance d'avoir appris très jeune, par ses parents, qu'elle avait été adoptée à onze mois. Jérôme, vingt-quatre ans, exprima la cruauté du petit silence qui s'installe dans une conversation « lorsqu'on annonce qu'on a été adopté ». Marie-Lou, vingt-trois ans, née au Chili et recueillie à cinq ans et demi, explique combien il est difficile de ne pas porter le même nom que ses tuteurs : « Je les ai quittés pendant deux ans à la suite d'un conflit, mais je les aime... Il n'y a qu'eux. »

« Avant d'être adopté, on a l'impression de ne servir à rien, affirme Emmanuel, dont l'origine marocaine le place parfois dans une situation fautive. Les Français n'assimilent presque toujours à un étranger, mais à la fois des copains me reprochent de ne pas parler arabe : j'ai d'ailleurs commencé à l'apprendre. Il est important de ne pas couper un enfant de ses racines culturelles. » Dans ces paroles d'adoptés, une belle lucidité, mais nulle trace d'amertume ou d'agressivité. Apparemment bien dans leur peau, qu'elle soit blanche, foncée, jeune ou noire, ils illustrèrent superbement cette formule de l'un d'eux :

« L'adoption, c'est l'école de l'antiracisme et de la tolérance. »

ROBERT BELLERET.

(1) Enfances et familles d'adoption, qui fédère quatre-vingt-cinq associations départementales et regroupe cinq mille militants, est née de la fusion de deux mouvements distincts, dont l'un concernait spécifiquement l'adoption d'enfants étrangers.

TERRORISME

A FR 3-Corse

La rediffusion d'un reportage sur une conférence de presse de l'ex-FLNC est interdite par le préfet

BASTIA
de notre correspondant

M. Marcel Morin, préfet délégué pour la police en Corse, a interdit, samedi soir, 17 octobre, la rediffusion par la station régionale de FR 3 d'un reportage - présenté comme exclusif - d'une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC. Dans un communiqué, le préfet a précisé que le reportage diffusé une première fois samedi à 12 h 45 dans l'émission « Corsica Prima » (journal télévisé de la mi-journée) par la station régionale de FR 3-Corse « qui concerne une organisation armée clandestine dissoute impliquée depuis des années dans les actions criminelles les plus graves », constitue « une atteinte grave et imminente à l'ordre public ».

M. Marcel Morin a donc, en vertu de ses pouvoirs de police administrative, fait notifier au directeur de FR 3-Corse, M. Michel Sattili, l'interdiction de présenter par son antenne tout ou partie du document filmé et enregistré à l'occasion de cette conférence de presse. A la suite de cette décision, le procureur de la République du tribunal de grande instance d'Ajaccio a saisi le service régional de la police judiciaire en vue de « diligenter une enquête de flagrant délit du chef de participation au maintien ou reconstruction de ligue dissoute ». L'autorité préfectorale a, d'autre part, porté plainte.

« La gendarmerie est l'une de nos cibles »

MM. Michel Moretti, le journaliste de FR 3 Corse, et Laurent Sobade, le technicien, auteurs du reportage ont été entendus pendant plusieurs heures au commissariat d'Ajaccio, samedi après-midi. Après l'interdiction de diffuser le reportage, l'interpellation et le personnel non syndiqué de FR 3 ont réagi dans un communiqué : « Il s'agit d'un acte de censure caractérisé qui pénalise d'abord l'opinion publique (...). Une nouvelle fois la preuve est faite de la gageure que constitue la volonté d'informer et de s'informer en Corse. »

Seuls un journaliste parisien (Gilles Millet de Libération) et l'équipe de FR 3 avaient assisté, vendredi dans la soirée, aux environs d'Ajaccio, à la conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC, la première depuis six ans. Scénario habituel, à la tombée de la nuit, après un parcours fléché, les journalistes, le visage recouvert d'une cagoule, avaient été emmenés en voiture dans le maquis de la région ajaccienne. Arrivés sur les lieux de la conférence, deux hommes se réclamant de l'ex-FLNC, habillés de treillis militaire, le visage dissimulé par des passe-montagne et des lunettes noires, assis devant une table recouverte de la bannière corse à la tête de maure, la voix volontairement déformée par un objet placé dans la bouche, ont d'abord lu un document dactylographié avant de répondre aux questions des journalistes. Une dizaine d'hommes armés de pistolets, mitrailleurs, le visage masqué, montaient la garde derrière les journalistes pendant l'entretien.

Bien que la conférence de presse n'ait pas encore été authentifiée par le canal habituel de l'ex-FLNC, les déclarations faites aux trois journa-

listes semblent correspondre à de récentes prises de position de l'organisation dissoute. Pendant plus de trente minutes, les deux membres présumés de l'ex-FLNC se sont efforcés de préciser les lignes stratégiques de l'organisation en reconnaissant d'abord certaines « erreurs tactiques » du passé, comme le meurtre de deux Tunisiens « troïskisants de drogue » tués le 2 janvier 1986, action revendiquée par l'ex-FLNC - qui est « une action mal interprétée (par le public) et qui nous a porté un tort considérable au plan international ». D'où « la nécessité d'intensifier les actions contre les continentes avec un meilleur ciblage et une meilleure explication du résultat ».

Précision aussi, à propos du slogan IFF (1) France (fora) les Français dehors : « Nous ne menons pas une lutte antiraciste. Nous disons que la nationalité corse n'est pas une affaire de sang mais de volonté et d'état d'esprit (...). Le fait d'avoir un nom corse n'est pas un blanc-seing et la responsabilité du « clan » dans la situation catastrophique de la Corse est au moins égale à celle de l'Etat colonial. »

A propos d'éventuels affrontements entre Corses : « On n'a jamais dit que les Corses n'étaient qu'un clan pris pour cible. Et nous pensons que certains Corses risquent d'être pris pour cible parce qu'ils représentent les relais du colonialisme en Corse. » Et, plus loin, les membres présumés de l'ex-FLNC affirment : « La gendarmerie est la force coloniale en Corse, donc c'est l'une de nos cibles. »

MICHEL CODACCIONI.

Deux attentats dans la région d'Ajaccio

La villa près d'Ajaccio (Corse-du-Sud) de M. Jean Millin, un fonctionnaire originaire du continent, a été détruite dans sa quasi-totalité, le dimanche 18 octobre, au cours d'une opération de commando de l'ex-FLNC. Vers 20 h 30, sept hommes armés, se réclamant du mouvement dissous, le visage dissimulé par des cagoules, ont ligoté M. Millin, ingénieur, employé au rectorat de Corse, et son épouse, puis ont disposé à l'intérieur de la maison plusieurs charges explosives de forte puissance couplées à des bouteilles de gaz. Les époux Millin ont ensuite été conduits à l'extérieur de la villa avant l'explosion des charges, qui a eu lieu à 22 h 30.

Le deuxième attentat a ravagé dans la nuit de dimanche à lundi la résidence secondaire inoccupée d'un assureur parisien, M. Robert Bernard, à Corti-Chivari, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Ajaccio.

D'autre part, un groupe de quatre hommes, le visage dissimulé par des cagoules, a bûlé dimanche, vers 7 h 20, huit drapeaux tricolores ornant le monument aux morts d'Ajaccio.

Découvrez le meilleur de la Floride...

Tout un choix de voyages individuels

• séjour à Miami Beach et Orlando à partir de 4 780 F*
• location voiture à partir de 470 F/semaine
• circuit libre (voiture ou motorhome) à partir de 4 990 F**

avec la qualité Camino

Accompagnateurs bilingues spécialisés ; vols réguliers directs ; hôtel 1^{er} ordre ; nombreux repas inclus.

... avec Camino

Recevez gratuitement les programmes Floride 87/88 de Camino

Nom : _____ Profession : _____

Adresse : _____

La Floride en version française "Floridarama", circuit accompagné pour grands et petits (même si vous ne parlez pas anglais) : Miami Beach, Les Everglades, Sea World, Disney World avec EPCOT, Cap Kennedy, Palm Beach, et bien plus encore.

* 1 semaine Avion + Hôtel
** 1 semaine Avion + véhicule + hébergement (entiers) ; réduction de 1 570 F.

Remarque : votre Agence de Voyages ou CAMINO, ou 21, rue Alexandre Dumas, 75013 Paris Tél. (1) 45 72 06 11

هكذا من الاجل

Société

RELIGIONS

Rapprochements entre Rome et les intégristes

Mgr Lefebvre accepte la nomination d'un visiteur apostolique à Ecône

Une nouvelle rencontre a eu lieu, le samedi 17 octobre au Vatican, entre Mgr Marcel Lefebvre, ancien archevêque de Dakar, chef de file des intégristes et le cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi. Selon un communiqué, la conversation s'est déroulée, « dans un climat de communion ». Mgr Lefebvre a accepté la nomination d'un visiteur apostolique auquel sera confiée la mission de recueillir des éléments d'information aptes à définir les termes d'une réglementation canonique de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, créée en 1969 par l'évêque dissident, à Ecône, en Suisse.

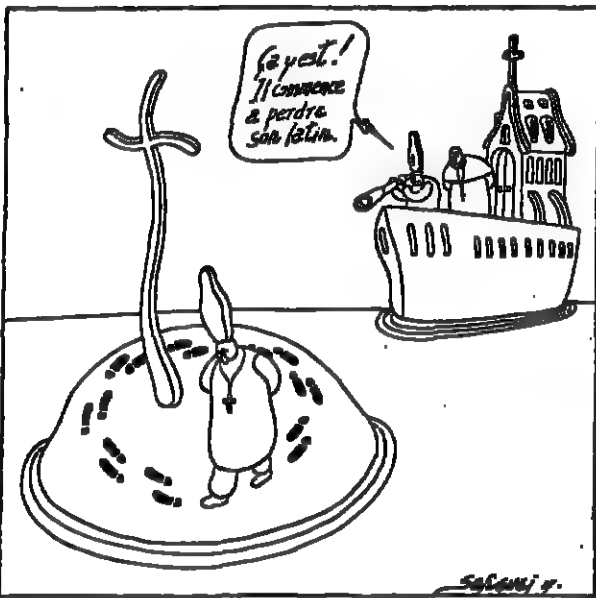
Si cette rencontre confirme le climat de détente observé depuis quelques mois entre le Vatican et l'ancien supérieur d'Ecône, notamment depuis le précédent entretien entre le cardinal Ratzinger et Mgr Lefebvre, le 14 juillet dernier, les termes mêmes du communiqué n'apportent guère de précisions sur le contenu de la discussion.

Le projet de déplacement à Ecône d'un visiteur apostolique, pour une tournée d'étude et d'information, avait déjà été annoncé au début du mois d'octobre, le Vatican ayant même indiqué qu'il s'agissait d'un cardinal, information qui n'est pas reprise dans le dernier communiqué. Tout au plus sait-on, depuis le 17 octobre, que « le visiteur apostolique répondra de sa fonction directement devant le saint-père ».

Dès son élection comme pape, Jean-Paul II avait reçu, en novembre 1978, Mgr Marcel Lefebvre pour tenter de trouver une issue, mais cette rencontre n'avait rien donné. La discussion avait été reprise — elle n'a jamais été arrêtée — au niveau de la congrégation romaine chargée

de la doctrine de la foi. Qualifié d'« apostat » il y a un an par Mgr Lefebvre et ses amis, dans un dépliant distribué à l'occasion de la rencontre de tous les chefs religieux à Assise, Jean-Paul II va donc suivre personnellement la procédure de réconciliation.

Albano, une cinquantaine de jeunes garçons et filles. Que deviendront les séminaires de la Fraternité Saint-Pie X? Que fera-t-on des prêtres ordonnés depuis onze ans par l'évêque suspendu? Les intégristes pourront-ils continuer à célébrer la messe dans le rite préconciliaire?



Mais il n'existe encore pour le moment aucune indication de la volonté réelle de Mgr Lefebvre de revenir au concile Vatican II et d'accepter les réformes. On voit mal le Vatican, sans contrepartie sérieuse, autoriser l'ancien archevêque de Dakar à poursuivre les gestes dissidents qui avaient conduit Paul VI en 1976 à le suspendre de ses fonctions.

Or, dimanche encore, Mgr Lefebvre a confirmé près de Rome, à

Tout en indiquant, comme le 17 octobre sur Canal Plus, qu'il s'agit d'une affaire « microscopique », le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a déclaré dans un communiqué : « Tous les catholiques doivent se réjouir lorsque l'amour de Christ rassemble les enfants de l'Eglise dans la vérité. Je prie pour Mgr Lefebvre, mon frère dans l'épiscopat ».

H. T.

La mort du cardinal Hoffner

Le cardinal Josef Hoffner, est décédé à Cologne le vendredi 16 octobre, des suites d'une tumeur au cerveau, à l'âge de quatre-vingts ans. Principale personnalité de la hiérarchie catholique de l'Allemagne fédérale, il avait déjà abandonné l'été dernier la présidence de la conférence épiscopale, et le pape avait accepté sa démission d'archevêque de Cologne (le Monde du 12 septembre).

Né près de Trèves le 24 décembre 1906, Josef Hoffner avait été ordonné prêtre le 30 octobre 1932. Docteur en sciences politiques, en philosophie et en théologie, il a enseigné la sociologie et les sciences religieuses, après la guerre, à Münster et à Trèves. En 1962, l'année de l'ouverture du concile Vatican II où il a été l'un des rares experts en sociologie, Josef Hoffner était nommé évêque de Münster. Sept ans après, il succédait, sur le prestigieux siège archiepiscopal de Cologne, au cardinal Josef Frings, l'un des principaux acteurs du Vatican II. La même année, en 1969, il était créé cardinal par Paul VI.

Mgr Hoffner avait été élu pour la première fois en 1976 à la tête de la conférence épiscopale allemande, qu'il présidera donc pendant onze ans. Réputé comme étant l'un des évêques les plus conservateurs d'Allemagne fédérale, ce moraliste dénonçait à maintes reprises le laxisme et la dégradation des valeurs.

Le riche archevêché de Cologne sera pourtant l'un des plus généreux à l'égard des Eglises démunies du tiers-monde. Le cardinal Hoffner a été l'un des principaux artisans du rapprochement entre les évêques allemands et polonais et a joué un rôle influent au concile d'octobre 1978 en faveur de l'élection du cardinal Wojtyla.

H. T.

Son et lumière au Trocadéro

Le quart-monde fait la fête

Léchés par le pincé de projecteurs, des groupes de ballons montaient vers les étoiles. Vingt mille personnes faisaient vibrer des foulards et entonnaient l'hymne Justice au cœur tandis que fusillaient les feux de Bengale et que jaillissaient les grandes eaux des fontaines du Trocadéro. C'était, samedi 17 octobre, à Paris le final du grand spectacle que se donnaient à eux-mêmes les militants d'ATD-Quart-Monde pour le trentième anniversaire de la fondation de leur mouvement par le Père Joseph Wresinski. Ils étaient venus de toute la France et de plusieurs pays européens par cas entiers avec certains de leurs protégés, pour participer à la fête.

Une sacrée journée, qui devait payer ses volontaires de trente années de labeur obscur pour tirer de la marginalité les laissés-pour-compte de la société industrielle. Elle avait pris tour à tour les allures d'un pèlerinage, d'une foire-exposition, d'une commémoration officielle et d'un grand show médiatique. Tout avait commencé le matin même à Notre-Dame par une grand-messe avec des chœurs célébrés par le cardinal Lustiger. Puis les cars avaient brièvement visité le capitole, où beaucoup de leurs passagers venaient pour la première fois. Après un casse-croûte sous la tente entre les pieds de la tour Eiffel s'ouvrait, entre le pont d'Iéna et les jardins du Trocadéro, un salon de l'anti-mièvre. Plus de trente associations allant d'Emmaüs à la Croix-Rouge avaient dressé leurs stands. Elles avaient rivalisé d'imagination pour tenter d'illustrer le thème autiste de l'aide au désolé. Ici se tenait un mini-forum sur l'éducation, plus loin, une troupe d'amateurs jouait un mimodrame. Ailleurs, on conviait les enfants à un gymnase de la connaissance. Sur des paravents on faisait de délicats les postures de yoga. On avait aussi des chefs d'Etat une lettre les incitant « à en finir avec la misère ». Tout cela, soufflé par un vent frisquet mais réchauffé, par un soleil d'automne, était attendrissant.

Dans l'après-midi, sur l'esplanade glacée du Trocadéro, les officiels, en rangs d'oignons et entourés d'invités soigneusement flûtes, rendaient à leur manière hommage au mouvement Quart-Monde et au Père Wresinski. On entendait des homélies débordantes d'excellentes intentions, notamment celle de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, de Mme Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, et de quelques autres. Puis, selon l'usage, une plaque commémorative placée sur le pavage du parvis était dévoilée.

La tête haute

Mais l'émotion n'est venue que plus tard dans la soirée, lors du spectacle joué par les militants eux-mêmes et mis en scène par Francis Morane et Henri Segalstein. Deux mille six cents filles et garçons avaient répondu durant des mois, par petits groupes, dans leurs villes respectives : une cinquantaine en France, dix-huit dans les autres pays européens. La générale n'avait pu avoir lieu que la nuit précédente, mais le cœur y était car l'histoire qu'ils ont racontée est la leur ou plutôt celle de leurs amis des quartiers pauvres. Celle d'une foule de « cumuleurs de la misère » auxquels on refuse leur place dans la cité. Et ils la conquièrent par la volonté de quelques-uns, le poids du nombre et le refus de la marginalité. C'était une belle idée de transformer le vécu quotidien de ces militants en son et lumière grandiose. Si grandiose et en même temps vrai qu'il prenait aux tripes.

Le mouvement Quart-Monde montrait ainsi qu'il est aujourd'hui capable de s'affirmer, autrement qu'en demandant la charité ou en brandissant des pancartes revendicatives. Il venait, en somme, de faire son entrée tête haute avec la complicité des pouvoirs publics et d'une cinquantaine d'entreprises mécènes dans la société de spectacle.

MARC AMBROISE-RENDU.

Une manifestation à Paris

Les assistantes sociales sortent de leur réserve

Les fonctionnaires de Paris étaient appelés à manifester, le lundi 19 octobre en fin d'après-midi, avec un rassemblement devant l'Hôtel de Ville. Le mouvement de protestation a pour origine le changement d'affectation de trois assistantes sociales.

Il y a un an, entre septembre et décembre, quatre incendies ravagèrent des immeubles et des hôtels du vingtième arrondissement de Paris. Lourd bilan : dix-neuf morts, dont huit enfants, et soixante-cinq familles à la rue. Un comité de soutien aux familles sinistrées du vingtième arrondissement se crée. La mairie de Paris s'engage au mois de mars à reloger les sans-abri. Elle débourse 280 000 F pour leur venir en aide. Quarante-cinq adultes et soixante enfants sont effectivement secourus. Mais — à la suite d'un imbroglio administratif — une famille de trois enfants, les Kimbe, reste sur le pavé.

En juin, à la Fête de la musique, une pétition circule dans les rues parisiennes, lancée par le comité de soutien : « La mairie de Paris doit respecter les engagements qu'elle a pris ». Trois assistantes sociales de la DASES (Direction de l'action

sociale enfance et santé) qui travaillent dans le vingtième arrondissement : Michèle Aucière, Evelyne Cerdà et Monique Quantier signent.

Elles n'ont mentionné ni leur qualité ni leur profession. Pourtant, le 31 juillet, elles reçoivent une lettre du directeur de la DASES, M. Jean-Louis Beneton, qui leur reproche de mettre en cause le maire de Paris, « leur employeur », dans l'arrondissement où elles exercent et de « masquer à l'obligation de réserve ». Il les sanctionnera par un avertissement. Deuxième lettre le 18 août : il annonce que deux d'entre elles sont affectées dans un autre arrondissement, et la troisième à l'aide sociale à l'enfance. Sans qu'il s'agisse toutefois de mutation d'office, il s'agit là d'une sanction administrative qui revêt une réelle gravité.

Entre-temps la CFDT puis la CGT sont intervenues pour défendre les trois assistantes sociales. Les élus socialistes et communistes de la Ville rappellent l'article 6 de la loi du 13 juillet 1983 : « La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires ». Les grèves se succèdent et sont suivies par plusieurs centaines d'agents.

C'est un signe. Ce conflit est né dans une profession traversée plus que jamais par le doute et le désarroi. Les assistantes sociales visitent des familles et les conseillent, pour l'éducation d'un enfant à l'école par exemple ; elles cherchent une place dans une crèche ou un logement, donnent une adresse, réclament une allocation qui ne vient pas, apprennent à remplir un formulaire. Chaque jour, ces assistantes sociales affrontent la pauvreté, à la recherche d'une efficacité parfois introuvable, elles s'interrogent sur leur utilité face à l'ampleur de la tâche.

Désarroi « Je me demande, dit Martine, trente-six ans, mariée, trois enfants, si ma profession a encore un avenir. Je ne vois plus d'issue, il y a tel fossé entre les problèmes sociologiques de la société et les moyens dont on dispose... » Sur le conflit en cours, elle se contente de dire : « Nous sommes au service du public, donc amenées inévitablement à prendre des positions ».

Martine gagne 7 350 F brut par mois (elle travaille à 80 % d'un temps plein). Le sentiment d'injustice et d'impuissance que les assistantes sociales éprouvent sou-

vent devant la misère les amène au bord de la révolte : « On voit des familles où tout va bien si seulement elles étaient logées convenablement. Entassées, elles plongent ».

Dans l'entourage du maire de Paris, on reconnaît que les assistantes sociales ont une « personnalité naturelle ». En même temps, on admet mal que « des fonctionnaires se prennent à la Ville à propos d'un problème qu'elles avaient à régler en tant que fonctionnaires de la Ville ».

A dire vrai, on ne sait plus très bien comment sortir de l'impasse. Le maire du vingtième arrondissement, M. Didier Bariani (Parti radical), ayant déclaré qu'il « approuve la sanction [qui a frappé les trois assistantes sociales] », et qu'il « en prend la responsabilité politique ». Le conflit a quitté le terrain purement administratif, si tant est qu'il l'ait jamais occupé. « Seul le maire de Paris, disent les responsables du syndicat des services publics parisiens CFDT, peut débloquer la situation ». Au prix du désaveu du directeur de la DASES et du maire du vingtième arrondissement, qui est secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères ?

CHARLES VIAL.

REPÈRES

Espace
Désaccord
sur la station
américaine

Une nouvelle fois, les représentants des délégations américaine, européenne, japonaise et canadienne, réunies du 13 au 16 octobre à Washington, n'ont pu s'entendre sur leur rôle et leur participation à la future station spatiale habitée que les Américains envisagent de lancer à partir de 1995. Depuis plusieurs mois, les négociations butent sur l'utilisation éventuelle de la station à des fins militaires à laquelle la plupart des pays européens sont opposés et sur le rôle de partenaires à part entière que les Européens veulent jouer. Cette dernière question est d'autant plus délicate que les Etats membres de l'Agence spatiale européenne doivent se réunir à La Haye pour décider du financement du programme Columbus, dont un des chapitres concerne la construction d'un module habité qui devrait se fixer à la station américaine.

Nationalité

Audition supplémentaire
pour les « Sages »

La commission de la nationalité, qui a terminé ses auditions publiques télévisées (le Monde du 17 octobre), organise une séance publique supplémentaire — non télévisée — le mercredi 21 octobre de 9 h 30 à 12 h et de 18 h à 17 h 30, au 38, rue de Valenciennes, Paris-77, salle 1. Elle entendra notamment des membres des communautés asiatiques et portugaises. A l'issue de ces auditions, le président de la commission, M. Marcour Long, fera une brève déclaration. D'autre part, deux résumés des auditions télévisées, de deux heures chacun, sont diffusés par FR 3 les lundi 19 octobre à 23 h 05 et le mercredi 21 octobre à 22 h 45.

Tout ce que vous souhaitez. Et plus.



Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.

POUR TOUTE RESERVATION, CONTACTEZ RESERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 53 39 03, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.
LILLE AEROPORT 20 97 92 02 - LILLE NORD-MARCO-EN-BARDEUL 20 72 17 30 - LYON ATLAS
HOLIDAY INN CROWN PLAZA 72 61 90 80 - NICE AEROPORT 93 83 91 32 - PARIS-ONLY
(1) 46 87 26 66 - PARIS-PLACE DE LA REPUBLIQUE (1) 43 55 41 34 - PARIS-PORT DE
VERSAILLES (1) 45 33 71 63 - PARIS-ROISSY-CHARLES DE GAULLE (1) 39 08 00 22
PARIS-VELLY (1) 39 46 96 96 - STRASBOURG 88 35 70 00
*VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.



RUGBY français

Publication autorisée

« Les sports » n° 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1

FOOTBALL : le championnat de France

Artur Jorge : des lettres et des résultats

A l'exception du Paris-Saint-Germain battu à Nice (0 à 2), tous les favoris se retrouvent en tête du classement à l'issue de la quatorzième journée, disputée samedi 17 octobre.

Victorieux de Monaco (1 à 0) devant plus de 30 000 spectateurs au Parc des Princes, le Matra-Racing de Paris occupe désormais la quatrième place. En tête, Monaco conserve trois points d'avance sur Bordeaux, qui a obtenu le nul à Brest (1 à 1), et Nantes, vainqueur de Nîmes (2 à 1).

« Le jeu est un défi, moi ? » C'est ainsi qu'Artur Jorge, l'entraîneur du Matra-Racing, explique sa philosophie d'entraîneur au Parc des Princes pendant l'inter-saison. Vainqueur du 27 mai dernier de la Coupe d'Europe des clubs champions avec Porto, le Portugais de quarante-deux ans est arrivé à Paris dans les meilleures conditions. Le recrutement était déjà fait, l'entraînement avait repris, le début du championnat était proche et l'atmosphère au sein de l'équipe parisienne empoisonnée par le licenciement brutal de son précédent entraîneur, Victor Zvunka.

Or, moins de quatre mois plus tard le Racing fréquente le haut du tableau et son nouvel entraîneur fait l'unanimité. Les bons résultats actuels sont peut-être pour Artur Jorge, contracté de « l'inter-saison », pour motiver son équipe. Mais la victoire sur le leader monégasque ne saurait le dériver de ses préoccupations. Il se compare au flambeau qui « travaille sans fléchir ».

« J'ai peur des blessures », explique-t-il. Trois ou quatre blessés peuvent compromettre le rendement de l'équipe. Mon objectif n'est pas homogénéité. Il y a de bons joueurs au Matra-Racing, mais pas en quantité suffisante. A Paris, le dispositif de vingt-cinq joueurs de même valeur. Quand il y a concurrence, l'entraînement est plus intéressant et les progrès plus rapides.

D'ores et déjà, il réfléchit au recrutement de la saison prochaine, sans négliger pour autant les résultats immédiats. « Ils veulent l'avoir possible », dit-il. Et Artur Jorge, lié au Matra-Racing pour trois ans, voit l'avenir en grand : « Quand je suis arrivé à Porto, se souvient-il, il y avait déjà une bonne équipe. Avec du travail, elle est devenue la plus forte du monde. Ici, le Matra-Racing veut de terminer troisième du précédent championnat, ce n'est pas une vaine ambition. A moi de la rendre plus équilibrée, moins incomplète. L'objectif est le même qu'à Porto. Simplement, nous partons d'un plus bas ».

Depuis son installation aux commandes du club parisien, Artur

Jorge s'est mis au travail avec la méticulosité de l'universitaire (il est docteur en lettres et parle couramment six langues) et la ferveur d'un passionné du ballon rond. Son discours est cadencé par deux mots-clés : recherche et connaissance. Diplômé de la prestigieuse école d'entraîneurs de Leipzig, il cherche constamment la « bonne recette ». Celle qui a si bien réussi à Porto ? « Si les recettes sont bonnes, on peut les appliquer partout », lance-t-il, avant de nuancer : « Comme le peintre, l'entraîneur ne doit pas se contenter de copier, il doit toujours chercher quelque chose de nouveau, de plus moderne ».

Sur son banc de touche, devant son téléviseur comme dans ses contacts avec les autres, Artur Jorge s'efforce de « faire connaissance avec la réalité du football français », mais aussi avec ses joueurs. Surtout avec ses jeunes. Selon lui, le rôle de l'entraîneur « ne se limite pas aux seuls aspects techniques et tactiques, mais s'étend à tout ce qui a à voir avec l'homme ».

Passionné par les problèmes de communication, par les relations entre individus à l'intérieur du groupe, il estime qu'un entraîneur « doit non seulement donner tous les paramètres de l'entraînement, mais faire preuve en plus d'une culture générale la plus vaste possible. Le football est un monde exigeant qui fabrique des petits monstres, des astres qui s'enferment dans leur tour d'ivoire. Je ne me sens pas capable de penser vingt-quatre heures par jour au football ».

Après un parcours de footballeur professionnel à Porto et à Benfica, cet ancien international portugais n'imaginait même pas rester dans le milieu. Il se voyait plutôt professeur de lycée ou chargé de relations publiques dans une entreprise. Puis la vocation s'est imposée, tardive mais tenace. « J'aurais pu être un grand joueur de football, explique-t-il. Si je ne le suis pas devenu, c'est parce que quelques clubs n'ont pas marché entre nos entraîneurs et moi ».

Née d'un regret, la carrière d'entraîneur d'Artur Jorge ne procure que des satisfactions. Après ceux de Porto, les dirigeants et les joueurs parisiens sont sous le charme de cet entraîneur original. Reste le public, qui boudait jusqu'à la prestation du Racing. « S'il n'y a personne au stade, c'est la faute du public », prétend l'entraîneur, persuadé que le public viendra si l'équipe pratique un bon football. Il aimerait qu'à son départ il y ait 20 000 à 30 000 spectateurs au Parc des Princes en moyenne. Artur Jorge aime les défis.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

VOILE : La Baule-Dakar

Dans le sillage de la formule 1

Trente multicoques, menés chacun par deux navigateurs, ont pris, dimanche 18 octobre, le départ de La Baule pour un phare de 3 300 milles dans l'Atlantique, qui devrait les conduire à Dakar après avoir viré cinq bouées au large de La Corogne (Espagne), de Ponta Delgada (Azores), de Funchal (Madère), de Las Palmas (Canaries) et de l'île de Cap-Vert.

Dès le parcours côtier devant La Baule, les services (Daniel Gilard et Halvard Mabire) a brisé l'une de ses dérives et devra probablement faire escale à La Corogne pour la changer. Trois autres catamarans de formule 1 figurent parmi les favoris : Ericsson (Bruno Peyron et l'Américain Cam Lewis), Elf-Aquitaine (Jean Maurel et Jean-Luc Nélias) et Charente-Maritime (Jean-François Fontaine et Jean-Baptiste Levaillant).

Les dépressions qui se succèdent sur l'Atlantique pourraient toutefois faire le jeu des trimarans, plus aptes à remonter au près jusqu'aux Açores que sur la mer très formée dans le golfe de Gascogne. L'ex-foiler Ker-Cadillac, rebaptisé Lada-Poch (Loïc Peyron et Jacques Delorme), Poulain (Olivier de

de formule 1 figurent parmi les favoris : Ericsson (Bruno Peyron et l'Américain Cam Lewis), Elf-Aquitaine (Jean Maurel et Jean-Luc Nélias) et Charente-Maritime (Jean-François Fontaine et Jean-Baptiste Levaillant).

Les dépressions qui se succèdent sur l'Atlantique pourraient toutefois faire le jeu des trimarans, plus aptes à remonter au près jusqu'aux Açores que sur la mer très formée dans le golfe de Gascogne. L'ex-foiler Ker-Cadillac, rebaptisé Lada-Poch (Loïc Peyron et Jacques Delorme), Poulain (Olivier de

Kersauson et Christophe Mabé) et Côte d'Or (Eric et Patrick Tabarly) semblent disposer des meilleurs atouts dans cette phase initiale.

Dans une période où l'impact des courses de grands multicoques est en baisse, l'enjeu est aussi d'importance pour l'Association internationale des armateurs et commanditaires de compétition (AIACC), qui a, pour la première fois, pris l'initiative d'organiser une épreuve. Son président, M. François Xavier Delorme, directeur des opérations de sponsoring et de mécénat d'Elf-Aquitaine, a répondu à nos questions.

« Je ne crois pas, car la plupart des commanditaires de multicoques sont l'essence de leur chiffre d'affaires en France et dans les pays voisins. Et, surtout, il faut maintenant 200 millions de francs pour monter un défi pour la Coupe de l'Amérique. C'est inaccessible pour une entreprise française isolée, et le sponsoring en matière de sponsoring ne donne rien ».

Les navigateurs de La Baule-Dakar ont dû embarquer des caméras vidéo, et leurs cassettes seront récupérées à chaque passage à proximité des îles. D'autres organisateurs assurent aux commanditaires des retombées publicitaires quotidiennes par des liaisons radio obligatoires ou des classements effectués grâce aux relevés des balises Argos. La fin du mystère et du rêve qui avaient tant fait pour la légende d'Eric Tabarly et des grandes courses transatlantiques ne contribue-t-elle pas à la baisse d'intérêt constatée auprès du public ?

« C'est vrai qu'il ne faut pas tuer le fantastique. Les courses en solitaire, le gigantisme des bateaux manœuvrés par des équipages humains, les océans avec leurs tempêtes, ont frappé les imaginations et transformé les grands navigateurs en héros presque mythiques. Mais il faut aussi assurer un maximum de retombées aux commanditaires... Nous avons voulu tenter une expérience avec ces caméras et leurs transmissions, mais nous ne sommes pas convaincus que cela nous apporte un plus en termes de sponsoring ».

Le programme du catamaran Elf-Aquitaine, baptisé par Jean Maurel, devrait prendre fin l'été prochain avec Québec-Saint-Malo. Avec-vous d'autres projets en voile ?

Après le départ de Marc Pajot, nous avons préféré aider un jeune plein de talent. Jean Maurel a confirmé son potentiel de gagnant. Nous sommes encouragés à poursuivre cette expérience avec lui s'il fait encore une belle course dans La Baule-Dakar. Le catamaran sera tout long pour la prochaine transatlantique, mais il devrait être compétitif pour Québec-Saint-Malo, disputé aux allures portantes. Après, il faudra construire un autre bateau, mais je ne pense pas que les décideurs d'Elf-Aquitaine y soient opposés ».

Propos recueillis par GÉRARD AUBOUY.

Augmenter la longévité des bateaux

Les progrès technologiques ont permis d'affiner la conception des bateaux pour chaque type de course. Fleury-Michon a dominé la Route du Rhum en solitaire avant d'être largué par le challenger britannique. Les services dans la Coupe de l'Europe en équipage, le dernier défi de l'Armada, ont été dominés par les trimarans. Mais nous n'avons pas de nouveaux commanditaires étrangers viennent à la voile, comme Ericsson, Saab ou Fuji.

La libération de la règle 26, qui autorise désormais le public dans les grandes épreuves transatlantiques de voile (Coupe de l'Amérique, Admiral's Cup), ne risque-t-elle pas d'attirer les gros commanditaires à se détourner des courses multicoques aux retombées exclusivement nationales ?

RUGBY : financement des clubs

La publicité autorisée sur les maillots

Trois ans après avoir tenté le parrainage du XV de France, la Fédération française de rugby vient d'autoriser les clubs à recourir à la publicité pour améliorer leurs finances.

Réuni à Bordeaux le 17 octobre, le bureau fédéral a en effet autorisé les équipes de toutes les divisions à couvrir leur maillot des logos publicitaires à condition que leur surface ne dépasse pas 36 cm². La FFR se réserve un droit de contrôle sur ces annonces.

Autre décision de la FFR : la création d'une bourse de l'emploi. Désormais tout club qui cherche un emploi pour un de ses joueurs pourra s'adresser directement à la Fédération, qui va centraliser les offres mises à sa disposition.

CYCLISME : Tour de Lombardie

Argentin sans système

L'Italien Moreno Argentin a comblé ses supporters milanais en remportant, samedi 17 octobre, la quatrième édition du Tour de Lombardie. Son deuxième succès de l'année après Liège-Bastogne-Liège. La dernière classique de la saison s'est jouée dans l'ascension du col de Valpurga, ultime difficulté du parcours. Argentin a franchi le sommet en 15 min 40 s, devant le Français de Cyrille Guimard, Marc Madiot, Clément Bérard et Eric Boyer.

Dans la longue descente vers Milan, les trois Français du groupe Système U figuraient encore aux avant-

postes. Mais l'avantage numérique du trio n'était pas bien exploité, et l'Argentin se montrait le plus rapide sur la place du Duomo.

Le champion de France a laissé passer la victoire, ainsi qu'il l'avait fait quelques jours avant lors du Tour de Piémont. Le complexe Argentin n'a pas beaucoup dans cette dernière de la classe de Guimard. Le plan final élaboré par le tacticien de Système U a aussi échoué du fait des problèmes intestinaux de Madiot. Le vainqueur du Grand Prix des nations, qui avait contrôlé la course au début, n'a pu aider ses camarades jusqu'à l'arrivée.

Strasbourg, 19 s. ; Rouen, 18 s. ; Caen, 19 s. ; Rouen, 18 s. ; Alençon, 16 s.

Championnat de France (septième journée)

Monaco b. Saint-Etienne, 109-98 ; Nantes b. Mulhouse, 107-92 ; Caen b. RCFC Paris, 97-83 ; Vichy b. Lorient, 80-72 ; Limoges b. Reims, 92-69 ; Orléans b. Avignon, 99-85 ; Cholet b. Tours, 88-65 ; Villeneuve b. Angoulême, 85-75.

Championnat de France (deuxième journée)

Monaco b. Saint-Etienne, 109-98 ; Nantes b. Mulhouse, 107-92 ; Caen b. RCFC Paris, 97-83 ; Vichy b. Lorient, 80-72 ; Limoges b. Reims, 92-69 ; Orléans b. Avignon, 99-85 ; Cholet b. Tours, 88-65 ; Villeneuve b. Angoulême, 85-75.

Championnat de France (troisième journée)

Monaco b. Saint-Etienne, 109-98 ; Nantes b. Mulhouse, 107-92 ; Caen b. RCFC Paris, 97-83 ; Vichy b. Lorient, 80-72 ; Limoges b. Reims, 92-69 ; Orléans b. Avignon, 99-85 ; Cholet b. Tours, 88-65 ; Villeneuve b. Angoulême, 85-75.

Championnat de France (quatrième journée)

Monaco b. Saint-Etienne, 109-98 ; Nantes b. Mulhouse, 107-92 ; Caen b. RCFC Paris, 97-83 ; Vichy b. Lorient, 80-72 ; Limoges b. Reims, 92-69 ; Orléans b. Avignon, 99-85 ; Cholet b. Tours, 88-65 ; Villeneuve b. Angoulême, 85-75.

Championnat de France (cinquième journée)

Monaco b. Saint-Etienne, 109-98 ; Nantes b. Mulhouse, 107-92 ; Caen b. RCFC Paris, 97-83 ; Vichy b. Lorient, 80-72 ; Limoges b. Reims, 92-69 ; Orléans b. Avignon, 99-85 ; Cholet b. Tours, 88-65 ; Villeneuve b. Angoulême, 85-75.

AUTOMOBILISME : Grand Prix du Mexique

Mansell talonne Piquet

Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté son sixième Grand Prix de formule 1 de la saison, dimanche 18 octobre à Mexico.

Le Britannique devançait le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Honda) de trente et une secondes et Nelson Piquet (Williams-Honda) de quarante-six secondes lorsque la course a été interrompue au treizième tour à la suite d'une violente sortie de piste de Derek Warwick (Arrows). Heureusement indemne (1). Précédé par Nelson Piquet lors du deuxième départ, il s'est contenté de contrôler ce dernier pour conserver vingt-six secondes d'avance au total des deux manches.

Après les abandons d'Ayrton Senna et d'Alain Prost (McLaren-TAG-Porsche), victime d'un accrochage avec Nelson Piquet dans le premier tour, les deux coéquipiers de l'écurie Williams-Honda restent seuls en course pour le titre mondial des conducteurs.

« La victoire de la chance sur la bêtise »

Jamais tendre pour son coéquipier, Nelson Piquet affirmait, après le Grand Prix du Portugal, que le titre 1987 concernerait « la victoire de la chance sur la bêtise ». La chance a certes pas abandonné le Britannique à Mexico. Autour d'une manœuvre très discutable sur Alain Prost, qui s'apprêtait à le doubler à la corde dans l'un des premiers virages, il a pu remettre en route son moteur avec l'aide des commissaires et poursuivre la course alors que le pilote français voyait s'envoler définitivement le titre.

Cette fébrilité du Brésilien, déjà constatée à Jerez, où il reconnaissait avoir fait plus de fautes qu'une

course qu'un cours de toute la saison, trahit peut-être la crainte que lui inspire encore le Britannique par sa rage de vaincre et son pilotage sans calcul. En se qualifiant en première ligne pour la quatorzième fois en quatorze courses et pour la huitième fois en pole-position, Nigel Mansell a confirmé à Mexico qu'il était incontestablement le pilote le plus rapide.

Lors de ses six victoires, le Britannique a d'ailleurs souvent pris le meilleur sur son coéquipier en le dépassant avec audace et brio, comme aux Grands Prix de France, de Grande-Bretagne, d'Autriche et d'Espagne. En revanche, pour ses trois succès, le Brésilien a bénéficié par deux fois de l'abandon de Nigel Mansell, notamment en Hongrie pour un écart de roue dévié à proximité de l'arrivée.

Dans ces conditions, la démonstration de puissance et de fiabilité des moteurs Honda en cette fin de saison n'est pas forcément rassurante pour Nelson Piquet. Deux nouvelles victoires au Japon et en Australie assureraient en effet au Britannique le titre qui lui avait échappé l'an dernier.

G. A.

(1) La piste très bosselée et glissante a mis à mal les suspensions, actives ou non, des formules 1, entraînant de nombreuses sorties de pistes dont celles de Nigel Mansell et d'Ayrton Senna lors des essais. A la suite de ces accidents, M. Jean-Marie Balestre a mis en cause les suspensions et annoncé son intention d'intervenir les « actives » la saison prochaine. Il s'est ensuite ravisé et a précisé qu'une commission sera chargée de proposer des solutions pour « garantir une garde au sol telle que les formules 1 ne roulent plus par terre, comme elles le font trop souvent ».

حكي من الاحل

صحنه من الاصل

Culture

MUSIQUES

Tournée suisse de l'Orchestre national

Brève rencontre

Ils se croisent, ils se plaisent, ils se quittent. Ainsi vivent les solistes, les chefs et les orchestres d'aujourd'hui.

Le violoniste a mal aux dents. Infection de la mâchoire du côté que frotte l'instrument. L'orchestre achève par Lucerne sa tournée. Wolfgang Sawallisch est toujours pressé. Depuis treize ans qu'il le connaît, raconte Uto Ughi (le violoniste, c'est lui), depuis tant d'années qu'ils jouent, qu'ils s'enregistrent, qu'ils ont appris à se respecter, ils n'ont jamais trouvé le temps d'un déjeuner. Sawallisch, d'ailleurs, ne déjeune jamais, mais apporte dans un pochon les sandwiches que sa femme lui a confectionnés. Sawallisch est un

spécialiste des répétitions en vol plané.

A quelle heure, au fait, la répétition ? Renseignements pris, à 18 h 30, le concert commence quatre-vingt-dix minutes après. Ughi et l'Orchestre national ne se sont jamais rencontrés. Ils vont maintenant procéder à un seul filage du concerto de Beethoven et l'exécuter dans la foule. Sawallisch corrige nuances et phrasés d'un mot, d'un geste presto et énergique, sans jamais s'arrêter. Si, une fois, pour alléger la double croche du thème de l'andante.

Ughi et lui ont enregistré il y a six ans, en une seule séance de studio, ce concerto de Beethoven qu'ils sont en train de jouer. Entre eux, on sent qu'il ne peut rien arriver de mauvais. Les tempos sont vifs, pétants de

santé, le final rayonnant, drôle et charmant. « Je n'aime pas Beethoven mou mais héroïque, dirait Ughi après s'être changé. Ah, si j'avais un violon plus puissant ! ». Le malheureux doit se contenter, il est vrai, d'un Stradivarius au son argenté, sans doute l'un des plus beaux instruments en circulation, le violon de Kreutzer pour lequel Beethoven a composé sa célèbre sonate. Ughi a tout de l'italien (blond) sauf la façon de jouer : il dessine la phrase avec intrépidité, sans langueur, sans excès d'expressivité.

« Une répétition de plus, j'aurais été parfait », conclut-il avec lucidité. « Avec la National, on peut vraiment travailler », rétorque Sawallisch avec le regret de ne pas pouvoir continuer. La soirée a bien montré en effet combien ces musiciens comprennent

vite, réalisent précisément ce qui leur est demandé mais que, même dans la Troisième Symphonie de Mendelssohn qu'ils avaient eu le temps de ruder, ils pourraient encore progresser dans la couleur, la légèreté, la précision des attaques (surtout celles des vents), l'achèvement stylistique. M. Winterstein, nouveau responsable artistique de la formation, a donc probablement raison : il cherche pour l'Orchestre national de France un chef permanent qui, outre la solidité du métier, ait beaucoup de temps à lui consacrer.

ANNE REY.

★ Uto Ughi a notamment enregistré un superbe concerto en ré de Beethoven avec Wolfgang Sawallisch au piano du London Symphony Orchestra. Et deux sonates de Beethoven avec le même Sawallisch au piano (RCA).

La 5^e Symphonie de Mahler

Un paroxysme de beauté

Elihu Inbal, chef inspiré, a galvanisé l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort.

Grâce à d'éminents mécènes (1), l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort est venu lui aussi fêter la réouverture du Théâtre des Champs-Élysées avec l'une des symphonies de Mahler qui l'ont rendu célèbre (2). Dans le Concerto pour violon de Mendelssohn, pourtant, où il accompagnait un Augustin Dumay en petite forme, radissant son jeu à l'excès, ce n'était encore apparemment qu'un ensemble solide, un peu lourd, comme il y en a tant.

Maïs, dès la sonnerie de trompette de la 5^e Symphonie de Mahler, dès le mouvement glissé de la marche funèbre, une merveille de phrasé, dans la clarté polyphonique de l'élément consolateur, avec les contrechants en vagues des violoncelles et des violons, on sentait qu'une véritable aventure intérieure était vécue par cet orchestre sous la direction d'Elihu Inbal.

Mince, les cheveux fins et grisnants, le corps souple brûlé par une immense énergie nerveuse, celui-ci même le texte à l'incandescence dans toutes ses lignes essentielles, et semble créer le son de chaque instrument, arracher à ces cordes survoltées, à cette formidable harmonie wagnérienne, tout ce que le musicien a de plus profond en lui.

Dans le deuxième mouvement, *Orages et Amour*, pas un instant ne se démentait cette direction à la fois précise et panique, ni le rythme, qui conduit le chœur désespéré, à travers une sorte de pandémonium, jusqu'à une grande péroraison épique qui se perd dans les mages, trop neuve encore pour triompher de l'angoisse.

C'est avec la même intensité sous-jacente qu'Inbal unit à ces poèmes tragiques l'immense Scherzo champêtre, ses chocs de thèmes, de timbres et de rythmes, ses chants de plus en plus exaltés, les échos nostalgiques du cor, les épisodes délicats en pizzicati, où repartait un instant de délire démoniaque.

L'Adagio lui-même, si lumineux et détaché jusqu'à l'extase, est par moments soulevé par une montée d'angoisse, avant l'irruption de la joie dans ce final débridé où fusent les entrées en fugato, les marches, les chœurs, pour atteindre au plus haut sommet lyrique lorsque se lève, pour une victoire définitive, le choral épique du deuxième mouvement.

« Le chef d'orchestre est un prophète, un fanatique », disait Elihu Inbal à Henry-Louis de La Grange. Il n'a d'autres arguments à fournir que sa propre certitude, cette nécessité intérieure qui ne souffre aucun compromis. « Ma violence, je ne la pratique qu'avec un orchestre qui a compris le sens de ma recherche ». Et c'est ainsi que l'Orchestre de Francfort est parvenu à ce paroxysme de beauté.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) La Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture, la Fondation SACEM et la Société française Hochstet.

(2) Intégrale en disque compact chez Denon. Cf. Le Monde du 21 octobre 1986.

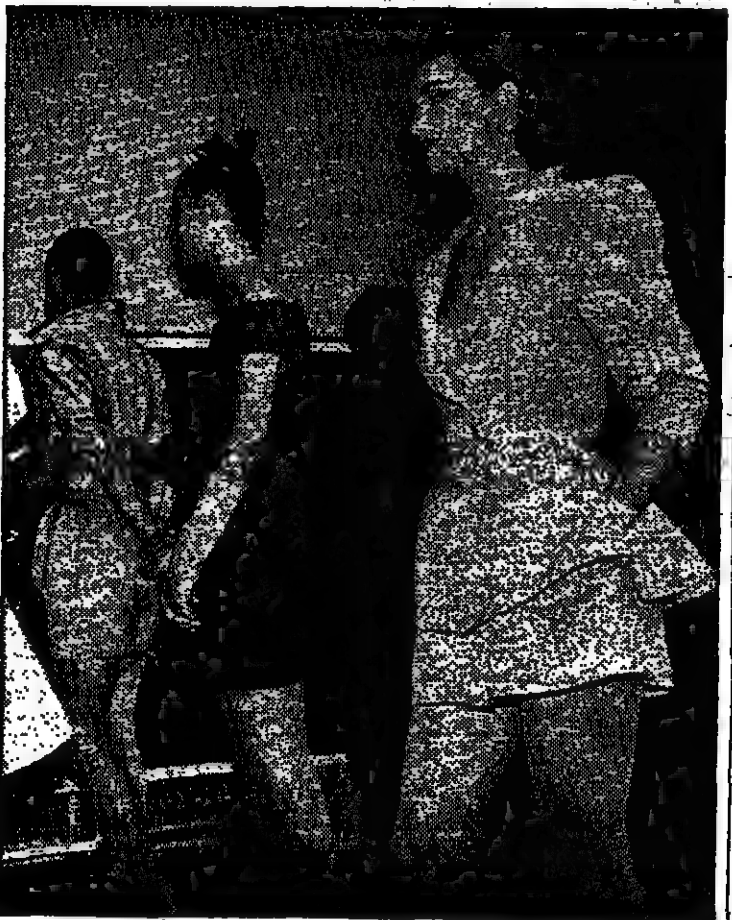
MODE

Rêves

Après cinq jours de défilé, les masques tombent. Les rédactrices se maquillent moins, s'enrichissent. Seize créateurs et couturiers ont présenté leurs collections de l'été 88. Certains nous ont offert de vraies joies. Kenzo au Cirque d'hiver, c'était le paradis pour tous, hommes, femmes, enfants, une promesse sereine au pays où tout le monde est beau, gentil, fleur. Les classiques indémodables et pimpants filaient sur la piste qui aurait pu être une place de village provençal. Il y a les vêtements qu'on a envie de porter et ceux dont on rêve parce qu'ils vous emmènent ailleurs. Ce week-end, ils s'appelaient Issy Miyake, Claude Montana et Marc Audebert dont les femmes exercent un pouvoir magique : déesses de l'âme ou du crépuscule, elles portent des robes aux couleurs de roses, de soleil couchant (beige, ocre, prune, rose tyrien, carmin), ondulent dans des chemises de mousseline, des vestes à basques longues et flottantes, des pyjamas de

L. R.

Le souffle Montana



Femmes oiseaux, femmes sculptures. Elles marchent lentement, caressent le sol de leurs talons noirs pour mieux décoller. Derrière des lunettes miroirs, elles voient un ciel imaginaire et s'immobilisent comme des flamants roses ou des pélicans saisis en plein vol par l'objectif ou le crayon. Alors le trait se précise : fuselé, besculé, le vêtement se remplit de lumière. Les tailles corsetées, métallisées, s'ouvrent comme des coquilles. De dos, de face, les encolures se détachent, se creusent, s'élargissent en entonnoirs, en cuvettes, en boudes de popeline, d'agneau, de gabardine aux couleurs d'azur ou de nuit (bleu marine, noir). Soudain, le bruit des vagues déferle sur la bande son et les volumes se fluidifient, s'allongent tels ces pantalons larges en soie vert pâle, ces vestes aux épaules gonflées, ces twinsters de soie et de mousseline pastel.

Il y a chez Montana comme un souffle qui emporte tout, soulève les tissus, les ouvre, les éploche, les épanouit. La mariée passe dans une robe en satin de coton doublée d'organza rose porcelaine. On a l'impression de voir un lys en train de s'ouvrir.

FÊTES D'AUTOMNE DU V. Ardi
LE 21 OCTOBRE - 20H45 • EGLISE SAINT SEVERIN
SOIRÉE BRAHMS
DUO CROMMELYNCK et CHEUR DE PARIS SORBONNE
Location: 4331 1199 et sur place le soir du concert

"UN CHEF-D'ŒUVRE."

PREMIÈRE

"UN PRODIGE DE MISE EN SCÈNE. BOULEVERSANT, VERTIGINEUX... UN DIRECT AU CŒUR."

LE POINT

"SUPERBE !"

LE FIGARO MAGAZINE

"LA GUERRE COMME ON NE L'A JAMAIS VUE, 'FULL METAL JACKET' EST UN FILM INOUBLIABLE."

STARFIX

"GÉNIAL KUBRICK !"

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI

"LES MOTS SONT IMPUISSANTS À DÉCRIRE UN TEL FILM"

7 À PARIS



Un film de Stanley Kubrick

FULL METAL JACKET

DISTRIBUÉ PAR WARNER COLUMBIA FILM

FROM WARNER BROS. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

MERCREDI

45 TOURS
"I WANNA BE YOUR DRILL INSTRUCTOR"
1987

Culture

Un entretien avec le réalisateur de « Full Metal Jacket »

Le Vietnam de Stanley Kubrick

(Suite de la première page.)

— Une fois de plus, votre film va susciter des interprétations diverses...

— Faire un film de guerre pour dire seulement « il ne devrait plus y avoir de guerre » est insuffisant. Même les généraux sont d'accord. Il y a autre chose, mais ça n'est pas moi de le dire. L'essence de mettre tout ce que je peux dans mon film, de le rendre le meilleur possible. Mais, à la fin du tournage, je suis probablement la personne la moins adaptée pour juger du contenu.

— Quand vous commencez, vous avez une belle vue d'ensemble sur le film et une certaine idée de ce qu'il signifie. Puis, plus vous avancez, plus vous vous plongez dans les détails, jusqu'à vous préoccuper du son sur du ciment fendu. Ce fait-il le même bruit sur la terre mouillée ? Et plus vous continuez d'avancer, plus vous perdez la belle vue d'ensemble...

— Comment avez-vous trouvé l'acteur qui joue le terrible instructeur des marines de Parris Island ?

— En engageant Lee Ermy, un ancien instructeur des marines de Parris Island ! Il nous avait écrit une lettre sollicitant le poste de conseiller technique. Puis une autre. Une autre encore. Sa correspondance révélait un homme intelligent, mais si péremptoire que j'ai failli ne pas l'engager, parce que j'ai pensé : « Ce gars va nous casser les pieds ». Et puis, on l'a tout de même pris comme conseiller technique et on lui a demandé d'interviewer, comme s'il s'agissait de ses recrues, les jeunes acteurs que nous voulions tester.

— Je n'étais pas là ce jour-là. Mais quand on m'a montré la bande vidéo, je m'en ai pris aux yeux. C'était encore plus dingue que tout ce que j'avais imaginé ! Dans une improvisation époustouflante, Lee Ermy s'était mis à injurier les jeunes gens, affarés. Il avait à son répertoire un millier d'insultes toutes prêtes, une insulte pour chaque gars, quel que soit son nom, qu'il soit petit, grand, qu'il ait un bouton sur le nez ou une fossette au menton. Il avait un répertoire d'injures encyclopédique. Il a eu le rôle, immédiatement. Je ne dirai pas que Lee est le plus grand acteur du monde, mais que le plus grand acteur du monde n'aurait pas pu mieux jouer ce rôle que Lee.

— Le film a-t-il été très dur pour les autres comédiens ? Matthew Modine, Adam Baldwin, Forest Whitaker, Vincent D'Onofrio, qui interprètent le souffre-douleur obèse du sergent et qui finit par la tuer ?

— Non. Je pense que non. Pour eux, je pense que ça n'a pas été trop difficile. Grâce à Lee Ermy, qui n'aurait pas dû hurler de toute la force de ses poumons, et qui leur facilitait grandement le travail !

Dans un bras mort de la Tamise

— A la fin de la première partie, où l'on voit exclusivement l'instruction infernale des recrues...

— Oui, c'est évidemment la partie que nous avons tournée en dernier. Puisqu'il fallait que, pendant l'instruction, tous les futurs soldats aient la tête rasée. Les cheveux n'auraient pas eu le temps de repousser pour la seconde partie, qui se passe à Hô...

— Lorsque Pyle (Vincent D'Onofrio) est sur le point d'abattre Lee Ermy avant de se suicider, il a exactement la même expression que Jack Nicholson dans *Shining*, en regard de folie tourné vers l'extérieur... Est-ce une coïncidence ?

— C'est venu comme ça. Je ne lui ai pas dit : « Fais comme Nicholson ». Mais c'est vrai, les regards sont très similaires.

— Avez-vous opéré des recherches techniques pour « Full Metal Jacket » ?

— Rien de très spécial. Sauf peut-être dans la longue séquence où la section est réfugiée derrière ce

muret, avant d'avoir localisé le tireur isolé. Pour rendre plus intéressants les inondés qui entourent les marines, nous avons choisi de ne filmer cette séquence que dans la lumière mourante du crépuscule. Parce que si vous filmez ça en plein soleil, vous ne voyez tout simplement pas les flammes. Alors, nous répitions toute la scène des heures durant et nous tournions que quarante-cinq minutes chaque soir. La lumière, tout est là.

— J'ai aussi essayé de retrouver le rythme des prises de vues d'actualité en me plaçant souvent derrière les gens, et nous avons même déréglé une caméra Steadicam, qui est capable de paraître rouler sur des rails, pour qu'elle soit moins parfaite, plus brutale. Mais vous savez, la caméra n'est jamais là que pour

ché sur un tableau de commande. Et ça prenait deux jours à chaque fois, deux jours à dix hommes, juste pour préparer une autre prise, trois mille charges, trois mille explosions en même temps, qui durent dix secondes...

— Ce n'est pas la première fois que vous employez la musique à « contre-emploi » : *Singing in the Rain* pendant les paroxysmes d'Orange-mécanique, *Le Beau Danube bleu*, qui fait valser les stations orbitales de 2001... Et cette fois, cette comédie gaillardesque de *Club de Mickey* à la fin de *Full Metal Jacket*...

— Malheureusement, en France, le Club Mickey n'a pas la même signification qu'en Amérique. Aux Etats-Unis, chaque même s'associe

ça ne prend pas aussi longtemps que vous pensez !

— Pour les salles, c'est plus compliqué ?

— Oui. Vous pouvez seulement visiter les dix cinémas les plus importants de chaque pays. Et ça vaut la peine... Le nombre d'ampoules éteintes, de haut-parleurs crevés, d'écrans inadaptes que nous trouvons... Ce n'est pas une excentricité de ma part que de vouloir contrôler. L'état de la plupart des salles est vraiment révoltant.

— Vous surveillez également le doublage et le sous-titrage de vos films ?

— Oui pour le doublage. Je choisis un bon metteur en scène dans les quatre langues intéressées :

gens le refusent au départ. Ils n'approuvent spontanément que les films de divertissement, légers, qui ne dérangent personne.

— Mais les réactions sont différentes selon les pays. Question de civilisation ?

— Oui. Je commence à le penser. Ainsi Barry Lyndon a été tout de suite accepté et aimé en France... Mais les résultats aux Etats-Unis ont été décevants. Le critique du *New York Times* qui, lui, l'appréciait, a essayé d'analyser le phénomène. Et, pour l'illustrer, a rappelé une lettre qu'il lui avait été donné de lire. Elle émanait d'un exploitant américain dans les années 30 ou 40, qui s'adressait à un distributeur et lui disait : « Ne m'envoyez plus jamais de films où le héros écrit avec une plume d'oiseau ! »

Je n'ai pas renoncé à Napoléon

— Vous êtes un chaféophile bouillonné. Vous voyez et revoyez tous les films. Les vôtres aussi. Y en a-t-il que vous n'aimez pas ?

— Je n'aime pas trop *Spartacus*, que j'ai pris en marche après le départ d'Anthony Mann. Quant à *Lolita*, je sens bien qu'il n'a pas réussi à capter tout ce qu'il y a de magique dans le livre de Nabokov, c'est-à-dire le style. *Lolita* est un des exemples les plus significatifs de ce que certains très grands livres ne peuvent simplement pas devenir des grands films.

— Regretter-vous encore votre *Napoléon*, projet qui n'a pas abouti ?

— Je n'y ai toujours pas renoncé. A l'époque, ça a été dur. J'avais passé beaucoup de temps là-dessus, plus d'un an, lisant la plupart des cinq cents volumes que j'avais réunis sur le sujet, écrivant le script moi-même.

— C'est un peu comme le Vietnam, il y a eu beaucoup de films sur Napoléon.

— Oui, mais pas un seul bon. Même pas un qui soit décent.

— Et Abel Gance ?

— C'est superbement filmé, mais difficile à prendre tout à fait au sérieux, parce que les comédiens jouent dans le pire style du cinéma muet... Si j'étais Napoléon, je ne serais pas heureux de me voir représenté dans ce film-là.

— Qu'est-ce qui vous intéresse, l'empereur ou Bonaparte ?

— Tous les événements fantastiques qu'il a vécus, la « love story », la montée du pouvoir, tout ! Il disait lui-même : « Quel formidable roman ferait ma vie ! »

— Avez-vous pensé à un interprète ?

— C'est le grand problème. Un acteur qui puisse être crédible de vingt à cinquante ans... Peut-être avec un énorme travail de maquillage serait-ce envisageable. Mais le plus difficile est de trouver un comédien qui ait l'air assez intelligent (rire)... Tous les Napoléon ont été épouvantables. Brando a été exécrable.



Stanley Kubrick pendant le tournage.

enregistrer ce que font les acteurs. Leur job est de produire des émotions... Filmer, monter, peut amplifier une réaction, jamais fabriquer une émotion.

— Votre Vietnam a été reconstitué près de Londres ?

— Ce fut un coup de chance miraculeux. Tous les combats de l'offensive du Têt se sont déroulés dans les villes, parce que les Nord-Vietnamiens et le Vietnam ont cru que la population viendrait les y rejoindre et que la guerre se gagerait là. Il ne fallait donc des rues... Et construire des rues pour les détruire aurait gravement grevé mon budget de 17,5 millions de dollars !

— C'est alors que nous avons trouvé cet ancien quartier de gazomètres défectueux, avec des bâtiments industriels des années 30, lovés dans un bras mort de la Tamise. Avant même que nous les maquillions, y ajoutez quoi que ce soit et les démolitions, ils ressemblaient exactement aux photographies des faubourgs urbains vietnamiens que l'on m'avait montrés.

— Nous avons préparé cet immense décor idéal pendant trois mois, soufflant des immeubles, brûlant à petit feu des pans de murs, nous n'aurions pas pu trouver mieux, qu'à ce soit dans le monde... Nous y avons tourné deux mois environ.

— Ces scènes de combat comportent beaucoup de plans-séquences ?

— C'est mieux pour les acteurs.

— Mais pour vous, pour la caméra ?

— Peu importe. Les scènes d'action ont, en général, besoin d'être fragmentées. Les scènes dialoguées sont plus efficaces lorsqu'elles ne sont pas morcelées.

— Vous ne désirez jamais de *Story board*, où chaque prise de vue est visualisée par un dessin ?

— Non. Mais dans *Full Metal Jacket*, à cause des effets spéciaux, j'ai dû prédéterminer parfois très exactement la scène à tourner. Ainsi, lorsque la section est derrière ce fameux muret, et que les soldats tirent au fusil mitrailleur, on voit une multitude d'impacts qui jaillissent de partout.

— Les techniciens des effets spéciaux ont mis deux jours à chaque fois pour raccorder chacune des charges placées sur les bâtiments à un câble électrique, lui-même bran-

avant la télévision et chante la chanson. Ce que j'ai voulu suggérer, c'est que ces gars qui font la guerre sont très, très proches encore de l'enfant qu'ils ont été, assis devant la télé, chantant Mickey Mouse.

— Vous savez, trouver une fin à un film, c'est très difficile. Trouver une fin à un film de guerre, c'est encore plus difficile. Le héros doit vivre ou mourir. Ou encore être blessé. La solution la plus logique et la plus radicale, c'est qu'il meure. Pour moi, c'est plus intéressant qu'il survive...

Tous les studios ont refusé « Docteur Folamour »

— Allez-vous le moment où votre film va être livré au public ?

— Bien sûr. J'aime qu'il soit vu. Surtout je serais comme un peintre de tombes égyptiens ne travaillant que pour les dieux. La seule chose qui me préoccupe, c'est que les copies soient bonnes.

— Comment pouvez-vous les contrôler toutes ?

— Moins difficile qu'il n'y paraît. Vous obtenez d'abord la copie-maître, vous en coupez quelques images au début et à la fin de chaque bobine. D'accord ? Comme il n'y a que six doubles bobines, vous avez douze petits morceaux de film que vous enfumez dans une visionneuse. Et quelquefois, mon monteur en fait, vérifie, confronte ces échantillons avec le début et la fin de chaque bobine des autres copies. Si c'est trop vert, trop rouge, trop clair, trop foncé, on renvoie au laboratoire qui, sachant que nous opérons ces contrôles, se montre très soigneux... Le déchet n'excède pas 2 %.

— Combien de copies de *Full Metal Jacket* vont-elles circuler simultanément à travers le monde ?

— Environ deux mille. La vérification d'une copie peut se faire en une minute. Bon, vous savez qu'il y a 60 minutes dans une heure (rire), 480 minutes dans une journée de 8 heures, donc, en une journée on peut vérifier 480 bobines...

espagnol, italien, allemand et français. J'écoute les essais de voix qu'ils me proposent, je laisse s'enregistrer la bande son et je la rapatrie ici pour la mixer. Le mixage est très important pour retrouver un équilibre. Le son du studio est toujours trop riche, trop propre par rapport au son original pris en extérieur. Il faut souvent l'affaiblir, couper certaines fréquences, le rendre moins bon pour le rendre plus vrai.

— Certains metteurs en scène français vous ont donné une version doublée satisfaisante ?

— Tout à fait. Michel Deville, par exemple, qui a dirigé le doublage de *Shining*. Et les personnes qui s'occupent en ce moment de la traduction des dialogues et de la réduction des sous-titres de *Full Metal Jacket* sont les meilleurs qui soient en France, Anne et Georges Dutier.

— Vous allez votre chemin, vous semblez indépendant. Un peu hors du système. Vous sentez-vous libre ?

— Oui, mais ça n'a pas été très facile. Jusqu'à *Orange mécanique*, toutes les compagnies ont refusé tous mes films. 2001, par exemple, a été accepté *in extremis* par la MGM, personne n'en voulait.

— Vous n'êtes pas parvenu à convaincre les responsables ?

— Je n'arrivais même pas à les rencontrer ! Même chose pour *Docteur Folamour*, tous les studios l'ont refusé... Mais dans un sens, c'est vrai, j'ai toujours été libre, parce que j'ai obtenu le contrôle artistique de mes films. Au début, chez United Artists, ils étaient ravis de me l'accorder, aussi longtemps qu'ils ne me versaient aucun salaire. Pas un sou. Zéro. Mon associé, Jim Harris, me prêtait un peu d'argent, juste pour vivre. Je n'ai pas touché de salaire, au fait, avant *Spartacus*. Mon cinquième film !

— La plupart de vos films ont été royalement accueillis par la critique à leur sortie. Avant d'être réévalués et traités de chefs-d'œuvre...

— Je crois que si vous faites un film qui a un certain contenu, les

bile, Rod Steiger a été ridicule. Charles Boyer, désastreux... Si seulement Gérard Philipe ressemblait à Napoléon... C'est un acteur fantastique.

— Quand vous ne tournez pas, cela ne vous manque pas ?

— Non. Filmer n'est pas drôle. Vous vous levez très tôt, jour après jour... C'est un travail. Je ne fais pas des films parce que j'apprécie particulièrement cette réalité physique, tourner, mais parce que j'aime raconter une histoire qui m'intéresse.

— Vous n'aimez pas voyager ?

— Je n'aime pas monter dans un avion, mais voyager ne me gêne pas, si c'est pour une raison valable. J'aime aller quelque part si j'ai quelque chose à y faire. Pour visiter un pays, le mieux, c'est encore de voir un film documentaire sur le pays en question. Je n'aime pas l'idée de perdre du temps...

— Avez-vous toujours voulu être cinéaste ?

— Non, j'ai voulu devenir médecin, comme mon père qui était généraliste. Mais mes notes à l'université n'étaient pas assez bonnes. J'ai eu mes diplômes en 1943, c'était l'année où tous les soldats revenaient et avaient le droit d'entrer à la fac sans examen. Il fallait donc être parmi les meilleurs.

— Vous étiez intéressé par la psychiatrie ?

— Non. Enfin, si, pour lire des ouvrages en traitant. Pas pour devenir psychiatre.

— La folie est toujours si présente dans votre œuvre. Le docteur Folamour, l'écrivain de *Shining*, le sergent Pyle de *Full Metal Jacket*...

— L'ordinateur Hal dans 2001... Oui, mais on a écrit sur le sujet bien avant l'invention de la psychiatrie. Je pense, en effet, que la folie est un bon ressort dramatique.

— Mais elle n'est pas une préoccupation dans votre vie ?

— Non.

— Pour revenir à *Full Metal Jacket*, voyez-vous un point de comparaison possible avec *Apocalypse Now* ?

— Si l'on se risquait à une comparaison musicale, je dirai que Copland s'inspirait de Wagner et que moi, je préférerais pouvoir penser que je suis Mozart. Plus classique que romantique.

— Vous voulez être émotionnel, pas sentimentel ?

— Juste. Sentimental à mon sens évoque le genre de choses qu'on trouve dans les soap operas.

— Pourtant, vous n'auriez pas envie de tourner un jour un vrai film d'amour ?

— J'en ai fait un déjà : *Lolita*. Toutes les grandes amoureuses de la littérature, Juliette, Anna Karenine, sont en rupture avec la société. Lolita aussi... C'est vrai, j'adorerais faire un autre film d'amour. Mais il faut maintenant que je trouve une histoire...

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

COLLOQUE Franco-Allemand

LE DROIT A LA NATURE ET LES DROITS DE LA NATURE
Problèmes écologiques
21 et 22 octobre
(10-13 h/15-18 h)
Renseignements et réservation : 47-23-61-21
GOETHE INSTITUT
17, av. d'Alsace, 75116

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau (1^{er}) - M^e Halles - Tél. : 42-36-27-53
SPECTACLE JACQUES PRÉVERT
L'EMPEREUR S'APPELLE DEMADAMINE
Les mercredis 21, 28 oct., 4 nov., à 18 h, les 20, 23, 27 oct., 3 nov., à 20 h 30

PARIS
1987

SEPTEMBRE
DECEMBRE

LA MAIRIE DE PARIS
présente le
25^e FESTIVAL INTERNATIONAL
DE DANSE DE PARIS
LES GRANDES ÉCOLES DE DANSE CLASSIQUE DU MONDE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
DU 28 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE 1987
BALLET THÉÂTRE FRANÇAIS DE NANCY
DU 3 NOVEMBRE AU 9 NOVEMBRE 1987
LONDON FESTIVAL BALLET
DU 15 NOVEMBRE AU 18 NOVEMBRE 1987
BALLET ROYAL DU DANEMARK

PALAIS DES CONGRÈS
DU 17 NOVEMBRE 1987 AU 10 JANVIER 1988
BALLET DU THÉÂTRE KIROV DE LENINGRAD
6 programmes différents

CINÉMATHEQUE FRANÇAISE DE LA DANSE
Rétrospective des 25 ans du Festival International de la Danse de Paris

RENSEIGNEMENTS ET LOCATION:
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES : 15, avenue Montaigne - 75008 PARIS
Tél. : (1) 47 20 30 88 de 11 h à 19 h sauf dimanches et jours fériés
Location par téléphone : (1) 47 20 36 37 de 14 à 18 h du lundi au vendredi
Collectivités : (1) 47 20 30 88 - Dans les agences et F.N.A.C.
PALAIS DES CONGRÈS : renseignements et location : (1) 42 66 20 75
A.R.O.P. (pour sociétés de Gala 3 et 16 novembre 1987)
8, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. : (1) 42 66 59 79
CINÉMATHEQUE FRANÇAISE DE LA DANSE :
29, rue du Colisée 75008 PARIS - Tél. : (1) 45 53 21 86

سكزا من الاميل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : P = Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F = Film à vision ; O = On peut voir ; N = Ne pas manquer ; M = Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 19 octobre

TF 1
20.30 **Chénas** : Josephine. Film français de Christopher Frank (1981). Avec Mimi-Mon, Claude Brasseur, Bruno Cremer, Catherine Allégret, Pierre Vernier. P. 22.35 **Magazine** : Chénas. De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Paoletti. Sommaire : Trois témoins de faits divers racontent leur drame ; Les témoins témoignent ; Planète express ; L'enquête : la marabout connexion ; Que sont-ils devenus : la vogue de Mesrine. 23.35 **Journal**. 23.45 **La Bourse**. 23.50 **Permis de conduire**.

A 2
20.30 **L'heure de vérité**. Invité : André Lajoinie. Le candidat du PC à l'élection présidentielle répondra aux questions d'Alain Duhamel, Albert du Roy, François-Henri de Virieu, Jean-Louis Escobar et Bernard Péro. 22.15 **Documentaire** : Trente ans de télévision. 5. Trente ans de vacances à la télé, racontés par Gilbert Trigano. 23.20 **Magazine** : Strophes. De Bernard Pivot. 23.40 **Informations** : 24 heures sur FA 2. 0.10 **Série** : Brigade criminelle. Meurtre inutile (rediff.).

FR 3
20.35 **Chénas** : Cosa Nostra. Film franco-italien de Terrence Young (1972). Avec Lino Ventura, Claude Brasseur, Jill Ireland, Walter Chiari, Mario Pisu. 22.40 **Journal**. 23.05 **Commission nationale de réflexion sur le code de la nationalité**. En direct du Palais des congrès. Auditions publiques de la commission.

CANAL PLUS
20.30 **Chénas** : Big Boss. Film chinois (Hongkong) de Lo Wei (1971). Avec Bruce Lee. 22.05 **Flash d'informations**. 22.10 **Magazine** : Canal foot. Présenté par Pierre Sled. 22.40 **Les KO de Canal Plus**. Invité : Marcel Cerdan junior. 23.40 **Football américain**. Un match du championnat professionnel américain. 0.40 **Chénas** : Le Maître du jeu. Film américain de Rosamond Turko (1984). Avec Joe Bancher, David Allen, Stephen Ford. 23.15 **Documentaire** : Nicolas, Charles Band. 1.45 **Série** : Le retour de Mike Hammer. Chantage à l'accusation.

LA 5
20.30 **Chénas** : Un film de Jean-Pierre Melville (1972). Avec Alain Delon, Catherine Deneuve, Richard Crenna, Riccardo Cacciola. 22.15 **Série** : Mafioso. Le chef. 23.10 **Série** : Néro Wolfe. La victime a disparu. 0.00 **Série** : Max la Menace. C'est du bluff (rediff.). 0.25 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.55 **Feuilleton** : Le temps des copains. 1.25 **Série** : Les cinq dernières minutes. Quand le vin est tiré (rediff.).

M 6
20.30 **Chénas** à la carte : 1^{er} choix : le Fantôme. Film français de Paul Boujenah (1983). Avec Francis Huster, Marushka Detmers, Guy Panneguin. 2^e choix : Les Fleurs du soleil. Film italien de Vittorio de Sica (1970). Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, Ludmila Savelyeva. 21.55 on 22.25 **Série** : Brigade de nuit. 1^{er} choix : 22.45 on 23.15 **Journal**. 22.55 on 23.25 **Météo**. 23.00 on 23.30 **Club 6**. Magazine de Pierre Bouteiller. 23.45 on 0.15 25 images seconde (rediff.). 0.15 on 0.45 **Musique** : Boulevard des clips. 1.40 **Club des clips**.

FRANCE-CULTURE
20.30 **Le grand débat**. L'intégrisme musulman : fantasmes et réalités. 21.30 **Dramatique** : Ciné moralité. L'égérie, de Jules Laforgue. 1. Perséc et Andromède. 22.40 **La nuit sur les planètes**. L'art contemporain en France.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Renseignements sur Apollo**. Concert (en direct du centre culturel Gregor Fittlerberg, à Katowice) : Symphonie n° 3, de Lutoslawski ; Concerto pour violon et orchestre n° 1, de Ravel ; op. 19, de Prokofiev, par l'Orchestre symphonique de la radio-télévision polonaise, dir. Antoni Wit ; Entrée : Symphonie n° 6 en si mineur, op. 54, de Chostakovich ; à 22.30, **Feuilleton** : De l'opéra à l'opéra 145 (Carl Loeve, un génie méconnu du Lied et de la ballade) ; Une version pour piano, une version pour quatuor à cordes (album pour les jeunes, extrait) de Tchaïkovski ; à 23.05, Suite de ballet, op. 130, de Reger ; à 23.30, Carnaval, op. 9, de Schumann ; à 23.44, Dînette, op. 60, Musique de chambre. Haydn, Debussy, Mozart.

Mardi 20 octobre

TF 1
14.45 **Variétés** : La chance aux chansons. Avec Alain Barrière, Lita Myrial, Virginie Reao. 15.10 **Téléfilm** : Les jumeaux. De Lazzaro Ippoliti, d'après Henry de Montherlant. Avec Jean YVES, Yolande Follet, Emmanuel Riva, Elina Labordette (dernière partie). 16.45 **Club Dorothée**. 17.00 **Magazine** : Pique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Gino Vasselli, Fabrice Fogs, Beloved, le général Bizard. 18.00 **Série** : Maitre. Piège de verre. 20.00 **Journal**. 20.25 **Météo**. 20.27 **Tapis vert**. 20.30 **Club-ster** : La bataille de Midway. Film américain de Jack Smith (1975). Avec Charlton Heston, Henry Fonda, James Coburn, Glenn Ford, Robert Mitchum. 22.50 **Club-ster** (suite). De Michel Deshayes. 23.15 **Documentaire** : Christophe Malvoisin, Machida May. 23.30 **Journal** et **Bourse**. 0.05 **Permis de conduire**. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcia.

A 2
15.05 **Magazine** : Domestique A2 (suite). 15.30 **Feuilleton** : Rue Carnot. 16.05 **Magazine** : Domestique A2 (suite). 17.15 **Révisé A2**. Révisé à l'Opéra : Carmen, de Bizet, Bonquin copain. 18.00 **Série** : Ma dernière manœuvre. 18.25 **Jen** : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 18.50 **Variétés** : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Laurent Voulzy, Bangs, Indolence, Gil Kapsner. 19.00 **Série** : Les derniers de l'écran : le Coup de sirène. Film français d'Alexandre Arcady (1978). Avec Roger Hanin, Marthe Villalonga, Michel Audoine, Patrick Bruel. 22.15 **Débat** : Les pleurs-rouges, ou va-t-elle. Avec Alexandre Arcady, Roger Hanin, Robert Castel, le Père Georges Dismay, le professeur Gellgard, Paul Amar, Marie Elton, Pascale Schenker, Paul Melret, Louis Acardis, Michel Acardis, Frédéric Musso, Enrico Macias, Bratino Sadoun, Jacques Rocca. 23.45 **Informations** : 24 h sur FA 2. 0.15 **Série** : Brigade criminelle. Épisode pour un film (rediff.).

FR 3
15.05 **Série** : Les derniers de l'écran. Les pilotes de la dernière chance. 16.00 **Documentaire** : Histoire de la médecine. La médecine conquérante ou conquise. 17.05 **Feuilleton** : Ne mangez pas les marguerites. 6^e épisode : Une émission mouvementée. 17.35 **Jen** : Génies en herbe. 18.30 **Feuilleton** :

CANAL PLUS
14.00 **Chénas** : Yiddish Connection. Film français de Paul Boujenah (1986). Avec Charles Amzour, Ugo Tognazzi, Vincent Lindon, Charles Chemouny, André Dussolier, Genevieve Mich. 15.30 **Chénas** : Les Joux de Satan. Film américain de Sidney Lumet (1973). Avec James Mason, Robert Preston, Beau Bridges. 17.25 **Club** : Cabos. Cabos. Rambo. 17.45 **Série** : Les monstres. 18.16 **Mytho-Folies**. Avec Michel Galabru. 18.25 **Top 50**. Présenté par Marc Tesson. 18.50 **Starlight**. Présenté par Alexandre Kazan. Invités : Jacques Villeret, Jacques Seguela, Frédéric France. 18.22 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Didier Doco. 20.30 **Chénas** : SOS Fantômes. Film américain d'Ivan Reitman (1984). Avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver. 22.10 **Flash d'infos**. 22.20 **Chénas** : Nul d'effrayer. Film français de Bernard Nauer (1986). Avec Thierry Lhermitte, Josiane Balasko, France Roche, Marc Duret, Jean-Michel Dupuis, Jean-Claude Dauphine. 23.45 **Chénas** : Le Combat sans fin. Film français d'Alain Cavalier (1961). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant, Henri Serre, Pierre Aso, Diane Leprieux. 1.25 **Documentaire** : L'ABC de la 3D. La fabrication des images en trois dimensions. 2.30 **Série** : Les épiques de fin (2^e épisode).

LA 5
14.10 **Série** : Arènes Lapin. Le sept de cœur. 15.20 **Série** : La grande valise. Le tunnel. 16.30 **Série** : Max la Menace. 18.05 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.40 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.00 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.30 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 18.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 19.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 20.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 21.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 22.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 23.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 0.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 1.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 2.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 3.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 4.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 5.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 6.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 7.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 8.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 9.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 10.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 11.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 12.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 13.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 14.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 15.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.20 **Série** : Les chevaliers de ciel. 16.50 **Série** : Les chevaliers de ciel. 17.

Catastrophes

Les conséquences de la tempête

Cent cinquante mille foyers toujours sans électricité en Bretagne

Trois jours après l'ouragan qui a sévissé dans la nuit de jeudi 15 au vendredi 16 octobre les côtes occidentales de l'Europe, la Bretagne et la Normandie paient leurs plaies. Des milliers de pompiers, de gendarmes, d'agents EDF et d'ouvriers des télécommunications ont continué tout le week-end à travailler pour redonner vie aux régions sinistrées. On s'active à boucher les maisons, à couper les arbres qui menacent de tomber, à renflouer dans les ports les milliers de navires de plaisance qui ont coulé et à relever partout les pylônes électriques et les poteaux du téléphone.

Dimanche, cent cinquante mille foyers bretons vivaient encore à la fleur des bougies et des milliers d'autres étaient privés de téléphone. Par mesure de précaution et faute de signalisation fiable, les trains roulaient à vue et accusaient d'importants retards. Des centaines de groupes électrogènes ont été acheminés vers l'Ouest pour fournir du courant aux hôpitaux, aux cliniques, aux entreprises et aux élevages. EDF a mobilisé une flottille de onze hélicoptères pour repérer les supports abîmés et diriger vers les centaines d'équipes de réparateurs qu'elle met en ligne.

Dans les campagnes, la tempête a causé d'énormes dégâts aux cultures de maïs et de tournesol. Des dizaines de milliers de dossiers de sinistres ont été déjà déposés auprès des mutuelles agricoles. Les parcelles aux cultures elles-mêmes ont été durement secouées et les huits ont été dispersés par la tempête. M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a visité samedi 16 octobre les départements touchés et il leur a immédiatement accordé une aide de 550 000 F. Pour

sa part, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a déclaré samedi à RTL : « Nous allons regarder les choses. Dans tous les cas de ce genre, la solidarité nationale joue. Elle jouera dans ce cas-là aussi, bien entendu. »

Polémique en Grande-Bretagne

C'est à peu près la même situation qui prévaut en Grande-Bretagne, où la tempête a été encore plus cruelle puisqu'elle y a tué une quinzaine de personnes (contre deux en France et 18 blessés). Près d'un demi-million de Britanniques sont encore privés de courant, et il a fallu faire intervenir l'armée pour dégager les routes, qui étaient encore coupées en de nombreux endroits durant le week-end. La Croix-Rouge a fourni des repas et un abri à des centaines d'habitants dont les habitations ont été endommagées ou complètement détruites. Les compagnies d'assurances estiment que les dégâts se monteront finalement à quelque 300 millions de livres, soit environ 3 milliards de francs.

Mais ce qui touche le plus les Britanniques, ce sont les dégâts causés à leurs parcs. Des centaines de chênes séculaires jonchent les allées et les pelouses. « Il va falloir un siècle avant que Hyde Park ne retrouve son aspect d'avant la tempête », déclare le jardinier en chef. Il est vrai que la Grande-Bretagne n'avait pas connu un tel ouragan depuis trois siècles. Aussi les Britanniques s'interrogent-ils sur l'efficacité de leurs services météorologiques. D'ores et déjà, une polémique

est ouverte à ce sujet car on a remarqué à Londres que les météorologistes français et néerlandais avaient été plus perspicaces et qu'ils avaient donné l'alerte dès jeudi soir, avant que le vent ne se lève. Un député conservateur a demandé un débat au Parlement sur ce sujet qui fait les gros titres des quotidiens britanniques.

Mais le mauvais temps qui s'est déchaîné en Europe frappe en différents points du globe. Au Japon, un typhon qui a ravagé les côtes ouest a fait huit morts. En Inde, vingt personnes ont été tuées et une cinquantaine de pêcheurs sont portés disparus après le passage d'un cyclone dans le golfe du Bengale. On dénombre plus de dix mille maisons détruites et cent mille sans-abri.

La tempête qui a balayé, également, l'Égypte, Israël, la Jordanie et le Liban y a causé au moins seize morts au cours de la journée du vendredi 16 octobre. Ici, ce sont des pluies torrentielles qui ont emporté des maisons et leurs habitants, ailleurs, la foudre qui a frappé des ouvriers. En Égypte, les hélicoptères de l'armée sont intervenus massivement pour sauver de la noyade plusieurs centaines de voyageurs dont les véhicules se trouvaient bloqués par les crues sur les routes du Sinaï.

Défense

A Paris

La caserne Duplex sera vendue par adjudication publique

La caserne Duplex, dans le quinzième arrondissement de Paris, sera prochainement vendue par adjudication publique. Le ministre de l'équipement et du logement, M. Pierre Méhaignerie, l'a confirmé (Le Monde du 9 octobre), à l'Assemblée nationale, mercredi 14 octobre, à l'occasion d'une question orale posée au premier ministre par M. Paul Quilès, député socialiste de Paris et ancien ministre de l'équipement, puis de la défense. La caserne Duplex, qui est un emplacement de 45 000 mètres carrés, appartient au ministère de la défense.

Selon M. Méhaignerie, les procédures en cours sont tellement avancées qu'elles ne devraient pas permettre de vendre cette caserne par d'autres voies que celles de l'adjudication même si, par ailleurs, le ministre de l'équipement et du logement souligne que la procédure de l'adjudication a l'inconvénient, dans une situation de pénurie de terrains constructibles comme cela existe à Paris, de provoquer une flambée des prix.

Cependant, M. Méhaignerie a insisté sur les projets de construction sur l'emplacement de la caserne Duplex devraient comporter un minimum de 20 % de logements à caractère social.

M. Quilès, pour sa part, a insisté sur la nécessité d'ouvrir une négociation entre l'Etat et la Ville de Paris pour que les acheteurs éventuels (auxquels la mairie devra accorder le permis de construire) connaissent le programme de construction envisagé et forment, dans les règles, leurs offres. A cette occasion, l'ancien ministre a demandé au gouvernement de connaître le partage, entre l'Etat et le privé, de la plus-value dégagée par l'opération, qui devrait être de plusieurs milliers de francs. « Il serait inacceptable », a conclu M. Quilès, que l'Etat contribue à une opération immobilière privée qui dégage une si forte plus-value, sans qu'il procure aux Parisiens les logements sociaux dont ils ont tant besoin. »

Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 14 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Est nommé commandant supérieur des forces armées aux Antilles-Guyane, le général de brigade Jean-Claude Gautier. Sont promus : général de division, les généraux de brigade Guy Baracud, Dominique Chavanet et Robert Delorme (nommé sous-directeur à la direction centrale du génie) ; général de brigade, les colonels Claude Herique, Paul Brulin, Michel Vignaud, Alain Bonnaville et Marie-Raymond de Chergé. Est nommé commandant et directeur du génie de la 5^e région militaire, le général de brigade Jean Kirscher.

• Marine. — Est promu contre-amiral le capitaine de vaisseau Jean-François Picard.

• Air. — Sont promus : général de brigade aérienne, le colonel Claude Signoret ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire-colonel François Cote.

• Service des essences. — Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de première classe Jean-Pierre Masia.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 17 octobre 1987 :

UN DÉCRET
N° 87-844 du 16 octobre 1987 portant création d'une aide publique à l'insertion des travailleurs étrangers ;
DES ARRÊTÉS :
• du 17 septembre 1987 relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'Ecole nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement et de l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de constructions aéronautiques ;
UNE CIRCULAIRE
• du 16 octobre 1987 portant modification du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme en ce qui concerne la publicité en faveur des boissons contenant plus de 10 % d'alcool.

Faits divers

Lors d'un contrôle à la frontière franco-suisse

Un douanier et un gendarme tués par deux inconnus

Un autre douanier grièvement blessé

Deux cents gendarmes, épaulés par des fonctionnaires de la police de l'air et des frontières et disposant de puissants moyens, recherchaient toujours en fin de matinée du lundi 19 octobre deux hommes qui ont réussi à prendre la fuite après avoir tué un gendarme et un douanier et avoir blessé grièvement un autre, dimanche en Haute-Savoie, non loin de la frontière franco-suisse.

Le gendarme, Christian Joly, trente-deux ans, marié et père d'un enfant, appartenait à la brigade motorisée du peloton autoroutier de Bellegarde. Le douanier est Robert Bouvier, quarante-trois ans, père de deux enfants, de la brigade de surveillance de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie). Son collègue blessé, Christian Joly, atteint d'une balle dans la tête et d'une autre dans l'épaule, a été transporté à l'hôpital cantonal de Genève pour y être opéré. Son état est considéré comme très grave.

La fusillade a éclaté vers 15 h 30, au poste frontière de Viry (Haute-Savoie) sur l'autoroute A 40, lorsque deux douaniers, accompagnés de deux gendarmes, ont entrepris de contrôler une Mercedes de couleur gris métallisé, conduite par un homme, seul dans le véhicule. Dans la coffre, ils découvrirent une mallette contenant une importante somme d'argent en billets de banque de diverses origines, ainsi que le

chargeur d'une arme automatique. Anssi, le conducteur de la voiture tirait sur l'un des douaniers, le blessant grièvement.

Les deux gendarmes et le second douanier maîtrisèrent alors le tireur. Mais ils ne prenaient pas garde à une autre voiture, une Range-Rover de couleur foncée, dont le conducteur, qui était sorti de son véhicule, fit immédiatement feu pour libérer son complice, tuant un gendarme et un douanier.

Les deux hommes ont ensuite pris la fuite chacun à bord de sa voiture, quittant l'autoroute en forçant une barrière qui fermait une voie de service. Le plan « Vautour » a été rapidement mis en place, mais les barrages installés n'ont pas permis l'interception des deux véhicules, qui auraient pu gagner soit la Suisse, soit l'Allemagne, par les routes secondaires, nombreuses dans la région.

Le groupement de gendarmerie d'Annecy et la section de recherches de Chambéry, chargés de l'enquête, ne disposent, lundi, que de maigres indices. Les deux tueurs seraient âgés d'une trentaine d'années ; l'un de leurs véhicules aurait une immatriculation étrangère d'origine encore indéterminée. Aucun élément ne permet de dire s'il s'agit de terroristes ou de malfaiteurs.

Le Carnet du Monde

Décès

— Marcel Aberdam, 82 ans, Parisien, a été tué par un camion, sur la route de la Chapelle, le 16 octobre 1987.

— M. Francis Campos, 40 ans, M. et M^{me} Jacques Noël, 40 ans, M. et M^{me} Marjorie Campos, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Francis CAMPOS, née Isabel Tard, survenue le 16 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 octobre, en la Chapelle espagnole, 51 bis, rue de la Pompe, Paris-16.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien des Batignolles, Paris-17.

— Le directeur du département de recherches physiques de l'université Pierre-et-Marie-Curie, ses collègues, ses collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 14 octobre 1987, de

M. Robert LENNUYER, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie, ancien directeur du département.

— Cadet, Marseille, Paris.

M^{me} Marie-Françoise Delacroix, M. et M^{me} Benoît Delacroix et leur fille, M. et M^{me} Vincent Delacroix, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Delacroix et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Florent et leurs enfants, Les familles Bergon, Delacroix, Florent et Lorin ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone LORIMY-DELAZOIRE, survenue le 14 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Cadenet (Vaucluse), le 17 octobre.

— Nous apprenons le décès de Robert LOUBATON, colonel en retraite, officier de la Légion d'honneur, survenue le 15 octobre 1987, en son domicile, 11, rue de la Chrétienté, 92330 Sceaux.

Les obsèques auront lieu le 21 octobre, à 14 h 15, en l'église de Sceaux.

— Geneviève Peltat, 82 ans, Parisienne, a été tuée par un camion, sur la route de la Chapelle, le 16 octobre 1987.

— M. Francis Campos, 40 ans, M. et M^{me} Jacques Noël, 40 ans, M. et M^{me} Marjorie Campos, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Francis CAMPOS, née Isabel Tard, survenue le 16 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 octobre, en la Chapelle espagnole, 51 bis, rue de la Pompe, Paris-16.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien des Batignolles, Paris-17.

— Le directeur du département de recherches physiques de l'université Pierre-et-Marie-Curie, ses collègues, ses collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 14 octobre 1987, de

M. Robert LENNUYER, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie, ancien directeur du département.

— Cadet, Marseille, Paris.

M^{me} Marie-Françoise Delacroix, M. et M^{me} Benoît Delacroix et leur fille, M. et M^{me} Vincent Delacroix, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Delacroix et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Florent et leurs enfants, Les familles Bergon, Delacroix, Florent et Lorin ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone LORIMY-DELAZOIRE, survenue le 14 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Cadenet (Vaucluse), le 17 octobre.

— Nous apprenons le décès de Robert LOUBATON, colonel en retraite, officier de la Légion d'honneur, survenue le 15 octobre 1987, en son domicile, 11, rue de la Chrétienté, 92330 Sceaux.

Les obsèques auront lieu le 21 octobre, à 14 h 15, en l'église de Sceaux.

— Université Paris-I, le mardi 20 octobre, à 9 h 30, appartement Decan (centre Fontaine), M. Bruno Pays : « L'article 5 de la Constitution du 4 octobre 1958. (Contribution à la recherche d'une définition de la fonction présidentielle) ».

— Université Paris-III, le mardi 20 octobre, à 13 h 30, salle Bourgeois, M. Claude Viot, épouse Marcia : « Enrique Gomez Carrillo, intermédiaire culturel entre la France, l'Espagne et l'Amérique espagnole, 1873-1927 ».

— Université Paris-IV, le mercredi 21 octobre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Nicolas Coville : « La Grèce du Nord (Thessalie, Macédoine, Epire) aux périodes archaïque et classique : étude de peuplement, d'habitat, de sociétés et d'institutions ».

— Université Paris-IV, le jeudi 22 octobre, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, M. André Humbert : « Campagnes antiques des châteaux subitiques centraux ».

CAMPUS

Strasbourg vise 92

DANS la course à l'Europe de 92, Strasbourg se devait de partir en première. C'est ce qu'a pensé le groupe IECIS en transformant complètement son école de commerce. Créée en 1918, celle-ci formait, en quatre ans, des élèves recrutés dans la région après le baccalauréat. Depuis cette année, elle est devenue l'école de management européen et se recrute sur la concurrence nationale d'IECIS. Sa formation dure trois ans et la dernière année se fera dans une université européenne. Ses promotions sont portées de cinquante à quatre-vingt élèves et augmenteront encore progressivement. La formation compte trois langues vivantes obligatoires et donne le choix, en deuxième année, entre trois spécialités : vente-marketing, finance-contrôle, production-logistique. Des échanges d'étudiants et d'enseignants auront lieu avec les universités européennes d'accueil, ce qui permet à l'IECIS de bénéficier de l'aide du programme européen ERASMUS. Enfin, l'école a déménagé pour s'installer, avec l'Institut d'études politiques et l'Institut d'administration des entreprises, dans les anciens locaux de la faculté de pharmacie.

L'IECIS a un statut particulier, puisque — comme l'ICN de Nancy — c'est une école universitaire : elle fait partie de l'université de Strasbourg III. Son financement est assuré à 25 % par l'Etat, 30 % par une fondation qui réunit des entreprises et des chambres de commerce régionales, 25 % par les droits d'inscription (12 000 F), 9,5 % par la taxe d'apprentissage et 9 % par les collectivités locales.

Cette ouverture sur l'Europe a séduit les étudiants, puisque près de 60 % des 1 190 étudiants à ce premier concours ont fait le raisonnement principal de leur choix.

F. G.
IECIS, 47, avenue de la Forêt-Noire, 67000 Strasbourg, BP 402 RI 67001 Strasbourg. Tél. : 88-41-77-40.

Gestion
Créé en septembre dernier par l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux, l'Institut du management des organisations publiques (IMOP) forme de futurs responsables du secteur public ou semi-public. Deux cursus sont organisés sous l'égide de spécialistes de la gestion publique et privée : un master et un cycle de formation continue. Ces enseignements doivent notamment permettre aux futurs responsables de collecter des données de la gestion de services importants et à la conduite d'opérations d'investissement.

(Ecole supérieure de commerce de Bordeaux : domaine de Rabat.)

Langages
Prévention des troubles du langage, problème d'identité des enfants migrants, de la « solitude » au langage, étude comparative du fonctionnement des psychologues scolaires en milieu urbain et en milieu rural, tels sont quelques-uns des thèmes abordés par les chercheurs du dixième congrès national de l'Association française des psychologues scolaires. Ce congrès, baptisé Langages, se réunira les 22 et 23 octobre au Palais des congrès de Metz.

(AFPS, 8, allée Brahms, la Croix-Saint-Jacques, 91410 Dourdan.)

CLASSES PREPARATOIRES Sciences-Po

(Cours annuels, Sessions du soir de Février à Juin, Sessions d'été)

MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C. : 44 % D'ADMIS.

INTEGRALE 17, rue St-Solens 75015 PARIS.

(1) 45 77 35 80

Institut d'enseignement supérieur privé

| LE JEU GAGNANT | | | | | | | | | |
|----------------|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |

| PROCHAINES TIRAGES EN DIRECT SUR L'ÉCRAN | | | | | | | | | |
|--|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| LE JEU GAGNANT | | | | | | | | | |
|----------------|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |

| PROCHAINES TIRAGES EN DIRECT SUR L'ÉCRAN | | | | | | | | | |
|--|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 14 | 18 | 22 | 23 | 23 | 35 | 17 | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|

| | | |
|----|----|----|
| 14 | 18 | 22 |
|----|----|----|

Communication

La crise du cinéma

Canal Plus répond aux exploitants de salle

Pour le cinéma français en crise, cette semaine devrait être celle des négociations. Aux revendications des exploitants — frappés par une chute sans précédent de la fréquentation — répond une contre-proposition des autres branches de la profession. Producteurs, distributeurs et représentants des industries techniques, ont invité les exploitants à rejoindre leur « plate-forme » commune. Mais celle-ci, qui prône une diminution du nombre des films projetés à la télévision, des

mesures d'aide financière et une campagne de promotion, ne reprend pas les principales revendications des salles. Notamment, celle portant sur un nouveau partage des recettes. « On ne sauvera pas les exploitants en sacrifiant les autres branches du cinéma », assurent les professionnels. Un raisonnement partagé par Canal Plus, elle aussi mise en cause par les exploitants qui l'ont assignée en référé.

Canal Plus n'a pas le sentiment d'être maltraitée, affirme son PDG, M. André Rousselet. Assignée en référé le 27 octobre devant le tribunal de grande instance de Paris, la chaîne à péage se défend de trahir ses engagements et réclame une à une les accusations de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF).

Le syndicat professionnel des salles reproche à Canal Plus de ne pas avoir renoncé aux « facilités exceptionnelles » qui lui avaient été consenties en février 1985, alors qu'elle était « au creux de la vague ». Il exige que la chaîne — plus de deux millions d'abonnés aujourd'hui, plus de 300 millions de francs de bénéfice espérés — revienne, tant pour sa grille que pour le nombre des films programmés chaque année, aux dispositions moins favorables définies lors de son lancement. « Il est vrai », reconnaît M. Rousselet, que l'accord conclu en 1985 était transitoire et devait être renégocié dès que la chaîne aurait atteint ses objectifs de rentabilité. Mais il ne prévoit ni même un retour à la grille d'origine. « Une grille conçue et pensée alors que la France, rappelle-t-il, ne comptait que trois chaînes publiques... »

Le PDG de Canal Plus se sent d'autant plus assuré de son « bon droit », qu'il a le sentiment d'être victime d'un faux procès. « Il n'y a aucune corrélation », affirme-t-il, « entre le nombre de nos abonnés dans un département et la chute de la fréquentation des salles que l'on y enregistre ». Dans les cinq départements — Meuse, Haute-Marne, Indre, Haute-Saône et Tarn — où le cinéma traverse sa crise la plus grave, le taux de pénétration de Canal Plus est très inférieur à la moyenne nationale. Dans quatre d'entre eux, la chaîne ne bénéficie même que d'une couverture technique limitée.

Épuisement des stocks

M. Rousselet se targue, au contraire, d'être le seul responsable de télévision à avoir fait une proposition concrète pour la défense des exploitants. Dans une lettre adressée le 6 octobre au président de la FNCF, M. Pierre Pezet, le PDG de Canal Plus proposait, en effet, de supprimer sur son antenne, un film par semaine à une heure de grande écoute. A la condition toutefois que toutes les autres chaînes s'engagent à faire de même. Une restriction mal reçue par

M. Pezet qui, dans sa réponse, qualifie l'offre de « dérisoire ». A tort, s'enflamme M. Rousselet, pour qui le rythme actuel de diffusion de films sur le petit écran, ne pourra, hausse des prix et épuisement des stocks aidant, perdurer. « Mais je ne peux agir unilatéralement. Je dois préserver la spécificité de Canal Plus qui est la chaîne du cinéma et payer pour cela. »

La quatrième chaîne s'était engagée en 1985 à verser « une contribution financière particulière » pour aider le cinéma et les salles. « Mais encore faut-il en établir concrètement les modalités et le montant. Jamais », affirme M. Rousselet, les instances du cinéma n'avaient demandé à en discuter avant que le référé n'en fasse état.

Mis en accusation par les exploitants, la chaîne payante négocie activement avec les autres branches du cinéma. Canal Plus s'apprête, en effet, à signer un accord portant sur le montant de ses achats de droits de films, avec les producteurs et distributeurs. Un accord « séparé » dont M. Pezet affirme dans sa lettre qu'il a été obtenu grâce à des « pressions économiques » exercées sur les détenteurs de droits.

PIERRE-ANGEL GAY.

Selon son directeur délégué

La Cinq réduira d'un tiers ses dépenses de programmes

Les dirigeants de la Cinq ont rompu pour la première fois le silence sur leurs difficultés économiques. Dans un entretien à l'AFP, M. Philippe Ramond, directeur délégué, reconnaît que le réseau actuel de la chaîne ne justifie pas les dépenses engagées pour les programmes, et il annonce un plan d'économie.

« Nous avons fait le pari », explique M. Ramond, « que nous aurions 71 % de couverture en septembre, 80 % en décembre, 85 % en mars 1988. C'est techniquement possible, mais administrativement lent. » Le dirigeant de la Cinq, qui reconnaît ne couvrir que 46 % du territoire, rejette la responsabilité sur les treize « sages » : « La CNCL a des pouvoirs exorbitants, mais il faudrait qu'elle ait plus l'esprit d'entreprise que le souci de la réglementation. »

L'information n'est pas menacée

Selon M. Ramond, la chaîne vient de demander cent émetteurs nouveaux d'ici la fin de l'année, avec des engagements financiers auprès de Thomson et de Télédiffusion de France. En attendant une meilleure couverture du territoire, les actionnaires de la Cinq doivent maintenant faire des économies pour ne pas creuser un déficit financier qui risque de se prolonger.

« Il ne s'agit pas de mettre en place une grille pauvre ni de proc-

der à des révisions drastiques de nos choix », assure M. Ramond, « mais d'adapter nos programmes à notre audience réduite. Notre grille actuelle coûte 150 millions de francs par mois. Nous en ferons baisser le coût d'environ 30 % à 35 %. Après, nous monterons en puissance en fonction du développement de notre couverture. »

Première mesure d'économie, « la réduction des achats coûteux de films et de séries ». Les autres aménagements de la grille seront annoncés d'ici une quinzaine de jours. L'information, elle, n'est pas menacée : « Elle nous donne entière satisfaction. Ce n'est pas, et de loin, ce qui coûte le plus cher sur une chaîne comme la nôtre. »

M. Ramond, qui reconnaît ainsi implicitement une erreur de gestion dans le lancement de la Cinq (le Monde du 14 octobre), n'en reste pas moins confiant dans l'avenir. Un optimisme fondé sur les résultats d'audience de la chaîne.

Selon une étude réalisée par la Cinq à partir des données de Médiamétrie, la chaîne, aux heures de grande écoute, « s'est positionnée dès le premier mois en troisième position devant FR3, Canal Plus et M6 ». Tout au moins dans les zones où les téléspectateurs peuvent la recevoir.

Le développement du télé-achat

Les patrons de presse n'apprécient pas

l'« impuissance » de la CNCL

La Fédération nationale de la presse française (FNPF) n'apprécie pas que TF1 se lance, avec le « Magazine de l'objet », dans la vente directe aux téléspectateurs. Et, surtout, elle n'apprécie pas que la Commission nationale de la communication et des libertés ait laissé faire la Une en invoquant l'absence de texte (le Monde du 7 octobre).

Dans une lettre adressée la semaine dernière à M. Gabriel de Broglie, M. Claude Puhl, président de la FNPF, estime que la loi sur la communication et les déclarations du groupe Bouygues lors de sa candidature « fournissent des arguments parfaitement opposables à la société TF1 ». M. Puhl rappelle que les dirigeants de la Une s'étaient engagés publiquement à ne pas diffuser d'émissions centrées sur des produits de grande consommation ou de marketing direct « sans l'agrément de la CNCL ».

Pour la FNPF, peu satisfait de « l'impuissance momentanée » de la CNCL, les émissions de télé-achat sont « un moyen permettant de contourner les dispositions actuellement en vigueur qui visent à interdire la publicité pour la distribution à la télévision ». M. Puhl souhaite donc que ces émissions soient interdites sur les chaînes hertziennes. Un souhait qui prend tout son sens quand on sait que Canal Plus s'apprête à lancer à son tour une émission de télé-achat début novembre.

Au MIPCOM de Cannes

M. Maxwell lance un « avertissement solennel » au gouvernement français

CANNES de notre envoyé spécial

M. Robert Maxwell est un excellent stratège. Le magnat de presse britannique, président du Pergamon Media Trust, sait mettre à profit les conférences de presse « coup de poing », qu'il organise régulièrement pour avancer ses pions dans la partie de « communication multimédia » qu'il s'est engagée à l'échelle mondiale.

Le MIPCOM ne fut pas une exception. Descendu à Cannes pour présider un dîner en l'honneur de TF1, M. Maxwell a réuni la presse pour annoncer la signature d'un « accord d'alliance » entre lui-même, son fils Ian, président de l'Agence centrale de presse, et M. Elie Davidson, président de TCT Actualités télévisées, en vue d'une coopération pour « la production d'informations, de reportages et de magazines télévisés », distribués à l'échelle mondiale.

Mais il a saisi l'occasion pour parler de son projet de réseau de télévision européen par satellite, European Television Broadcasting Corporation. Et, surtout, pour exercer une pression sur le gouvernement français et les députés arbitres en cours sur le sort du satellite TDF1. Le gouvernement de M. Chirac avait annulé l'accord conclu entre Pergamon Media et le gouvernement précédent en vue d'accéder au satellite TDF1, et cela « sans un centime de compensation ». M. Maxwell a déclaré qu'il envisageait sérieusement de signer un contrat avec la Société européenne de satellites (SES), entre-

prise privée à capitaux européens, pour louer six des seize canaux proposés, à la fin de l'année prochaine sur le satellite Astra.

« Ne ratez pas le bus ! »

« C'est avec regret que je me vois obligé d'abandonner le projet de TDF1 pour Astra, a-t-il dit, mais je n'ai pas le choix : si je ne peux pas monter mon spectacle à l'Alhambra, j'ai joué au Palais ! » Le « spectacle » proposé par M. Maxwell consistait en une chaîne de cinéma (cryptée), une chaîne de vidéo, la chaîne musicale MTV, une chaîne pour enfants, une pour le sport et la dernière dédiée à son « vieux ami », Rupert Murdoch, pour Sky Channel.

« Je déplore que le gouvernement français n'ait pas su résoudre, jusqu'à présent, les problèmes commerciaux de TDF1 », a ajouté M. Maxwell. Il est urgent qu'il trouve une solution pour sortir de l'impasse actuelle. Je lui lance un avertissement solennel : Ne ratez pas le bus ! »

De son côté, M. Marcus Bicknell, directeur commercial du projet Astra, qui avait présenté son programme à la presse la veille à Cannes, nous a avoué s'être vu « un pion dans le jeu stratégique de Maxwell », mais il croit suffisamment aux avantages du satellite Astra sur TDF1 — un plus grand nombre de canaux pour un prix moins élevé — pour qualifier son projet d'« incontournable ».

ALAIN WOODROW.

(Publicité)

MINITEL ET MEDIAS AUDIOVISUELS

2^e colloque organisé par Carrefour Télématique et l'Institut national de l'audiovisuel (INA)

LE MERCREDI 21 OCTOBRE 1987

CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75016 PARIS

INFORMATIONS : 3615, code COSME

INSCRIPTIONS : INA-RECHERCHE, Martine Calvez - Tél. : 48-75-84-17.

Prix : 1250 F HT - Prix préférentiel pour étudiants.

Le Monde

sur minitel

BOURSE :

UNE SEMAINE QUI COMPTE

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

SAN FRANCISCO!

SAN FRANCISCO!

SAN FRANCISCO!

VOUS AVEZ

3 BONNES RAISONS

PAR SEMAINE

D'ALLER

A SAN FRANCISCO.

UTA le mercredi à 19 h 15, UTA le jeudi à 15 h 30,
UTA le samedi à 19 h 15. 3 vols par semaine
non-stop, UTA aux USA, c'est toujours mieux quand
UTA y va. **UTA FOR USA**

سكننا من الامم

« Les métiers de la Banque »

JEUNES DIPLOMÉS

Un oui et tout commence



Que fait un banquier du CREDIT LYONNAIS et un jeune diplômé lorsqu'ils se rencontrent ? Des projets, bien sûr...
Au CREDIT LYONNAIS, dès les premiers contacts, j'ai trouvé des interlocuteurs attentifs, un contexte porteur, une dynamique des résultats.
Stimulé, j'ai pu m'associer aux perspectives d'une banque internationale et universelle. En France, à l'étranger, auprès des entreprises, sur les marchés de capitaux, en informatique et organisation et dans tous les métiers de la banque, le CREDIT LYONNAIS, c'est passionnant !
Une grande carrière mérite bien de soigner ses rencontres, non ?
CREDIT LYONNAIS, Recrutement et Orientation
25, rue du Quatre-Septembre - 75002 PARIS.

CREDIT LYONNAIS.
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

UNE CARRIÈRE BANCAIRE

Nous sommes une banque à taille humaine dont le credo est l'opérationnalité. Dans cette dynamique, nous sommes chaque jour un peu plus pointus sur les nouvelles techniques et les nouveaux développements de la finance. L'organisation doit suivre et être rationnelle. C'est pourquoi nous souhaitons étoffer nos équipes fonctionnelles et recherchons aujourd'hui un

JEUNE CADRE DE GESTION

Nanti de votre diplôme d'études supérieures (options comptables appréciées), vous intégrerez une équipe au sein de laquelle vos missions vous promèneront du contrôle de gestion à l'audit interne. C'est à notre avis le meilleur des "tours de banque" et il vous initiera à l'ensemble des opérations que nous traitons tant sur les marchés qu'en ingénierie financière ou... en opérations classiques de banque. La puissance de votre intellect alliée à votre rigueur seront avec l'expérience de votre contact vos meilleurs atouts pour réussir chez nous.

Nous vous remercions d'adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo (retournés), prétentions, sous référence : VA 2 CTL, à l'attention de : R. CARON.

C&L **Coopers & Lybrand associés**
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

La SIBES (Société Interbancaire d'Etudes et de Services), regroupant 60 banques, recherche un

COLLABORATEUR MONÉTIQUE

HF

Diplômé d'études supérieures, vous justifiez d'une bonne expérience de la BANQUE et de la MONÉTIQUE : vous connaissez les organismes interbancaires, les sociétés de services et les métiers monétaires.
Vous serez pour mission d'adapter et de développer les services liés à l'utilisation des cartes.
Vous prendrez en compte les règles interbancaires, leur évolution et les divers aspects technologiques. Vous serez également à dialoguer avec les informaticiens (réseaux).
Votre rémunération sera fonction de votre expérience.
Merci d'adresser votre dossier complet, sous la réf. CRMP, à la SIBES - 75, rue Saint-Lazare - 75002 PARIS.

SIBES

JURISTE

HF

Groupe bancaire et financier & arrondissement, en pleine expansion, recherche un Juriste, pour assister le Responsable Juridique.

Il sera chargé de conseils et d'assistance dans différents domaines et particulièrement en droit des sociétés auprès des services du groupe.

Les exigences de ce poste évolutif, nécessitent un DESS ou une maîtrise, ainsi qu'une expérience de 3 ans.

Adresser CV et prétentions en précisant la réf. 3668/M à Lévi Tourmay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE recherche :

contrôleur interne

pour le Département chargé du développement des produits financiers (100 personnes). Sa mission consistera à mettre en place et à assurer le suivi des procédures de contrôle : comptable, juridique, opérationnel.
Nous confierons cette mission à un auditeur de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) ayant acquis une première expérience auprès d'un Cabinet d'Audit ou d'une Institution Financière.
Ce nouveau collaborateur sera rattaché au Directeur du Département et disposera d'une large autonomie dans la réalisation de sa mission.
Lieu de travail : PARIS.
Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 5037, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE NEUILLY recherche :

AUDIT INTERNE CONFIRMÉ(E)

Formation supérieure
GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITÉ.
Expérience en milieu bancaire exigée.
Pratique de l'anglais indispensable.
Adresser votre manuscrite + C.V. réf. 6365 à PIERRE LEBEAU - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Face aux décideurs financiers, un banquier confirmé

Lyon

Notre client concentre ses efforts commerciaux sur les entreprises leaders dans la région Rhône-Alpes. Pour assurer un interface efficace avec les Directeurs Financiers de ces entreprises, l'établissement lyonnais de cette banque prestigieuse souhaite intégrer deux spécialistes maîtrisant parfaitement les outils très évolués de la gestion financière. Basés à Lyon, ils devront investir commercialement le tissu économique régional, et faire progresser leur part de marché en s'appuyant sur l'équipe technique solide actuellement en place.

A 32/38 ans, des professionnels confirmés, compétents en ingénierie financière et opérations de marchés mais sachant toujours pratiquer les techniques classiques du service à l'entreprise, bénéficieront des atouts de notre client dont l'image de marque soutiendra leurs efforts commerciaux.

Envoyer une lettre manuscrite, photo, CV, sous référence 6106, à

GROUPE Equation
19, rue du Commandant Faurax
69006 LYON
Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat présélectionné.

Des banquiers
service de la banque

PA

Responsable marché
commerçants-artisans
Banque - 276.000 F

PA

Responsable des
services comptables
Banque - 276.000 F

PA

Futur responsable
back-office titres
Banque - 200.250.000 F

PA

« Les métiers de la Banque »

Des banquiers
au service de la banque...

PA Conseil en Recrutement est une division de PA Ressources Humaines, filiale française du groupe PA, l'un des leaders mondiaux du Conseil d'Entreprise : 2.500 personnes dans le monde, dont 1.600 consultants répartis en 80 bureaux dans 22 pays.

Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA est aussi, en France, leader de la recherche de cadres dans le secteur bancaire, avec plus de 100 réalisations effectuées au cours du 1^{er} semestre 1987 pour le compte de plus de 50 établissements différents.

L'approche du département "Banque et Bourse" de PA est une approche strictement professionnelle. Notre philosophie est simple : nous recrutons avec des banquiers et pour des banquiers. Ce qui signifie que nos consultants sont tous issus de la banque (Banque Rothschild, Manufactures Hanover Bank, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Banque Hypothécaire Européenne) et que nous parlons donc exactement le même langage que nos clients.

Pour tous renseignements concernant nos activités, contactez Jean-Pierre ROUGIER, Directeur du Département "Banque et Bourse", au (1) 47 47 11 04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur commercial

Banque - 400/500.000 F

Produits d'épargne collective - La filiale d'un important établissement du secteur bancaire, récemment créée et spécialisée dans les produits de placements (FCP, SICAV, produits divers à capitalisation décalée...) recherche son directeur commercial. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il aura la mission de développer la clientèle institutionnelle et se positionner en véritable conseiller financier. Il aura d'autre part un rôle d'information auprès du réseau de la maison mère (une trentaine d'agences) afin de sensibiliser les responsables commerciaux à ces nouveaux produits. Il devra enfin développer les relations interbancaires et notamment le volume des échanges de trésores. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC), possédant une expérience confirmée de la commercialisation de produits de placements acquis dans une banque ou un établissement assimilé. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences du candidat retenu, sera de l'ordre de 400 à 500.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9318M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable marketing

Consultant - Toulouse - 300.000 F +

Groupement de caisses régionales de crédit agricole du sud ouest - Il s'agit d'une société d'études et de conseil spécialisée dans les domaines du marketing bancaire, du management, de la gestion des ressources humaines, de la monétique et de la rétroactivité. Elle recherche son futur responsable du département marketing. Il aura pour mission : d'organiser la concertation inter-caisses régionales en animant des groupes de réflexion, de coordonner les actions communes qui en découlent, de concevoir et proposer de nouveaux outils marketing et réaliser les études correspondantes, de réaliser des interventions de conseil à la demande de caisses régionales. Il utilisera les moyens internes à sa disposition (chargé d'études, cellule statistique-informatique) et aura recours à la sous-traitance si nécessaire. Le poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure, possédant de solides compétences en marketing bancaire et justifiant d'une expérience confirmée de consultant au sein d'une société d'études ou de conseil. Ecrire à M. CELERIER en précisant la référence A/R9299M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseResponsable marché
commerçants-artisans

Banque - 270.000 F

Une banque répandue en région parisienne et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche son futur responsable de marché commerçants-artisans. Basé au siège, au nord de Paris (St-Denis) et rattaché directement au responsable du développement, il aura un rôle fonctionnel sur le marché des petites entreprises, professions libérales, commerçants, artisans. Il devra évaluer l'évolution du marché, définir la stratégie commerciale en proposant des nouveaux produits, des nouveaux modes de commercialisation. Il devra les expliquer et animer des réunions professionnelles. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC) ou possédant un niveau bancaire équivalent (ITB, CERSB) et ayant une expérience confirmée du marché de la petite entreprise. Il devra posséder un sens très marqué des relations publiques. La rémunération de l'ordre de 270.000 francs pourra être complétée d'une expérience de conseil. Ecrire à M. CELERIER en précisant la référence A/R9322M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseAdjoint du directeur
d'un groupe d'agences

Banque - 250/280.000 F

Ville située à deux heures de Paris - Une banque à taille humaine, répandue dans son secteur, recherche dans le cadre de son développement l'adjoint du responsable d'un groupe d'agences (environ 20 petites agences urbaines et rurales, + de 100 personnes) qui sera investi d'une double mission. Il devra d'une part se positionner comme N°2 de cette entité et à ce titre animer les différentes équipes dont il aura la responsabilité et participer à l'élaboration de la politique commerciale mise en œuvre sur ce département. Il devra d'autre part, animer et développer en direct un portefeuille de clients entreprises de type standing. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC ou équivalent), ayant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation PME/PMI. Il devra justifier par ailleurs, d'une bonne expérience d'animation d'équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9314M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable back-office

Valeurs mobilières

Région parisienne - Un établissement de tout premier plan, spécialisé dans le domaine des valeurs mobilières, et travaillant pour le compte de banques, de charges d'agents de change... recherche dans le cadre de son développement, son responsable du back-office qui assure le traitement de l'ensemble des mouvements et des opérations sur titres effectués avec l'étranger. Il sera chargé d'animer et de gérer un service en plein essor, composé d'une quinzaine de personnes et devra plus particulièrement veiller à la conformité et à la régularité de ces opérations. Il contribuera, par ailleurs, au développement de nouvelles procédures en matière de livraison internationale. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, maîtrisant la langue anglaise et ayant acquis une expérience de back-office en valeurs mobilières. Rigoureux, il devra par ailleurs, justifier d'une expérience réussie d'animation d'équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9317M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseResponsable des
services comptables

BNP BAIL

Paris - Ce groupe de sociétés de crédit-bail recherche son responsable des services comptables. Placé sous l'autorité du directeur des départements comptabilité, informatique et contrôle, il aura pour mission d'animer un service d'environ 20 personnes, d'en contrôler l'activité et de consolider les résultats comptables des 7 sociétés du groupe. Ce poste s'adresse à un candidat comptable âgé de 30 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS ou niveau équivalent). Il doit impérativement avoir de solides connaissances comptables et fiscales acquises au sein des services comptables informatiques d'un groupe prestataire de services (à possible une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurance) et également justifier d'une expérience réelle de l'encadrement. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la valeur des candidats rencontrés. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9278M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'études

Crédits aux entreprises
220/270.000 F

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris - Un groupe de sociétés financières (encours de 55.000 contrats : crédit, crédit-bail, location financière...) filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche un chargé d'études responsable d'un service géographique qui sera placé sous l'autorité directe du directeur du service engagements. Basé au siège, il aura pour mission de donner un diagnostic en matière de risques sur des opérations de financement aux entreprises, présentées par les différents bureaux régionaux. Il devra d'une part, effectuer des diagnostics sur le moment des lignes ainsi que sur les conditions à appliquer pour les demandes relevant de sa compétence et présentera ces dossiers au responsable de service ou au comité de crédit pour des encours excédant ses pouvoirs. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion...), ayant acquis une bonne maîtrise de la fonction, de préférence dans un établissement financier et justifiant d'une expérience commerciale. Il devra avoir un excellent sens du risque et posséder de réelles facultés de négociation. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences pourra atteindre 270.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9283M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseResponsable
comptabilité O.P.C.V.M.

Banque

Paris - Une banque française à taille humaine, répandue dans le domaine des affaires financières et de la gestion de patrimoine, recherche son responsable de la comptabilité O.P.C.V.M. et FCP qui sera intégré au sein de sa direction financière. Il aura pour mission de gérer et d'animer un service d'une dizaine de personnes, devra participer à l'élaboration des différents documents comptables et suivre l'évolution de la réglementation des O.P.C.V.M. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC ou DECS), possédant une excellente maîtrise des techniques comptables, acquise de préférence dans une banque ou dans un cabinet et familiarisé à l'utilisation de la micro-informatique. La connaissance des applications comptables liées aux produits O.P.C.V.M. et aux nouvelles techniques de marché (MATIF et options) serait un atout supplémentaire. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9319M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseFutur responsable
back-office titres

Banque - 200/250.000 F

Titres et placements - Une banque à taille humaine, répandue dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche son futur responsable back-office titres et placements. Placé dans un premier temps sous l'autorité du responsable actuel, il sera amené rapidement à prendre en charge l'encadrement des différentes sections : titres, coupons, bourse, négociation SICAV (16 personnes). Il évoluera dans un environnement dynamique et devra proposer des innovations dans le domaine de l'organisation et de l'information du service. Ce poste fortement évolutif s'adresse à un candidat, âgé de 28 ans minimum, ayant acquis une bonne technique du traitement administratif des titres dans une banque ou un établissement spécialisé. La pratique de l'anglais technique est souhaitée. La rémunération de l'ordre de 200/250.000 francs sera fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9320M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseResponsables
clientèle

Banque

Paris - Orléans - Lyon - Nancy - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale quatre responsables de clientèle. Rattachés au directeur d'agence, ils auront à développer une clientèle variée de groupements d'entreprises et/ou coopératives et/ou associations et/ou mutuelles en établissant avec eux une relation de partenariat. Ils seront également chargés de l'analyse financière et du montage de leurs dossiers. Ces postes s'adressent à des diplômés d'études supérieures (ESCC ou équivalent, ITB ou CERSB) ayant une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 7 ans. La rémunération, stimulante, sera fonction de l'expérience et des compétences des candidats. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8186M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseChargé d'affaires
monétique

Crédit à la consommation et cartes privatives de paiement - Cet important établissement financier, filiale de l'un des tout premiers groupes bancaires français, spécialisée dans le crédit à la consommation et leader dans le domaine des cartes de paiement, recherche un chargé d'affaires pour sa direction monétique - grands comptes. Rattaché au directeur du département, il participera à l'élaboration de la stratégie monétique de l'entreprise et aura pour mission de commercialiser de nouveaux produits monétiques auprès de prescripteurs importants. En outre, il en coordonnera la mise en place en liaison avec le département informatique. Ce poste très complet s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure (de type ESC) justifiant d'une première expérience commerciale d'au moins 2 ans acquise dans le secteur tertiaire ou dans une entreprise distribuant des produits de grande consommation, ouvert aux techniques informatiques et capable d'une démarche marketing active sur un marché en pleine expansion. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. Le poste est basé à Paris. Ecrire en précisant la référence S/R238M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

50 من الاجل

« Les métiers de la Banque »

Back office titres

RESPONSABLE SERVICE DE SURVEILLANCE DES COMPTES

Région Parisienne

Notre organisme joue un rôle prépondérant en matière de circulation des valeurs mobilières. A la pointe des mutations en cours dans ce domaine, nous sommes en plein développement. C'est pour prendre en charge un service stratégique de notre activité que nous recherchons notre nouveau Responsable de service de surveillance des comptes.

Assisté d'une équipe de 25 personnes qu'il anime, il supervisera le traitement comptable des opérations sur valeurs mobilières et participera à la mise en œuvre des nouvelles procédures.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des candidats dotés d'une bonne formation initiale. Agés d'environ 35/45 ans, ils maîtrisent parfaitement la comptabilité sur valeurs mobilières. Hommes de rigueur et de méthodes, ils savent coordonner les activités d'un service important et anticiper son évolution. L'entreprise, la rémunération et les perspectives réelles d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 37/2390 A à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Bercy - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Secteur Bancaire - Toulouse

GESTIONNAIRE PATRIMOINE

Cet Organisme Bancaire est implanté dans le Sud-Ouest : il dispose d'une trentaine de bureaux sur sa zone d'activité et, son implantation dans les milieux industriels est très forte (plus de 10000 Entreprises clientes), dans des secteurs de technologie de pointe entre autres.

Sous l'autorité du Directeur Financier de cet Organisme Bancaire, ce Gestionnaire Patrimoine aura pour principales missions le développement de la clientèle actuelle haut de gamme de cet Organisme (Chefs d'Entreprises, Professions Libérales, Cadres) et la prospection de nouveaux comptes.

Le poste est situé à Toulouse mais nécessite de nombreux déplacements dans la région. Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Maîtrise, ...), le candidat aura acquis au cours d'une première expérience, une bonne connaissance, de préférence dans un Organisme Bancaire, des produits de placement et des valeurs mobilières.

Une formation complémentaire sur les produits plus spécifiques à la Banque lui sera donnée. Il est utilisateur de la micro-informatique et parle l'Anglais.

Qualités requises : autonome, professionnel, curieux, de l'écoute, bon conseiller. Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme Bancaire sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 20/1834 J à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Secteur Bancaire - Toulouse

GESTIONNAIRE DES OPERATIONS DE TRESORERIE

Cet Organisme Bancaire est implanté dans le Sud-Ouest : il dispose d'une trentaine de bureaux sur sa zone d'activité et, son implantation dans les milieux industriels est très forte (plus de 10000 Entreprises clientes), dans des secteurs de technologie de pointe entre autres.

Sous l'autorité du Directeur Financier de cet Organisme Bancaire, les principales missions de ce Gestionnaire seront : conseil à la clientèle sur les nouveaux produits financiers, gestion de la trésorerie de cet Organisme, création et prise en charge de l'organisation du service.

Le poste est situé à Toulouse mais nécessite des déplacements fréquents en Région Parisienne.

Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure en Economie et Finance (Sup de Co, Maîtrise, ...), le candidat aura acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans un Service de Trésorerie, de préférence dans un Organisme Bancaire. Il aura une bonne connaissance des techniques de gestion de trésorerie (MATIF, SWAP, OPTIONS, Bons du Trésor, etc.).

Il a une pratique professionnelle de l'Anglais et de bonnes notions de mathématiques financières. Il est utilisateur de micro-informatique.

Qualités requises : vif, précis, négociateur, professionnel. Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme Bancaire sur son marché régional, l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 20/1834 J à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

SOREFI

Provence-Alpes-Côte d'Azur

RÉSEAU DES CAISSES D'ÉPARGNE

Dans le cadre de la mutation des Caisse d'Épargne et de Prévoyance, notre établissement financier régional est amené à renforcer ses structures en intégrant un :

Adjoint responsable informatique et bureautique

De formation supérieure (ESC ou Ingénieur + IAE), votre expérience en organisation et méthodes, alliée à une bonne connaissance des matériels et de l'informatique distribuée vous permettra d'analyser et d'étudier la faisabilité de l'ensemble des projets informatiques et bureautiques que nous souhaitons développer.

Agé d'une trentaine d'années, vous possédez d'excellentes capacités relationnelles.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. R.1780 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre manuel.



Jean-Claude Maurice S.R.
12, rue de Pontieu - 75008 PARIS
PARIS - LYON - BARCELONE

5021111111

Directeurs d'agence

Important groupe bancaire recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE des Responsables d'Unité (10 à 30 pers.).

Vous aurez en charge le développement commercial, la gestion des risques (entreprises), l'animation du personnel et l'organisation administrative.

Votre profil : nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur, ou ayant acquis une spécialité banque type ITB, CESSB, et justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 5033, à :

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Chargés de clientèle entreprises

250.000 F +

NSM Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

Importante Banque privée française de dimension humaine et à forte vocation financière, liée au puissant réseau international ABN, NSM est active sur les nouveaux marchés. En vue de renforcer ses équipes, elle recherche pour son siège parisien des chargés de clientèle "entreprises" à fort potentiel commercial. Ils ont la responsabilité de gérer et de développer, avec une large autonomie et de façon sélective, un portefeuille d'entreprises de qualité dont le C.A. se situe entre 100 MF et 1,5 MdF.

Les candidats doivent être impérativement diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs. Idéalement, ils ont 28 ans environ et quelques années d'expérience bancaire, dont deux ans en exploitation auprès de moyennes ou grandes entreprises, ainsi qu'une première approche des nouveaux instruments financiers. Ils ont de réelles aptitudes à la négociation et au développement commercial ainsi qu'un sens aiguisé de la notion de risque. Ils possèdent une bonne culture professionnelle et ont le goût de l'innovation technique et financière. H/F.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite, photo et prétentions sous la réf. G 034/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX

En vue de renforcer sa section spécialisée dans les domaines comptables et budgétaires, notre Inspection Générale recherche un :

AUDITEUR INTERNE

ESC ou Université + DECS

jeune diplômé justifiant d'une première expérience récente en sein d'un cabinet d'audit, vous intervenerez dans des missions de vérifications auprès des directions centrales, des filiales et établissements à l'étranger.

Outre de réelles compétences techniques vos qualités d'organisation et votre envergure personnelle vous seront nécessaires pour dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau et assurer des responsabilités croissantes.

La préparation au diplôme d'expertise comptable et des connaissances informatiques constitueront des atouts supplémentaires.

Mobilité géographique et maîtrise de l'anglais indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence INS à Jean-Michel FADÉ, Société Générale, Service Recrutement, 7 rue de Caumartin, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

l'avenir vous appartient

SINORG G.CAM, 700 personnes, C.A. 500 MF, agence commerciale l'un des plus grands établissements financiers français, dans le peloton de tête des SSB françaises.

"secteur banque"

RESPONSABLE COMMERCIAL

Notre plan de développement pour 1988 est ambitieux. Dans ce cadre, nous souhaitons confier la responsabilité commerciale de notre département BANQUE à un diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, âgé d'environ 35 ans et justifiant d'une solide connaissance du secteur bancaire.

Une expérience en SSB, l'aisance dans les contacts à haut niveau et des qualités d'animateur sont d'excellents atouts pour mener à bien la mission qui lui sera confiée : commercialiser des prestations variées (schémas directeurs, progiciels modulaires, services télématiques, prestations intellectuelles, ...).

Il participera avec le Directeur du Département au développement de la stratégie à moyen terme dans ce secteur, ce qui l'amènera à constituer et animer une équipe de commerciaux.

CHEF DE PROJET

La préférence sera donnée à un candidat possédant plus de 5 ans d'expérience comme Chef de Projet (schémas directeurs, conception, réalisation). Des connaissances en bureautique, réseaux ou monétique seraient vivement appréciées. Il sera chargé d'encadrer un ou plusieurs projets dans le secteur Banque.

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence 5787 à SINORG G.CAM, Direction des Ressources Humaines, Tour Montparnasse, Boîte Postale 9, 75755 Paris Cedex 15.

SINORG G.CAM

LE GIRETICE

centre informatique des caisses d'épargne

Recherche

pour assurer l'assistance et le conseil à ses adhérents en matière comptable, financière et fiscale

UN COLLABORATEUR CONFIRMÉ

NIVEAU DECS - ESCAE

Adresser candidature à M. MICHELET, DGA AU GERETIS, 116, avenue de Paris, 95290 L'Isle-Adam.

FONDÉS DE POUVOIR entreprises associations

PARIS - MONTPELLIER

Notre banque, filiale d'un groupe financier puissant, recherche 2 fondateurs de pouvoir (associations, entreprises) pour ses agences de PARIS ET MONTPELLIER.

Profil : avoir le goût et le développement de portefeuilles d'entreprises et d'associations. Profil : avoir des connaissances supérieures (ESC, Maîtrise de Sciences Eco, ITB) - auront assuré pendant au moins 3 ans des responsabilités similaires.

De plus, ils posséderont impérativement une excellente maîtrise de l'analyse financière associée à un tempérament commercial affirmé. L'importance de notre réseau d'agences permettra aux candidats retenus d'évoluer à terme vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la localisation choisie et la réf. 5034/LM, à :

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

« Les métiers de la Banque »

DE L'INSPECTION AU CONTRÔLE

UN BRAS DROIT... 300.000 +

Filière d'un puissant groupe international, nous sommes en France Banque Commerciale, mais aussi Banques d'affaires et de marchés. Notre développement a fait éclater nos structures et un très logique besoin d'organisation et de rationalisation est né. C'est en partie pour y répondre que nous souhaitons vous rencontrer.

Véritable adjoint de la direction des moyens de contrôle, vous serez chargé, tout d'abord, de créer une fonction inspection, indispensable pour faire face à l'explosion de nos secteurs titres, marchés et autres. Dans un deuxième temps, votre envergure vous amènera tout naturellement à un plus large rôle d'animation (juridique, fiscalité, contrôle de gestion...).

A plus de 30 ans, diplômé d'études supérieures, vous avez eu une solide expérience de l'inspection et tout particulièrement des titres et opérations de marchés. Pour ce poste, l'anglais courant facilitera le contact, par ailleurs chez vous naturellement aisé.

Nous vous remercions d'adresser dossier de candidature: lettre manuscrite, CV, photo (retournée), prétentions, sous référence: V&I CIL, à l'attention de: H. CARON.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
55, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

TRADER MATIF

OPTIONS MATIF

Le fort développement des opérations de marchés de la banque Hervet nécessite l'intégration, au sein de notre Salle des Marchés, pour notre siège situé à Neuilly, d'un

TRADER MATIF - OPTIONS MATIF

Après une première expérience du marché à terme, vous prendrez en charge:

- la gestion des positions de la banque et des OPCVM en vous appuyant sur votre expérience du marché et des outils chartistes existants ou à développer;
- le développement avec l'aide d'informaticiens spécialisés, des logiciels de calcul et d'arbitrage sur les marchés du Matif et des options du Matif.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Mme MOINAS, Banque HERVET, 127, Avenue Charles-de-Gaulle - 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE HERVET

ROUTE POUR GAGNER

DIRECTEURS D'AGENCES,
SPECIALISTES PRODUITS FINANCIERS, OPERATEURS DE MARCHES
GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLES ENTREPRISES
OU CLIENTELE PRIVEE, SECONDS D'AGENCES,
REDACTEURS DE CREDITS, EXPERTS SIEGE.

UNE EXPERIENCE BANCAIRE,
DES COMPETENCES
PROUVEES, REJOIGNEZ UN
GRAND GROUPE BANCAIRE.

5ème groupe bancaire français, avec plus de 3 millions de clients et 28 500 collaborateurs, les Banques Populaires souhaitent rassembler les talents qui construisent aujourd'hui la banque de demain.

Banques régionales, nous sommes les partenaires financiers actifs de ceux qui prennent des initiatives, investissent, créent des emplois.

Entreprises à taille humaine, nous misons sur les hommes, leur esprit d'entreprise et leur compétence pour innover en permanence et gagner sur de nouveaux marchés.

Professionnels de la banque, vous avez une formation supérieure du type bac + 2/3, bac + 4/5 ou grandes écoles, une expérience de 2 à 5 ans.

En intégrant l'une de nos filières: l'encadrement réseau, l'exploitation, les activités financières ou nos sièges, vous donnerez à vos projets une dimension nouvelle.

ENCADREMENT RESEAU

Directeurs d'agences

Au sein de nos banques régionales qui rassemblent compétences et pouvoir de décision, vous développerez le CA et la rentabilité de votre agence. Véritable patron, vous mobiliserez votre équipe autour de ces objectifs.

Votre formation supérieure générale ou bancaire et votre expérience acquise dans une fonction proche vous ont permis de mettre en valeur vos talents de gestionnaire, votre esprit d'entreprise et votre goût pour l'animation des hommes.

BP MULHOUSE REF. M1 BP NIORT REF. M2

BP ST DENIS REF. M3 BP RENNES REF. M4

Seconds d'agences

Dans des régions qui bougent, nos seconds d'agences ont une fonction charnière dans la gestion commerciale et l'encadrement des équipes. Ils animent, dynamisent, motivent et forment le personnel de l'agence. Le plus souvent ils gèrent également un portefeuille d'entreprises, avant d'évoluer en cas de succès vers la prise en charge complète du management d'une agence.

Gestionnaire de clientèle confirmé ou responsable de bureau, vous souhaitez évoluer vers des fonctions de responsabilité où votre tempérament commercial, votre sens de l'organisation et vos capacités d'animation vous permettront d'envisager un avenir brillant.

BP ANGERS REF. M5 BP BESANCON REF. M6
BP ST ETIENNE REF. M7 BP MONTOURGE REF. M8
BP VERSAILLES REF. M9

ACTIVITES FINANCIERES

Opérateurs de marchés

LA CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES à Paris, est l'organisme fédéral bancaire et financier du Groupe. Sa Direction Centrale des Marchés recherche deux jeunes collaborateurs (H/F) possédant une première expérience de 1 à 3 ans pour devenir:

ARBITRAGISTE sur les marchés monétaires en devises.

Caisse Centrale des Banques Populaires REF. M22

BOND-DEALER sur le marché des euro-obligations.

Caisse Centrale des Banques Populaires REF. M23

Gestionnaires de patrimoine

Interlocuteurs privilégiés d'une clientèle haut de gamme (professions libérales, industriels, particuliers), vous la conseillerez et l'orienterez dans ses choix d'investissements, après une analyse personnalisée de sa situation patrimoniale. Autonomie, vous possédez une formation supérieure et quelques années d'expérience qui vous ont permis d'acquiescer une très bonne connaissance des marchés financiers, immobiliers et de la fiscalité. La maîtrise de cette fonction vous ouvrira des possibilités d'évolution dans d'autres secteurs de la banque.

BP MULHOUSE REF. M24 BP CLERMONT FERRAND REF. M26

BP NIORT REF. M25

Conseillers en placements

Véritable conseiller en assistance au réseau, pour informer, former et aider quotidiennement l'ensemble de nos exploitants, vous aurez aussi pour mission un rôle de motivation pour faire partager votre passion: les produits financiers.

Vous avez d'ores et déjà une expérience confirmée en tant qu'expert dans une fonction proche où vous avez pu développer votre goût pour les relations de conseil ainsi que vos capacités d'analyse et de pédagogie.

BP MULHOUSE REF. M27 BP CLERMONT FERRAND REF. M29

BP BESANCON REF. M28

EXPLOITATION

Responsables de portefeuille d'entreprises ou de clientèle privée

Dans toute la France nos structures régionales vous ouvrent les portes d'entreprises à taille humaine, où votre esprit de challenge vous permettra d'agir en toute autonomie. Gérer et développer un portefeuille de clients, c'est tout d'abord entretenir au quotidien des liens privilégiés avec votre clientèle. C'est ensuite développer plus largement votre marché, améliorer son taux d'équipement et le conseiller en matière de placements ou de financements, tout en évaluant les risques. A cet effet vous saurez mettre au point les actions commerciales appropriées.

Des aptitudes à la négociation, un fort dynamisme commercial et le sens du risque acquis lors d'une première expérience "exploration", sont les compléments d'une formation bac + 2/3 - gestion commerciale - ou bac + 4/5.

BP BESANCON REF. M10 BP CLERMONT FERRAND REF. M11
BP LIMOGES REF. M12 BP TOULOUSE REF. M13
BP MULHOUSE REF. M14 BP NANTES REF. M15
BP NIMES REF. M16 BP VERSAILLES REF. M17
BP NIORT REF. M18 BP RENNES REF. M19
BP ST ETIENNE REF. M20 BP ST DENIS REF. M21

SIEGE

S'investir au sein d'un Siège de Banque Populaire, c'est renforcer son potentiel d'encadrement supérieur. Des parcours à la mesure de vos ambitions, pour des banques qui vivent leur autonomie à part entière.

Chargés de mission

Prendre en charge des dossiers spécifiques au sein de différentes directions, tel est le challenge offert par une banque qui souhaite renforcer son potentiel.

Toutes fonctions: une forte personnalité, un potentiel d'évolution, une formation de type Grandes Ecoles, Sciences Po, Bac + 5... 2 à 5 ans d'expérience seraient un atout.

BP LIMOGES REF. M30

Fonction commerciale: 2 à 5 ans d'expérience souhaitée, une formation pointue de type HEC, ESSEC, ESC...

BP LIMOGES REF. M31

Rédacteurs de crédits

Très à l'aise dans l'analyse financière, vous êtes responsable de dossiers de crédits entreprises. Vous étudiez la faisabilité des crédits, appréciez les risques, évaluez les garanties et suivez la réalisation des dossiers.

Un parcours réussi dans cette fonction, vous ouvrira des possibilités d'évolution variées dans votre banque.

Vous êtes de formation économique ou gestion (Maitrise, Sciences Eco, ESC, DECS...).

BP BESANCON REF. M32 BP LIMOGES REF. M33

Organisateur

Chargé d'améliorer l'organisation et les processus de travail, vous mènerez les études d'opportunité des nouvelles applications, définirez leurs cahiers des charges et accompagnerez leur mise en place. Vous serez l'interface des services utilisateurs et des informaticiens.

Votre formation allie informatique et gestion (Ingénieur, MIAGE, IUT...).

BP ANGERS REF. M34



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

هكذا من الاجل

« Les métiers de la Banque »

**EXPERT EN INFORMATIQUE.
DEVENEZ ORFÈVRE EN FINANCE
INTERNATIONALE.**



La Finance Internationale vous intéresse... Mettez votre expérience en informatique au service de votre passion. Depuis notre création, en collaboration avec les plus grandes banques, nous concevons les outils sophistiqués exigés pour maîtriser un Marché Financier de plus en plus agité.

Vous souhaitez évoluer au sein d'une entreprise en forte croissance. Vous êtes diplômés Grandes Ecoles ou Universités et/ou expérimentés, vous cherchez la performance dans une ambiance d'autonomie, de confiance et de respect mutuel, devenez :

- **TECHNICO-COMMERCIAUX (HEC, ESSEC, ou équivalent)**
- **CHEFS DE PROJET (MAGE, DESS ou équivalent).**

Si vous êtes jeunes informaticiens et aimez le challenge, rejoignez nos équipes **ANALYSTES PROGRAMMEURS.**

Adresses votre candidature (CV + Photo + Lettre manuscrite) à Mme HEROU - LINE DATA 122/132, rue de Caen 92400 COURBEVOIE. Elle sera également présentée au SALON PRO-SEARCH, stand C7, Hôtel Nikko, les 23-24 Octobre prochains.

LINE DATA

**venez organiser
les nouveaux produits de l'assurance**

Filiale "assurances" d'un groupe bancaire, nous distribuons des produits financiers sur un marché en expansion, et notre rapide développement nous conduit à renforcer nos structures, à Paris (9^{ème}).

Jeune diplômé ESC, maîtrise de gestion, vous êtes familiarisé avec l'élaboration d'un cahier des charges, la mise en place d'une chaîne de gestion, dans le secteur bancaire ou des assurances.

Venez élaborer et mettre en place nos procédures, et veiller à leur application en relation avec nos services comptable, financier et informatique. Vous êtes l'interlocuteur essentiel de nos clients à haut niveau, tant dans les banques que dans les entreprises. A terme, nous vous confions la création de notre cellule méthode/organisation.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5043 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

**SOREFI AUVERGNE
à Clermont-Ferrand**

Etablissement financier coordonnant l'activité des 12 Caisses d'Epargne de la région (4 départements), nous cherchons notre

chargé de mission, activités bancaires

A partir d'études internes et externes et d'éléments comptables, venez analyser et proposer au Directoire, dont vous allez dépendre, les orientations bancaires et financières permettant d'optimiser nos performances et de vendre de nouveaux produits et services.

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience analogue dans un établissement bancaire et souhaitez nous apporter votre savoir-faire.

Rejoignez-nous pour participer à notre développement.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme C. de LAPORTE (réf. 1292 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVANT - 69002 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

**L'informatique, la banque
et SEMA♦METRA**

SEMA♦METRA est un grand de l'informatique bancaire.

Ses équipes conçoivent et mettent en œuvre des systèmes d'information adaptés aux défis technologiques d'un secteur en pleine évolution.

Les mutations et les transformations du monde bancaire en font un domaine pilote qui préfigure ce que seront les interventions futures dans les autres secteurs de l'économie.

Soyez dès aujourd'hui au cœur des systèmes d'information de demain.

Chefs de Projet, Organismes, Concepteurs du secteur bancaire et/ou de l'informatique, rejoignez SEMA♦METRA : le partenariat étroit que nous développons avec nos clients donnera à vos missions un cadre original et diversifié et à votre carrière sa véritable dimension.

Merci de faire parvenir lettre et C.V. sous réf. LM/036 à Agnès Chauvin, Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, SEMA♦METRA, 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex

SEMA ♦ METRA

Une banque de taille moyenne recherche dans le cadre de son développement un

**Exploitant clientèle de particuliers
Classe VI/VII HF Orléans 250 KF+**

pour lui confier l'animation d'une équipe, la gestion et le développement d'une clientèle variée, constituée de particuliers, entrepreneurs individuels, associations, institutions...

Personne de contact et de négociations, vous avez, au cours de votre expérience de l'exploitation bancaire d'au moins trois années, apporté la preuve de votre technicité et de votre rigueur en matière de gestion, mais également votre dynamisme commercial.

Votre culture générale et votre formation supérieure sont des atouts aussi précieux que votre connaissance du marché local.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentation à Adicem, 19 avenue George V, 75008 Paris sous référence 1002, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
recherche dans le cadre du développement de ses activités
FINANCEMENTS SPECIAUX

EXPLOITANT H/F

Min. 28 ans, de formation supérieure, le candidat aura 3 à 4 ans d'expérience dans une banque ou un établissement financier dont 2 ans au moins dans un département de financement de projets ou de collectivités locales.

Il aura en charge la recherche et le montage d'opérations de financement des collectivités locales faisant appel aux techniques de trésorerie, de crédit à moyen et long terme et de leasing.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 116/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

**Un financier
chez des créateurs**

Notre société est l'une des toutes premières agences de communication en France à réaliser la majorité de son C.A. en organisation d'événements et de conventions. Le marché est en pleine explosion, notre croissance est rapide.

Les clients, nous savons les trouver, les convaincre, les comprendre et organiser pour eux des "événements" vivants, originaux, qui permettront de les faire connaître ou de faire passer leur message.

Notre rythme de travail est dense mais passionnant, car nous avons notre métier dans la peau.

Nous recherchons un financier qui partage notre enthousiasme, qui s'identifie à notre métier, à notre société, mais qui nous apportera rigueur et organisation.

Bon gestionnaire, il mettra en place un contrôle de gestion, réorganisera les circuits administratifs de notre société, gèrera notre trésorerie, et participera aux négociations avec nos clients.

Il aura notre appui total, puisque'il sera le garant de la bonne marche de notre société.

Si vous avez une bonne dizaine d'années d'expérience dans un poste de contrôleur de gestion et si, à terme, vous souhaitez accéder à une direction générale à dominante financière, prenez rapidement contact avec les consultants d'Ariane Search auxquels nous avons confié cette recherche.

Ariane search
118, rue de Tocqueville - 75017 Paris

GROUPE BANCAIRE PARIS
recherche

**CHARGE D'ETUDES
CREDIT LOGEMENT**

Maîtrise de droit, expérience 1 à 2 ans dans le domaine du crédit logement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 1175 à LIA - Antenne St Lazare 38, rue de l'Arcade 75008 Paris, qui transmettra.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutual de l'Orne
recherche pour sa Direction des Marchés

**RESPONSABLE
ARTISANAT COMMERCE**

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience bancaire. Ce poste nécessite de réelles qualités de contact, d'animation et d'organisation.

POSITION CARRÉE.

Merci de nous adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de la CCRAM de l'Orne 32, Bd du 1^{er} Chasseur - BP 60 - 61002 ALENÇON cedex.

CRÉDIT AGRICOLE *le bon sens en action.*

responsable d'un...

Sirca

responsable préparé et distribution

MEMOR

**L'ADJOINT DU CH...
DU CONTENTIEU**

ceforpe

**ORGANISME DE FORMATION
D'UNE IMPORTANTE
PROFESSIONNELLE**

**ASSISTANT
DE FORMATION**

help

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable d'un centre d'exploitation.

Nous sommes la C.G.E.A., filiale de la Compagnie Générale des Eaux. Notre groupe privé de Service Public à caractère industriel est largement implanté en métropole, comme dans certains départements d'Outre-Mer.

A l'issue d'une période de formation de plusieurs mois sur le terrain, vous deviendrez gestionnaire d'un centre de profit. Vous veillerez à la bonne exécution des contrats passés avec nos clients : les collectivités, dans les domaines des transports en commun ou de la collecte des déchets industriels et ménagers. Vous maintiendrez les meilleurs contacts avec les élus locaux et garantirez sur votre secteur un service sans faille. Ainsi, vous deviendrez la clé du renouvellement ou de l'extension de nos contrats.

Ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, vos premières années d'expérience vous ont convaincu que vous êtes un homme de terrain. Déjà complet malgré votre jeune âge, vous avez compris que vos qualités de gestionnaire, de commercial et surtout d'animateur seront largement mises à l'épreuve. Si vous êtes très mobile géographiquement, les consultants de Sirca qui nous assistent dans cette recherche vous parleront des possibilités importantes de développement de carrière au sein de notre groupe. Ecrivez leur sous référence 772 775 M au 64, rue La Boétie 75008 Paris.



Sirca
Paris-Lyon-Marseille

Membre de Syntec

SERVICE DE FORMATION
SECURITE SOCIALE
RECHERCHE

FORMATEURS

A temps plein en gestion,
statistiques, comptabilité,
informatique et commercial.
Lieu de travail :
Paris et région parisienne.
Niveau requis : diplôme de
l'enseignement sup. / BAC + 3.

Ecrire avec C.V. et copie des
diplômes à : serv. formations
régionales (CPAM Val-d'Oise)
17-19, place de l'Argonne
95035 Paris Cedex 19.

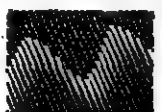
responsable préparation
et distribution

MEMOREX France, spécialiste de la vente de matériels périphériques compatibles IBM, recherche pour son centre de distribution, situé à RUNGIS, le chef de son service préparation et distribution.

- 3 missions principales, en liaison avec les services commerciaux et techniques :
- GESTION DES COMMANDES : conformité des expéditions, délais, litiges, suivi des stocks.
 - COORDINATION : entre les différents services internes (préparation, douane, j. commandes (filiales à l'étranger) et le magasin.
 - ANIMATION : de votre petite équipe administrative et des préparateurs équipement (8 personnes en tout).

3 ans minimum d'expérience dans une fonction similaire vous auront doté des qualités d'organisation et de méthode, d'animation et de contact nécessaires à cette activité. De plus vous connaissez, même superficiellement, l'univers informatique et son environnement. Vous êtes disponible ; la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à Catherine ROTTIERS-FOUGERE, MEMOREX, 3/5, rue Maurice Ravel, 92300 - LEVALLOIS PERRET.



MEMOREX

MEMOREX FRANCE S.A.

UNE TRÈS IMPORTANTE
SOCIÉTÉ D'ASSURANCES I.A.R.D.
recherche pour son siège situé en proche banlieue parisienne

L'ADJOINT DU CHEF
DU CONTENTIEUX

Pour le secondier dans l'ensemble de ses missions : • décisions techniques concernant les dossiers les plus importants • consultations juridiques diverses • animation de l'équipe.

Ce Chef de Service aura d'excellentes compétences techniques en matière de gestion des sinistres automobile et risques divers. Il justifiera d'une expérience d'au moins 10 ans dans un service contentieux en Compagnie et d'une formation supérieure (niveau maîtrise) en droit privé.

Il aura le sens des responsabilités, saura décider, trancher et montrera de bonnes aptitudes à l'expression orale et écrite.

Prévoir des déplacements occasionnels de courte durée en province.

Si cette proposition vous motive, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et présentations à notre Conseil, sous référence ACCM.1



ceforpe

marc forger
et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

ORGANISME DE FORMATION
D'UNE IMPORTANTE FEDERATION
PROFESSIONNELLE PARIS 9^{ème}
recherche son

ASSISTANT
DE FORMATION

- Le candidat, 30/35 ans, de formation supérieure (Sciences Po ou droit), aura à élaborer les stages et en sera responsable.
- Il sera en mesure d'analyser, préciser ou créer le besoin.
- En rapport direct avec les responsables de formation, il assistera les entreprises de manière à leur faire planifier la formation.
- Ce poste nécessite une parfaite maîtrise de soi pour être en mesure d'imposer ses connaissances.
- Libre engagement. Salaire : 200/300 000 F selon expérience.

Adresser C.V. et photo s/né. ADF à



help international

8, rue de Louvois - 75002 PARIS.

ALIMENTAIRE

Des marques et modèles...
à l'ensemble du droit des affaires
3-5 ans d'expérience

Un puissant groupe à vocation internationale, produits grand public (marques de notoriété mondiale) offre une opportunité intéressante à

Jeune juriste de valeur

Sa mission : Rattaché au Directeur Administratif et Juridique du groupe, il participera à l'ensemble des activités d'un groupe industriel :

- Au niveau de la holding, plus particulièrement dans le domaine propriété industrielle France et étranger et dans celui des acquisitions, cessions, créations de filiales.
- En tant que conseil des différentes sociétés du groupe, essentiellement pour les aspects contrats (notamment de distribution) et du droit de la concurrence et de la consommation.

Son profil :

- Une formation juridique supérieure : maîtrise + DESS ou DEA en droit des affaires.
- Une expérience de 3-5 ans dans une entreprise internationale de produits grand public.

La réussite à ce poste implique une bonne envergure personnelle et des qualités relationnelles qui lui permettront d'être un interlocuteur apprécié tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe. Rémunération motivante. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 42B 567 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Un directeur communication
externe et interne

Bernard Krief Communication s'est restructuré pour faire face à son importante progression.

Au sein de l'Agence existent désormais 4 unités : Bernard Krief Affaires Publiques, spécialisée dans la communication des collectivités locales et le marketing politique ; Bernard Krief Relations Presse, conseil en stratégie des relations avec la presse ; Bernard Krief Art Communication, conseil en utilisation de l'Art et des activités culturelles à des fins de communication d'entreprise. C'est pour notre quatrième unité, Bernard Krief Relations Publiques et Communication d'entreprise, conseil en stratégie de communication globale et ex

écution d'opérations de communication que nous recherchons un Directeur pour développer la bonne équipe de consultants existante, conseiller des entreprises exigeantes, bâtir et superviser les campagnes sous tous les aspects : études en amont, audit de communication, stratégie, créativité, conception des campagnes, planning des opérations, gestion financière des budgets.

Il est nécessaire d'avoir au moins 5 ans d'expérience réussie dans ces domaines en agence de relations publiques ou en entreprise.

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle à Alain Rivron, Directeur de l'Agence Bernard Krief Communication.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris.

Arnould
GROUPE LEGRAND

DEVELOPPER
LA TECHNIQUE ET LE STYLE

Nous nous plaçons résolument dans le haut de gamme : nos produits associent technologies avancées et design industriel. Trois axes de développement : l'appareillage d'installations électrique, bureautique et transport de données, les équipements de branchement. Nous employons 750 personnes et réalisons un C.A. de 420 millions. Notre Siège est à Saint-Marcellin dans la région de Grenoble.

**JEUNE CHEF
DE PRODUIT**
à Saint-Marcellin Grenoble

A l'écoute du marché, il y détecte les besoins nouveaux. En dialogue permanent avec les Bureaux d'Etudes, il élabore les cahiers des charges. Intégré dans une équipe pluridisciplinaire de techniciens, commerciaux, et gestionnaires, il accompagne les projets jusqu'à la réalisation des prototypes et la mise en fabrication. Il innove avec le souci de rentabiliser les investissements. C'est un jeune ingénieur, ESC ou similaire ayant une courte expérience, ou éventuellement ayant fait des stages, par exemple dans un Service Marketing Industriel. Il est curieux d'esprit, homme (ou femme) de communication, intéressé par les questions technico-économiques, la connaissance d'une langue étrangère, anglais ou allemand, est un plus.

Réf. 27231/M

**JEUNE CHEF
DE MARCHE**
PRODUITS NOUVEAUX
à Paris

Il a pour mission de faire réaliser les objectifs de vente des produits nouveaux destinés aux installations domestiques ou bureautiques. Homme charnière entre le réseau de vente et les clients, il exploite les informations statistiques et autres pour établir les prévisions d'investissements et de ventes annuelles. Innovateur et organisateur, il conçoit et met en place les plans d'action et les campagnes promotionnelles. C'est à la fois un homme d'initiative et de terrain. Ce poste convient à un diplômé ESC (ou similaire) d'environ 30 ans, à fort potentiel, ayant de préférence une première expérience dans la vente.

Réf. 27232/M.

**CHEF
DE PUBLICITE**
à Saint-Marcellin Grenoble

Homme (ou femme) du métier, il contribue à construire l'image "haut de gamme" d'Arnould, pour l'extérieur et pour l'intérieur de l'entreprise. En relation avec tous les services, il traduit les messages techniques en messages commerciaux. En liaison avec les agences, il réalise les outils de la communication (catalogues, présentation des produits nouveaux, des promotions, etc.). Il est, de plus, chargé des relations publiques avec les clients et la presse. C'est un créatif et un homme de contact, à 27 - 30 ans il a déjà fait ses premières armes, pourquoi pas en agence.

Réf. 27233/M.



Nous offrons aux jeunes cadres qui nous rejoindront une carrière qui peut devenir passionnante. La notoriété et les performances de notre Groupe sont reconnues. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant les références à notre Conseil, CPA, 3, rue de Liège, 75008 Paris.

GROUPE VOCATION

INNOVATION ET MARKETING
EN SSII

Vous pensez que cela doit être passionnant de développer l'approche Marketing en milieu informatique au sein d'une entreprise qui laisse une large part à l'imagination et à la créativité ? Au GROUPE SEGIN, nous sommes 600. Nous connaissons 60% de croissance annuelle avec trois activités : la Monétique, la Télématique et l'Ingénierie Informatique. Et si nous sommes devenus une des toutes premières SSII françaises, c'est aussi parce que pour nous l'innovation c'est capital. Participer à la réflexion stratégique de l'entreprise et renforcer l'approche Marketing systématique sur les nouveaux marchés, nouvelles technologies et nouveaux métiers, c'est le rôle que vous porterez jouer au sein de la cellule Innovation-Développement de notre Direction Marketing.

Un diplôme de Grande Ecole d'Ingénieur, de Commerce ou de Gestion, une première expérience significative à dominante Marketing dans les activités de Services, des connaissances vers les marchés tertiaires et/ou Développement Commercial dans une SSII et surtout l'envie de partir des sentiers battus rejoignant vos atouts pour nous rejoindre. Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 743 à GUY MACAREM, 3 rue Bellini - PARIS LA DEFENSE 11 - 92086 FUTEAUX.



GROUPE SEGIN

هكذا من الاجل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL

Ville Universitaire de l'Ouest

Ce cabinet d'expertise comptable de forte notoriété est très actif, indépendant et déjà membre d'un réseau leader, il évolue rapidement. Pour valoriser l'acquis et construire l'avenir, les dirigeants associés cherchent un juriste-fiscaliste de poids, responsable de sa propre division. L'équipe de Secrétariat Juridique - classique - est déjà en place. Il faut l'animer, la rendre encore plus fiable et la compléter. Le **DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL** doit surtout s'investir personnellement pour développer les études dans l'axe général du cabinet : l'audit et le conseil.

Agé de 30-35 ans environ, notre candidat est issu d'une formation de très haut niveau. Autonome dans sa spécialité, il a le sens des affaires. C'est un homme de dialogue et d'Entreprise. Il prendra une part active dans le développement du portefeuille.

Rémunération : base 200 - 250 KF + intéressement.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à notre conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES, sous la référence FJ 8737 M.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Si vous saviez quelle cie d'assurances recrute vous ne manquerez pas l'occasion...

Jeunes Universitaires

(ou école supérieure de commerce), devenez nos inspecteurs d'assurance IARD

- Vous avez envie de bouger sur plusieurs départements.
 - Vous avez du «PUNCH» commercial pour animer notre réseau.
 - Vous aimez recruter nos agents généraux, les former, les conseiller.
 - Vous avez de l'imagination et de la créativité.
- Nous vous proposons un métier, dix mois de formation interne avant de vous confier une circonscription, et le challenge vous offre, alors, adressez lettre manuscrite et C.V. sous référence 16696 à notre Conseil.

Impact développement

IMPACT DEVELOPPEMENT 26 Rue Brunel 75017 PARIS

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché à la Direction, nous vous confierons d'importantes responsabilités à la fois humaines et techniques :

- encadrement et organisation de l'ensemble de la production (SE, fabrication, montage, mise au point) - planification des actions - gestion des résultats - participation au recrutement.

Ce poste très complet, s'adresse à un Ingénieur Généraliste, justifiant de 3 années d'expérience dans une fonction similaire. Il est nécessaire de maîtriser parfaitement la langue allemande (anglais souhaité).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8926 à PRODEL Automation, 153 rue de Verdun, 60170 Carlepont.

PRODEL

Spontex

Spontex est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Paquet, UTA, Chargeurs Réunis, Walon.

SPONTEX, leader dans le domaine des produits d'entretien ménager destinés au grand public, recherche pour son établissement de BEAULVAIS (580 personnes dont une partie en continu)

Adjoint du chef du personnel

En tant que n°2 du service du personnel de l'établissement, il participera étroitement à la vie de l'unité et à la définition de la politique sociale. En outre, sous l'autorité du chef du personnel, il sera responsable :

- du suivi de la formation,
- des classifications du personnel ouvrier et ETAM,
- du suivi des problèmes d'emploi (embauche des ouvriers et ETAM, mutations, promotions).

Il sera aussi amené à participer, au niveau de la direction du personnel de Spontex Worldwide, aux projets d'intérêt commun.

Formation supérieure exigée (DESS, grande école) + 2 à 3 ans d'expérience au minimum dans la fonction personnelle.

De réelles possibilités de carrière, tant au niveau de Spontex Worldwide qu'au sein du groupe Chargeurs S.A. existent pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V. + photo et prétentions à la Direction du Personnel de Spontex - 24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS.

UN CONSULTANT indépendant

en recrutement, formation, interventions

qui voudrait bien venir « jouer » avec nous au lieu de dribbler seul. Notre politique est d'offrir à chaque membre du club des conditions de travail, une autonomie et un revenu de même niveau que ce à quoi il peut prétendre en travaillant seul - avec, en prime, le plaisir, l'innovation et la recherche de qualité, caractéristiques communicatives d'une équipe en forme.

Nous sommes déjà dix, tous à plein temps, et nous participons à un large éventail de compétences, aux côtés notamment de grands groupes français, d'institutions et de multinationales.

Merci de nous faire un appel du pied en écrivant sous réf. 880 à Alain SARTON - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS



plein emploi

Conseils en ressources humaines.

Communiquer pour animer



LA COMMUNICATION POUR LE RECRUTEMENT

Aujourd'hui la communication est au cœur de l'entreprise. Elle représente un outil efficace, performant, destiné à bien, à mieux recruter. Pour faire adhérer les hommes au projet de l'entreprise, pour s'attacher les meilleurs dès leur sortie de l'école, et pour les motiver, il faut des professionnels du Marketing, le Marketing des compétences. Par leurs approches stratégiques, leur solide connaissance du recrutement dans l'entreprise, ils sont les partenaires privilégiés des décideurs "Ressources Humaines". Le S.N.P.A.C. Ressources Humaines (Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées) regroupe les agences et les professionnels de la communication pour le recrutement. Le S.N.P.A.C., 21 Agences Conseil au service des Res-

sources Humaines : Axial Publicité, Carré Turenne, Cofap (Contesse), Consensus, Curriculum, Deb's Publicité, Dessein, Editions Bleu Publicité, Havas contact, Jonction, Mazer Publicité, Media P.A., Media System, Organisation et Publicité, Parfrance Annonces, Pierre Lichau - ORC, Projets, Publicité Murat, Publicité Roger Bley S.A., Sources, Unanime.

Si vous êtes Chef d'entreprise, Responsable des Ressources Humaines, envoyez-nous votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre plaquette.

S.N.P.A.C.
163 rue Saint-Honoré
75001 Paris

SNPAC
Ressources Humaines

le marketing des compétences

ETUDES ACTUARIELLES

Jeune scientifique

DEA MATHS, Ecole d'Ingénieurs...

Notre société est une filiale d'un important groupe financier, la qualité de nos produits, l'esprit novateur de nos équipes constituent de solides bases pour un candidat entrepreneur, désireux d'élargir son champ d'activité.

Titulaire d'une formation supérieure (DEA Maths, Ecoles d'Ingénieurs...), vous avez le goût de l'informatique et souhaitez valoriser vos connaissances en participant aux études financières et actuarielles (analyse de données, recherche d'une solution adaptée, ajustement des programmes informatiques, présentation des résultats, participation à la création de nouveaux produits et au suivi de la concurrence...)

Rejoignez notre service technique. Par son ouverture sur l'ensemble de la société, ce poste à responsabilités offre à un candidat ambitieux et disponible une évolution rapide et très diversifiée. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 2565 à

SOURCES

118, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

MECI

Société spécialisée pour l'instrumentation des comptages de régulation et de conduite de procédés, recherche pour renforcer son équipe Marketing

CHEF DE PRODUITS

régulation numérique

Sous l'autorité du Directeur Marketing, il sera responsable de la gestion complète de cette gamme.

Mission : Définition et application de la stratégie de vente (segments du marché, comparaisons techniques, argumentaires produits etc.) - Analyse du marché, rédaction des cahiers des charges techniques, suivi durant la phase de développement, introduction des produits sur le marché - Organisation/participation aux expositions et colloques techniques, définition et rédaction des documentations et des outils de publicité.

Votre profil : Ingénieur automatique ou électromécanique, vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la régulation. Vous connaissez les produits concernés (en qualité d'utilisateur ou pour quoi pas, de collaborateur dans une société concurrente ?). Vous maîtrisez la langue anglaise. Vous êtes créatif et persévérant. Le poste est basé à CUCHY et implique des déplacements fréquents (France et Etranger).

Merci d'adresser votre dossier complet à Monique ONFROY - Chef de Personnel Avenue Jean Bonnefont - 36100 ISSOUDUN

des moyens pour votre talent...

Filleule française d'un Groupe international, notre Communication interne traverse l'Atlantique et la France de part en part ; le tout en français. Au centre de votre réseau de correspondants français (siège, usine, centre de recherche, labo...), en relation avec vos homologues et la maison-mère, vous faites passer l'information. Flashs, journaux, éditoriaux, enquêtes... nous ferons donc tout d'abord appel à vos qualités de rédacteur. Désireux d'élargir notre Communication à d'autres vecteurs, nous ferons aussi appel à votre créativité. Diplôme d'Etudes Supérieures, vous avez quelques années d'expérience dans les Relations Humaines, de préférence dans une responsabilité similaire.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous réf. O/RCI/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantira une totale discrétion. Poste basé dans le Sud-Est.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

JURISTE QUALIFIE(E)

Notre cabinet d'expertise comptable de forte notoriété est très actif, indépendant et déjà membre d'un réseau leader, il évolue rapidement. Pour valoriser l'acquis et construire l'avenir, les dirigeants associés cherchent un juriste-fiscaliste de poids, responsable de sa propre division. L'équipe de Secrétariat Juridique - classique - est déjà en place. Il faut l'animer, la rendre encore plus fiable et la compléter. Le **DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL** doit surtout s'investir personnellement pour développer les études dans l'axe général du cabinet : l'audit et le conseil.

Agé de 30-35 ans environ, notre candidat est issu d'une formation de très haut niveau. Autonome dans sa spécialité, il a le sens des affaires. C'est un homme de dialogue et d'Entreprise. Il prendra une part active dans le développement du portefeuille.

Rémunération : base 200 - 250 KF + intéressement.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à notre conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES, sous la référence FJ 8737 M.

Concordances

Notre cabinet d'expertise comptable de forte notoriété est très actif, indépendant et déjà membre d'un réseau leader, il évolue rapidement. Pour valoriser l'acquis et construire l'avenir, les dirigeants associés cherchent un juriste-fiscaliste de poids, responsable de sa propre division. L'équipe de Secrétariat Juridique - classique - est déjà en place. Il faut l'animer, la rendre encore plus fiable et la compléter. Le **DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL** doit surtout s'investir personnellement pour développer les études dans l'axe général du cabinet : l'audit et le conseil.

Agé de 30-35 ans environ, notre candidat est issu d'une formation de très haut niveau. Autonome dans sa spécialité, il a le sens des affaires. C'est un homme de dialogue et d'Entreprise. Il prendra une part active dans le développement du portefeuille.

Rémunération : base 200 - 250 KF + intéressement.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à notre conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES, sous la référence FJ 8737 M.

ANTICIPEZ VOTRE DEVELOPPEMENT

Notre cabinet d'expertise comptable de forte notoriété est très actif, indépendant et déjà membre d'un réseau leader, il évolue rapidement. Pour valoriser l'acquis et construire l'avenir, les dirigeants associés cherchent un juriste-fiscaliste de poids, responsable de sa propre division. L'équipe de Secrétariat Juridique - classique - est déjà en place. Il faut l'animer, la rendre encore plus fiable et la compléter. Le **DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL** doit surtout s'investir personnellement pour développer les études dans l'axe général du cabinet : l'audit et le conseil.

Agé de 30-35 ans environ, notre candidat est issu d'une formation de très haut niveau. Autonome dans sa spécialité, il a le sens des affaires. C'est un homme de dialogue et d'Entreprise. Il prendra une part active dans le développement du portefeuille.

Rémunération : base 200 - 250 KF + intéressement.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à notre conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES, sous la référence FJ 8737 M.

Directeur Général Vosges

Notre cabinet d'expertise comptable de forte notoriété est très actif, indépendant et déjà membre d'un réseau leader, il évolue rapidement. Pour valoriser l'acquis et construire l'avenir, les dirigeants associés cherchent un juriste-fiscaliste de poids, responsable de sa propre division. L'équipe de Secrétariat Juridique - classique - est déjà en place. Il faut l'animer, la rendre encore plus fiable et la compléter. Le **DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL** doit surtout s'investir personnellement pour développer les études dans l'axe général du cabinet : l'audit et le conseil.

Agé de 30-35 ans environ, notre candidat est issu d'une formation de très haut niveau. Autonome dans sa spécialité, il a le sens des affaires. C'est un homme de dialogue et d'Entreprise. Il prendra une part active dans le développement du portefeuille.

Rémunération : base 200 - 250 KF + intéressement.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à notre conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic - 44000 NANTES, sous la référence FJ 8737 M.

**ORGANISME SEMI-PUBLIC D'AMENAGEMENT
STRASBOURG**Partenaire des collectivités territoriales en urbanisme opérationnel
et en développement économique ayant les plus belles références recherche**INGENIEUR RESPONSABLE D'OPERATIONS**Cet ingénieur (X, PC, Centrale, ESTP...) ayant 3 à 4 ans d'expérience professionnelle (bât., urbanisme, etc.) prendra en charge un secteur opérationnel d'envergure comprenant les aspects techniques, administratifs, financiers et économiques. Il sera assisté de services spécialisés et saura entretenir de bonnes relations avec tous ses interlocuteurs (collectivités publiques, concepteurs, entreprises, clients, constructeurs, etc.).
La situation est stable et présente de belles perspectives de carrière.

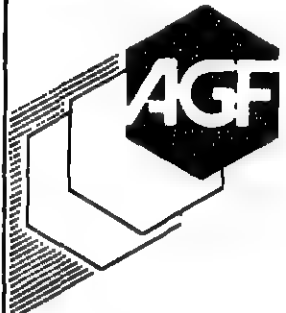
(RAT. 4401)

ATTACHE DE DIRECTION (SC. PO OU SIMILAIRE)Ayant une expérience professionnelle de 3 à 4 ans et souhaitant dans le cadre d'une équipe performante et dynamique assurer le montage d'affaires, les négociations, la commercialisation et le marketing d'opérations d'aménagement, d'urbanisation et immobilières.
Un excellent contact humain (tous niveaux), ainsi qu'un esprit rationnel et concret prenant en compte les aspects économiques et financiers sont importants pour ce poste qui offre une carrière passionnante et motivante. Evolution du poste : Direction du Développement et de la Promotion.

(JMF. 4402)

Les postes sont basés à STRASBOURG et c'est volontiers que nous vous donnerons tous renseignements complémentaires (Nos offres sont sur Minitel 3616 code MANAGING).
Faites-nous parvenir votre C.V. détaillé + photo, en précisant la référence qui vous intéresse à notre Conseil.managing 40, rue du Livoli
67000 STRASBOURGPARIS
BOURJOIS**Chef de produit soin:
la beauté
pour passion**

Nouveautés, couleurs, jeunesse, éclat... Notre passion pour la beauté, nous l'exportons dans 130 pays. Pour partager notre enthousiasme et notre succès, nous recherchons aujourd'hui une (e) professionnelle (e) du Marketing ayant à son actif une expérience réussie de 3 ans dans les cosmétiques ou une activité similaire.

Votre curiosité, votre imagination et vos qualités de contact vous seront très utiles pour participer à la création des nouveaux produits et à leur développement.
Votre sérieux, votre précision et votre forte capacité de travail vous serviront à prendre en charge la gestion complète de notre ligne, tant sur le marché français qu'à l'exportation.Vous avez tout cela... et la passion de la beauté ?
Votre dossier de candidature sera traité en toute confidentialité par Bertrand-Pierre ECHALDEMAISON - BOURJOIS, 12/14 rue Victor Noir - 92521 NEUILLY/SEINE CEDEX.**Un plan stratégique en assurance
des particuliers**

Nous recherchons le responsable de la cellule "stratégie" pour l'une de nos directions opérationnelles (4 milliards de CA, plus de 2 millions d'assurés).

Vous appuyant sur une solide formation supérieure (Ingénieur ou Grande Ecole de commerce), vous disposez d'une première expérience réussie dans des fonctions de généraliste.

Votre mission : animer le processus de détermination stratégique de la Branche (automobile, habitation, commerces et services) en associant largement les protagonistes concernés.

Esprit prospectif, sens de la communication, sont des atouts indispensables pour faire de vous un acteur efficace de notre adaptation à un environnement en profonde mutation.

Merci d'adresser CV, prétentions, photo sous référence M16S aux Assurances Générales de France Secteur Gestion de l'Emploi - 33 rue La Fayette 75009 PARIS.

**VOUS ÊTES CRÉATIF
VOUS DÉBORDEZ D'IDÉES
VOUS ÊTES JEUNE, DYNAMIQUE
VOUS AIMEZ COMMUNIQUER PAR L'ÉCRIT
VOUS POSSÉDEZ UN NIVEAU D'ÉTUDE SUPÉRIEUR
LA LANGUE DE SHAKESPEARE VOUS EST FAMILIÈRE****VOUS AVEZ ALORS TOUS LES ATOUTS
POUR ÊTRE NOTRE****CONCEPTEUR-
RÉDACTEUR**

Vous aurez à vendre une gamme de produits de qualité. Vous mettrez en exergue votre esprit créatif pour trouver de nouvelles idées.

Vous apprendrez à orchestrer des campagnes grâce à votre sens de l'organisation.

Vous vous intégrerez dans une équipe de professionnels et vous n'aurez pas peur d'affronter les responsabilités.

Bien entendu, vous lisez et parlez correctement l'anglais.

Si vous possédez, toutes ces qualités et qu'en plus vous êtes désireux d'être formé par la plus ancienne école de copywriting avec ses techniques sophistiquées, son approche marketing poussée, son environnement international,

ALORS VITE... ENVOYER VOTRE C.V. —
lettre manuscrite, photo, à la Direction des Relations Humaines SÉLECTION DU READER'S DIGEST
1 à 7, avenue Louis-Pasteur, 92220 BAGNEUX.

La vocation des ports publics de LYON est d'offrir aux industriels et professionnels du transport de la région un outil performant d'échanges et de communications. Dans cette optique, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON recherche un

Ingénieur pluridisciplinaire

Dans le cadre de plusieurs unités géographiquement dispersées regroupant 40 personnes et dont le chiffre d'affaires global est de l'ordre de 20 millions de francs, vous serez chargé :

— d'assurer la direction du Port Rambaud, du terminal Edouard Herriot et des entrepôts douaniers de Lyon dans le cadre de la politique définie avec le Directeur des Concessions, ceci, dans des conditions d'efficacité, de rentabilité et de sécurité;

— de proposer et mettre en œuvre une politique commerciale et dynamique;

— de veiller au maintien et au développement de la qualité des hommes et des installations techniques des ports et entrepôts.

Une formation ingénieur et 10 ans d'expérience avec des responsabilités commerciales dans un secteur lié aux transports maritimes, fluviaux ou ferroviaires sont nécessaires. Outre de très bonnes compétences techniques, vous êtes un excellent gestionnaire et faites preuve d'adaptabilité et d'aisance relationnelle pour communiquer et négocier à tous niveaux d'interlocuteurs.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes un homme de terrain, concret, ouvert sur l'avenir et avez su, à ce jour, développer des capacités de management.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 296/LM à MÉDIA P.A. - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON qui transmettra.



Dans un environnement de haut niveau technique et de large assise financière, vous aurez pour mission la recherche, l'expérimentation et la promotion des méthodes et outils destinés à accroître la productivité des équipes qui développent nos applications informatiques, et à améliorer la qualité de nos réalisations.

Vous devrez définir les normes à respecter, produire la documentation correspondante et assister les services utilisateurs.

Vous êtes ingénieur grande école, avec 4 ou 5 ans de pratique de MERISE et/ou PACBASE.

Vous aimez les contacts, le travail en équipe et savez persuader vos interlocuteurs.

Merci d'adresser un C.V. détaillé, avec lettre manuscrite et photo sous référence DSI/42 à Annie-Paule SANVITI - CAM - Direction des Ressources Humaines - 4, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL



INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Important
Groupe
d'Assurances
recherche**Chef du
département
Organisation**

Mission : rationaliser, optimiser les circuits de gestion du siège et des agences pour améliorer la compétitivité globale de l'entreprise.

Responsabilités : réaliser des études préalables à l'information et à la réorganisation des services ; apporter une réflexion sur tout moyen d'améliorer la gestion en participant en particulier à la mise en place de moyens de contrôle de l'activité générale de l'entreprise.

Vous êtes concerné si : diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion, vous avez acquis vos talents dans des fonctions de parallèle envergure.

Votre expérience a forcément été vécue en cabinet ou de préférence en entreprises de services (Banques, Assurances, Établissements financiers).

Ce poste basé à Paris, implique quelques déplacements ; il est promis à une large évolution, et rémunéré 300/400 KF.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 5385 à l'Agence Dessain, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

Responsable
de Programmes**2 JEUNES INGENIEURS**

Sous l'autorité du Directeur des Programmes de la division, ils auront chacun la responsabilité du suivi, en termes de coûts, délais, qualité, et de la coordination de certains projets et lignes de produits.

Interfaces entre les clients, le service commercial, les BE, la fabrication, ils suivront les affaires depuis la conception du contrat jusqu'au produit fini. Pour ces deux postes basés dans une agréable ville du centre de la France, nous recherchons des Ingénieurs Diplômés (dominante mécanique) possédant une expérience de 2 à 5 ans acquise dans l'industrie (études, méthodes, achats...).

L'anglais est obligatoire ; l'allemand nécessaire pour un des deux postes (voyages courts mais fréquents en Allemagne).

Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement de carrière sont susceptibles d'intéresser des professionnels de valeur, ayant le sens de la rigueur et des contacts humains.

Merci d'envoyer votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo + prétentions) sous réf. M 1016 à notre Conseil ORSEG & ASSOCIES qui nous assiste dans cette recherche.

ORSEG 43, rue de Châteaumont 75009 Paris
ET ASSOCIES

GROUPE PRINTEMPS

PRINTEMPS, PRISUNIC
ESCALE, ARMAND THIERY,
DISCO, DISCOL...

recherche

**Responsable d'Etudes
Commerciales**

Rattaché(e) au D.G.A. vous analyserez l'environnement économique, technologique et concurrentiel du groupe, vous établirez les tableaux de bord correspondants et réaliserez les études relatives à notre développement.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur à dominante économique et/ou statistique, parlant anglais, vous avez une première expérience (3 à 5 ans) acquise dans un poste semblable dans la distribution, l'industrie de biens de consommation ou dans un organisme d'études. Votre vivacité d'esprit mais aussi votre rigueur, votre personnalité vous permettront de vous imposer et d'évoluer ensuite dans notre groupe.

Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer sous la référence 680/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes, 75017 PARIS.

VOUS ÊTES UN HOMME D'ÉQUILIBRE
VOUS AVEZ DE L'ENVERGURE
DES QUALITÉS D'ANIMATEUR
UNE PROSPECTIVE
DÉTERMINÉE DES RELATIONSVOUS LE CONSEIL AUPRÈS DE NOS
RÉSULTATS MUTUALISTESFÉDÉRATION NATIONALE
DES MUTUALISTES FRANÇAIS**DIRECTEUR DES SI
AUX GROUPEMENTS****l'Acquis
d'Entrep****Directeur adjoint
de la publicité**POUR LA RÉGIE INTERAGENCE
QUOTIDIEN NATIONAL

Responsable de la régie publicitaire du quotidien national, vous serez chargé de la gestion globale de la régie, de la coordination des équipes, de la négociation des annonces, de la mise en œuvre des campagnes publicitaires. Vous devrez assurer le suivi des budgets, la qualité de l'exécution, et le respect des délais. Une expérience de 5 à 10 ans dans la régie publicitaire est requise. L'anglais est un atout. Envoyez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence 1234 à l'Agence Publicitaire, 10 rue de la République, 75001 Paris.

**SPÉCIALISTE
DE LA GESTION DES
DES COLLECTIVITÉS**

Nous recherchons un spécialiste de la gestion des collectivités territoriales pour accompagner nos clients dans leurs démarches administratives et financières. Vous devrez être capable de rédiger des dossiers, de négocier avec les élus, et de suivre les dossiers de fond. Une expérience de 3 à 5 ans est requise. Envoyez votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence 5678 à l'Agence Conseil, 15 rue de la Liberté, 75001 Paris.

O. CALLO

72, rue Malesherbes, 75017 Paris

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Consolidation et reporting



35 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Après une formation ESC-DECS, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité (notamment anglo-saxonne).

Vous possédez par ailleurs une bonne pratique de l'anglais et êtes familiarisé avec l'outil informatique. Vous souhaitez à présent valoriser et développer vos compétences au sein d'une entreprise de dimension internationale.

Vous serez responsable du reporting mensuel et des opérations de consolidation périodiques de l'ensemble des éléments de gestion pour la branche d'activité Epicerie : (12 sociétés dont près de la moitié à l'étranger : CA : 7,5 Mds de francs). Vos qualités de rigueur, d'esprit d'analyse et d'ouverture vous permettront de saisir les opportunités d'évolution chez BSN en France ainsi qu'à l'étranger.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. CH2M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadre, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

L'INFORMATISATION DE LABORATOIRES D'ANALYSES MÉDICALES :
UNE AFFAIRE DE SPÉCIALISTES...

Avec plus de 10 ans d'expérience dans le domaine de l'informatisation de laboratoires d'analyses, nous sommes déjà parmi les premiers de ce secteur. Nous lançons aujourd'hui un nouveau système de gestion destiné aux laboratoires privés et hospitaliers :

- Le logiciel : un produit de nouvelle génération qui intègre les concepts les plus récents de connectique,

d'ergonomie et de convivialité.

- Le matériel : des micro-ordinateurs en réseau de communication jusqu'au super mini-ordinateur multiprocesseurs 32 bits sous UNIX couvrant la plage 16 à 256 utilisateurs.

Dans le cadre de ce lancement, nous recherchons rapidement :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX "SECTEUR MÉDICAL"

Ils auront prouvé leurs talents commerciaux au cours d'une expérience réussie de la vente de systèmes informatiques de gestion d'analyses médicales ou de biens de haute technologie destinés aux laboratoires.

les régions qui leur seront confiées, ils évolueront dans le cadre d'une petite équipe performante. La rémunération motivante ainsi que l'importance de notre groupe saura convaincre les meilleurs d'entre eux de nous rejoindre.

Faites-nous part de vos ambitions :

- en appelant le (06) 42.61.82.81 de 8h30 à 18h30 du Lundi au Vendredi et de 10h à 13h le Samedi ;
- ou en écrivant sous référence LAMI M1 à SAGEM Service du Personnel BP 215 - 92000 Nanterre Cedex.



UN CERCLE HUMAIN DE QUALITÉ

L'entreprise, liée à un groupe international industriel, est de celles qui se sont fait un nom dans le public. Aujourd'hui elle représente un effectif de 5 500 personnes pour un CA hors filiales, de 2 milliards de francs. Spécialisée dans les ensembles d'instrumentation, automobile, elle est, grâce à sa technologie de pointe et son dynamisme, un partenaire apprécié de nombreux constructeurs européens. Elle considère la "Qualité" comme une donnée fondamentale. C'est, certes, un état d'esprit mais aussi une structure et surtout des hommes. Pour renforcer, en outre, ses moyens dans ce domaine elle recherche :

Un ingénieur qualité

Au sein du service Qualité Centrale, du siège, il veille à planifier et à suivre les actions Qualité dans le développement des projets. Il introduit et assure les méthodes qualité lors des mises en fabrication de série ; ce qui suppose des contacts tant avec les clients qu'avec la production.

Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur Généraliste possédant de bonnes notions d'électronique et d'anglais.

Le poste est à pourvoir à Paris (Réf. IQ 1047 M)

Deux responsables méthodes qualité

Avec l'aide de leurs équipes qu'ils animent et coordonnent ils préparent et mettent leurs études de capabilité. Ils animent les AMDEC Process et participent aux AMDEC produits. Ils définissent les matériels et forment les utilisateurs des cartes de contrôle.

C'est une fonction convenant à de jeunes ingénieurs (UTC, CESTL...) supposant une bonne formation à l'électronique et une spécialisation Qualité (statistiques, contrôle de procédés...). La connaissance de la micro-informatique va de soi. L'expérience peut être diverse (méthodes, production), avec une préférence évidente pour un poste dans ce domaine. L'aptitude relationnelle et pédagogique est une des composantes importantes du poste. L'anglais est maîtrisé et l'italien serait apprécié. Ces postes sont à pourvoir dans l'Ouest (Réf. MOO 1048 M) et à l'Est de Paris (Réf. MOE 1049 M)

Un responsable d'entrée composants électroniques

Il s'agit de rédiger les documents de contrôle des composants électroniques, de mettre en œuvre le matériel dont des testeurs de circuits intégrés digitaux et linéaires, de piloter les homologations des composants complexes et participer à la certification des fournisseurs.

Ce poste peut convenir à un ingénieur électronicien possédant une première expérience en service Qualité, la connaissance des fournisseurs de composants, ayant utilisé des testeurs V.L.S.I. et désireux de prendre une responsabilité qui associe la rigueur de la technique au sens des contacts. L'anglais est exigé. Le poste se situe dans le Centre Ouest (Réf. REC 1050 M)

Deux responsables qualité fournisseurs

Avec leur équipe de techniciens (contrôle réception et métrologie) qu'ils animent, ils contrôlent les fournisseurs, veillent en collaboration avec les achats à l'application par les fournisseurs des corrections demandées, procèdent aux visites de certification et enfin assurent les relevés dimensionnels.

Si vous êtes ingénieurs généralistes possédant de bonnes connaissances en micro-informatique et la pratique des techniques générales de contrôle qualité (statistiques...) cette responsabilité peut vous convenir. L'anglais est souhaité. Les postes se situent à l'Est de Paris (Réf. ROE 1051 M) et en Picardie (Réf. ROP 1052 M)

Tous ces postes supposent une relation suivie avec la fabrication, les études, les méthodes et suivent le cas les Achats et les Fournisseurs.

Exercés au sein d'un groupe important, ils peuvent déboucher à terme sur d'intéressantes évolutions de carrière.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence correspondante.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

SAINT-GOBAIN
Desjonquères

Qu'importe l'ivresse, pourvu qu'on ait de beaux flacons !

Premier producteur mondial de flacons en verre, nous poursuivons la modernisation de notre outil industriel. La nouvelle organisation en deux Divisions Pharmacie et Parfumerie nous conduit à rechercher trois jeunes ingénieurs pour notre usine de 1800 personnes, à Mers les Bains en Picardie.

Responsable unité moules

Réf. 765 750 M

Par l'intermédiaire de machines ultra-performantes, le verre à plus de 1000° tombe dans des moules d'ébauche et de finition qui lui donnent sa forme finale. L'unité moules du Département Parfumerie que nous vous proposons de diriger occupe une centaine de personnes. Vous établirez avec votre bureau d'études (15 personnes), les plans projets et préparerez les dossiers d'outillages. Responsable des achats moules, vous gèrerez un budget annuel de plus de 30 millions de francs et contrôlerez la qualité des prestations des fournisseurs. Enfin, vous animeriez les quelques 80 personnes attachées à l'entretien de ces moules. Ingénieur mécanicien, vous avez largement prouvé vos qualités d'animation et de communication en bureau d'études et en production. Au titre de responsable de 30 millions de francs d'achats, nous vous demandons en plus des talents de négociateur. Avec tous ces atouts, votre avenir est assuré dans notre Groupe !

Ingénieur travaux neufs

Réf. 766 752 M

Ingénieur en électricité ou en électromécanique, votre première expérience industrielle en bureau d'études et en travaux vous prédispose, dans notre usine, à préparer et à concrétiser, sur le terrain, nos projets d'investissements industriels.

Trois missions essentielles : examen des projets et animation du bureau d'études (12 personnes), choix des fournisseurs et suivi des réalisations, préparation et suivi du budget annuel d'investissement compris régulièrement entre 20 et 60 millions de francs. Vous serez ainsi sur la voie royale pour diriger l'ensemble Travaux-Travaux neufs (180 personnes).

Futur responsable du contrôle qualité

Réf. 768 752 M

Dans le Département Parfumerie de notre usine, vous assisterez, avant de le remplacer, notre Responsable Qualité jusqu'à son départ en retraite, prévu dans l'année. Avec lui, et en relation avec les clients, vous établirez les cahiers des charges et définirez les normes de qualité lors de la création de nouveaux produits ou de leur évolution. Vous mettez en place les procédures de contrôle et d'assurance qualité et réglez avec les technico-commerciaux et la fabrication les éventuels problèmes.

Ingénieur diplômé, vous pouvez faire état d'une expérience réussie dans le contrôle qualité ou en fabrication où vos aptitudes à l'animation ont pu être mises en valeur. Vous l'avez compris, le sens du service client et un goût certain pour la communication vous seront nécessaires.

Pour chacun de ces postes, les possibilités d'évolution au sein du groupe sont réelles. Adressez vite un dossier complet aux consultants de Sirca qui nous assistent dans ces recherches, en précisant bien la référence qui vous concerne, au 64 rue La Boétie - 75008 PARIS.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

► VOUS ÊTES UN HOMME D'ENTREPRISE,
► VOUS AVEZ DE L'ENVERGURE,
DES QUALITÉS D'ANIMATION,
DE PROSPECTIVE,
LE SENS DES RELATIONS

... SOYEZ LE CONSEIL AUPRES DE NOS DIFFÉRENTS
ORGANISMES MUTUALISTES



LA FÉDÉRATION NATIONALE
DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE
CRÉE LE POSTE DE

DIRECTEUR DES SERVICES
AUX GROUPEMENTS

Il dirige, anime, contrôle divers services spécialisés, tels que : la gestion, le juridique, l'organisation et l'informatique, la documentation... pour apporter le soutien logistique au développement des Entreprises Mutualistes.

Il a au moins 35 ans, une formation Grande Ecole. La connaissance du milieu mutualiste ou associatif serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. DSCM à notre Conseil Pl. Consultants
101, rue de Tolbiac
75013 PARIS

l'Acquisition
d'Entreprises

Avec un C.A. de 5 milliards de francs dont 40% à l'étranger et une excellente rentabilité, c'est l'un des premiers investisseurs français. Ce groupe industriel recherche aujourd'hui un homme au potentiel de

FUTUR DIRIGEANT

L'objectif du groupe : développer sa place de leader dans un marché international en expansion. Pour participer à ce prestigieux challenge, nous offrons ce poste évolutif, placé d'emblée auprès de l'équipe de Direction Générale et basé à Paris, à un jeune HEC, ESSEC, IEP... de 30-35 ans. Bilingue français-anglais, il a de plus une formation ou des compétences en droit des affaires. Il a passé cinq ans environ dans une multinationale ou une banque d'affaires, à des fonctions opérationnelles d'analyse et d'évaluation des entreprises. Nous confierons progressivement à ce grand technicien de la finance des missions particulières concernant la préparation puis la négociation des acquisitions, des études juridiques, des aspects pointus, des questions boursières... Par ailleurs, sa personnalité affirmée et ses qualités relationnelles permettront à cet homme public de représenter l'entreprise auprès des institutions (banques, administrations, CDB...).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giachetti, CPA, 3, rue de Liège, 75008 Paris, sous la référence 27161/M.

GROUPE VOCIATION

Directeur adjoint
de la publicité

POUR LA RÉGIE INTÉGRÉE D'UN GRAND
QUOTIDIEN NATIONAL

Responsable de la vente du support auprès des agences et annonceurs, vous concevrez et mettez en œuvre les opérations de promotion nécessaires, et vous en contrôlerez le suivi et les résultats. Ce rôle d'Adjoint impliquera des responsabilités plus globales au sein de la Régie, notamment une participation étroite aux décisions.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience significative (5 à 10 ans) dans la vente d'espace presse, ainsi qu'une excellente connaissance du marché. Avant tout homme de terrain motivé par la négociation, il saura secondar pleinement le Directeur de la Publicité. Le Groupe offrira de réelles perspectives d'évolution à un élément de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V., sous référence M 14, à BBC, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ LEADER DANS L'ASSURANCE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

recherche pour son siège situé en proche banlieue parisienne, un

SPÉCIALISTE
DE LA GESTION DES SINISTRES
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ce collaborateur devra : • gérer personnellement les dossiers sinistres et contentieux les plus importants • suivre les textes et la jurisprudence • assister, former, informer nos délégations régionales pour renforcer leurs compétences dans la gestion des sinistres.

Le Cadre que nous recherchons aura :
- une maîtrise de droit public et une bonne connaissance des Collectivités Locales et de leur fonctionnement,
- une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la fonction, acquise en compagnie.

Le tout doit être complété par d'excellentes capacités de communication, de négociation, un réel goût et un sens de la pédagogie.

Prévoir des déplacements occasionnels en province.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous référence SCLM.1 à

O. GALLO
72, rue Mademoiselle, 75015 PARIS

سكزا من الاجل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chalon-sur-Saône Ville d'avenir !

Vous avez une formation supérieure BAC + 5 à dominante financière et informatique.

30 ans, expérience du privé appréciée. Rejoignez Chalon-sur-Saône, ville d'avenir de la région Bourgogne, pour assurer à la mairie les responsabilités de :

Secrétaire Général Adjoint :

- Contrôle de gestion.
- Gestion prévisionnelle.

Poursuite de l'informatisation des services. Le maire gère 1 800 agents, un budget de 400 millions de francs, de nombreux équipements et services.

Merci d'adresser lettre, c.v., photo à Dominique Perben, député, maire de Chalon-sur-Saône, mairie, B.P. 232, 71321 Chalon-sur-Saône Cedex.

JURISTE D'ENTREPRISE

Confirmé

BASF France (750 personnes, 4,7 milliards de Frs de CA) est la filiale du premier groupe chimique européen.

De formation maîtresse du DEA de Droit des Affaires, vous possédez une solide expérience de 5 ans au moins, en entreprise ou en cabinet dans un contexte Franco-Allemand de préférence. Vous avez une bonne maîtrise de l'allemand. Votre mission sera de prendre en charge l'ensemble des problèmes juridiques de la société : Contrats Commerciaux, Immobiliers, Assurances, Contentieux, vie juridique de l'entreprise.

Vous intervenerez également dans d'autres sociétés du groupe BASF en France.

Réalisme et efficacité sont de rigueur, pour mener à bien cette mission.

Merci d'adresser sous référence M DGJ 87 :

BASF France
140, rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS-PERRET

BASF

MEDecin DU TRAVAIL

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
REGION PARISIENNE
(Sud)

DEBUTANT

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 31004 à
CONTESSÉ PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01 qui tr.

recherche un

LES EDITIONS DALLOZ

recherchent un

jeune rédacteur juridique

Vous participerez à la rédaction et à la publication du RECUEIL DALLOZ. Vous assurerez non seulement la préparation technique mais aussi le travail de recherche et de documentation. Ce travail nécessite de la rigueur, de la méthode, des qualités d'application et le souci du détail.

Vous avez un DEA de droit privé ou public et une expérience d'au moins 3 ans, acquise dans une profession juridique. La connaissance de l'édition sera un atout supplémentaire.

Vous souhaitez faire partie d'une équipe hautement spécialisée, qui vous formera à sa technique.

Nous vous prions d'adresser votre candidature (CV + salaire actuel) à notre conseiller qui étudiera votre dossier en toute confidentialité, sous référence M/189.

34, Bd. Haussmann 75009 Paris

COTIBA MANAGEMENT

SOCIETE DE CONDUITE DE PROJETS
BATIMENT ET INFORMATIQUE
recherche

JEUNE JURISTE EN DROIT PRIVE

- Il devra avoir :
- 2 ans d'expérience minimum ;
 - l'esprit d'analyse ;
 - la précision de la rédaction ;
 - le souci de la qualité ;
 - l'aptitude à la communication.

Connaissances contentieuses Bâtiment appréciées.

Formation assurée.

Responsabilités selon capacités.

Adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à
COTIBA MANAGEMENT,
Direction Générale,
92-98, Bd Victor-Hugo,
92115 CLICHY.



Développer vos compétences industrielles dans l'assurance

Cinq années d'expérience en milieu industriel conjuguées à un sens commercial éprouvé font de vous le candidat que nous recherchons pour développer notre portefeuille Responsabilité Civile Entreprises. Chargé d'affaires, vous apporterez un soutien technique aux Agents et préconiserez aux clients des mesures de prévention sur leurs risques en utilisant notamment les principes de l'assurance "qualité". Vous démontrerez vos talents de négociateur et votre capacité de décider lors de la souscription des contrats.

Ingénieur de formation, vous avez deux atouts supplémentaires indispensables : l'anglais courant et une grande disponibilité pour des déplacements courts mais fréquents. La pratique de l'assurance "qualité" et/ou du contrôle industriel serait appréciée.

Si cette proposition vous séduit, adressez votre candidature (CV, et rémunération actuelle) sous réf. M15E aux Assurances Générales de France - Secteur Gestion de l'Emploi - 33 rue Lafayette - 75009 Paris.

EG&G L.M.B ROTRON

RECHERCHE SON DIRECTEUR COMMERCIAL POUR L'EUROPE

- Vous avez une formation supérieure ;
- Vous communiquez sans aucun problème en anglais et peut-être en allemand ;
- Vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans le monde industriel ;
- Vous avez déjà animé un réseau commercial constitué de négociants techniques étrangers et d'ingénieurs technico-commerciaux ;
- Vous aimez les contacts et dynamiser une équipe (séminaires, campagnes) ;
- Vous avez une expérience en aéronautique, moteurs électriques, électroniques ;
- Vous êtes déjà familiarisé avec les fournisseurs qualifiés pour l'armement ;
- Vous aimez voyager.

Vous serez responsable de l'animation de notre réseau commercial en Europe. Vous dépendrez, au début, du directeur commercial de Rotron (USA) mais en liaison permanente avec les structures LMB Rotron à Brive, en Corrèze, qui conçoit, fabrique et vend des ventilateurs, moteurs électriques, échangeurs de température de très haute technologie.

Votre bureau sera à Coignières (Yvelines).

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier à :

LMB ROTRON, BP n° 4,

19360 MALEMORT-SUR-CORREZE.

Ingénieur système

élargissez votre expérience technique en devenant

RESPONSABLE AUDIT INFORMATIQUE

- VOUS - Êtes un jeune ingénieur diplômé d'une Grande école scientifique avec spécialisation informatique de gestion.
- Avez une expérience de 3 à 5 ans de la fonction système dans un environnement IBM VM ou MVS/XA, IMS, SNA, RACF...
 - Êtes motivé par un travail d'équipe, ouvert sur l'entreprise.

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

- Crée au sein de son département d'audit interne un poste de responsable de la fonction audit informatique, chargé de :
- Réaliser des missions d'audit-diagnostic de systèmes informatiques en environnement complexe (fonctionnement, procédures, sécurité, réseau) ;
 - Promouvoir la formation de l'équipe d'auditeurs internes à l'audit en environnement informatique ;
 - Développer la méthodologie d'audit informatique et l'utilisation d'outils adéquats.
- Les missions se développeront en France et à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Pour un candidat de valeur, le poste offre :

un large développement de carrière

au sein de groupe, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, c.v., photo et prêt. s/réf. 750 à
RAYMOND CHABOT ASSOCIÉS CONSEILS, 19, rue Châtelet-Marot, 75008 PARIS.

CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL PARIS-2

recherche

1. RÉVISEURS CONFIRMÉS
2. AUDITEURS INFORMATIQUES

Mrs. 2 à 5 ans d'expérience
cabinets d'audit, formation EBC,
DECS, MISTOF,
Anglais indispensable.

Envoyer dossier candidature
(c.v., photo, lettre manuscrite)
sous n° 8087
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

IMPORTANT CABINET D'AUDIT FRANÇAIS

recherche

COLLABORATEURS

Ayant 3 ans d'expérience au moins
dans les domaines de la banque
et des assurances.

Envoyer c.v. + photo + prétentions à
C.D.V., 114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

Société de distribution LYON

recherche

Directeur

Formation supérieure - assumant la gestion
financière, les procédures d'achats France-
Etranger.
Animation et management d'une équipe.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 5855 à
PIERRE LICHOU - 12, rue Président Carnot
69002 LYON qui transmettra.

EUROTHOM

Bois de commercialisation de
produits immobiliers mer, mon-
tagne, multi-propriété de loyers
et d'investissement, cherche

6 SPECIALISTES VENTE MULTIPROPRIÉTÉ

(Nouvelle formule)
région Nord-Est, Rhône,
Aquitaine et Paris.
Rémunération stimulante.
Appuis publicitaires importants.
Envoyer lettre manuscrite, c.v.
et photo 35, rue Pasteur,
06000 NICE, T. 93-65-05-25.

Agence Départementale
de Développement
économique
(Statut loi 1901)
en région Rhône-Alpes
recherche son

DIRECTEUR

- Son rôle :
- assurer le développement économique d'un Département (conseil général) ;
 - animer et coordonner un service administratif responsable du suivi des politiques publiques et une structure de mission chargée de l'aménagement des territoires (stratégie d'implantation, promotion, conseil, actions de développement à l'échelle des bassins) ;
 - développer un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres consulaires, collectivités locales, ministères, institutions financières).

- Son profil :
- diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4 ou minimum) ou de grandes écoles ;
 - ayant une connaissance approfondie du milieu des entreprises, des stratégies industrielles et des politiques économiques publiques ;
 - possédant une expérience pro. actuelle (ou récente) de direction d'une structure publique ou parapublique d'action économique ;
 - ayant une forte capacité de coordination et de négociation.

Contacts :
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo, salaire actuel) avant le 15 novembre sous n° 8088 M
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

COMMISSAIRE
AUX COMPTES
Paris-16^e
RECHERCHE
un collaborateur
DECS +
2 à 3 ans expérience.
Tél. : 46-53-66-00.

Bureau d'études

étroitement lié à de grandes entreprises

intervenant dans des domaines technologiques de pointe

recherche

D'UNE PART

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Grandes écoles, ECP, ENSAE

ET D'AUTRE PART

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ESME, ESTACA

Poste à Paris.

Nécessite de fréquents déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite et c.v. sous n° 8089 M
le Monde Publicité, 8, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

UNIVERS DE LA GESTION

Abeille ASSURANCES

GROUPE
VICTOIRE

Devenez le partenaire actif de nos agents commerciaux

Après une formation théorique et pratique rémunérée, vous aurez un rôle :

- d'animation et de formation techniques et commerciales.
- de conseil dans le domaine de la gestion (portefeuille et comptable).

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(écoles de Commerce, maîtrise de gestion
Sciences Eco, droit)

Ayant le goût du terrain, motivé par un groupe susceptible de vous offrir des perspectives de carrières intéressantes et variées ; Venez renforcer notre équipe d'inspecteurs du cadre IARD.

Poste à pourvoir dans différentes régions de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous
réf. IC/OVNG à Mme IMBERT, 52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL

FUTUR RESPONSABLE

8005

SENIOR CONSULTANT

Votre métier, la gestion des personnes

BERNARD JULIEN

Jeune assistante

VOTRE MISSION

Vous serez chargée de la gestion administrative et technique des services de la Direction Générale de la Société. Vous devrez assurer la liaison entre les différents services et assurer le suivi des dossiers.

Vous devrez également assurer la gestion des archives et la tenue des comptes de la Direction Générale.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

Vous devrez enfin assurer la gestion des relations avec les fournisseurs et les clients.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS INTERNATIONAL

Paris
4 400 personnes - nous intervenons dans tous les domaines industriels tels que l'énergie nucléaire, l'industrie électrique, les transports, l'aérospatial. Avec 37 sites de production dans le monde, dont 8 en France, nous réalisons 73% de notre CA à l'étranger.
Notre Directeur des Services Comptables souhaite intégrer un Cadre expérimenté.

FUTUR RESPONSABLE CONSOLIDATION

diplômé HEC - ESCP - ESSEC - Sciences Po - DECS, chargé de la production des comptes consolidés annuels et intermédiaires, des relations avec les filiales consolidées, de l'organisation des procédures afin de garantir la qualité de notre information chiffrée. La maîtrise de l'outil informatique, la pratique de deux langues, dont l'anglais, sont nécessaires. Outre la rigueur et la compétence, des qualités relationnelles sont indispensables pour communiquer avec l'ensemble des services du groupe.
7 à 10 ans d'expérience réussie dans la comptabilité de groupe ou dans la consolidation sont requis. Des perspectives d'évolution sont offertes à tout candidat de valeur.
Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre candidature (avec photo), en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 903 M - KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 Paris.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

cegos

Coopération

Division du Groupe CEGOS nous étoffons notre équipe de conseil aux entreprises publiques et privées. Nous recherchons, pour des missions dans les PAYS EN DEVELOPPEMENT,

SENIOR CONSULTANT EN GESTION

- D'un niveau de formation élevé, le candidat retenu alliera, à son savoir-faire de généraliste, de solides compétences en contrôle de gestion. Il aura occupé des postes de responsabilité, et si possible assuré des missions de conseil de natures variées. Son expérience aura été acquise en entreprise, en France et à l'étranger. Une aptitude à travailler en langue anglaise sera un atout.
- Basé à Paris, le poste à pourvoir exige une grande mobilité. Le cumul des déplacements, dont la durée unitaire varie de quelques jours à plusieurs semaines, est de l'ordre de six mois par an.
- Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à Henri ZMIROU, CEGOS COOPERATION, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

Votre métier, la gestion de portefeuilles boursiers...

Particulièrement appréciés pour la qualité de nos conseils, notre réputation est largement établie. Là est sans doute l'une des raisons qui nous situent parmi les principales Charges d'agent de change de la place parisienne. Aujourd'hui, résolument tournés vers la prochaine internationalisation boursière, nous recherchons un homme qui sera interlocuteur et gestionnaire de notre clientèle particulière.
Dans le cadre de notre service spécialisé, votre mission sera de suivre et conseiller une partie de la clientèle existante. Bien sûr, vous aurez à la développer et à l'enrichir de nouveaux clients.
Autour de la trentaine, vous êtes de formation supérieure, plutôt "Sciences Po" ou Maîtrise de gestion. Riche d'une ou de deux premières expériences que vous avez acquises de préférence au sein d'un service de gestion privée, vous souhaitez aujourd'hui donner une nouvelle dimension à votre carrière tout en rejoignant une Charge réputée.
Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 3209 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

Jeanne Gatineau

Division de l'EUROPEENNE DE PRODUITS DE BEAUTE. Notre profession : LA BEAUTE. Nous sommes l'un des grands de la COSMETOLOGIE. Notre développement continu nous amène à rechercher notre

Jeune assistant de direction générale H/F

HEC, ESSEC, SUP de Co., IEF,...

VOTRE MISSION : En liaison avec l'ensemble des services (Finance, Production, Marketing, Commercial), vous assisterez le Directeur Général et les Directeurs des Départements (Développement, Budgets, Recherche, Commercialisation des produits, Relations, analyses commerciales...). Pour réussir, vous aurez vos premières expériences de type Auditeur, Contrôleur de gestion ou d'Assistant Général... être BILINGUE ANGLAIS (une 3^e langue serait un plus), disponible et avec le goût des contacts.

SES ATOUTS : une société en plein "boom" économique dans un créneau très porteur, un poste élargi à nombreuses responsabilités au sein d'une structure à taille humaine, des conditions de travail très intéressantes (salaires motivants...) et un cadre agréable.

Intéressé(e) par ce poste, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daria, 75008 PARIS sous la réf. 46.987 LM.

Mercuri Urval

Responsable comptabilité analytique

CAP SOGETI FORMATION

Filié du premier Groupe Européen de Services Informatiques, nous sommes spécialisés dans le domaine de la formation.

VOTRE PROFIL : diplômé d'une Ecole de Commerce et titulaire du DECS, vous avez une expérience de la fonction de 3 à 5 années dans un contexte proche du nôtre. Vos qualités de rigueur et d'organisation se sont traduites par d'excellents résultats dans vos interventions. L'outil informatique vous est familier.

VOTRE MISSION : en relation directe avec notre Directeur Administratif et Financier, vous assurerez la gestion des dépenses et la production des comptes d'exploitation. Votre rôle de la communication sera décisif dans la réussite de votre mission. Votre rémunération et votre évolution seront directement liées à vos compétences et à votre motivation. Merci d'envoyer votre CV + photo et salaire actuel à Mlle PUTYAUD en précisant la référence.

CAP SOGETI SELECTION

100 rue de la Chapelle 75012 Paris.

Coordinateur de projets

Rattaché au directeur de l'informatique, vous serez chargé d'établir et de mettre en œuvre des projets informatiques, incluant leurs incidences sur l'organisation et assurerez la coordination entre les équipes informatiques et les utilisateurs.

Ce poste fonctionnel s'adresse à un INGENIEUR (SUPERIEUR INSA ou équivalent) avec une spécialisation informatique de préférence, issu d'une société de services informatiques vous aurez acquis pendant environ 5 ans, l'expérience de la conduite de projets jusqu'à leur mise en œuvre chez les utilisateurs.

Ce poste est à pourvoir à Marseille dans une importante société, vous offrant de réelles perspectives de carrière.

Si vous pensez être l'homme de la situation, veuillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 14 DI à notre Conseil Patricia Perona - 1, rue de la République 13002 MARSEILLE qui nous permettra d'établir nos premiers contacts.

patricia perona

conseil en recrutement

Un groupe industriel international en pleine expansion (CA de plus de 7 milliards de FF, 60 filiales à l'étranger) recherche pour renforcer son équipe financière son

Analyste de Crédit

Paris 230-250 000 FF

Responsable pour le compte du Groupe des analyses de risques clients (existants ou potentiels), il devra principalement pour cela effectuer les études économiques, commerciales, stratégiques nécessaires; analyser les risques pays; maintenir et développer des contacts commerciaux étroits avec les principaux clients du groupe.

Doté d'une formation supérieure de gestion, d'une première expérience réussie dans l'analyse financière acquise en environnement international, vous avez un tempérament dynamique et commercial, êtes diplomate et persuasif, et maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'allemand. Une expérience des dossiers de rachats d'entreprises serait un plus pour cette fonction.

Contactez Jérôme Lancelotti au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° tel + rémunération actuelle à Michael Page France, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. M 62 JL.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

contrôleur de gestion senior

Un GROUPE PERFORMANT, spécialisé dans le COMMERCE INTERNATIONAL (Chiffre d'affaires : 1,8 MdF - 80 filiales en Europe et Amérique du Nord) caractérisé par une rentabilité élevée et une stratégie affirmée de croissance, crée un nouveau poste au sein de son Holding.

Rattaché à la Direction du Contrôle de Gestion, il se verra confier le contrôle de plusieurs CENTRES DE PROFITS nouvellement créés en France (Chiffre d'affaires : 600 MF). Il participera à l'implémentation des structures administratives et financières de ces sociétés et assurera la mise en œuvre des outils de gestion propres au Groupe. Interlocuteur privilégié des Directeurs Généraux des filiales, il jouera à leur égard un rôle actif de conseil et d'assistance.

Ce poste, basé à Paris - nécessitant autonomie, initiative et rigueur - s'adresse à un DIPLOME DE GRANDE ECOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP...) + DECS, ayant acquis une expérience de 8 à 15 ans de Contrôle de Gestion. La vocation internationale du Groupe exige une pratique courante de l'anglais.

Les dossiers de candidature sous réf. 3399 M seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

SERVICES RAPIDES DUCROS

1400 personnes - 600 millions de CA - 35 établissements
Nous sommes leader de la messagerie rapide. Notre expansion est de 15 % par an et nous sommes parmi les entreprises françaises les plus performantes. Une entreprise saine et dynamique, une efficacité prouvée. Pourquoi rechercher un

CONTROLEUR DE GESTION Nîmes

Pour mieux utiliser et affiner les outils existants, les rendre plus performants, les étendre à tous les systèmes de l'entreprise.
Pour une collaboration efficace avec les hommes qui font nos agences, les aider dans la mise en place d'actions correctives.
Pour une assistance à la Direction Générale qui soit celle d'un professionnel de la gestion connaissant bien les hommes de terrain.
Pour que le contrôle de gestion soit une fonction dynamique de l'entreprise.
Nous recherchons donc un candidat Ecole de Commerce ou de Gestion ayant au moins 5 ans d'expérience dans la même fonction dont la personnalité sera déterminante pour son adaptation.
Rigueur, bien sûr, analyse et synthèse mais surtout sens de la communication et hauteur de vue.

Nous ne souhaitons qu'une chose, vous voir évoluer avec nous.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions, sous réf. CGN/M, à notre conseil KER - 23, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS.

KER

La holding d'un important groupe de services recherche

Auditeurs internes

diplômés d'une école de commerce (DECS apprécié), ayant de préférence une première expérience professionnelle.

Vous contribuerez au développement du service de contrôle interne, placé sous la responsabilité directe du Président, et participerez, en équipe, à des missions variées (harmonisation des procédures au sein du groupe, audit de ces procédures et contrôle comptable).

Vos qualités de rigueur et de contact devront vous permettre de vous affirmer dans ce poste et vous ouvriront des possibilités d'évolution dans le groupe.

Les postes sont basés à Paris avec des déplacements en province.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. B95 à VALENS CONSEIL 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

هكذا من الاجل

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Financiers...
Comptables...
Banquiers...

Vous souhaitez valoriser et développer votre sens commercial et vos qualités d'entrepreneur tout en conservant un contact étroit avec la finance.

Michael Page France, spécialiste en recrutement financier, comptable et bancaire et filiale d'un grand groupe de communication britannique, vous propose de venir renforcer son équipe de consultants.

Contactez Charles-Henri Dumas au 46.70.00.36 ou adressez votre dossier de candidature à Michael Page France, 19 avenue George V - 75008 Paris.



Michael Page France

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

SIPOREX

leader national du béton cellulaire,
(350 personnes, CA : 200 millions de francs, 3 usines),
bien implanté dans le domaine des matériaux
pour le bâtiment, recherche son :

Responsable du personnel

Rattaché en P.D.G., vous serez le conseil en gestion du personnel des directeurs d'usines et

vous aurez en charge tous les dossiers concernant :

• la gestion des pannes, • l'application de la législation sociale,

• les affaires juridiques du siège (assurances, baux, contrats commerciaux,

contentieux clients et fournisseurs, ...)

VOS ATOUTS :

- âgé de 35 ans au moins, une formation supérieure (Sciences Politiques, Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise ou DESS en droit...),
- Une solide expérience de juriste dans le secteur industriel,
- Votre sens relationnel, votre approche positive des problèmes et votre adaptabilité,
- Votre anglais est courant.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Une ambiance de travail jeune et dynamique,
- L'aide de l'outil informatique et de conseils extérieurs,
- De réelles responsabilités et une large autonomie,
- L'usage et les moyens d'un grand groupe international dont nous sommes la filiale.

Intéressés par ce poste basé à PALAISEAU (91), envoyez rapidement lettre, CV,
et rémunération actuelle à MERCURY URVAL - 14 bis, rue Durr,
75008 Paris sous la réf. E2.1085 I.M.

Mercury Urval

EDF
Electricité de France

CONTROLEUR DE GESTION

HEC - ESSEC

Région Centre

Dépendant directement du responsable administration -
gestion de l'unité vous serez chargé :

- d'assister les responsables opérationnels dans l'analyse
de leurs résultats financiers et leur proposer, le cas échéant,
les mesures correctives de gestion,
- de participer à la mise en place des procédures, de
tableaux de bord et d'indicateurs dans le domaine de la
gestion,
- d'animer la procédure de planification et le budget avec
leurs contrôles associés.

Vous êtes débutant ou justifiez d'une expérience de 3 à
4 ans dans ce type d'activité.

Rémunération annuelle : 150 000 - 160 000 F.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CG à
M. Lamberet, EDF, Service du Recrutement, 12, place des
Etats-Unis - 75783 Paris Cedex 16.



L'ASCENSEUR

Filiale française du groupe américain OTIS, n°1
de l'ascenseur recherche pour son unité de
production d'Argenteuil un :

Futur contrôleur de gestion

Nous vous proposons une expérience formative et concrète, en contact
direct avec les réalités de notre entreprise.

En effet, vous aurez à superviser les traitements comptables, le reporting
mensuel, le suivi des comptes et résultats, à construire le plan annuel.

Vous aurez à assister le contrôleur de gestion.

Cela implique pour vous d'être à l'écoute et de mettre en place de
nouvelles procédures dans un souci d'efficacité et de qualité, à déve-

lopper vos projets en liaison avec l'informatique.

Vous avez une formation Ecole de Commerce, option Finances ou
équivalent et bénéficiez d'une première expérience professionnelle
similaire, il est possible dans un cadre de production.

Vous savez utiliser la micro-informatique. La connaissance de l'anglais est
souhaitée.

Ce poste évolutif sera pour vous un tremplin dans l'entreprise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Ascinter OTIS, Villerive
PARADES, 141 rue de Sceaux, 75017 Paris, sous réf. CGM/711.

OTIS : DESTINATION FUTUR.



Responsable de l'Organisation

Le Centre National
de Transfusion
Sanguine emploie
aujourd'hui plus
d'un millier de
personnes et réa-
lise un C.A. d'en-
viron 520 millions
de francs.

A 28-30 ans environ, de formation supérieure (ingénieur ou école de Commerce) vous avez une première
expérience de 3 à 4 ans acquise au sein d'un important Cabinet d'Organisation et pouvez dès à présent mener de
manière autonome l'

amélioration de notre organisation

Ce poste clé, vous permettra en relation avec nos différentes unités de diagnostiquer nos procédures existantes, de
proposer leur amélioration et de participer à leur mise en place dans la perspective d'harmoniser une politique
générale de développement des méthodes de gestion.

Pour mener à bien cette mission, vous êtes parfaitement familiarisé avec l'outil informatique, vous avez le goût des
responsabilités, des qualités de contacts et de rigueur.

C'est un Challenge passionnant que nous vous proposons au sein de notre Société où la rémunération saura être
motivante et en rapport aux larges responsabilités offertes.



Pour le poste basé aux Ullis, adressez votre dossier sous référence 4000/M (C.V., lettre manuscrite, photo) à notre Conseil
GESTION ET METHODES - 7 bis, rue de Monceau - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

Lectra
Systèmes

Conception - Fabrication - Commercialisation de biens d'équipement
haute technologie - CA croissance annuelle 50 % - 17 filiales -
Vocation exportatrice très marquée - Management social avancé.

Mélez-vous
de nos
affaires !

AUDIT SOCIAL Réf. AS 3200

Rigueur, esprit de synthèse et sens relationnel sont vos
atouts majeurs.

Ils vous permettront d'intégrer une équipe jeune et motivée.

Votre mission inclura les domaines suivants :

- Aspect Légal et Réglementaire de la gestion du personnel,
- Bilan Social et Reporting,
- Suivi des procédures et études diverses.

A 25/35 ans, vous avez de préférence une formation supé-
rieure juridique et impérativement une expérience réussie
dans la fonction personnelle.

L'anglais est souhaité.

Poste basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + photo en préci-
sant la référence du poste à :

LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Marticot
33610 CESTAS

Organisme important
(18 000 al., CA 85, 812 MF)
recherche

COLLABORAT. COALUX H.F.
- Sans des responsabilités.
- Profession de gél. av. av.
- Rémunérat. très motiv.
Tél. pour r.v. 45-00-24-03.

Rech. PROFESSEURS
Maths-physique, Français
Hr niveau, exp., temps partiel
Téléphone : 40-16-88-00.

GABOR Est - 42-95-80-30.
EXPLOITANTS
EXPERIMENTES BANQUE.
Min. 3 ans expér. service client.

MAIRIE
DE CLICHY-LA-CARENNE
(94000 habitants)
recherche

LE RESPONSABLE
DE SON BUREAU
D'ACTION ECONOMIQUE

Niveau de recrutement :
Attaché.
Formation souhaitée :
Maîtrise Sciences Eco.,
Administration
des collectivités.
Ecole de commerce.
Exp. en entreprises appréciables.
Dynamisme et sens de l'initiative.
Postes à pourvoir : le 2, nov. 1987.

Adressez candidature et C.V.,
M. le Maire, Hôtel de Ville,
B.P. 207, 93110 CLICHY.

secrétaires
ORGANISME DE CONSEIL
POUR CHEFS D'ENTREPRISE

Recherche pour Paris

SA SECRÉTAIRE
DE DIRECTION

Bilingue anglais.

De formation supérieure,

possédant une solide

expérience et un sens des

contacts humains très

développé, elle saura

s'intégrer au sein d'une

petite équipe dynamique.

Organisée, elle assurera

un secrétariat varié et

se verra confier des

responsabilités. Maîtrise
du traitement de textes
indispensable.

Adressez votre lettre manuscrite
+ C.V. et photo à :
PCA, 127, rue de La Tour
75116 PARIS.

LYON

Cabinet d'Audit
Membre d'un réseau international
recherche pour son activité
EXPERTISE ET CONSEIL

SENIOR
CONFIRME

Il interviendra sous la conduite d'un directeur
de mission auprès de PME structurées dans le
cadre de missions de révision et de conseil en
gestion.

De niveau ESC ou assimilé, ayant 3 à 5 ans
d'expérience en entreprise ou en cabinet, il
devra avoir un goût prononcé pour les contacts
humains et les techniques d'analyse financière
et de gestion.

Adressez lettre manuscrite + CV + photo à :

Béatrice LETIENNE

HSD EXPERTISE ET CONSEIL

16, rue Professeur Depéret

69160 TASSIN LA DEMI LUNE

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

d'implantation internationale
recherche pour ses bureaux parisiens :

Collaborateurs HF
DE HAUT NIVEAU

Formation universitaire ou Grandes Ecoles
appréciées.

Expérience souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réfé-
rence 1079 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, av.
Ludovic 75009 PARIS - qui transmettra.

VOUS CHERCHER UN POSTE POLYVALENT, AUTONOME et EVOLUTIF

Jouez la carte de
la croissance

Vous voulez vous investir pleinement dans un environnement professionnel
stimulant.

Nous vous proposons de prendre DES MAINTENANT un poste à 3 dimensions :

- humaine : management d'équipes
- gestion : élaboration et suivi de comptes d'exploitation
- commerciale : optimisation de la satisfaction des clients

en vous confiant, après formation, la responsabilité opérationnelle de plusieurs de nos
contrats.

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent), vous avez, au cours
d'une première expérience, fait preuve de vos qualités de gestion. Votre mobilité
géographique (Paris-Provence) sera un atout supplémentaire.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo à SODEXHO, 49, rue de la République,
Recrutement, BP 36, 75391 BOIS D'ARCY Cedex.

5 MDS de CA
n° 5 mondial
de la Restauration
collective et
Services
leader français

SODEXHO

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

HEC, ESSEC, ESCP... débutants vers un contrôle de gestion dynamique

Votre goût pour la méthode, votre sens de la rigueur vous ont conduit à orienter votre formation vers une option finance-contrôle de gestion. Aujourd'hui, vous êtes prêts à entrer dans la vie active avec la volonté de mettre en application vos connaissances théoriques et pratiques dans un environnement en pleine expansion.

CARDIF, l'un des leaders sur le marché des placements de l'épargne et de la retraite vous propose de découvrir le milieu financier.

Au sein d'une petite équipe, vous assurerez un contrôle de gestion de qualité appliqué à tous les domaines de l'entreprise (contrôle budgétaire, suivi des activités, études diverses...).

Votre sens de l'outil informatique sera un atout supplémentaire (utilisation micro + infocentre).

Si notre performance vous séduit, adressez dès à présent votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. 578 M à Sylvie AGUER - Compagnie Bancaire, Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



■ groupe de la compagnie bancaire

Le Centre de Gestion Agréé des Exploitants Agricoles et Viticoles de la Côte d'Or

qui compte aujourd'hui 2.900 adhérents auprès desquels il intervient dans des domaines tels que la tenue de leur comptabilité, le conseil d'entreprise, le conseil en informatique, le conseil juridique et fiscal, recherche, pour son Centre de Gestion Agréé de

DIJON

un responsable d'agence

ESCAE - DECS

Vous participerez à l'élaboration des choix stratégiques de l'entreprise, à la politique de développement de nouveaux produits et de clientèle, à la mise en place de cette stratégie dans son unité. Vous aurez à assumer la Gestion Financière et la Gestion du Personnel de son centre en pleine autonomie à partir d'objectifs négociés, à promouvoir l'image du centre de gestion, à assurer la responsabilité des adhérents de son secteur.

Doté d'un goût prononcé pour une fonction polyvalente, il sera un gestionnaire confirmé et sera aussi responsable du développement commercial de son centre, ce qui implique le sens des contacts et de l'innovation.

Diplômé d'une ESCAE et titulaire du DECS, il aura acquis environ 7 ans d'expérience dans le domaine de la Gestion et de la Comptabilité.

Le candidat s'intégrera dans une équipe dynamique qui a la volonté de faire de son centre le leader dans son domaine en Côte-d'Or.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, sous référence 19 LM à MUTANDIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS

Controller

Doubs

CHARGEURS S.A. Un puissant groupe industriel français, aux activités très diversifiées, recherche pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles d'entretien, son controller. Rapportant hiérarchiquement au directeur général, et fonctionnellement au controller du groupe, il aura la responsabilité opérationnelle du reporting, du budget (établissement, suivi, contrôle des écarts), de la comptabilité générale et industrielle (assisté d'un chef comptable), de l'informatique (assisté d'un responsable informatique). Par ailleurs il est le garant du respect des procédures financières et de la transparence de la gestion de l'ensemble de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion, disposant d'une expérience de quelques années d'une fonction finances et gestion dans un environnement industriel, et familiarisé avec les coûts standards et l'outil informatique. Des qualités de contact, de dynamisme, l'esprit d'initiative sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à l'usine, dans le Doubs. La dimension du groupe permet d'envisager à terme, des possibilités d'évolution intéressantes. Ecrire en précisant la référence S8201M. (PA Minut 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Gariiers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre juridique

Société du groupe ELF AQUITAINE, nous sommes avec plus de 1 000 personnes et 2 milliards de francs de CA, n° 2 sur le marché des Gaz de Pétrole Liquifiés.

Nous recherchons un CADRE JURIDIQUE.

Véritable généraliste, vous serez rattaché au Chef du Département et l'assisterez pour l'ensemble des problèmes juridiques de la société et de ses filiales.

Jeune diplômé d'une maîtrise de droit privé à l'Université de Bordeaux, vous justifiez d'une expérience supérieure dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions, à ELF ANTARGAZ - Service Recrutement - 4, rue Léon-Jost - 78017 PARIS.

elf antargaz

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre grande expérience en photographie, fabrication, suivi clientèle, planning organisation, gestion, montage électronique, étudiant toutes propositions dans secteurs arts graphiques. Disponible rapidement. Ecrire sous la n° 8981 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

J.H. 28 ans, comptable Bacc 62, 8 ans d'expérience. Etude toutes propositions sérieuses. Tél. : 32-52-34-34.

R. 26 ans, ex. H-angl-ail, maîtrise commerce international, 1 an expérience, cherche emploi assistant ou export. Libre de suite. Tél. : 42-53-63-70 ou 42-53-20-07.

H. 36 ans, diplômé études sup. (bac + 4) + formation d'attaché de personnel et de relations sociales. 10 ans d'exp. opérationnelle de gestion du personnel dans ent. Presse. Mission longue durée service formation et gestion. 8.000 par. Recherche poste d'attaché responsable du personnel ou assistant formation. Toutes régions. Téléphone au 43-87-88-18.

Ingénieur Ecole Navale, 47 ans, ancien Afronaval, bil. angl.-français, maîtrise des langues, toutes prop. mission durée indéfin. France ou étranger. Tél. : 87-52-42-75.

J.F. 35 ans, excellente présentation, anglais, italien, exp. relations publiques haut niveau, libre voyageur. Recherche situation en rapport. Etude toute proposition. Ecrire sous la n° 8982 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

Etude la proposition de mission de confiance, personnelle ou de courte durée à caractère commercial, artistique, humanitaire ou privé, en France ou à l'étranger.

Ecrire sous la n° 8982 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

Département PME, récemment diplômé, manager efficace et mobile, maîtrisant à 50 ans son exp. (gestion, production, sociale) au service client(s) d'entreprise(s).

Ch. poste fixe ou contractuel à durée déterminée, exp. Tél. : (10) 37-24-31-54.

J.F. 32 ans, franco-africain, diplômé gestion administrative, et humaine de projets de développement Afrique Noire. Etudier toutes propositions. Ecrire à M^{me} ARNAUD, 40, rue Condorcet, Paris-6 ou tél. : 48-78-38-27.

J.H. 32 ans, technico-com. de haut niv. en réseau X 25 SNA, 10 ans exp. Informat. ch. empl. Toulouse ou région N.E. (16.1) 38-80-16-83.

PARIS J.H. 26 ans, maîtrise angl. indus. B2, langage des machines, exp. enseignement, ch. empl. enseignement, formes. prof. Tél. : 42-63-35-01.

SECRÉTAIRE DIRECTION 30 ans, 10 ans d'exp. BTS secr. + DEUG. Rang Xerox 880 et 845. Disponible immédiatement. 48-30-45-54/43-50-84-01.

Femme, études supérieures maîtrisant arabe, hébreu, anglais, ch. empl. de traduct. Banihahon, tél. 48-78-82-88.

J.F. 23 ans, titulaire DESS aménagement, développement (BAC + 5) + maîtrise éco., cherche fonctions en rapport. Tél. : 69-00-88-88.

SECRÉTAIRE bilingue anglais, français, allemand, ch. poste Secrétariat privé ou P.D.G. Libre déplacement, exp. CONTESSÉ, Publ. n° 18, 30.880, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

Secrétaire commerciale dactylo OPÉRATRICE DE BUREAU

18 ans exp. : comptabilité, gestion (commodités, expédition, développement). Excellent contact avec clients. Ch. poste à responsabilité. Libre rapidement.

Ecrire sous la n° 8983 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

ING. E.C.P. 33 ANS + form. ESCP MKG Indust. aspirant concept. et réalis. de projets. VLSI (Cana. + TV, MFI), ch. empl. dével. IC, R.P. ou dir. 42-52-64-73.

P. 40 ANS

PARFAIT BILINGUE ANGLAIS + ail., 4 ans USA, longue exp. achats, approvisionnements, gestion stocks + gestion boutique vente + publicité, magazine. Format. sup. gestion + achats + IFM. Rech. poste achats ou distribution ou export de préf. dans milieu lié à la mode ou au textile mais ouverture autres opportunités. Tél. : 39-73-83-01.

EXCELLENTE SECRÉTAIRE recherche emploi. Tél. : 43-40-78-47.

CHEF DU PERSONNEL 42 ans, 20 ans d'expérience dans tous les aspects de la fonction, recherche poste dans Paris ou région parisienne. Disponible très rapidement. Ecrire ss n° 8946 à Parfance Annonces, 4, rue Robert-Etienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

F. 41 ans, sérieux, sûr, dynamique, capacités d'organisation, expérience des relations humaines, sans commercial, disponible, adaptation rapide.

Cherche poste à responsabilité. Et. toutes propositions intéressantes. Libre de suite. Ecrire sous la n° 1034 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

RUE MESLAY
Studio ch. carrelage, poutres apparentes, 440.000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

4^e arrdt

MARNAIS, sup. inv. + 1 chbr en jardin privé, gd terrain, 2.700.000 F. 42-57-82-73.

5^e arrdt

MOUFFETARD
STUDIO CONF. 250.000 F. Tél. : 42-52-01-82.

15^e arrdt

AV. PÉLUS-FAURE, de bel env. gd 3 P., 11 ch. 1.700.000 F. SOBER - 42-57-82-73.

18^e arrdt

Bon 18^e, r. d'OSLO, plar. de l. 100 m², 3 ch. 110 m², 2 ch. sec. chf ind. 1.300.000 F. IMMOBAC 48-58-58-68.

QUARTIER GOUTTE-D'OR
2 P.CES CONF. 250.000 F. Tél. : 42-52-01-82.

RUE CAULAINCOURT
Bel immeuble p. de l. 3^e et 4^e, revêtement 3 p. ch. 45 m², 525.000 F. n.p. 46-27-53-24.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P.CES PARIS, préférence RUE GAULTE, avec ou sans travaux.
PAIE CPT ch. notaire.
48-73-20-07 même le soir.

IMMO MARCADIET
rech. appt toutes surfaces même à rénover.
42-52-01-82/42-53-73-73.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
3, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CITE. Belle réception avec minimum 3 chambres.
Tél. : (1) 45-62-78-89.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Locat. vente, gestion, 3, rue Berger, 75008 PARIS. Rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, louer garanti.
42-89-12-52.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
pour SAULES, STRS MULTINATIONALES et DIPLOMATIQUES. Etudes 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Société de capital-développement filiale d'un organisme professionnel

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES FINANCIÈRES

Pour :

- Analyse et évaluation d'entreprises ;
- Négociations de rapprochement (sociétés cotées, holdings, fusions) ;
- Assistance aux entreprises en difficulté ;
- Établissement de plans de financement ;
- Préparation de dossiers d'intervention d'une société financière et suivi de la gestion des filiales.

Ce poste ne peut convenir qu'à une personne ayant une expérience de haut de bilan, une connaissance des PME et le sens de la négociation.

Nombreux déplacements de courte durée en province.

Ecrire avec C.V., photo et prét. s/n° 895, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montesson, PARIS-7.

Groupe diversifié (25 sociétés - CA 600 MF) crée au sein de sa Direction Financière le poste de

TRESORIER

Basé à PARIS EST

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, familiarisé avec les techniques les plus récentes de gestion de trésorerie.

Le candidat âgé d'environ 30 ans pourra justifier d'une première expérience réussie dans la fonction.

Adressez C.V., prétentions et photo sous réf. 26613 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 93407 VINCENNES CEDEX qui transmettra

CANAL+

Assistant contrôle de gestion H/F

Rattaché à la Direction Financière, vous aurez en charge l'élaboration et le contrôle des budgets (reporting mensuel), le développement de nouveaux outils de gestion, des travaux d'analyse et de contrôle financier, l'analyse après des différents services de la société.

Formation E.C.P. ou équivalent DECS. Connaissances informatiques Lotus 1, 2, 3. Expérience 2 ans minimum d'audit.

Qualités exigées : rigueur, sens de la communication, esprit critique, curiosité, esprit d'équipe. Libre déplacement.

Adressez lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous référence 55-48 à

SPIRALE 36, rue Billaud - 75009 PARIS

Touraine

Organisme financier lié au logement social, nous recherchons un

Adjoint de direction

Bes droit de notre directeur ;

- vous prendrez en charge l'analyse et l'application de la réglementation afférente à notre activité ;
- superviserez les services dans la gestion des dossiers clients ;
- participerez à la définition et l'organisation de notre politique d'information.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 30 ans, de formation supérieure (ECO, Droit...) ayant l'expérience d'une fonction polyvalente acquise par exemple au sein d'un organisme de construction (privé, HLM, SEM...) ou d'un secrétaire général.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à notre Conseil, sous référence AD/MO/922, PC Comptables, 21 rue Emile-Zola - 37000 TOURS.

هكذا من الاجل

Débats

Dépression politique

De la vacuité des projets peut émerger une autre manière d'être ensemble.

par MICHEL MAFFESOLI (*)

On ne peut nier que, de plus en plus, la suspicion pèse non seulement sur la politique et les divers jeux, plus ou moins ragoûtants, qu'on lui connaît, mais également sur la politique dont la tradition occidentale n'eut de cesse de vanter les mérites. Il faut également reconnaître qu'une curieuse occulte ne permet pas de tirer toutes les conséquences d'une telle évolution. En effet, l'intelligence, en ses diverses expressions, continue à voir dans le ou la politique la dimension incontournable de notre temps. Décideurs, hommes politiques, journalistes et universitaires s'emploient, suivant leurs préoccupations, à faire rentrer les divers phénomènes sociaux, qu'ils sont amenés à observer ou à gérer, dans un tel lit de Procuste.

Certains, il est vrai, devant les indices insistant de sa saturation, devant l'aspect insaisissable de nombreuses situations ou expériences nouvelles, s'accrochent sur le fait que quelque chose existe à côté du politique ou même, pour être plus précis, lui préexiste. Cette « chose » est alors appelée « société civile ». En la nommant ainsi, on lui assigne une place et, du même coup, on s'en protège. Ainsi, à l'occasion, on peut du même coup l'évoquer au mieux comme un *sommeil* aux contours indéfinis, au pire comme une entité dangereuse dont il convient de se méfier. Parfois aussi, on la place dans une conversation de bon ton... et l'on passe aux choses sérieuses. Obnubilés que nous sommes par les diverses formes du pouvoir, il ne nous paraît pas pensable que quelque chose puisse lui échapper. On a souvent parlé de l'« étincelle » occidentale, caractérisant notre manière de concevoir le monde. Il serait temps de reconnaître qu'il existe

une sorte de « *politicocentrisme* » aux effets intellectuels des plus nocifs, en ce sens qu'il ne permet pas de comprendre l'émergence d'une vigoureuse socialité.

Il est vrai qu'il s'agit là d'une constante : par pesanteur idéologique, on continue à penser en des termes qui ne rendent plus compte de rien. Ainsi, lorsque l'interprétation politique paraît par trop inadéquate, on fera intervenir ces catégories fort proches qui posent les problèmes sociaux en termes de « *devoir être* ». Ce qui donne naissance à ces bouillottes morales particulièrement prises par les temps qui courent. En étant projectives, tournées vers le futur, universalisantes, et quelque peu rationalistes, les perspectives politiques et morales sont de la même eau. Elles jugent ce qui doit être retenu ou pas, elles déclarent le bien et le mal et déterminent le vrai et le faux.

Homo aesthetics

Sécurisante pour l'esprit, issue du développementalisme optimiste propre à la modernité, une telle vision généralisante n'est plus de mise en un monde caractérisé par l'hétérogénéité des valeurs sociales. En bref, on peut dire, fût-ce d'une manière hypothétique, que l'*homo economicus* tourné vers le lointain et la maîtrise de la nature, que l'*homo politicus*, fasciné par le pouvoir et se déterminant pour ou contre lui, pourrait bien laisser la place à ce que l'on peut appeler un *homo aesthetics* qui se soucie avant tout d'appréhender quelques émotions collectives, au sein des

petites « tribus » auxquelles il participe.

Sous peine de perdre contact avec la réalité sociale, nous serions bien inspirés d'être attentifs à un tel processus, en cette période électorale qui va voir s'affronter une grande diversité d'opinions.

Sera-ce l'occasion d'un choc des idées ? Quoique l'on puisse en douter, il est bon de l'espérer, car l'enjeu est loin d'être négligeable celui-ci délimite la logique de l'être ensemble qui s'esquisse de nos jours. Logique qui ne serait plus finalisée, tournée vers le lointain, mais au contraire centrée sur le quotidien. Ce qui nécessite une pensée du « *domestique* » en quelque sorte. On peut parler de ce fait d'une *dépression du politique*. C'est-à-dire que c'est dans le creux laissé par l'absence de projets, sous leurs diverses formes, que va se nichier une autre manière de comprendre et de vivre l'existence sociale.

Culture des sentiments

Pour le formuler en des termes un peu abrupts, on peut dire qu'à la polarité constituée par le couple de la morale et du politique est en train de succéder une polarité qui s'articule autour de l'hédonisme et de l'esthétique. Tout en étant un peu arbitraire, ce glissement permet d'écarter la différence fondamentale qui existe entre, d'une part, une attitude prospective, une conception du temps finalisée, un ordre social reposant sur l'individu et la raison mécanique, et, d'autre part, un vécu plus amoral, plus sensible, plus imaginaire, envisageant l'ensemble de la société comme étant un ordonnancement d'une multitude de groupes s'ajustant tout bien que mal entre eux.

Il s'agit là d'un glissement d'importance que les hommes politiques ont quelque mal à cerner : le social ne s'inscrit plus dans le cadre d'une histoire en marche, il ne se situe pas non plus contre l'histoire, il se met en marge de celle-ci ; ou, plus exactement, il fait éclater le concept de centre historique en une multitude de centralités souterraines qui ont chacune leur histoire. Savoir prendre en compte une telle hétérogénéité est certainement la question essentielle de cette fin de siècle.

A travers le vieillissement, et les modes, il faut savoir lire la qualité d'une architecture dans ce qu'elle a de novateur, dans ce qu'elle aura de futur, et dans ce qu'elle a de sensibilité dans son présent. A ce titre, le Pavillon de la France, à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles en 1958, fut un coup de tonnerre dans l'histoire de l'architecture officielle française des expositions.

Enfin, en 1960, cet architecte de violence et d'audace s'attaque à la ville de Cannes. Et là, surprise, il entreprend un aménagement tout en douceur de la promenade de la Croisette jusqu'au port Canto, qui reste encore aujourd'hui le seul exemple de port moderne qui soit tout autre chose qu'un parking à bateaux. Voilà ce que nous légue l'architecte Guillaume Gillet.

Quatre fois cet homme a indiqué une voie aux architectes, quatre fois il a frappé juste, et c'est à notre époque, au finissant étonnant pour qu'on se croie obligé de le rappeler à ceux qui l'oublient.

CLAUDE PARENT.
(Architecte, Paris.)

BANQUEROUTE

Soupçon sur la justice

Qu'un homme d'affaires entreprenne avec deux joailliers des relations financières portant sur des sommes considérables, voilà somme toute de l'ordinaire. Que ces joailliers se voient reprocher sinon l'activité occulte de banquier, du moins de nombreux agissements illicites punis par la loi, cela peut arriver. Qu'après avoir creusé un trou de quelques milliards, ils se retrouvent en prison, c'est déjà plus rare.

Que devenu ministre de la justice, garde des sceaux, notre homme d'affaires soit le chef suprême du parquet, qui exerce l'action publique, recherche coupables et complices, organise les poursuites, voilà qui complique l'histoire.

Trêve d'apologie, la justice pourrait-elle sortir indemne d'une telle situation si elle devait durer ? Il ne nous appartient pas de dire si l'affaire Chaumet doit devenir l'affaire Chalandon. Mais peut-on concevoir dans un Etat de droit que le ministre de la justice puisse avoir des intérêts en jeu, être mis en cause à l'occasion d'une affaire pénale, sans que pèse sur le cours de la justice l'ombre d'un soupçon ?

BERNARD ANDREU,
DOMINIQUE COUARD
et ROLAND RAPPAPORT.
(Paris.)

Le siècle des métropoles

Comment et pourquoi préparer l'Ile-de-France de l'an 2000

par MICHEL GIRAUD (*)

Le Nouveau Monde, c'est l'Europe ! Les nouveaux moteurs, ce sont les métropoles. Terminés, les complexes d'une Europe vieillissante qui enviait la jeunesse et le dynamisme des continents américain et asiatique. Terminés, les vœux pieux et les cautions sur jambes de bois. Jouons l'Europe pour gagner ! Les chances de l'avenir se forment désormais à Londres, à Francfort, à Barcelone, en Ile-de-France. C'est le réveil des métropoles européennes.

Pourquoi ? Parce que les Etats ont compris — et le gouvernement de Jacques Chirac est le premier à le comprendre en France — que leur puissance et leur compétitivité internationale passent par le rayonnement et le bouillonnement de leurs métropoles.

Parce que, depuis que la Communauté européenne se construit, les barrières tombent une à une, le terrain devant être complètement déblayé en 1993. Parce que l'espace se rétrécit à force d'Airbus et de TGV, au point que plus de 100 millions d'Européens vont se trouver à moins de trois heures de Paris. Parce que l'évolution des techniques de communication, la multiplication des téléports accélèrent le temps, plaçant les entreprises européennes en prise directe sur une économie — monde sans concession.

La disparition des obstacles juridiques et le rapprochement physique des métropoles européennes ont profondément modifié le paysage économique français. La région Nord-Pas-de-Calais est désormais en concurrence avec la Belgique ou les Pays-Bas plus qu'avec l'Ile-de-France. La région Rhône-Alpes se tourne vers Zurich, Genève ou Milan ; la région Languedoc-Roussillon vers Barcelone ou Madrid. Mais l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon doivent jouer la France ensemble.

Les régions européennes se livrent, entre elles, une concurrence saine mais féroce pour attirer les hommes et les emplois. Une entreprise étrangère décidée à s'installer sur notre continent cherchera quelle est, en Europe, la région la plus intéressante en termes d'infrastructures de transport, de communication, de bureaux, de loisirs... L'implantation d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée est la manifestation la plus retentissante de cette démarche « comparative ». Elle est également la preuve la plus tangible de la compétitivité de l'Ile-de-France.

Dans une Europe libre il y a, de plus en plus, un marché de métropoles, comme il y a, dans une économie libre, un marché de l'automobile ou de l'électroménager. D'ici à dix ans, la nation qui se retrouvera en tête de l'Europe sera celle qui aura le mieux su promouvoir chacune de ses métropoles et créer entre elles une nécessaire et forte synergie. A nous de gagner.

En France, c'est la région qui représente, en théorie, ce nouveau champ de compétition internationale. En pratique, les régions ne pourront faire gagner la France que si l'on ajuste les règles du jeu. Il faut repenser la décentralisation, redéfinir la répartition des pouvoirs entre la commune, le département, la région et l'Etat pour que chacune de ces collectivités puisse donner le meilleur d'elle-même.

Cela veut notamment dire supprimer les interférences, les cooptations, les financements croisés. Cela veut dire rechercher la complémentarité de deux couples : celui des gestionnaires locaux qui forment la commune et le département, et celui des aménageurs que sont l'Etat et la région.

Des pouvoirs rités

Il ne s'agit pas tant de donner plus de pouvoirs à la région que de lui donner autrement les pouvoirs utiles. Il faut la dispenser de gérer le quotidien pour qu'elle se consacre à l'organisation de l'avenir, au renforcement des capacités économiques, en aménageant le temps et l'espace. On ne la libère de la plomberie des lycées pour lui permettre de construire les routes et d'implanter les téléports.

Tel est le véritable rôle de la région : coordonner les grands équipements en prolongeant, sur le terrain, l'action de l'Etat. En Ile-de-France, depuis vingt-cinq ans, nous préparons la région à sa véritable vocation, celle d'être moteur économique du pays en même temps qu'espace confortable de vie pour les dix millions de Français.

C'est à cet objectif que répondent les villes nouvelles, la Défense, le RER et les autoroutes... C'est sur cet acquis, édifié depuis plus de deux décennies, que nous pouvons nous appuyer pour gagner la partie de 1993. L'enjeu est d'importance. D'abord, parce qu'il y a à la clé la volonté d'être la grande métropole de l'Europe occidentale. Sa situation centrale au cœur de la Communauté, son réseau de communication et la spécificité tertiaire de l'Ile-de-France autorisent celle-ci à « revendiquer » cette place de choix.

Ensuite, et surtout, parce qu'il en va du bien-être économique et social des millions d'hommes et de femmes qui font l'Ile-de-France. Rempart du défi européen, cela se mesure en termes d'emploi, de niveau et de qualité de vie.

Les moyens de gagner ? C'est l'Ile-de-France 2000, qui doit être un grand projet économique et humain pour les dix années à venir. Un projet qui visera, en associant les énergies des pouvoirs publics et des Français eux-mêmes, à créer une fantastique synergie de tous les potentiels économiques de la région et à promouvoir le cadre d'existence qui sied à l'équilibre et au bonheur des hommes.

Cela signifie : donner sa véritable dimension au grand axe qui, de Cergy-Pontoise à Marne-la-Vallée, mobilise la puissance tertiaire de l'Ile-de-France ; canaliser les capacités intellectuelles et économiques autour de deux grands pôles européens de Massy et de Roissy, à l'interconnexion des lignes de TGV ; enfin, offrir un cadre de vie harmonieux en insérant l'agglomération centrale dans une vraie ceinture verte et en valorisant le réseau fluvial de la région.

Ile-de-France 2000 doit être un projet fort, ambitieux. Toutefois, sa force et son ambition sont proportionnelles à l'urgence de sa mise en œuvre. Si nous avons eu vingt-cinq ans pour nous préparer, nous n'avons que dix ans pour gagner le défi européen. Alors, foin de chamailleries partisans ou inutiles, concevons et réalisons ensemble ce projet.

(*) Président du conseil régional d'Ile-de-France.

Le Courrier du Monde

HOMMAGE

Guillaume Gillet
architecte de violence
et d'audace

Quand un architecte disparaît, comme Guillaume Gillet vient de le faire à soixante-quatorze ans, il est outrecuidant et malséant de faire son procès en une quarantaine de lignes, comme vous l'avez fait dans le Monde du 28 septembre. Une œuvre, si discutée soit-elle, s'analyse en profondeur lorsqu'il s'agit d'y apporter critique.

Dès 1957, une œuvre curieuse et ambitieuse avait retenu mon attention : le réservoir de la Guérinière à Caen, exécuté en collaboration avec

René Sarger. Château d'eau à structure nervurée passant à travers un anneau de bureaux. Il apportait un souffle tout à fait neuf sur ce genre d'ouvrage. Il militait pour une forme plus libre que la stricte épure de l'ingénieur. Il introduisait la notion du vide dans la structure face à la forme fermée habituelle. Il sentait son gothique. L'église Notre-Dame de Royan (1954-1958), faite en collaboration avec l'ingénieur Lafaille et l'architecte Hébrard, était de la même veine, et les nervures de ses coques concaves traduisaient un expressionnisme de structure que l'on retrouve aujourd'hui dans les grands ouvrages métalliques. Quant aux bas-côtés, l'espace incliné que Gillet y a inscrit demeure, à mon avis, un des meilleurs lieux de l'architecture moderne.

A travers le vieillissement, et les modes, il faut savoir lire la qualité d'une architecture dans ce qu'elle a de novateur, dans ce qu'elle aura de futur, et dans ce qu'elle a de sensibilité dans son présent. A ce titre, le Pavillon de la France, à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles en 1958, fut un coup de tonnerre dans l'histoire de l'architecture officielle française des expositions.

Enfin, en 1960, cet architecte de violence et d'audace s'attaque à la ville de Cannes. Et là, surprise, il entreprend un aménagement tout en douceur de la promenade de la Croisette jusqu'au port Canto, qui reste encore aujourd'hui le seul exemple de port moderne qui soit tout autre chose qu'un parking à bateaux. Voilà ce que nous légue l'architecte Guillaume Gillet.

Quatre fois cet homme a indiqué une voie aux architectes, quatre fois il a frappé juste, et c'est à notre époque, au finissant étonnant pour qu'on se croie obligé de le rappeler à ceux qui l'oublient.

CLAUDE PARENT.
(Architecte, Paris.)

BANQUEROUTE

Soupçon sur la justice

Qu'un homme d'affaires entreprenne avec deux joailliers des relations financières portant sur des sommes considérables, voilà somme toute de l'ordinaire. Que ces joailliers se voient reprocher sinon l'activité occulte de banquier, du moins de nombreux agissements illicites punis par la loi, cela peut arriver. Qu'après avoir creusé un trou de quelques milliards, ils se retrouvent en prison, c'est déjà plus rare.

Que devenu ministre de la justice, garde des sceaux, notre homme d'affaires soit le chef suprême du parquet, qui exerce l'action publique, recherche coupables et complices, organise les poursuites, voilà qui complique l'histoire.

Trêve d'apologie, la justice pourrait-elle sortir indemne d'une telle situation si elle devait durer ? Il ne nous appartient pas de dire si l'affaire Chaumet doit devenir l'affaire Chalandon. Mais peut-on concevoir dans un Etat de droit que le ministre de la justice puisse avoir des intérêts en jeu, être mis en cause à l'occasion d'une affaire pénale, sans que pèse sur le cours de la justice l'ombre d'un soupçon ?

BERNARD ANDREU,
DOMINIQUE COUARD
et ROLAND RAPPAPORT.
(Paris.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1949)

Jacques Favre (1949-1952)

André Laurens (1952-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

Mme André Fontaine, gérant,

et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woots.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde USPS 786-810 is published daily, except Sundays for \$480 per year by Le Monde

c/o Speedpress, 45-45 29 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

U.S. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o

Speedpress U.S.A., P.O. Box 45-45 29 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 69

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 390 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser, ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres projets ou capitales

d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Octobre !
le mois de la reprise
chez NEUBAUER



REPRISE DE VOTRE VOITURE
5555 f au moins
pour tout achat
d'une PEUGEOT neuve*
en livraison immédiate

NEUBAUER

* seul série limitée

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Chacun a b

SALON

Le Salon de l'Automobile 1987, qui s'ouvre à Paris, est le plus grand salon de l'automobile du monde. Il réunit plus de 100 exposants, dont les constructeurs français, et plus de 10 millions de visiteurs. C'est une véritable fête de l'automobile, où l'on peut voir les dernières créations des constructeurs, tester les nouvelles technologies, et découvrir les dernières tendances du marché. Le Salon de l'Automobile 1987 est une occasion unique pour les amateurs de voitures de se réunir et de partager leur passion.

La finance

La finance est un secteur en pleine expansion, et elle joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale. Les investisseurs cherchent à maximiser leurs rendements, et les entreprises cherchent à attirer des capitaux pour financer leurs projets. La finance est donc un secteur clé pour le développement économique, et elle nécessite une réglementation stricte pour protéger les investisseurs et assurer la stabilité du système financier.

La finance

La finance est un secteur en pleine expansion, et elle joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale. Les investisseurs cherchent à maximiser leurs rendements, et les entreprises cherchent à attirer des capitaux pour financer leurs projets. La finance est donc un secteur clé pour le développement économique, et elle nécessite une réglementation stricte pour protéger les investisseurs et assurer la stabilité du système financier.

LA CITY UN AN APRÈS LE BIG BANG

Chacun a trouvé sa place... provisoirement

Le 27 octobre 1986, la City, vieille de deux cent quatre-vingt ans, s'ouvrait au vent de la concurrence soufflant de New-York et de Tokyo. Un an plus tard, le « bain de sang » que prédisaient quelques esprits chagrins ne s'est pas produit. Mais on compte déjà les premières victimes d'affrontements commerciaux sans merci sur les commissions, désormais libres, entre une clientèle de plus en plus exigeante et des intermédiaires financiers obsédés par la part de marché, au détriment de la rentabilité. Un volume d'affaires en hausse (il a largement doublé en un an à l'International Stock Exchange sur les actions et les fonds d'Etat) ne signifie pas nécessairement des bénéfices automatiques. Les nouveaux membres de la Bourse (où les charges restées britanniques constituent l'exception) en font la cruelle expérience, et certains brokers américains, déçus, ont déjà commencé à réduire leurs effectifs londoniens. En 1975, la déréglementation de Wall Street, qui entraîna la fermeture de cent cinquante charges d'agents de change new-yorkaises. Cependant, Paris, qui connaît en janvier prochain un bouleversement de ses structures financières, s'interroge. La chute brutale des cours de Bourse ces derniers jours est préoccupante. Mais le palais Brongniart doit poursuivre sa déréglamentation s'il veut conserver la première place des Bourses européennes de la « seconde division ».

SALOMON BROTHERS décide de supprimer 900 emplois, soit 12 % de ses effectifs, qui étaient passés de 4 000 à 6 500 personnes en l'espace de deux ans. A New-York, la décision brutale de la grande firme américaine de courtage, dictée par des motifs d'économie, a fait l'effet d'une douche froide. Mais c'est à Londres que les 900 salariés de la société éprouvent les plus vives inquiétudes. Salomon, en effet, n'a pas tardé à prononcer son jugement : le coupable, c'est la City.

Il ne s'agit pas d'un acte isolé. Quelques jours auparavant, Shearson Lehman annonçait le licenciement de 150 personnes, soit le dixième de son personnel londonien, et la Chemical Bank décidait de réduire de 18 % ses effectifs locaux (un millier de personnes).

Du côté des établissements britanniques, les informations distillées avec plus ou moins de discrétion durant l'été dernier n'étaient pas plus rassurantes : la Midland

A Londres, sur des marchés déréglementés, il ne s'agit plus de « faire du chiffre » mais des bénéfices

et la Lloyds, deux des trois grandes banques commerciales, décidaient de se retirer de certains marchés boursiers, la première des actions, la seconde des fonds d'Etat. Dans le même temps on presquait, le « troisième larron », la Barclays, abandonnait ses fonctions de contrepartiste (market maker) qui constituent pourtant une position-clé sur la scène financière, imité en cela par Robert Fleming, un agent de change.

A quelques jours de la célébration du premier anniversaire du Big Bang, le malaise était perceptible dans le fameux « square mile », orgueil de la City. Pour tous les observateurs, ce ne sont là que les premiers effets de la vaste déréglamentation entreprise en octobre dernier (1), et qui s'appuyait alors, pour l'essentiel,

sur quatre grandes réformes : la suppression des commissions fixes sur les achats et ventes de titres, la transformation des anciens agents de change (brokers) en intermédiaires (jobbers) en market makers, des spécialistes autorisés à effectuer des transactions pour leur clientèle, mais aussi pour leur propre compte ; la mission confiée à la Banque d'Angleterre d'émettre des fonds d'Etat (gilts) auprès d'un nombre restreint de courtiers agréés (29 au départ), enfin, le regroupement de l'euro-marché (réservé aux émissions d'actions et d'obligations hors du pays d'origine) et du London Stock Exchange.

Dans un premier temps, et bien avant le 27 octobre 1986, c'est ce dernier volet qui a retenu l'attention. En l'espace de quelques mois, la City a assisté à une gigantesque redistribution des cartes

entre, d'un côté, petits et grands brokers londoniens, et de l'autre, les grandes institutions financières étrangères. Les firmes de courtage américaines y voyaient notamment le moyen idéal pour prendre pied à la Bourse de Londres, dont les non britanniques étaient jusqu'à présent exclus.

Après ce grand chambardement, qui a aussi entraîné les grandes banques françaises dans la tourmente (voir encadré), chacun semble avoir trouvé sa place. « Les premières alliances financières se sont nouées », confirme M. Bertrand Schneider, conseiller financier à l'ambassade de France à Londres. Pour aboutir à quel résultat ? L'intégration sous bannière américaine, suisse, autrichienne, canadienne ou française de la totalité des charges de quelque importance (seul Cazenove est

big bang » pour de nombreuses banques), alors que ses activités traditionnelles pâtissent déjà de l'âpre concurrence livrée par les investment banks américaines.

« Hambros est de plus en plus discrète, N.M. Rothschild vivote et Morgan Grenfell est pratiquement à vendre », assure cet observateur, depuis vingt ans, de la City. Pour éviter de trop noircir le tableau, il faut cependant mentionner la bonne santé de Warburg, l'une des rares *merchant banks* à avoir tiré son épingle du jeu.

Contraintes de se replier sur les activités de conseil, aux entreprises pour monter des opérations financières (*corporate finance*), ces établissements ont trouvé à point nommé un ballon d'oxygène dans le programme de privatisations mené à marche forcée de part et d'autre de la Manche. Ainsi, Kleinwort a travaillé sur le dossier Saint-Gobain, et N.M. Rothschild s'est vu confier la plus importante dénationalisation du « programme Thatcher », celle de British Petroleum, qui se déroule en ce moment.

Les craintes de la Banque d'Angleterre

Face à cette situation, les autorités britanniques qui, derrière le discours officiel sur la déréglementation, pratiquent en fait une sévère ré-évaluation des circuits financiers, n'ont qu'une crainte : voir ces banques d'affaires par trop fragiles passer sous contrôle étranger, comme ce fut le cas pour les *brokers*. A cet égard, le rachat, début octobre, par la Trustee Savings Bank (TSB), de la banque d'affaires Hill Samuel, convoitée successivement par l'Union de banques suisses, le Crédit suisse ou encore l'américain Morgan Stanley, a permis à la Banque d'Angleterre de pousser un soupir de soulagement.

Il ne s'agit toutefois que de la partie la plus visible, le changement des enseignes, alors que c'est sur les marchés que se règle véritablement les comptes. Ceux des *gilts*, tout particulièrement, là où se traitent les fonds d'Etat, un secteur d'activités très important à la Bourse de Londres, et qui a fait déjà ses premières victimes. Après le retrait, notamment de la Lloyds, il est à prévoir que, sur les vingt-sept opérateurs encore en lice, une bonne partie devront déposer les armes dans les prochains mois. « Si on n'est pas dans les cinq premiers, on ne gagne pas d'argent », confie l'un d'entre eux sous le couvert de l'anonymat.

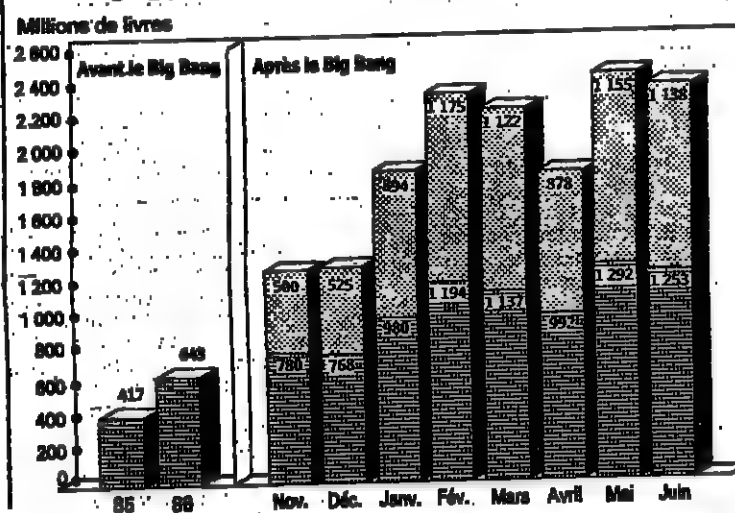
De Londres, SERGE MARTL

(Lire la suite page 38.)

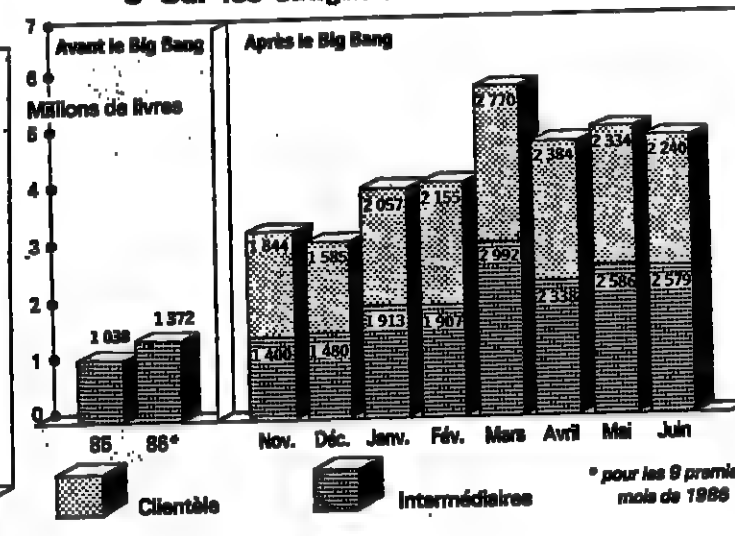
(1) La mutation financière de la City (« Le Monde Économie » du 21 octobre 1986).

LE VOLUME D'AFFAIRES QUOTIDIEN

Sur les actions domestiques



Sur les obligations et fonds d'Etat



L'ÉTAT DE LA FRANCE

La finance contre l'industrie ?

par HENRI BOURGUINAT (*)

Au moment où la Bourse enregistre un sérieux saccage de faiblesse et où le doute paraît s'insinuer sur de nombreux compartiments du marché financier, il est une question un peu laudante qui, plus que jamais, se pose. Peut-on prétendre faire durablement cohabiter une finance prospère et une économie réelle marquée encore trop souvent d'une évidente apathie ?

Le cas de la France, où l'investissement productif en volume n'a pratiquement pas augmenté de 1980 au début de 1987 (simultanément il s'accroissait de 10 % en RFA et de 30 % aux États-Unis), alors que, jusqu'à l'été, le cours des actions quadruplait en cinq ans, a légitimement retenu jusqu'ici l'attention. La finance, dit-on, joue contre l'industrie ! En réalité, il n'est pas sûr qu'une dérive d'interprétation ne se soit pas formée et que, d'une concomitance certes à problèmes, on ne soit pas passé à une relation de causalité trop directe, oubliant, chemin faisant, d'autres risques potentiels importants.

Effectivement, il y a en ces dernières années, dans un contexte de déréglementation parti des États-Unis, toute une vague d'innovations financières et de hausses du cours des titres, sans parler de restructurations faites à partir de « raids » boursiers. Ceux-ci, quoiqu'ils soient nombreux depuis un an ou deux, demeurent cependant, en nombre et en dimension, sans commune mesure avec ceux qui sont faits aux États-Unis.

En France, la pratique des rachats montés presque exclusivement à partir de l'effet de levier d'un endettement préalable (*leveraged buy-out*) et d'obligations

déclassées dites « de pacotille » (*junks bonds*) paraît encore comparativement peu répandue. Néanmoins, l'idée d'une finance qui freinerait, voire qui serait destructrice quant à l'industrie et à l'investissement, est souvent évoquée. Elle doit, en fait, être nuancée.

Un hiatus préoccupant

Tout d'abord, l'argument d'une finance qui anticiperait court, alors que l'industrie, exigerait un horizon de prévision long, n'est pas entièrement convaincant dès lors que l'objet de plus d'une restructuration est, justement, d'assainir les groupes industriels et d'en mieux préparer l'avenir. De même peut-on admettre que la croissance financière garantisse, au moins pour une part, l'accumulation préalable du capital nécessaire au développement industriel de l'avenir.

De plus, l'euphorie boursière n'est sans doute pas davantage elle-même étrangère à la recapitalisation générale aujourd'hui autorisée par les entreprises qui ont reconstitué leur marge de profit et d'autofinancement. Dès lors, la Bourse se doit, dit-on, d'anticiper cette reconstitution des profits du présent et d'annoncer ceux de l'avenir.

Le prix d'une action, enseigne la théorie financière, n'est que la valeur actualisée des produits bruts futurs. Dans ces conditions, il est somme toute normal que les rendements boursiers se ressentent de l'assainissement des bilans

et l'amélioration des marges de rentabilité.

De même, la « financiarisation » de l'économie ne saurait encore s'opposer purement et simplement à l'industrie, dans la mesure où, notamment en France avec le succès des billets de trésorerie, les entreprises se financent désormais à meilleur compte qu'elles ne le faisaient dans le cadre traditionnel antérieur. Enfin, il est encore peu probable que le nombre d'opérations réelles (exportations, etc.) est de moins en moins dissociable du faisceau de services financiers (crédit, émission locale de titres, prêts croisés) qui les accompagnent. C'est le savoir-faire financier qui, bien souvent, permet de l'emporter sur les marchés étrangers, et la France tire ici souvent bien son épingle du jeu : le financement des ventes d'Airbus en est un bon exemple.

Que la finance ne soit pas prédatrice de l'industrie et que sa prospérité ne se nourrisse pas de la substance de l'économie réelle, voilà bien qui peut être admis, en ce sens qu'il n'y aurait pas de relation causale directe entre les deux phénomènes. Il serait en effet tout à fait excessif de soutenir que la finance est le facteur principal — et moins encore exclusif — de la difficulté d'être actuelle de l'économie réelle ; et tout autant de prétendre que l'euphorie financière, aujourd'hui comme en 1929, annonce nécessairement à elle seule la crise brutale de l'économie réelle. Après tout, si la

(*) Professeur à l'université de Bordeaux-I.

forte hausse des taux d'intérêt réels du début des années 80 a manifestement joué dans le sens de la préférence donnée aux actifs financiers, rien ne dit que ce ne fut pas aussi, parallèlement, la baisse du rendement moyen des actifs réels eux-mêmes (suite des chocs pétroliers, stagnation de la productivité, essoufflement de la norme antérieure de consommation, etc.) qui joua un rôle important dans le délaissement des investissements productifs.

Cependant, tout cela ne doit pas faire oublier qu'une prospérité financière telle que celle que nous avons connue, enregistrée en parallèle avec la stagnation de la production et avec le chômage, est loin d'être exempte d'inconvénients. Marquons d'abord fortement que les groupes français réputés les plus talentueux en matière de finances ne sont pas toujours assurés de leur avenir industriel.

(Lire la suite page 39.)

Le « Monde Économie » poursuit la série d'articles de réflexion sur « l'état de la France », après ceux publiés les 28 juillet (« Une passe périlleuse » de Bernard Lassudrie-Duchêne), 4 août (« Le poids des mauvais élèves » de Jean-Jacques Chevalier), 11 août (« Les deux parades » de Jean Matouk) et 22 septembre (« En déclinant le déclin » de Xavier Greffet). Dans les semaines à venir, d'autres personnalités formuleront leur diagnostic.

L'ECONOMIE EN POCHE

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1987

Un petit guide pratique, qui propose chaque année l'essentiel des données économiques et sociales

TEF 87 Un précieux outil de travail et de culture nécessaire à chacun.

BON DE COMMANDE

A retourner au CNCP - INSEE BP 2718 80027 AMIENS CEDEX

exemplaire(s) du TABLEAU DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Edition 1987 - Format 16 X 24 cm - 192 pages - 45 F

Veuillez m'adresser :

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Cjoint, en règlement, la somme de : _____

☐ Mandat ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

à l'ordre de l'INSEE

LE SERVICE 870

هكذا من الاجل

Paris riposte

Face au porte-avions britannique
il faut conserver
la première place continentale

Le secret aura été bien gardé et la surprise sera totale lorsque, le 10 mars 1987, M. Edouard Balladur, ministre des finances, et M. Xavier Dupont, synde de la Compagnie des agents de change, présenteront chacun le projet de réforme de la Bourse qui prévoit la suppression du monopole des agents de change. Ce projet, qui est discuté à partir du 20 octobre au Parlement, est la pierre angulaire de toute la stratégie de modernisation entreprise depuis plusieurs années pour affronter la concurrence des autres places financières.

En premier lieu, la Bourse française doit résister aux volontés expansionnistes de Londres. La City a d'ailleurs clairement affirmé ses ambitions, au lendemain du « Big Bang », en changeant son appellation de London International Stock Exchange. Cette place, quatre fois plus importante que Paris en termes de capitalisation boursière, négocie depuis longtemps des valeurs françaises et souhaiterait étendre son champ d'action. Il fallait donc réagir pour éviter que le marché ne franchisse la Manche.

Face au géant britannique qui entend maintenir sa prééminence, les Bourses européennes se modernisent, chacune voulant de plus en plus devenir la première des places continentales. Francfort, Amsterdam et Paris briguent ce titre qui leur permettrait de drainer le maximum d'investisseurs et de capitaux. D'où le souci de M. Xavier Dupont de « réaliser un effort de modernisation à un rythme de marche forcée, et sur un large front qui englobe les produits, les méthodes et les structures ».

Dès lors, il fallait à nouveau attirer les entreprises vers les marchés financiers et surtout internationaliser la place de Paris avant d'entreprendre les réformes de structure, le tout dans un climat de concurrence acharnée et les

yeux en permanence rivés sur la City. De nouveaux produits ont été proposés aux investisseurs et aux émetteurs.

A l'image de Londres, ce sera tout d'abord, en 1983, la création du second marché, qui permet d'accueillir, avec des formules plus souples que le marché officiel, des entreprises de taille moyenne. L'engouement immédiat s'est amplifié aux cours des ans. Cette année, pas moins d'une centaine de firmes y accèderont, portant à deux cent soixante-quinze le nombre de valeurs cotées à la fin du mois de décembre.

Ensuite, il y aura pour les investisseurs l'instauration de deux

marchés de couverture de risque, l'un sur les obligations, le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), l'autre sur les actions, le MONEP (Marché des options négociables sur actions de Paris). Le MATIF, qui a été ouvert en février 1986, a rencontré un succès immédiat, qu'avait sous-estimé les autorités boursières : en juin 1987, l'activité sur l'emprunt d'Etat notional a été supérieure de 40 % à celle réalisée par son homologue, le Long Gilt, coté à Londres. L'avantage est donc à Paris ; mais il faut toujours innover : de nouveaux contrats plus élaborés sont donc à l'étude ; ils devraient être lancés dès le début de 1988.

Calendrier

— Jusqu'au 31 décembre 1987 : élaboration du cadre législatif et réglementaire de la nouvelle architecture des Bourses, le projet de loi devant être adopté par le Parlement avant la fin de l'année.

— Dès le 1^{er} janvier 1988 : les agents de change pourront opter pour le statut d'investissement bank et ouvrir, quel que soit leur choix, leur capital à hauteur de 30 % au plus. Création d'une autorité du marché, le Conseil des Bourses de valeurs, dont les membres seront majoritairement les sociétés de Bourse.

— Dès le 1^{er} janvier 1989 : ouverture du capital des charges existantes à hauteur de 49 % au plus.

— Dès le 1^{er} janvier 1980 : ouverture du capital des charges existantes à 100 %.

— Dès le 1^{er} janvier 1982 : le Conseil des Bourses de valeurs peut alors décider de l'admission de nouvelles sociétés de Bourse. Durant la période transitoire qui s'étend du 1^{er} janvier 1988 au 1^{er} janvier 1989, seules les sociétés existantes auront la possibilité d'être membres de la Bourse.

D'ici à la fin de l'année, environ une vingtaine de charges d'agents de change, sur les quarante-cinq charges parisiennes et les quinze de province, devraient avoir annoncé leurs intentions. La majorité devrait choisir l'association avec un investisseur français ou étranger, peu devant opter pour l'indépendance.

Après le lancement du MONEP, le 10 septembre dernier, la réponse britannique ne s'est pas fait attendre. Avant même que le marché parisien n'ait acquis sa vitesse de croisière, la City a décidé de lancer, dès le 5 novembre, un marché d'options qui cotera trois valeurs supports : Elf-Aquitaine, Peugeot et Saint-Gobain. Les deux premières étant déjà présentes sur le MONEP, les autorités londoniennes souhaitent ainsi empêcher certains investisseurs étrangers de venir réaliser leurs opérations à Paris. Elles proposeraient même des conditions plus avantageuses aux opérateurs.

L'internationalisation de la Bourse de Paris nécessitait au préalable l'élargissement de la plage de cotation des titres. En juin 1986 a été instauré un marché en continu, assisté par informatique où les transactions durent de 10 heures à 17 heures. Progressivement, les actions quittant le palais Brongniart, où elles sont cotées à la crie, pour ce nouveau système, appelé CAC (cotation assistée en continu), totalement informatisé.

A la fin de l'année, cent vingt titres y seront répertoriés, et l'ensemble des valeurs françaises du marché à règlement mensuel y figureront avant le mois de décembre 1988. Le système sera ensuite étendu aux obligations, aux actions françaises du comptant et aux valeurs étrangères. Cependant, deux systèmes complémentaires ont été ajoutés, qui permettent la diffusion et le routage des ordres, tandis que l'utilisation d'autres vecteurs est envisagée pour permettre une diffusion de l'information en Europe.

Une fois le développement de nouveaux produits et la modernisation des techniques de négociation engagées, les autorités boursières ont entrepris de s'attaquer aux structures mêmes du marché en annonçant au mois de mars une réforme de la Bourse. Cette transformation radicale repose sur trois objectifs prioritaires : l'unité de la place, la préservation de l'identité du marché et sa continuité, le souci de donner aux membres de la Bourse des compétences et des capacités nouvelles.

La suppression du monopole

Dans cet esprit, le monopole de négociation des agents de change sera définitivement supprimé en 1992 (voir encadré). Les banques françaises et étrangères pourront accéder indirectement aux négociations en entrant dans le capital des sociétés d'agents de change. Pour leur part, les charges qui le souhaiteront pourront devenir des « investment banks » à la française. Une façon de faire disparaître la rivalité entre deux catégories traditionnelles d'intermédiaires financiers. Mais, surtout, un moyen de renforcer considérablement les fonds propres des sociétés d'agents de change.

A la différence de Londres, le principe d'une centralisation sera maintenu. Une réglementation obligera prochainement les négociateurs à respecter la voie du marché, de manière aussi à empêcher toute fuite des transactions outre-Manche. En attendant la prochaine contre-attaque britannique.

Même si les investisseurs étrangers représentent actuellement entre 25 % et 30 % de la capitalisation boursière en France, il faut, pour affronter la concurrence, renforcer cette présence. Les Anglais l'ont très bien compris : la direction du « board » de Londres est composée pour moitié d'opérateurs non britanniques. Les autorités boursières françaises souhaitent donc développer et faire connaître les études réalisées par des analystes sur les sociétés françaises. « Il faut aller vendre le marché français aux étrangers, ne cesse d'affirmer M. Xavier Dupont, car ils ne viendront pas à nous tout seuls ».

La City veillera d'ailleurs à les détourner, discrètement mais fermement. Cette Bourse, que beaucoup de professionnels comparent à un porte-avions ancré au large des places européennes, ne laissera rien passer sans se défendre. « On ne peut absolument pas dormir. La compétition est telle qu'il n'est même pas possible de faire de pause », affirme le synde de la Compagnie des agents de change.

DOMINIQUE GALLOIS.

Chacun a trouvé sa place... provisoirement

(Suite de la page 37.)

Est-il possible d'en perdre longtemps pour autant ? Sur ce chapitre, chacun garde le silence. Il est clair, cependant, que depuis octobre dernier rares sont les établissements à pouvoir afficher des gains sur ces marchés dérégulés, conception faite des grands opérateurs sur l'euro-marché, où la situation s'est cependant, là aussi, dégradée depuis quelques mois. « Ce qui fera la différence entre les gagnants et les perdants », c'est la durée, ceux qui peuvent se permettre de perdre de l'argent plus longtemps que d'autres... », affirme un professionnel.

En attendant, comme dans toute industrie — et la finance en est une — chacun revient progressivement à son métier de base en laissant passer l'orage. Pour un temps, la course à la part de marché semble sérieusement freinée. La lutte que se livrent les établissements sur des commissions désormais négociées de gré à gré oblige à des sacrifices que l'explosion du volume des affaires à la Bourse de Londres (voir encadré) ne permet pas toujours de compenser. A présent, il ne s'agit plus de « faire du chiffre », mais des bénéfices, alors que les comptes d'exploitation sont lourdement grevés par une série de dépenses que chacun avait sous-estimées dans l'optimisme général qui régnait à Londres à la veille du Big Bang.

Ces frais proviennent en partie d'un outil informatique très important, souvent quasi obsolète dès son installation, et qui nécessite des investissements colossaux. A titre d'exemple, il faut dépenser au bas mot 50 000 dollars en électronique par poste de travail. Or une salle de change moyenne compte au minimum une centaine de postes.

Il s'ajoute la flambée de l'immobilier dans la City, où le moindre bureau s'arrache à prix

d'or, obligeant de grands établissements à quitter le « square mile » pour des quartiers périphériques, voire la fameuse zone des docks du port de Londres (Dockland). En un an, le prix locatif du mètre carré a grimpé de 40 % à 50 % au cœur de Londres. Et de 70 % dans l'East End, jusqu'ici délaissé. Compte tenu des charges qui s'ajoutent aux loyers, la City talonne Tokyo pour le titre de la ville la plus chère du monde.

Avant l'arrivée des Japonais

Enfin, on n'aurait garde d'oublier les équipes, souvent payées à prix d'or. On se demande aujourd'hui si elles justifient véritablement les honoraires de 500 000 à 1 million de livres par an que coûte (primes comprises) un « senior » qui passe dix heures par jour, le regard rivé sur l'écran, à acheter et à vendre des produits financiers, avec pour seule exigence de gagner 1/8 de point sur la concurrence.

A cet égard, les dégraisages décidés par les grandes firmes américaines sonnent comme un avertissement, et les chasseurs de tête, voient leurs golden boys revenir à des exigences salariales plus mesurées. L'arrivée des mastodontes japonais risque cependant de remettre en cause cet ajustement à la baisse que la plupart des banques européennes avaient déjà commencé à appliquer, face à la surchaleur des établissements américains.

La puissance financière des Nippons est telle (« ils doivent investir au minimum 16 milliards de dollars chaque mois... », assure un professionnel) qu'ils peuvent se permettre de bouleverser de fond en comble un monde financier qui, dans ses structures et ses ressources humaines, commençait à trouver ses marques.

SERGE MARTI.

Une foire aux affaires

Le monde du silence ! Telle se présente la Bourse de Londres un an après le « big bang ». Là où se pressaient parfois jusqu'à deux mille courtiers et contrepartistes, une vingtaine de commis se peignent tout le parqu岸 de l'International Stock Exchange of the United Kingdom and the Republic of Ireland, le nouveau nom donné à la troisième place financière mondiale.

Paradoxalement, cette absence quasi totale d'activité — seul fonctionne encore un groupe de cotation sur options qui devrait, lui aussi, disparaître en avril 1988, — est un gage de succès. C'est celui d'un système informatique performant, qui assure désormais à domicile la cotation des 1 800 valeurs inscrites au premier, deuxième et troisième marché (le dernier-né en janvier 1987), des fonds d'Etat (les « gilts » qui ont bâti la réputation du London Stock Exchange) aux actions de sociétés internationales.

Non seulement la cotation mais aussi les transactions. Grâce au SEAO (Stock Exchange Automated Quotations) et à ses satellites (SEAO International, Lynx, Topic et PC-Topic), dont le fonctionnement, après les heurts qui ont marqué sa mise en service fin octobre dernier, donne satisfaction, malgré la panne du 16 octobre dernier. Les quelque trois cent cinquante membres de la Bourse et l'ensemble de la communauté financière peuvent ainsi prendre connaissance des prix pratiqués par les market makers, les contrepartistes marchands de titres en gros et au détail qui « font » véritablement le marché, ainsi que des transactions qui s'inscrivent automatiquement sur l'écran.

Ce système, relayé par les réseaux Reuters, Quotron, Teletype et Nacdaq (le hors-cote américain, dont se sont inspirés les concepteurs du SEAO), explique l'absence des opérateurs sur le floor, le parqu岸 de la Bourse. Il a aussi largement contribué à un accroissement considérable du volume des échanges depuis la date fatidique du 27 octobre 1986. Un gonflement qui, est vrai, doit aussi beaucoup à la politique de privatisation menée tambour battant par M^{me} Margaret Thatcher et aux offres publiques d'achat et d'échange qui s'abattent en rafale sur le mar-

Au cours des trois premiers mois qui ont suivi le « big bang », le chiffre d'affaires quotidien s'est élevé, en moyenne, à 850 millions de livres sur les actions domestiques et au double sur les gilts, ce qui représentait alors un accroissement de 30 % et 23 % respectivement par rapport aux neuf premiers mois de 1986. Depuis, le mouvement s'est fortement accentué : fin juin, le volume traité sur les actions domestiques pour la seule clientèle déposée à la fin 1986, s'élevait à 1,2 milliard de livres, auquel il faut ajouter un montant comparable pour les transactions effectuées « intra-market », c'est-à-dire entre agents de change et contrepartistes pour leur propre compte.

Bénéfice record

Sur le marché des fonds d'Etat, où la concurrence est la plus vive — elle a déjà fait quelques victimes... — l'explosion des affaires est encore plus nette. De 1,4 milliard de livres en moyenne en 1986 et 1,5 milliard tout de suite après le « big bang », la moyenne quotidienne avoisine à présent les 3 milliards pour le compte de la clientèle. Quant aux opérations nouvelles, celles des inter-dealer brokers, chargés de jouer les intermédiaires entre contrepartistes, inexistantes auparavant, elles représentent actuellement près de 2,3 milliards par jour.

Les conséquences de ce « boom » se sont fait sentir à la fois sur l'évolution des cours et sur... les recettes de la Bourse de Londres. L'indice Financier Times des valeurs industrielles, considéré comme le baromètre du marché londonien, est passé de 1 300 environ fin 1986 (le Stock Exchange était alors à 1 900, durant l'été dernier, il se maintient actuellement aux alentours de 1 800).

Sir Nicholas Goodison, le président de la Bourse de Londres, est satisfait. Pour l'exercice clos le 24 mars 1987, le bénéfice net réalisé par l'International Stock Exchange a atteint 7,7 milliards de livres, contre 1,3 milliard l'année précédente. Compte tenu de l'activité de ces derniers mois, ce record n'aura aucune difficulté à être battu en mars prochain.

S. M.

Pleins Feux sur le Japon Paris 1987

Du 21 au 25 octobre, MAISON DES CULTURES DU MONDE, 101 boulevard Raspail 75006 Paris (45-44-72-30)

«Komachi fuden» de
Shogo OHTA et sa troupe
TENKEI GEKJO

Une troupe TENKEI GEKJO au talent depuis longtemps reconnu, dirigée par un dramaturge non moins célèbre Shogo OHTA qui écrit des oeuvres primées. Ces trois éléments conjugués pour transporter les spectateurs dans le domaine du non-dit et faire vivre à chacun une expérience inoubliable. Cette pièce a remporté un succès très vif à Londres et au Japon.

Le groupe Mitsui est heureux de présenter au public français Pleins Feux sur le Japon 1987, manifestation culturelle produite pour la première fois en 1983 à San Francisco puis, en 1985 à Londres et New-York et en 1986 à Minneapolis et Los Angeles. Le spectacle a pour but de présenter à chaque fois un nouvel aspect du Japon artistique contemporain afin de favoriser une compréhension internationale réciproque et une communication culturelle profonde.

● Remplacement à l'affiche :
TADASHI SUZUKI et SCOT CLAYMINESTRE
Du 17 au 25 octobre, relève le 19.
THEATRE DE LA BASTILLE
(76 rue de la Roquette 75011 Paris)
Téléphone 43-37-42-44

ENOSUKE KABUKI
YOSHITSUNE SHONON ZANRA
Du 14 au 29 octobre 1987
THEATRE MUSICAL DE PARIS —
CHATELAIN
(2 rue Edouard-Colonne 75001 Paris)
Téléphone 42-33-44-44



COMITE DES RELATIONS PUBLIQUES DE MITSUI
SOUS LE HAUT PATRONAGE DE L'AMBAassade DU JAPON

LE BIG BANG

Le réseau

Le Big Bang, c'est la révolution financière qui a secoué la City de Londres le 27 octobre 1986. Elle a entraîné la suppression du monopole des agents de change, l'ouverture du capital des sociétés de Bourse, la création d'un second marché, le MATIF, et d'un marché d'options, le MONEP. Elle a aussi entraîné la dégradation des commissions, la flambée de l'immobilier, et l'arrivée des japonais. Elle a enfin entraîné la dégradation des commissions, la flambée de l'immobilier, et l'arrivée des japonais.

Salon que les entreprises
vendent leurs nouveaux
produits et confrontent
leurs idées au marché, c'est le
salon de l'Amélioration

Grandes re
au Sa
de l'Amé
de l'Ha

Le salon de l'Amélioration
est un salon qui a pour but
de faire connaître les
produits et services
nouveau de la région
de l'Amélioration
et de favoriser les
relations commerciales
entre les entreprises
de la région.

APRÈS LE BIG BANG

Le réseau français

« Il fallait en être... » N'importe quel français justifie ainsi l'arrivée de ses collègues sur la place londonienne à l'occasion de cette vaste déprogrammation qui avait permis aux firmes étrangères de prendre pied dans les charges d'agents de change et de courtiers parisiens (les anciens jobbers), ce qui leur était jusque-là interdit.

A la différence des grandes maisons de courtage américaines qui se sont empressées d'englober tel ou tel broker de la City, les établissements français ont mené une politique prudente de prise de participation. Il est vrai que, pour des raisons d'envergure financière et de ressources humaines, ils n'avaient guère les moyens de se mesurer aux « mégabancques » venues d'outre-Atlantique, voire à tel mastodonte ouest-allemand ou suisse qui, lui aussi, aura d'ailleurs préféré avancer à pas comptés dans le prestigieux « square mile ».

Double politique

Débarquée avec armes et bagages dès 1984, Paribas fait figure d'ancien combattant. D'émigrée, la banque a mené de front une double politique, de développement sur les marchés déréglés — aboutissant à la création de BPCM (Banque Paribas Capital Market) — et de prise de contrôle de Quinter Goodison, une charge d'agent de change qui ne figurait pas au « top niveau » de la profession par son importance, mais dont le patron n'est autre que le président de la Bourse de Londres, « Nick » Goodison.

Cette nouvelle présence visait-elle à faire oublier les déboires de la banque française avec Becker, cette banque d'investissement américaine qui lui a tant coûté ? « Certainement pas ! », s'insurge M. Alec de Lézardière, chef du département des swaps, installé dans le nouveau siège de BPCM, un ancien grand magasin un tantinet roccoco. « Nous avions déjà une filiale à Londres et nous avons décidé de développer sur place notre activité de participation active aux syndicats d'émission d'emprunts et aux swaps », explique-t-il.

Aujourd'hui, la filiale capital markets, employée 370 personnes « contre 70 il y a deux ans », doit une bonne partie de sa croissance à la fameuse « salle de trading » dont chaque banquier s'efforce de présenter les atouts. Supérieurs, naturellement, à ceux des concurrents.

Paribas qui a pris également 100 % du capital d'une petite banque commerciale locale, Smurfit, a progressivement intégré l'ensemble de l'activité d'investissement institutionnel de Quinter Goodison Company, faisant à ce nouveau partenaire la haute main sur la clientèle privée. Une affaire qui gère 2 milliards de livres de portefeuilles, souligne le directeur Christopher Honeyborne, l'un de ses dirigeants.

Les autres concurrents ont mis du temps à réagir. Il fallait attendre près de dix-huit mois avant que les grandes banques françaises ne fassent connaître le nom de leur tête de pont dans la City, ayant été quelquefois balotées entre plusieurs prétendants. Finalement, le Crédit commercial de France prenait une participation majoritaire dans le capital du broker Laurence Prust et un intérêt de 28 % dans une société de gestion de portefeuilles, Framington. Le Crédit industriel et commercial, lui, s'emparait d'une « merchant bank », Shire Trust Ltd, tandis que la société générale, après des mois d'hésitation, jetait son dévolu sur l'agent de change Strauss Turnbull, qu'elle se partage avec la banque d'affaires londonienne Hambros.

Moins ambitieux que son ancien rival, Paribas, Indosuez procédait à l'acquisition de la charge W.J. Carr, et la BNL (Banque nationale de l'investissement), menait le train sur un autre concurrent, Sheppard and Chase. Dans cette distribution de cartes, manquant à l'appel les deux « vieilles » : la BNP et le Crédit lyonnais (le troisième étant la Société générale).

La Banque nationale de Paris a attendu le printemps dernier pour annoncer la création d'une filiale, BNP Capital Market, confiée à M. Bernard Poinant. Une décision qui, d'après certains observateurs londoniens, correspond autant à la volonté « d'être là où se fait le business qu'à celle de

casser la rigidité d'une grande banque comme la BNP en termes de structures, de hiérarchie de salaires, que seule une implantation à l'étranger pouvait permettre ».

Dernier arrivé sur la scène londonienne, le Crédit lyonnais a pris le contrôle d'Astaire and Co, un « broker » de second rang qui appartenait jusque-là à l'empire de Mercantile House. « C'était pour nous la cible idéale. Elle nous permettait d'être à la fois « primary dealer », c'est-à-dire d'intervenir sur les émissions de fonds d'Etat, et de développer notre assise internationale, via ses implantations à l'étranger », explique M. Christian Ménard, directeur général de cette société qui emploie environ cent trente personnes dans la City.

Pour autant, le Crédit lyonnais n'a pas délaissé à Londres (comme l'ont fait Paribas et, peut-être un peu tard, la BNP), l'ensemble de ses outils sur les marchés financiers déréglés. Il continue à opérer de Paris à travers une direction centrale des marchés de capitaux réunifiée. Voilà qui semble donner raison à ces observateurs londoniens sceptiques à l'idée d'une nécessaire présence physique à Londres.

Un risque de « casse »

« Ce qui était vrai il y a deux ou trois ans ne l'est plus nécessairement aujourd'hui. Le recours accru à l'informatique permet d'opérer à distance. De plus, les coûts exorbitants de l'immobilier et des golden boys pratiqués à Londres, rendent désormais la rentabilité de ce type de transfert ». Cette opinion semble partagée par certains banquiers qui, venus dans le capital britannique « pour voir » en payant un modeste ticket d'entrée, ont rapatrié, depuis, une partie de leurs troupes. C'est notamment le cas du CCF. Depuis, les vicissitudes déplorables de grandes noms de la finance américaine — lesquelles les ont conduits à licencier du personnel — ne peuvent que conforter dans cette attitude de prudence. Le risque de « casse » n'est pas négligeable.

S. M.

L'ÉTAT DE LA FRANCE

La finance contre l'industrie ?

(Suite de la page 37.)

Il ne faudrait pas que les métiers de la finance relèguent progressivement au second plan ceux de l'industrie ni que des gains de trésorerie abondants masquent la précarité de certains résultats.

Rappelons encore pour mémoire le contraste entre les performances boursières et l'atmosphère encore délétrée du marché de l'emploi. Comment aussi ne pas partager parfois l'idée de certains « coups » financiers doussés par trop l'impresion d'occasions d'enrichissements sans cause ? Mais il y a plus grave : il semble bien, en effet, que la hausse de la Bourse influe activement sur le partage épargne-consumption.

Aux États-Unis, on sait par les travaux de B. Bosworth (Brookings Institution), que 4 % de l'accroissement en capital de la valeur des actifs financiers se sont retrouvés, ces deux dernières années, au niveau de l'accroissement de la consommation. Les achats de résidences, d'automobiles ou de bijoux, la montée des dépenses d'éducation, sont indiscutablement à relier à la prospérité de la finance.

En France, le phénomène s'est sans doute trouvé quelque peu brouillé par le succès des privatisations, mais il semble aussi que la demande des ménages ait été stimulée, tout au long des derniers mois, par une sorte d'effet de ricochet — un peu fictif, dû à la montée des valeurs boursières et à la spéculation. L'effet sur les importations ne s'est pas fait attendre : celles-ci se sont littéralement envolées : en six mois, du quatrième trimestre 1986 au deuxième trimestre 1987, la hausse a été de 8 %, soit un taux annuel de 16 %.

On admettra que, quel que soit le succès — et la nécessité — des privatisations, il est peut-être bien dommage que la France consacre périodiquement tant et tant d'énergie et de moyens à ces « allers et retours » secteur public — secteur privé qui perturbent profondément les données de l'accumulation de son capital national. Celle-ci aurait, pour l'avenir, avant tout besoin de stabilité et de taux d'intérêt réels plus faibles que ceux qui sont enregistrés aujourd'hui.

Il est en effet on ne peut plus préoccupant de constater que la France se classe — hormis l'Italie — de loin en tête pour les niveaux de taux d'intérêt réels : 4,9 % (sur la base du rendement des emprunts publics) au cours de l'été 1987, contre respectivement 4,9 % aux États-Unis, 5,1 % en RFA et 2,2 % en Suisse. Comment ne pas voir apparaître à ce niveau un risque majeur allant dans le même sens d'une préférence, plus accusée en France qu'ailleurs, au profit des placements financiers ? Ce différentiel exprime certainement que, malgré la désinflation, on ne parvient guère en France à baisser suffisamment les taux d'intérêt nominaux.

De multiples gaspillages

Il y a dans la limite vers le bas, rencontrée à la fois dans le sens de la baisse de l'inflation et de la diminution des taux d'intérêt, toute une série de raisons propres à la France (défiance du franc, rigidité du secteur bancaire, etc.), mais sans doute aussi une sanction des multiples gaspillages qui, comparativement, continuent à affecter davantage la France que l'Allemagne ou la Suisse. Parmi ceux-ci — et même s'il n'est pas premier — sans doute faudrait-il réintégrer, en termes d'affectation des ressources, celui qui conduit une partie si importante des promotions des grandes écoles d'ingénieurs — sans parler de l'ENA — vers la finance, alors qu'ils risquent de faire défaut demain dans la recherche ou la production ?

Reste encore l'idée d'une onde de hausse financière considérée comme bienvenue parce que anticipant des profits futurs rehaussés : elle se fonde elle-même sur l'hypothèse de marchés financiers efficaces et sur celle d'une capitalisation boursière qui oscillerait autour de la valeur d'équilibre, de telle sorte qu'elle refléterait objectivement les anticipations des souscripteurs d'actions sur les cash-flows futurs. Mais qui pourrait soutenir sérieusement que les 400 % de hausse de la Bourse des cinq dernières années correspondent à un renversement d'anticipation sur les profits futurs proportionnellement aussi optimiste ? Il semble bien qu'il y ait ici plutôt formation d'une « bulle », en partie spéculative parce que marquée justement par un décrochement peu contestable des fondamentaux de l'économie.

Il n'est en effet pas à exclure que ce hiatus finance-industrie se double, au cours des prochaines années, d'un découplage plus préoccupant

encore : celui d'une finance de plus en plus conquérante parce que déréglée à l'échelle mondiale, qui s'opposerait à un commerce des biens et des services lui-même toujours plus marqué par la montée des pratiques protectionnistes. D'ailleurs, d'ores et déjà, le fait que le capital devienne de plus en plus ubiquiste alors que les échanges stagnent et que les marchés sont tenés par une certaine « renationalisation » commerciale n'est sans doute pas le fait du hasard.

L'autre déconnexion

La mondialisation de la finance pourrait même bien préfigurer la réponse à la menace protectionniste de demain. La mobilité accrue des capitaux s'accorde en effet parfaitement avec le pas pris de plus en plus par l'investissement direct sur l'exportation. Pour pallier les effets des entraves protectionnistes — actuelles ou potentielles — et pour se prémunir contre la protection par le change, y a-t-il finalement meilleur moyen que l'implantation à l'étranger ? Sony, qui vient de « délocaliser » 25 % de sa production électronique hors du Japon paraît l'avoir parfaitement compris.

Or ce nouveau cours de la compétition internationale n'exige-t-il pas, par nature en quelque sorte, une circulation garantie des moyens de financement de l'investissement, sans parler du libre rapatriement des profits ? Tout paraît bien aujourd'hui l'indiquer, et on peut se demander si la France, plus que d'autres pays européens, ne pourrait être considérée, à l'image de l'Angleterre, comme une tête de pont pour l'investissement étranger.

Cependant, dans ce contexte d'une finance que l'on prétendrait

laisser aller au rythme de la mondialisation, alors que les échanges de biens et services se trouveraient stagner, sinon être entravés, la déconnexion finance-industrie, plus accusée en France qu'ailleurs, ne l'est-elle pas en particulier dans l'optique de l'Europe et de l'échéance de 1992. S'il est en effet positif que notre pays relâche ses contrôles traditionnels et rattrape ses retards en matière d'ingénierie financière, il est néanmoins peu rassurant de constater que l'Allemagne fédérale en particulier sacrifie moins que nous à la finance et continue à donner la primauté à l'investissement industriel. De ce point de vue, la plus grande attention devrait être portée aux écarts de taux d'intérêt réels entre les deux pays.

Au-delà, ne conviendrait-il pas aussi d'aller très vite vers la question de fond : celle de la compatibilité entre une Europe qui prétendrait approfondir son processus d'intégration interne et, simultanément, accepter totalement la vague de fond d'une finance internationale qui sera de plus en plus — pour parler comme le regrette François Perroux — « sans rivage ». Un marché européen unique qui se trouverait soumis aux assauts d'une finance mondialisée toute puissante pourrait avoir d'autant plus de mal à se maintenir que ses parties ne seraient pas homogènes. Aussi la définition d'une politique financière extérieure commune (taux de change, régime de l'investissement extérieur, règles prudentielles par les banques, etc.) devrait être l'impératif de demain. L'important sera de tirer parti de la force que représente cette finance sans pour autant tomber dans le protectionnisme financier européen que pourrait bien appeler un jour cette nouvelle forme de déconnexion.

HENRI BOURGUINAT.

revue française d'économie 3/87

Philippe SEGUIN, *Président*
Edmund S. PHELPS, *Magasin de la Banque mondiale*
Robert BOYER, *Recherche sur le site actuel (R)*
Michel AGLIETTA, *Intégration monétaire et politique de l'Europe*
Jean-Pierre LANDAU, *La coordination internationale des politiques économiques*
Nicholas KALDOR, *Spéculation et stabilité économique, Commentaires de R. Boyer*
Patrick ARTUS, *La politique monétaire en France*
Table ronde : *Quelles perspectives pour la politique monétaire ?*
Jacques MISTRAL, *Revue des Notes*

revue française d'économie

3

| Philippe SEGUIN | Edmund S. PHELPS | Robert BOYER |
|--|---|--|
| Président | Magasin de la Banque mondiale | Recherche sur le site actuel (R) |
| Michel AGLIETTA | Jean-Pierre LANDAU | Nicholas KALDOR |
| Intégration monétaire et politique de l'Europe | La coordination internationale des politiques économiques | Spéculation et stabilité économique, Commentaires de R. Boyer |
| Patrick ARTUS | La politique monétaire en France | Table ronde : Quelles perspectives pour la politique monétaire ? |
| Jacques MISTRAL | Revue des Notes | |

rfe/Fayard

Revue trimestrielle, vente en librairie : 75 francs, abonnement France particulière 1 an : 260 F, entreprises et institutions : 1 an : 420 F, par chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Revue française d'économie, 23 rue Danielle-Casanova 75001 Paris, tél. 42 61 31 53

Un Salon que les entreprises choisissent pour présenter leurs nouveautés, mobiliser leur force de vente et confronter leurs projets aux besoins du marché, c'est là la réussite du Salon de l'Amélioration de l'Habitat.

Grandes rencontres au Salon de l'Amélioration de l'Habitat !

La Foire internationale de Paris est fière à sa légende : cette année encore, en accueillant le Salon de l'Amélioration de l'Habitat, elle célèbre le rendez-vous majeur des professionnels de la maison : plus de 300 exposants (matériaux, isolation, menuiseries, sanitaires, revêtements de sol, cheminées, sécurité...) informeront, conseilleront plus de 500 000 visiteurs. Pour les entreprises, exposer au Salon est le gage d'une audience nationale mais surtout celui d'un contact essentiel avec les dynamiques du marché.

Le rendez-vous majeur des professionnels de la maison

Pour les menuiseries Lapeyre (1 600 salariés, 1,6 milliard de CA, 38 années d'expérience), par exemple, c'est le démarrage de la maison : « Depuis 40 ans, nous exposons à la Foire internationale de Paris, ce doit être un record ! Chaque année, notre catalogue et ses nouveautés sont à cette occasion », rappelle Patrick Gay, Directeur Général. Ce contact avec nos clients est notre meilleur carte de

qualité, le véritable banc d'essai de nos articles. La présentation des nouveautés est également l'argument retenu chez René Brisch (235 salariés, 256 millions de CA et 37 000 cheminées vendues) : « Au cours du prochain Salon, nous présenterons Cendrilion et Gerence, deux nouvelles gammes », révèle Claude Lombard, Directeur de publicité. En 1985, rappelle Jean Ansel, Directeur commercial, nous avons lancé au Salon de l'Amélioration de l'Habitat notre nouveau label, Presti Club, une gamme réunie. Cent modèles ont été vendus en 12 jours de Salon ! »

Le Salon de l'Amélioration de l'Habitat se déroulera du 30 avril au 12 mai 1988, Porte de Versailles, dans le cadre de la Foire internationale de Paris. Pour tous renseignements concernant l'accueil des participants, contactez Taty Joazeiro ou Danielle Charron au (1) 45 05 14 37 au Comité des Expositions de Paris 7 rue Copernic, 75702 Paris Cedex 16.

C'est à la Foire internationale de Paris un lieu aussi à se faire connaître ! Les Milliards, entreprises collaborant avec 70 artisans qui continuent de travailler à l'ancienne » et dirigée par Patrick Bihl, en témoigne. « Notre présence au Salon vise à nous faire connaître du public et des Compagnons que notre formule séduit. Notre stand connaît une belle réussite commerciale : 150 demandes de devis, des contacts établis et des résultats immédiats, y compris à l'exportation, aux USA et même au Japon ! » Auprès de la Fédération Nationale du Bâtiment 160 000 adhérents il en va de son Vice-Président, Jean Domange, la satisfaction est de rigueur : « Le Salon a été pour nous l'occasion de rencontrer les jeunes qui sont l'avenir de nos entreprises. Nous avons d'ores et déjà enregistré des résultats positifs et, par exemple, à la rentrée 1987, le lycée professionnel Saint-Lambert, dans la spécialité de maçonnerie, a reçu un tiers d'inscriptions supplémentaires ! »

MARC LA VASSIERE

سكزا من الاجل

صحة من الاموال

La chronique de Paul Fabra

La Bourse et les taux de change

À la fin du mois d'août, quelques jours après que Wall Street eût atteint son point culminant (le 25 de ce mois, l'indice Dow Jones atteignait 2702,42 alors qu'il était tombé, le 16 octobre, à 2246,74), un talentueux financier de New-York qui croyait — et croit encore — probable une nouvelle étape de hausse dans les douze ou dix-huit mois à venir aux Etats-Unis et ailleurs, assurait pourtant : « Nous venons d'entrer dans l'ère des grands dangers ; les plus expérimentés auront du mal à s'y retrouver, beaucoup y perdront leur chemise. »

Si les bourses américaine et française ont été les plus touchées, certains titres chutant de 30 % et plus en quelques semaines, cela n'est pas tout à fait un hasard. Mais d'autres ont résisté plus ou moins durement le mouvement. Ce fut notamment le cas pour les places allemandes, mais aussi à Londres et à Tokyo.

Après l'ascension quasi ininterrompue des cours depuis plusieurs années — à Paris, elle aura été de 300 % environ depuis trois ans, — une correction plus ou moins violente était universellement attendue. Elle n'en a pas moins surpris quand elle s'est produite. L'apprentissage du capitalisme a des chances d'être beaucoup plus rude que la plupart ne le prévoyait. Les temps sont révolus depuis longtemps déjà où le risque couru en achetant une action tenait presque exclusivement aux perspectives de rentabilité de la société dont on acquiescait une fraction du capital. A long terme, le risque industriel et commercial sera sans doute le plus déterminant. En attendant, la cote est placée sous la dépendance de l'un d'autres facteurs.

L'enjeu est considérable. Il faudrait remonter loin dans le temps pour retrouver une période où l'on compte autant sur l'épargne privée, faute d'abord, et avant tout, de pouvoir changer encore un peu plus la banque du secteur public. Comme du temps de la construction du canal de Suez, c'est le capital privé qui finança le tunnel sous la Manche, décidément il y a deux ans par le président Mitterrand et M^{me} Thatcher.

Dans beaucoup d'autres pays que la France où l'on a trop vite fait de voir dans le programme de privatisation une entreprise à caractère principalement idéologique, la dénationalisation est à l'ordre du jour. C'est le cas, outre la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne, de la Suède et de la Finlande, de la Turquie et même du Bangladesh. Le raisonnement est double : la première est que le budget de l'Etat est devenu radicalement incapable de pourvoir aux besoins en capitaux. La deuxième est que, pour s'adapter aux conditions d'une vie économique de plus en plus difficile, une entreprise est mal à l'aise dans son statut de société française.

En insistant sur cet argument dans son livre *Je crois en l'homme plus qu'en l'Etat*, Edouard Balladur défend bien son dossier. La véritable question qui se pose en France et dans le monde est non pas de savoir si le marché doit prendre le relai, mais est plutôt la suivante : le climat d'exceptionnelle incertitude qui caractérise les marchés ne risque-t-il pas de compromettre, ou en tout cas de retarder, cette relève nécessaire ?

Pour répondre à cette question, le discours officiel est, dans la plupart des pays, d'une grande indigence. Témoignage de la déclaration faite par la Maison Blanche la semaine dernière pour mettre en garde Wall Street contre une hausse excessive des taux d'intérêt à long terme.

Selon la présidence des Etats-Unis, l'inflation ambiante fort modérée ne justifie pas les craintes énoncées par les épargnants et les capitalistes. Ceux-ci, en boudant les émissions d'emprunt, ont provoqué la remontée des taux obligataires qui s'est dangereusement accélérée la semaine dernière. Pour la première fois depuis le début de l'année 1986, on a vu le taux sur l'emprunt phare du Trésor d'une durée de trente ans (remboursable en 2017) passer au-dessus de 10 %, contre 7,5 % au début de l'année.

A en croire l'administration américaine, ce qui est vrai pour les Etats-Unis l'est encore plus pour l'Allemagne que pour le Japon, où les taux remontent aussi, bien que le niveau général des prix y reste stable. Ainsi, le relèvement des taux d'intérêt, ne serait-il dû qu'à un phénomène psychologique intempestif : les marchés, trop lents à comprendre la réalité de la désinflation, « anticiperaient » contre toute vraisemblance le retour de l'inflation. Ce genre d'argumentation est fortement encouragé par toute une école d'économistes d'origine américaine qui attribue les fluctuations de prix et de taux aux « anticipations », des agents économiques, sans se demander sérieusement si le sentiment des opérateurs ne serait pas le reflet de causes de caractère diaphane beaucoup plus mécanique.

On ne peut plus nier que la chute du dollar et les efforts tentés avant et après l'accord du Louvre (22 février 1987) pour en stabiliser le cours se sont traduits par une véritable orgie d'interventions sur les marchés des changes. On n'en avait plus vu d'aussi massives depuis 1970-1973 et depuis 1977-1978, deux périodes de crise aiguë de la devise américaine. Si la Banque du Japon, la Banque d'Allemagne fédérale et quelques autres n'avaient pas au moins en partie « neutralisé » les entrées de capitaux non désirées, il est très probable qu'elles auraient perdu, comme au cours de ces périodes passées, la maîtrise de leurs propres affaires. Il est possible qu'elles aient « surréagi », mais il n'était pas concevable qu'elles ne réagissent pas. Or, comment une banque centrale peut-elle éponger les moyens de paiement mis en circulation par l'afflux des dollars (pour acheter des dollars, le Bundesbank émet des deutschemarks, la Banque de France des francs, la Banque du Japon des yens, etc.) ? En procédant sur son pro-

pre marché national à des ventes de dollars. Ces ventes ont tendance à en faire baisser la valeur et, donc, à pousser à la hausse le taux d'intérêt, ou, en tout cas, à l'empêcher de baisser ! Conclusion : dans toute la mesure où la stabilité des taux de change a été obtenue par des interventions des banques centrales, l'instabilité a été transférée des cours du change sur les taux d'intérêt.

On assiste depuis l'automne dernier à un événement considérable. On a fait revivre la pratique monétaire en vigueur, presque sans interruption, de 1959 à 1980, et qui consistait à faire financer le déficit extérieur des Etats-Unis et une partie de leur dette publique par les banques centrales étrangères (celles-ci plaçant les dollars qu'elles acquièrent en bons du Trésor américains). On a réouvert du même coup une machine infernale.

Pour stabiliser la monnaie américaine (ou en freiner la chute) — objectif en soi hautement souhaitable — les institutions d'émission européennes et japonaises créent des liquidités, d'autant plus malaisées qu'elles sont émises indépendamment du processus de production de biens et de services. Simultanément, les mêmes institutions financent de façon autoritaire (voir notre chronique précédente), par souscriptions de bons du Trésor américains, les déficits — extérieurs et intérieurs — des Etats-Unis, propulsant le plus sûr pour les perpétuer. Là ne s'arrête pas l'imbroglio né de ce qui passe pour un « renforcement de la coopération internationale ».

Les autorités monétaires américaines ne peuvent pas ne pas réagir à leur tour, et leur action, fût-elle bien intentionnée, complique encore la gestion des pays créanciers. Pile-ou-face on achète en masse les bons du Trésor américains, le cours de ces derniers devrait avoir tendance à monter et, donc, les taux d'intérêt devraient plutôt baisser aux Etats-Unis.

S'il n'en a pas été ainsi, c'est évidemment parce que la Fed institut d'émission des Etats-Unis, prend, lui aussi — de façon assez molle il est vrai, — des contre-mesures. On est loin de l'explication du climat actuel par l'humeur des opérateurs, plus ou moins portée à « anticiper » l'inflation.

TOUTE politique de défense de la monnaie par relèvement des taux est à tout instant menacée de produire l'effet inverse de celui qui est recherché. Pour faire monter les taux, la tentation est grande, surtout quand le Trésor public a besoin d'argent, de multiplier les emprunts, de faire des offres de titres sur le marché. Ce faisant, on mine la confiance des épargnants de tout poil, lesquels, l'expérience et le calcul le montrent, achètent en général des titres non pas tellement à cause de leur rendement, mais cause de la promesse de plus-values en capital. Les achats se raréfient donc en période... de hausse des taux. On comprend, dans ces conditions, que la tâche de l'institut d'émission d'un autre pays, à savoir le nôtre, dont l'objet est aussi d'empêcher sa monnaie de se dévaloriser, ne soit pas aisée.

Il en résulte parfois de brusques écarts sur le marché. Il aura fallu cinq séances, du vendredi 9 au jeudi 15 octobre, pour que le MATIF plonge de 96 à 89 (perte de 7 points), poussant le taux d'intérêt jusqu'aux abords de 12 %, alors que, pour passer de 104 à 96 (perte de 8 points), trois mois (du 14 juillet au 9 octobre) avaient été nécessaires ! Il reste que la panique est mauvaise conseillère. Les choses se présentent sans doute mieux qu'on ne pourrait le croire, hormis des complications imprévisibles sur le franc. Il est possible que le MATIF ait déjà quelque peu dévancé l'évolution probable (à la hausse) des taux d'intérêt américains. Mais, aussi longtemps que la stabilisation des taux de change sera obtenue par des moyens artificiels, il faut s'attendre à une grande instabilité ou, comme on dit en français, à une grande volatilité des cours de Bourse.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Désespérément...

DOGMATIQUE, voire doctrinaire, ou ouverte sur l'effort de compréhension, théorique, empirique, analytique, réaliste ou utopiste : il y a bien des manières de parler de la politique économique et sociale.

Pour Alain Rodolob, professeur à l'université de Paris-II, les choses sont claires : « La politique sociale actuelle tranche avec celle menée auparavant : elle ne se pale plus de mots, elle se coule dans l'action. » Foin des prétendus acquis du socialisme, mais foin aussi du « dirigisme d'avant 1981 ». La « nouvelle politique » inaugure « une ère de libertés économiques » (1). Et cela grâce à la pensée du chef du gouvernement — celui de l'après-mars 1986, bien évidemment.

Les risques du chômage pour notre société ? « Nul mieux que le premier ministre n'a pressenti ce danger. » La législation sur la famille ? « Elle puise son inspiration dans la pensée du premier ministre. » Le dialogue social ? A ceux qui lancent l'anathème contre le syndicalisme, « le premier ministre oppose un pragmatisme de bon aloi ». La participation ? Jacques Chirac poursuit la l'œuvre engagée par le général de Gaulle. Plus : « En instaurant la démocratie économique dans notre corps social, le premier ministre a écrit la page sociale du gaullisme (...). Pour la première fois depuis l'éclosion du capitalisme industriel, les Français ne sont plus indifférents à leur outil de production » (1).

Ministre des affaires sociales et de l'emploi, Philippe Séguin fait montre de moins de certitudes : il observe les faits, et ceux-ci l'incitent à réfléchir : « Jusqu'en 1980-1981, l'emploi augmentait et le chômage baissait (...). De même, depuis trois mois, l'emploi globalement se détériore et les chiffres du chômage s'améliorent (...). Ces réalités rendent impérativement nécessaires une réflexion sur l'emploi et une réflexion sur le chômage (...). Il faut donc (...) accepter une nouvelle définition du travail, de l'emploi et de l'activité (...). Pourquoi ne pas élargir notre conception traditionnelle assimilant le travail à un emploi marchand, et profiter des évolutions en cours pour promouvoir une société plus conviviale ? (2) ? Une société conviviale ? C'est précisément à l'examen de ses formes actuelles et des perspectives qu'on peut tracer vers elle qu'est consacré le dernier numéro d'Echanges et projets (3).

Une troisième voie

Parallèlement, Jean-Louis Beau, économiste d'entreprise, prend le risque de proposer une « stratégie » contre le chômage. Après avoir rejeté un certain nombre d'idées reçues, il préconise une action différenciée selon les secteurs : pour les secteurs pour lesquels on peut prévoir une demande forte et en forte croissance sur le marché mondial, une politique agressive de modernisation, d'investissement, de recherche, de productivité ; au contraire, pour les secteurs où la consommation nationale est principalement satisfaite par la production nationale (construction, un certain nombre de services), une politique plus modérée, permettant le meilleur emploi des facteurs nationaux (4). Mais est-ce si simple ?

Poursuivant ses « réflexions sur la crise actuelle », Robert Boyer, directeur de recherche au CNRS, montre que les deux grands types de politiques économiques actuellement mises en œuvre débouchent sur des perspectives peu exaltantes : la politique combinant l'austérité salariale et la recherche de la flexibilité technique peut assurer une certaine stabilisation, mais

dans la stagnation ; et les stratégies néolibérales — plus de marché, moins d'Etat — n'auront pas forcément les effets positifs qu'attendent ceux qui les préconisent : le risque de conduire soit à une dépression cumulative, soit à des instabilités majeures.

Reste, à ses yeux, une troisième voie, conforme aux enseignements des recherches sur la régulation : « La négociation d'un compromis capital-travail original permettrait de bénéficier au mieux de la nouvelle donne technologique. Ainsi serait assurée une plus grande acceptabilité des mutations considérables qu'implique la crise. Plus encore, une modification adéquate de partage des gains de productivité correspondants viendrait relancer la dynamique de la croissance et les créations d'emploi » (2).

Mais immédiatement plusieurs questions se posent : quelle place auraient les « hors-travail » dans ce compromis ? Comment le met-

tre en œuvre dans une économie nationale secouée, déstabilisée par la crise mondiale ? Par quelle politique économique ? Car les politiques économiques ne sont plus ce qu'elles étaient.

Jacques de Bandt, directeur de recherche au CNRS, montre à quel point les frontières, qui paraissent jadis évidentes, entre politiques commerciales, politiques industrielles et politiques scientifiques et techniques se sont estompées ; car, au fond, il s'agit dans tous les cas, « face à la concurrence étrangère, de consolider ou développer des capacités ou structures de production correspondantes à des préférences nationales plus ou moins explicites » (5).

Patrick Artus, conseiller scientifique de la Banque de France, au terme d'une analyse de « la politique monétaire en France », arrive à cette conclusion que, « si les évolutions financières futures favorisent le passage à une régulation monétaire par le

taux d'intérêt, l'apparition d'un système monétaire européen et le passage à une plus forte mobilité des capitaux internationaux risquent de rendre très difficile tout maintien des taux d'intérêt pour les autorités » (2).

Face à cette pesanteur de plus en plus écrasante de l'international et du mondial, une concertation plus poussée entre Etats-nations s'impose. Chacun le reconnaît. On en parle. On avance dans cette voie. Mais « la coordination internationale des politiques économiques », qu'étudie Jean-Pierre Landau, inspecteur des finances, n'est pas sans se heurter à d'énormes difficultés. La principale réside dans les différences de situations et les divergences d'intérêts des nations ; à quoi s'ajoute la gravité des déséquilibres économiques des Etats-Unis et l'incertitude de leur politique... (2)

Et Jean-Pierre Landau n'est rien moins qu'optimiste. Le fait que l'on réussisse à assurer la cohérence de l'ensemble ne garantit pas que l'orientation globale soit bonne. Et en cas d'échec de la coordination internationale, les risques sont élevés, avec notamment « un ralentissement de la croissance, une résurgence de l'inflation et la manifestation de chocs brutaux sur les marchés financiers » (2).

Quel organisme international, quel pays — et pourquoi pas la France — osera publier cette annonce : « Recherche encore un meilleur économiste, désespérément... » ?

(1) Alain Rodolob, « De l'exception à l'initiative ou la métamorphose de la politique sociale », *Revue d'économie politique*, juillet-août 1987 (22, rue Soufflot, 75005 Paris).

(2) *Revue française d'économie*, été 1987 (23, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris).

(3) « La convivialité aujourd'hui », numéro spécial d'Echanges et projets, septembre 1987 (10, rue des Pyramides, 75001 Paris).

(4) Jean-Louis Beau, « Chômage, quelle stratégie pour la France ? », *Comptabilité*, octobre 1987 (21, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris).

(5) Jacques de Bandt, « Des mesures combinées de politique commerciale et de politique industrielle : tendance ou non au protectionnisme ? », *Economies et sociétés*, avril 1987 (PUG, BP 47 X, 38040 Grenoble cedex).

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
AVIS D'APPEL D'OFFRES

1. FINANCEMENT : Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES).
2. OBJET : construction de la route Boghe-Kaedi de 100 kilomètres environ, avec revêtement bitumeux.
3. DÉLAI D'EXÉCUTION : à être proposé par les soumissionnaires.
4. PARTICIPATION : ouverte à toutes entreprises, à l'exception de celles d'Israël et d'Afrique du Sud. Les soumissionnaires doivent aviser l'administration, par câbles ou télex, de leur intention de participer.
5. FOURNITURE DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES : ils peuvent être acquis :
 - Soit auprès de la direction des travaux publics, ministère de l'équipement, Nouakchott (R.I.M.), B.P. 237 - Télex C/O 383 MTN ou 867 MTN MAEC.
 - Soit auprès de Dar Al-Handasah Consultants (Shair and Partners), 91, New Cavendish Street - London (UK) - W1M 7FS - Télex : 27187 G Darsah.
6. PRIX DU DOSSIER
 - A. A Nouakchott : 36 000 ouguiyas par chèque certifié ou mandat bancaire à l'ordre du trésorier général de la R.I.M.
 - B. A Londres : 500 \$US ou l'équivalent en monnaie convertible.
7. VISITE DES LIEUX : obligatoire.
8. DÉPÔT DES OFFRES ET OUVERTURE DES PLIS : les soumissions, en langue française, devront parvenir avant le 6 janvier 1988 à 9 heures T.U. à :

M. le Président de la Commission centrale des marchés, Immeuble administratif (ex SNIM), B.P. 184 NOUAKCHOTT (R.I.M.)

Les plis seront ouverts le même jour, en séance publique, à 10 heures T.U.
9. DÉLAI D'ENGAGEMENT DES SOUSMISSIONNAIRES : 6 mois.
10. CONSULTATION DES DOSSIERS : auprès de la direction des travaux publics, ministère de l'équipement, Nouakchott (R.I.M.).

JOUR J-7

Paramètres de Lancement.

Matra relève les grands défis pour l'indépendance nationale de la France et la liberté de l'Europe.

Pour garantir son indépendance et la liberté de ses alliés, la France se doit d'être présente et active dans les secteurs majeurs de l'Espace et de la Défense.

Dans l'Espace, Matra offre à la France une position de leader. Matra est le premier en Europe en nombre de satellites lancés. Des satellites civils d'observation de la terre dont le programme Spot est technologiquement le plus avancé au monde.

Des satellites de télécommunication ECS et Telecom I (pour le téléphone, la radio, la télévision et la télématique).

Des satellites scientifiques dont Hipparcos.

Matra intervient aussi sur les lanceurs en concevant et en réalisant le "terreau" d'Azur.

L'indépendance et la liberté impliquent également une maîtrise des armements de pointe. Matra est seul au monde à concevoir l'ensemble des armements aéroportés (missiles air-air et anti-radar, armements air-sol).

Dans les secteurs les plus avancés de la technologie, Matra est présent et Matra gagne : dans la conquête de l'espace, pour l'élaboration des systèmes de défense de la France, dans l'évolution majeure des télécommunications, de l'informatique et de la microélectronique, dans le développement des nouveaux transports.

Pour Matra, il n'existe qu'un seul marché : le marché mondial. C'est sur le terrain du monde que Matra a acquis et conforte jour après jour une position très avancée dans la conception et la gestion des grands systèmes complexes.

Matra est une grande équipe. 25 000 personnes qui créent pour anticiper l'avenir, qui relèvent les défis internationaux les plus ardues et qui ont en commun la volonté d'entreprendre.

Mais ces hommes et ces femmes possèdent également une qualité rare : le réalisme pour réussir et développer un grand groupe industriel international, rentable et indépendant. En France, en Europe et dans le monde entier, Matra entreprend et Matra gagne.

Le 26 octobre, gagnez avec Matra.

26 Octobre. Lancement de l'Offre Publique de Vente des actions Matra.

MATRA

Téléphone au 4739.42.42. Note d'information vide par la COB disponible auprès des Interrelataires Financiers.

هكذا من الالهي

SOMMAIRE

■ Les déclarations de M. Baker, secrétaire américain au Trésor, selon lesquelles des menaces pèsent sur les accords du Louvre à la suite de la hausse des taux d'intérêt, notamment en RFA, ont semé la confusion sur les marchés des changes (voir ci-dessous). ■ En Allemagne

fédérale, les autorités tentent de minimiser l'importance que pourrait avoir le maintien de taux d'intérêt élevés dans les désordres financiers actuels. La tension sur les taux est cependant entretenue par le projet de réforme fiscale qui provoque

de vives critiques outre-Rhin (voir ci-dessous). ■ Un décret paru le 17 octobre au Journal officiel étend le bénéfice de l'aide au retour à tous les étrangers qui se trouvent en situation de chômage depuis plus de trois mois (lire page 44).

Les accords du Louvre en question

Les menaces du secrétaire américain au Trésor font chuter les marchés

La guerre monétaire est-elle déclarée entre les Etats-Unis et leurs partenaires, rompant la trêve décrétée par les accords du Louvre, le 22 février dernier ? Les milieux financiers internationaux se le demandent pendant le week-end, essayant d'interpréter les déclarations menaçantes faites ces jours derniers par le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker. Ce dernier, reprenant samedi 17 octobre, devant les caméras de télévision, ses propos du jeudi précédent, a estimé que la remontée des taux d'intérêt déclenchée en Allemagne fédérale par la Bundesbank ne correspondait pas à l'esprit des récentes consultations entre les grands pays industriels, à savoir la confirmation, le 26 septembre 1987, des accords de stabilisation monétaire conclus le 22 février précédent à Paris.

Au terme de ces accords, l'Allemagne fédérale et le Japon s'engageaient à stimuler leurs économies pour freiner leurs exportations et accroître leur consommation intérieure, de manière à développer leurs achats de produits américains et réduire, ainsi, le déficit commercial des Etats-Unis.

En conséquence, avertit M. Baker, « si les Allemands estiment nécessaire de durcir leur politique financière, au risque de freiner leur économie, ils ne doivent pas s'attendre à ce que nous restions les bras croisés et que nous acceptions une telle décision de leur part, sur la supposition que, d'une manière ou d'une autre, nous les suivrions sur la voie de la déflation en relevant encore nos taux d'intérêt ». Autrement dit, M. Baker accuse les Allemands de rompre le pacte du Louvre et se montre même menaçant : « Il est, alors, peut-être

important, ajoute-t-il, que nous examinons les conséquences d'une telle décision. » Le jeudi précédent, il avait précisé que les accords du Louvre permettent d'absorber de « nouveaux ajustements au moment où ils deviennent nécessaires », lisez une nouvelle baisse du dollar.

Dimanche 18 octobre, M. Baker a eu beau atténuer la portée de ses propos en précisant que les Etats-Unis n'avaient encore pris aucune décision sur un réajustement de la parité dollar-mark, les marchés financiers ont immédiatement interprété les « petites phrases » du secrétaire américain dans leur sens le plus négatif. Les cours du billet vert commencent à chuter en Nouvelle-Zélande dès le dimanche à 20 heures (heure de Paris) ; puis en Australie, au Japon et en Europe, revenant à leur plus bas niveau depuis le début de 1980.

A Tokyo, l'avertissement était souligné très clairement par un vif repli de la Bourse, initiée par celles de Sydney, de Londres et de Hongkong. Pourtant, les milieux financiers étaient pessimistes, tenant le raisonnement suivant : au Louvre, en contrepartie d'une relance des économies allemandes et japonaises, les Etats-Unis s'étaient engagés à réduire leurs déficits budgétaires et commerciaux, ce qui n'est pas encore acquis, loin de là, avec en toile de fond la menace d'une reprise de l'inflation, qui fait monter les taux d'intérêt outre-Atlantique. Les marchés vont donc se charger de faire ce que les politiciens ont été incapables de réaliser : ajuster la situation en faisant baisser le dollar. Perspective peu réjouissante pour les Japonais et les Allemands qui, pour leur défense, assurent que la remontée

des taux américains les a précisément contraints à relever les leurs.

Toutefois, les menaces de M. Baker ont des limites, car la marge de manœuvre des Etats-Unis est étroite. Toute baisse supplémentaire du dollar risque de pousser à la hausse les taux d'intérêt américains, si les prêteurs étrangers se montrent moins confiants dans la valeur du billet vert, et d'accroître la reprise de l'inflation outre-Atlantique : un véritable cercle vicieux. M. Baker le

sait bien puisqu'il se hâte d'ajouter que « les Etats-Unis ne changeront jamais de politique monétaire sans avoir consulté leurs partenaires ». Mais, dans le monde entier, les experts étaient pessimistes lundi matin, évoquant les effets « pervers » des accords du Louvre : « Quand on veut nier les réalités, les marchés se vengent... »

FRANÇOIS RENARD.

Il ne faut pas juger la Bourse sur le court terme déclare M. Balladur

« La chute de Wall Street est importante, mais il faut relativiser les choses », a déclaré, samedi 17 octobre, M. Balladur sur RTL. « Ce mouvement est dû essentiellement au fait que les Etats-Unis, malgré tous les efforts qu'ils ont faits (...), n'ont pas encore réduit suffisamment leur déficit budgétaire. Celui-ci est encore trop important et est une source à la fois de doute sur la durabilité de la désinflation américaine et de croissance pour les taux d'intérêt à long terme. Il en résulte quasi nécessairement des effets sur le marché boursier et une baisse des actions. »

A la question qui lui était posée : « Les petits mouvements de la Bourse doivent-ils inquiéter ? », M. Balladur a répondu : « Il ne faut pas considérer les mouvements de la Bourse sur le court terme (...). L'économie française va mieux (...). Nos entreprises se portent

mieux (...). Ne confondez pas l'investissement en Bourse avec un jeu à court terme. Au sujet du programme de privatisations, M. Balladur a ajouté : « Il n'est pas question de gérer la politique de privatisation en fonction de considérations politiques ou électorales. Je ne vais pas plus vite ni plus lentement pour des raisons politiques ou électorales. Ce qui me guide, c'est la situation des entreprises et celle du marché financier. (...) La privatisation de Suez a été terminée hier - je pense dans de bonnes conditions ; la privatisation de Matra - mais c'est infiniment moins important (...) - commentera la fin du mois d'octobre. Je verrai ensuite à quelle date l'UAP doit être privatisée. Je ne forcerai pas la cadence, je ne la ralentirai pas systématiquement non plus. J'essaierai de calquer le plus possible mes décisions sur la situation réelle du marché. J'ai décidé pour l'UAP d'instituer, pour ceux qui le voudraient, la possibilité de payer l'achat des actions en deux étapes. Mais ce n'est pas, là non plus, pour forcer la cadence, c'est pour mieux répartir la charge dans le temps. »

En conclusion et sur un sujet tout à fait différent, M. Balladur a évoqué la possibilité d'une baisse de la TVA sur les concerts.

En RFA

Tempêtes autour d'une réforme fiscale

Les déclarations rassurantes du gouvernement ouest-allemand ne changent rien. En lançant l'idée d'une taxe sur les revenus du capital, le ministre des finances Gerhard Stoltenberg pourrait avoir ouvert la boîte à Pandore. Les critiques, multiples en RFA, sont encore plus préoccupantes hors du pays. En provoquant une tension sur les taux ouest-allemand, l'option fiscale du gouvernement Kohl a provoqué l'irritation américaine et risque de faire repartir, des deux côtés de l'Atlantique, l'escalade des « petites phrases » dont pâti-

rait le fragile équilibre monétaire international. Jouant le calme, le porte-parole du gouvernement, M. Friedhelm Ost s'est contenté de rappeler que l'impôt sur les revenus du capital prévu à 10 % « placera la RFA aux côtés de la France, au bas de l'échelle de tous les pays européens ». En Suisse, cet impôt à la source est de 35 %. En outre, les dépôts sur livret assortis du délai de retrait de trois mois seront exclus de la mesure, ce qui exonère « environ les deux tiers de toutes les sommes déposées ».

BONN de notre correspondant

M. Gerhard Stoltenberg, ministre ouest-allemand des Finances est peut-être un excellent grand argentier, mais il manque singulièrement de pédagogie et de sens de la communication. A peine avait-il mis au point les grandes lignes d'un vaste projet de réforme fiscale, qui devrait, en 1990, aboutir à de notables réductions de l'imposition directe de la plupart des contribuables de RFA, qu'il se voyait accusé de hold-up sur les avantages acquis par la plupart des catégories sociales et des groupes d'intérêt, chacun ne voyant midi qu'à sa porte, estime que la réforme fiscale doit être financée par le voisin, et crie au scandale lorsqu'on touche au pré carré de ses avantages.

Pour trouver les 19,4 milliards de deutschmarks nécessaires au financement de son projet, M. Stoltenberg a établi un catalogue de mesures qui fait pousser les hauts cris aux catégories concernées. La plus spectaculaire et la plus controversée de ces mesures reste l'établissement d'un impôt de 10 % sur les revenus du capital. Cet impôt serait prélevé à la source par les établissements de crédit, et versé, globalement et anonymement au fisc. Il n'en fallait pas plus pour susciter la crainte du petit épargnant et des rentiers, la mauvaise humeur des banquiers, et un francement de sourcil du très puissant président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, pourtant favorable au principe de la réforme.

Pour un revenu escompté de 4 milliards de deutschmarks, on déstabilise psychologiquement les épargnants et leurs mandants, on

exhume le spectre de la hausse des taux d'intérêt et de la fuite des capitaux. M. Stoltenberg a beau faire valoir qu'en principe les intérêts perçus sont soumis à l'impôt, et que la retenue à la source ne pénalise que les épargnants inciviques qui « omettent » de faire figurer ces sommes sur la déclaration de revenu, l'usage s'en était établi depuis si longtemps que la suppression de cet avantage fiscal clandestin apparaît, aux yeux de beaucoup comme une injustice.

Autre sujet de controverse : la fixation d'un plafond au-dessus duquel les avantages en nature perçus par les salariés seront soumis à l'impôt. L'exemple le plus cité est celui des réductions accordées à leur personnel par les constructeurs automobiles sur l'achat, une fois par an, d'une voiture. Le projet prévoit de limiter à 2400 deutschmarks (près de 8000 F) le montant non imposable des réductions consenties. Pour un ouvrier chez Mercedes pouvant obtenir jusqu'à 10000 deutschmarks de réduction sur son automobile annuelle, la différence peut être considérable. M. Lothar Späth, ministre président du Bade Wurtemberg (chrétien-démocrate), où se trouve la plupart des usines Mercedes a fait connaître sans détour son opposition à cette mesure : les élections régionales sont prévues pour le printemps prochain.

Les cadres mécontents

Les cadres sont mécontents du plafonnement des frais de représentation déductibles, et les ouvriers de celui des sommes perçues pour le travail de nuit et du week-end.

Le SPD s'insurge car « les salariés et les rentiers devront porter le poids

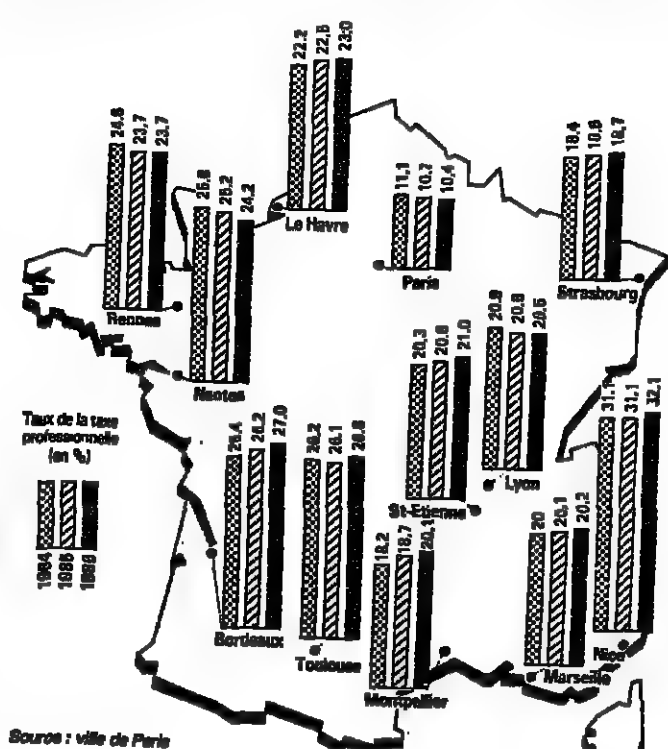
principal de cadeaux fiscaux bénéficiant essentiellement aux gros revenus et les syndicats appellent à la lutte contre cette « machinerie antisociale ».

D'autres observateurs font remarquer que l'agriculture, le plus gros consommateur de subventions du pays, sort indemne de cette nouvelle répartition des charges, et que l'on n'a pas osé toucher aux aides directes accordées à certains secteurs industriels en difficulté (sidérurgie, mines, chantiers navals), malgré les proclamations « libérales » du ministre de l'économie, M. Martin Bangemann. On se montre cependant confiant dans l'entourage du Chancelier Helmut Kohl : « Lorsqu'en 1990, les contribuables verront que la diminution des impôts est bien réelle, ils nous rendront justice », affirme un proche conseiller du Chancelier.

Les négociations au sein de la coalition sur les détails de la réforme doivent se poursuivre dans les prochaines semaines avant que le projet soit soumis à la discussion et au vote du Bundestag. La majorité est bien décidée à résister au travail de sape de l'opposition et des divers groupes d'intérêt, considérant qu'une impopularité passagère sera vite oubliée lors des échéances électorales. D'autant plus qu'un autre « dossier chaud » vient très bientôt à l'ordre du jour : celui de la réduction des dépenses de santé. La philosophie gouvernementale consistant à faire avaler les pilules amères avant les loukoums comporte cependant un risque : celui de voir les fidèles passer sous le nez des contribuables allemands, en raison d'une toujours possible détérioration de la conjoncture internationale.

LUC ROSENZWEIG.

Taxe professionnelle : écart de 1 à 3 selon les villes



Source : ville de Paris

Parmi les quatre impôts directs locaux, la taxe professionnelle (82 milliards de francs en 1986), à laquelle sont assujetties les seules entreprises, est celle qui rapporte le plus aux collectivités locales, soit environ la moitié de leurs recettes fiscales. Il existe des taux communaux et départementaux de taxe professionnelle, fixés par les conseils municipaux et généraux. En outre une fraction de cette taxe alimente les budgets des communes urbaines, lorsqu'elles existent (par exemple à Bordeaux ou à Lyon), et les budgets régionaux.

A la lecture du graphique ci-dessus qui donne des comparaisons entre grandes villes en additionnant les taux de la ville, du département et éventuellement de la communauté urbaine, on peut dire qu'une entreprise comparable paye trois fois moins de taxe professionnelle à Paris (qui est à la fois une commune et un département) qu'à Nice et deux fois moins qu'à Saint-Etienne ou à Marseille.

Des différences importantes existent aussi dans les taux de taxe professionnelle votés par les conseils généraux. Ainsi, en 1987, le Vaucluse a voté un taux de 11,8 %, la Corse-du-Sud de 12 %, tandis que les Bouches-du-Rhône décidaient 3,44 % et les Yvelines 3,67 %.

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

LONDRES GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 83 25



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENIM

Constructions Industrielles de la Méditerranée

CNIM, seul constructeur français d'escaliers mécaniques, vient d'obtenir deux importants contrats pour l'équipement du nouveau tunnel routier et ferroviaire sous le pont de Hong Kong, d'une valeur globale de 70 millions de dollars de Hong Kong (soit environ 36 millions de francs).

Le parc des escaliers CNIM à Hong Kong est de trois cents appareils, soit l'équivalent de celui du métro de Paris. Ces résultats ont conduit CNIM à créer, il y a deux ans, une filiale à Hong Kong, chargée notamment de l'entretien du parc et de la prospection commerciale en Extrême-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Des contrats ont été pris récemment avec la Chine, Taiwan et l'Indonésie.

L'UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (UBAF) en tant qu'agent et prêteur, et le Banco do Fomento nacional (Portugal) en tant que coprêteur ont signé avec les sociétés égyptiennes General Nile Bus Co For West Delta, Middle Delta, Upper Egypt et East Delta, quatre conventions de crédit acheteur administrées en francs françaises destinées chacune à financer à la fois la part française et la part portugaise de quatre contrats passés entre Renault véhicules industriels (RVI) et les sociétés égyptiennes ci-dessus.

Ces conventions bénéficient de la garantie de l'Assureur-Crédit portugais «Cosec» pour la part portugaise et de la garantie «Coface» pour la part française.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1987

● Le bénéfice net (part du groupe) : 1 202 millions de francs, soit 52,2 % du bénéfice net de l'année 1986. Ce résultat n'inclut pas de plus-values exceptionnelles, alors que celles-ci représentaient 37,9 % du bénéfice net de l'exercice 1986.

● Le produit net bancaire : 14 138 millions de francs, soit 51,2 % du produit net bancaire de l'année 1986. La progression tient principalement à la poursuite du développement des activités sur le marché des particuliers : en un an les dépôts moyens des particuliers de la société mère ont augmenté de 14,1 %, les encours moyens de crédit de 29 %.

● Les frais de gestion : 9 201 millions de francs, soit 52,5 % des frais de gestion de l'année 1986. Les frais de gestion de la société mère, qui incluent les charges liées à la privatisation, n'ont augmenté en un an que de 3,2 % à comparer à une progression moyenne des prix de 3,4 %.

● Le résultat brut d'exploitation : 4 957 millions de francs, soit 49,2 % du résultat brut d'exploitation de l'année 1986.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE. Obligations octobre 1986

Taux variable (TMO) soit pour 1987 : 7,487775 %.

Les intérêts courus du 20 octobre 1986 au 19 octobre 1987 sur les obligations ELECTRICITÉ DE FRANCE à taux fixe octobre 1986 seront payables, à parité, à la source d'après le droit à un avoir fiscal de 37,44 F (montant global : 374,39 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 56,13 F auquel s'ajouteront les retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut (contribution sociale, loi de finances pour 1984) soit de 3,74 F et 1 % (CNAVTS, loi du 10 juillet 1987), soit 3,74 F faisant ressortir un net de 273,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Taux fixe ajustable soit pour 1987 : 6,2108 %.

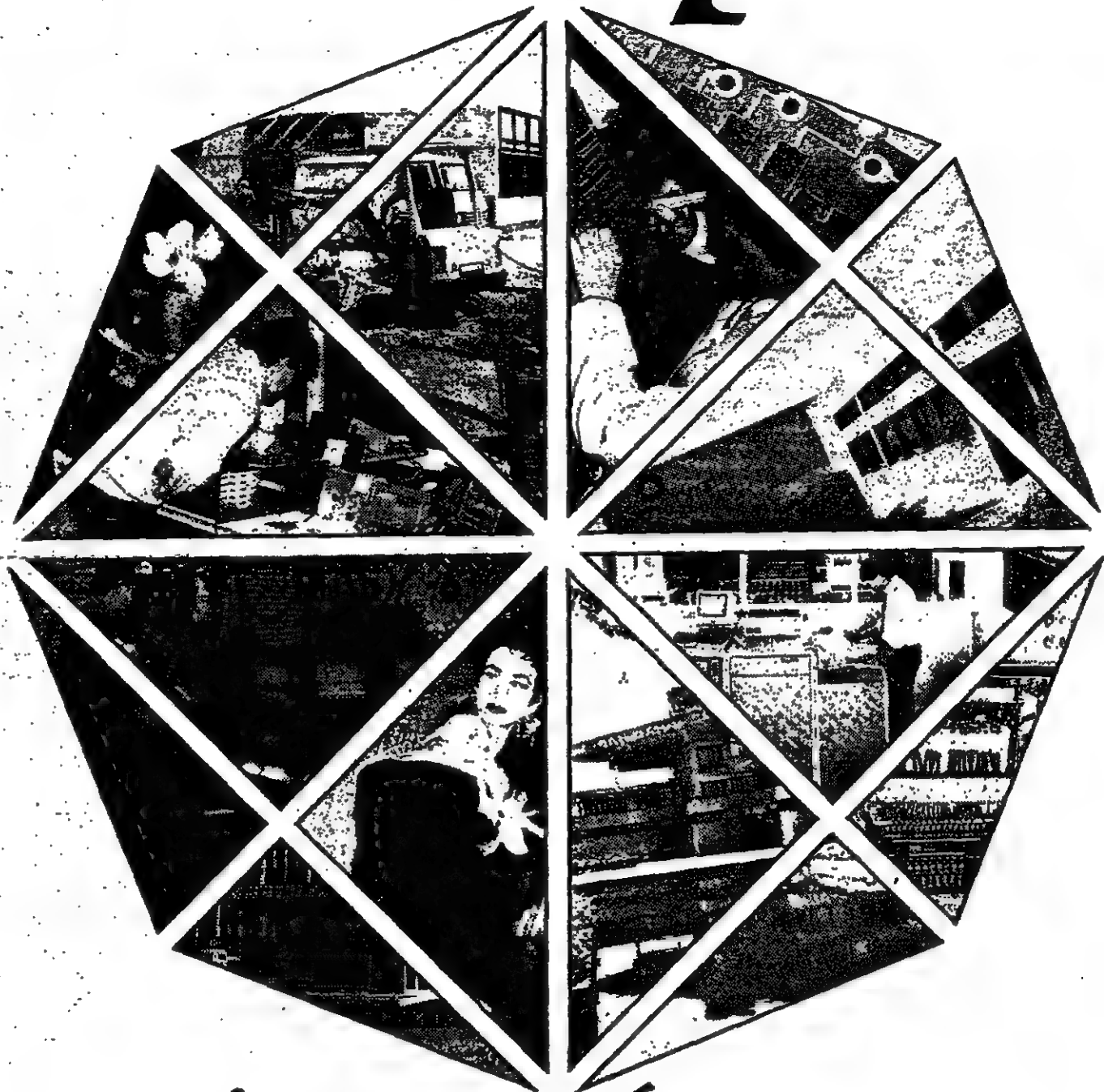
Les intérêts courus du 20 octobre 1986 au 19 octobre 1987 sur les obligations ELECTRICITÉ DE FRANCE à taux fixe ajustable octobre 1986 seront payables, à parité, à la source d'après le droit à un avoir fiscal de 31,06 F (montant global : 310,54 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 46,56 F auquel s'ajouteront les retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut (contribution sociale, loi de finances pour 1984) soit de 3,10 F et 1 % (CNAVTS, loi du 10 juillet 1987), soit 3,10 F faisant ressortir un net de 226,72 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les porteurs d'obligations « taux fixe ajustable - octobre 1986 » sont avisés que le taux d'intérêt applicable aux obligations pour les coupons venant à échéance à partir

de 30 décembre 1981 et du décret n° 81-359 du 2 mai 1983 relatif des valeurs mobilières de titres : en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Angers Technopôle



Le qualitoscope

Plus de 900 chercheurs publics et privés dans 26 centres et 114 laboratoires de recherche.
Deux universités et 15.000 étudiants.
400 ingénieurs diplômés chaque année de 14 grandes écoles.

Un parc scientifique de 300 ha situé au nord-ouest de l'agglomération sur les communes d'Angers, de Beaucouzé et d'Avrillé, regroupe, dans un cadre naturel exceptionnel, la plupart de ces activités parmi lesquelles recherche et formation de haut niveau se complètent et s'épaulent.

Trois grands secteurs confèrent au technopôle angevin des vocations particulières. Celui des biotechnologies végétales constitue un véritable pôle international avec l'INRA, le Laboratoire de Physiologie Végétale, le Centre National de l'Industrie Horticole, l'Ecole Nationale des Ingénieurs des Techniques Horticoles, l'Ecole Supérieure d'Agriculture, et des entreprises leaders dans leur branche : Microvif, Vilmorin, Caillard...

Autre secteur de pointe : la productique et l'informatique qui rassemble dans un même groupement 30 entreprises parmi lesquelles la plus grande usine d'ordinateurs d'Europe (Bull). La formation n'est pas en reste avec des établissements très cotés comme l'ESEO (Ecole Supérieure d'Electronique de l'Ouest), l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers), l'ISERPA (Institut Supérieur d'Enseignement et de Recherches sur la

Production Automatisée), l'IMA (Institut de Mathématiques Appliquées), etc.

Le génie biologique et médical constitue autour de la Faculté de Médecine et de Pharmacie et de l'INSERM le troisième secteur fort qui connaît un développement remarqué, notamment dans le génie génétique et la biologie théorique.

La qualité de cet ensemble vaut à Angers Technopôle d'être retenu dans l'Annuaire International des Technopôles.

Conscients de l'importance de la recherche pour le devenir de leur ville, les Angevins se prennent de passion pour leurs chercheurs. Les responsables locaux : Ville, Conseil Général, Chambre de Commerce, Comité d'Expansion associent leurs efforts à ceux des professionnels. A Angers, la formidable aventure du technopôle ne peut que réussir.

**CHERCHER A ANGERS,
C'EST CHERCHER AUTREMENT.**

Avec ses 210.000 habitants, Angers, grande agglomération du Val de Loire, est le centre géographique de l'Ouest Atlantique. Dès 1989, elle sera, avec le TGV, à 1 h 30 de Paris et à 2 h 30 par l'autoroute Océane.

Ville d'Angers - Service Economique - 49035 ANGERS CEDEX. TEL. : 41.86.10.10.



هكذا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BEGHIN-SAY & FELDMUEHLE VONT COOPÉRER

MM. Jean-Marc VERNES et Hartwig GEGINAT, respectivement président de BEGHIN-SAY (Thumeries, France) et de FELDMUEHLE (Allemagne fédérale) ont signé le 14 octobre 1987 à DUSSELDORF une lettre d'intention marquant leur volonté de coopérer désormais dans le secteur du papier-carton.

BEGHIN-SAY a récemment filialisé son activité papier couché/carton couché et contrôle la PAPEETERIE BEGHIN-CORBEHEM, qui dispose d'une puissante unité à CORBEHEM dans le nord de la France.

Il est prévu que FELDMUEHLE puisse acquérir 50 % de cette société. A CORBEHEM sont fabriquées chaque année plus de 320 000 tonnes de papier couché et plus de 40 000 tonnes de carton couché pour boîtes pliantes. FELDMUEHLE compte parmi les plus importants fabricants de ces deux produits en EUROPE.

Les deux parties sont notamment convenues d'étudier la possibilité d'installer à CORBEHEM une puissante machine à papier couché. Les projets de coopération entre BEGHIN-SAY et FELDMUEHLE doivent recueillir l'aval des autorités françaises et allemandes ainsi que des instances supérieures des deux sociétés.

BOUYGUES

Le conseil d'administration, réuni le 15 octobre 1987, a arrêté la situation provisoire du 30 juin 1987.

| BÉNÉFICE NET (MF) | 1 ^{er} semestre 1986 | 1 ^{er} semestre 1987 | Evolution 87/86 |
|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------|
| Bouygues | 141 | 161 | + 14 % |
| Bouygues consolidé (part du groupe) | 145 | 79 | non comparable |

L'activité du groupe a un caractère saisonnier, et les résultats du 1^{er} semestre sont inférieurs à la moitié des résultats de l'année en raison des intempéries de l'hiver.

Le bénéfice consolidé du 1^{er} semestre 1987 n'est pas comparable à celui du 1^{er} semestre 1986, le groupe SCREG n'ayant pas été consolidé à cette époque. L'incidence de sa consolidation pour le 1^{er} semestre 1987 est une perte de 38 MF qui n'est pas représentative du résultat annuel, en raison du caractère saisonnier de l'activité Routes.

Pour l'exercice 1987, les résultats consolidés de SCREG (hors part des tiers) devraient dépasser 120 MF et la part de BOUYGUES dans ces résultats serait, dans cette hypothèse, supérieure à 100 MF.

Les bénéfices provisionnels consolidés du groupe BOUYGUES sont voisins des résultats de 1986, qui se sont élevés à 481 MF.

Le chiffre d'affaires consolidé provisionnel 1987, 50,1 milliards de francs, s'analyse de la manière suivante :

| 1987 | TOTAL | FRANCE | INTERNATIONAL |
|-----------------------------------|----------------|--------|---------------|
| | (en milliards) | | |
| CONSTRUCTION | 28,9 | 58 % | 21,9 |
| BTP | 12,4 | 9,6 | 2,8 |
| ROUTES | 13,1 | 9,7 | 3,4 |
| AUTRES | 3,4 | 2,6 | 0,8 |
| IMMOBILIER | 8,4 | 17 % | 8,4 |
| DIVERSIFICATION (dont TF 1 100 %) | 12,8 | 25 % | 10,4 |
| TOTAL | 50,1 | 40,7 | 9,4 |

Malgré la diminution de l'activité à l'international, BOUYGUES a réussi, grâce à sa politique de diversification et à son développement en France, à poursuivre sa croissance et à maintenir sa rentabilité.

Le conseil d'administration a décidé la distribution début janvier d'un acompte sur le dividende 1987 de 10 francs par action, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 5 francs.

Sur proposition du président, le conseil a nommé Martin BOUYGUES aux fonctions de vice-président du conseil d'administration.

CONJONCTURE

Le commerce extérieur de la France sera proche de l'équilibre en 1988

affirme M. Michel Noir

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a affirmé, le dimanche 18 octobre, que la balance commerciale de la France serait proche de l'équilibre en 1988. Invité au Club de la presse sur Europe 1, M. Noir a déclaré : « Je suis en contradiction avec les experts qui prévoient un déficit de 30 milliards de francs pour l'année prochaine. Nous serons beaucoup plus près de zéro. » Pour M. Noir, la France est en train « d'inverser la tendance. Nous sommes en train de diminuer le déficit ». « Je suis en contradiction avec les experts qui prévoient un déficit de 30 milliards de francs pour l'année prochaine. Nous serons beaucoup plus près de zéro. » Pour M. Noir, la France est en train « d'inverser la tendance. Nous sommes en train de diminuer le déficit ». « Je suis en contradiction avec les experts qui prévoient un déficit de 30 milliards de francs pour l'année prochaine. Nous serons beaucoup plus près de zéro. » Pour M. Noir, la France est en train « d'inverser la tendance. Nous sommes en train de diminuer le déficit ».

Les chiffres contenus dans l'annexe du projet de loi de finances pour 1988 tablent sur un déficit commercial de 32 milliards de francs l'an prochain, inchangé par rapport à 1987. Sur les neuf premiers mois de l'année, le déficit de la balance commerciale atteint 26,2 milliards de francs.

L'activité industrielle s'améliore

« L'activité industrielle en restait bien orientée en septembre, confirmant la tendance favorable observée avant l'été », écrit la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture.

« Dans tous les grands départements, ajoutée-elle, la production s'est accrue par rapport à juin. Les progrès les plus sensibles ont été observés dans les industries de biens intermédiaires alors que les gains étaient plus limités dans les biens d'équipement. Les stocks, déjà jugés relativement faibles fin juin, se sont encore allégés par suite d'un courant actif de livraisons durant la période estivale. L'amélioration des carnets s'est poursuivie et, pour la première fois depuis 1979-1980, leur niveau est considéré comme supérieur à la normale. La demande globale s'est accrue sous l'effet, notamment, du redressement confirmé des commandes étrangères. Selon les chefs d'entreprise, la production continuerait de s'accroître au rythme actuel, au cours des prochains mois. La conjoncture s'est encore améliorée dans le bâtiment et le génie civil. »

Avocat de la « négociation décentralisée », M. Séguin se fit encore un peu plus clairvoyant : « La réduction du temps de travail est un moyen parmi d'autres de lutter contre le chômage ; elle est moins systématique, moins irréversible et moins coûteuse que le raccourcissement de la vie active. (...) Je suis personnellement et profondément convaincu que seule une réduction du temps de travail négociée au niveau de l'entreprise peut avoir des effets positifs pour l'emploi. » Il y avait de l'harmonie dans l'air.

M. Séguin a trouvé des vertus aux cercles de qualité mais en complément à l'expression des salariés. « A cet égard, a-t-il souligné, je ne rends pas ce qui a été entrepris par mes prédécesseurs. » En venant s'exprimer devant l'UCC-CFDT, M. Séguin avait choisi, il est vrai, un des courants les plus modernistes de la confédération. Plutôt que de débattre, suivant la tradition syndicale, d'une résolution générale, les deux cents

SOCIAL

L'aide au retour aux travailleurs immigrés

La fin des gros bataillons

Le décret sur l'aide au retour des travailleurs immigrés, publié au Journal officiel du samedi 17 octobre et l'accord signé le 1^{er} octobre par le patronat et les syndicats, ont permis de constater que les travailleurs immigrés eux-mêmes, avait constaté pour les chefs d'entreprise une « divine surprise ». En 1985, pouvoirs publics, patrons, syndicalistes eux-mêmes s'étaient employés à faciliter le départ des volontaires. Aujourd'hui, l'aide au retour est entrée dans la routine.

Parmi les raisons de la baisse enregistrée figure sans doute la perte d'enthousiasme à l'égard d'une formule qui, suggérée par les travailleurs immigrés eux-mêmes, avait consisté pour les chefs d'entreprise à leur offrir une « divine surprise ». En 1985, pouvoirs publics, patrons, syndicalistes eux-mêmes s'étaient employés à faciliter le départ des volontaires. Aujourd'hui, l'aide au retour est entrée dans la routine.

La sécurité avant tout

Le succès de l'aide a été lié aussi aux grandes vagues de suppressions d'emplois dans l'automobile : en 1984-1985, 46 % des bénéficiaires de l'aide au retour provenaient de cette branche industrielle. Or le dégraissage y est aujourd'hui plus lent, compte tenu de l'évolution du marché, et il ne touche plus seulement les ouvriers, mais aussi les « cols blancs », catégorie au sein de laquelle les immigrés sont peu nombreux. Le bâtiment a pris en partie la relève (24 % des départs en 1986), mais, en raison de la taille des entreprises, les effectifs sont moins élevés.

Le succès de l'aide a été lié aussi aux grandes vagues de suppressions d'emplois dans l'automobile : en 1984-1985, 46 % des bénéficiaires de l'aide au retour provenaient de cette branche industrielle. Or le dégraissage y est aujourd'hui plus lent, compte tenu de l'évolution du marché, et il ne touche plus seulement les ouvriers, mais aussi les « cols blancs », catégorie au sein de laquelle les immigrés sont peu nombreux. Le bâtiment a pris en partie la relève (24 % des départs en 1986), mais, en raison de la taille des entreprises, les effectifs sont moins élevés.

Les cadres de PUCC-CFDT veulent mettre en œuvre un « syndicalisme de service »

L'atmosphère était plutôt fraîche, à Paris, lorsque M. Philippe Séguin vint conclure, l'autre semaine, le colloque « Objectif 2000 », organisé par l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT, en marge de son 7^e congrès. D'entrée de jeu, M. Daniel Croquette, réçu secrétaire général de l'UCC, ne manqua pas de souligner, en effet, que son organisation prônerait « une économie mixte bien dosée » au libéralisme du gouvernement.

Qu'à cela ne tienne. Vient « engager un dialogue constructif », le ministre des affaires sociales a su dégeler, très progressivement, l'ambiance et recueillir à plusieurs reprises des applaudissements, surtout quand il affirma que son attachement à la démarche contractuelle « n'a pas grand-chose à voir avec le néo-libéralisme sommaire qu'il est aujourd'hui de bon ton de professer dans certains cercles ».

Avocat de la « négociation décentralisée », M. Séguin se fit encore un peu plus clairvoyant : « La réduction du temps de travail est un moyen parmi d'autres de lutter contre le chômage ; elle est moins systématique, moins irréversible et moins coûteuse que le raccourcissement de la vie active. (...) Je suis personnellement et profondément convaincu que seule une réduction du temps de travail négociée au niveau de l'entreprise peut avoir des effets positifs pour l'emploi. » Il y avait de l'harmonie dans l'air.

M. Séguin a trouvé des vertus aux cercles de qualité mais en complément à l'expression des salariés. « A cet égard, a-t-il souligné, je ne rends pas ce qui a été entrepris par mes prédécesseurs. » En venant s'exprimer devant l'UCC-CFDT, M. Séguin avait choisi, il est vrai, un des courants les plus modernistes de la confédération. Plutôt que de débattre, suivant la tradition syndicale, d'une résolution générale, les deux cents

congrégistes ont adopté onze décisions d'action à réaliser dans les trois ans à venir. Face à l'image « globalisée » du syndicalisme, les cadres, confirmés par le sondage de l'Institut Motivation International (le Monde Affaires du 10 octobre), M. Croquette a assigné à son organisation la tâche de construire un syndicalisme « qui anticipe les changements », et même qui contribue à donner « une image positive des entreprises et des fonctions publiques ».

« Nous voulons révéler les énergies engorgées », a-t-il lancé. Les cadres doivent revendiquer pour eux-mêmes la négociation d'objectifs de moyens nécessaires. (...) L'UCC appelle les cadres à se réveiller, à secouer si nécessaire leurs dirigeants, à devenir eux-mêmes des entrepreneurs, à participer au dynamisme économique de la France. Pour illustrer sa démarche, il a évoqué l'idée de conventions collectives et d'accords d'entreprise à durée déterminée, et souhaité que l'UCC propose aux cadres un « syndicalisme de service ».

Les onze décisions d'action de l'UCC-CFDT (qui revendique 30 000 cotisants réguliers pour une population de 45 000 cadres cédés) sont parfois ambitieuses. Ainsi, l'Union entend appuyer les heures de travail supplémentaires « pour que les emplois non sensibles de statut ou de fonctions publiques soient ouverts aux ressortissants de la CEE ». Elle veut négocier avec le CNPF « le développement du diagnostic carrière » et « faire respecter dans les entreprises une obligation d'entretien annuel ou bi-annuel avec la hiérarchie ». Elle entend aussi « favoriser le passage à l'acte de la création d'entreprises par les cadres », obtenir des « garanties » lors de recrutement, contrôler l'industrialisation des salariés. Les réalisations s'annoncent dures.

NICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Affaires

MM. Jean-Pierre Roux et Pierre Richard à la tête

du Crédit local de France

Au cours de la réunion, le 14 octobre, du conseil de surveillance du Crédit local de France (une société anonyme qui prend le suite de la CAELQ), M. Jean-Pierre Roux, maire (RPR) d'Avignon a été élu président de cette instance. L'Association des maires de France (AMF) a désigné deux autres représentants, l'Association des présidents de conseils généraux deux, et l'Association des élus régionaux un. Etant données les divergences politiques au sein de l'AMF, deux autres maires (de gauche) seront désignés ultérieurement, l'un comme administrateur, l'autre comme censeur.

Le PS a annoncé son intention de déposer une proposition de loi visant à modifier le statut du Crédit local de France.

Le conseil de surveillance a nommé M. Pierre Richard (directeur général adjoint de la Caisse des dépôts) président du directoire.

Bulgarie

Pénurie d'énergie et convertibilité du lev

Pour le troisième hiver consécutif, entreprises et particuliers sont touchés par la pénurie d'énergie en Bulgarie. Le gouvernement a en effet décidé de limiter à 500 watts pendant cinq heures la consommation quotidienne des ménages, tandis que l'éclairage public est au minimum, et que les moyens de transport sont privés de chauffage pendant cinq heures. Tout vient supplémentairement facturé deux fois le prix normal, ce qui avait donné lieu l'an passé à de nombreux vols d'énergie.

Cette pénurie intervient au moment où M. Emil Christov, secrétaire du comité central, chargé de la réforme économique, annonce l'intention de son pays de poser sa candidature au GATT, ainsi que la prochaine convertibilité du lev bulgare. Introduite le 1^{er} janvier prochain, cette réforme monétaire devrait permettre aux entreprises bulgares de se constituer librement des fonds en devises, même si c'est au taux de 1,5 lev pour 1 dollar (contre 1 pour 1 actuellement).

Croissance

Progression de 2,4 % en URSS

Le revenu national soviétique a progressé de 2,4 % durant les neuf premiers mois de l'année, selon des statistiques officielles publiées le 17 octobre par l'agence Tass. Cette amélioration est due entièrement à l'accroissement de la productivité, de 3,7 %, permettant à la production industrielle d'enregistrer une hausse de 3,8 %. L'agriculture reste le traditionnel point noir de l'économie avec une augmentation limitée à 1 % (voir les déclarations du numéro soviétique Mikhaïl Gorbatchev page 48). Quant au commerce extérieur, il a encore baissé de 2,3 % pour s'inscrire à 94,2 milliards de roubles : les importations ont baissé de 4,2 %, « notamment en provenance des pays capitalistes », une contraction plus forte que celle des exportations (- 0,5 %). Enfin, le comité des statistiques précise que la population active, en hausse de 0,4 %, représente désormais 118,5 millions de personnes. Cette progression a touché « presque exclusivement le secteur des services ».

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE



EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 2.500.000.000 DE FRANCS EN QUATRE TRANCHES A TAUX VARIABLE (TAM)

L'emprunt fait l'objet d'une prise ferme par un Groupe de Banques dirigé par LA BANQUE NATIONALE DE PARIS L'UNION DE GARANTIE ET DE PLACEMENT LE CREDIT LYONNAIS LE CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

TRANCHE A : 1 milliard de F d'une durée de 10 ans et amortissable en totalité le 12 octobre 1997.

TRANCHE B : 500 millions de F d'une durée de 9 ans et 6 jours et amortissable en totalité le 25 octobre 1996.

TRANCHE C : 500 millions de F d'une durée de 11 ans et amortissable en totalité le 26 octobre 1998.

TRANCHE D : 500 millions de F d'une durée de 10 ans et 19 jours et amortissable en totalité le 31 octobre 1997.

Cet avis est publié à titre d'information seulement. BALO du 12 octobre, visa C.O.B. n° 87/365 en date du 8 octobre 1987.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL 10 BIS, RUE DE BERRI - 75008 PARIS - TEL 43.97.46.46

صكرا من الاحل

TRANSPORTS

La zone s'étend

La zone s'étend... (Text continues in the right margin, partially obscured by the page fold and other text.)

Mobilisation en P...

Mobilisation en P... (Text continues in the right margin, partially obscured by the page fold and other text.)

PREMIERS BENEF...

PREMIERS BENEF... (Text continues in the right margin, partially obscured by the page fold and other text.)

5 Millions

Economie

TRANSPORTS

Grâce aux tarifs très compétitifs des routiers belges

La zone d'attraction du port d'Anvers s'étend jusqu'au nord de Lyon

La compétitivité d'un grand port en Europe se mesure non seulement à la productivité des équipements maritimes, mais aussi à la qualité des services offerts aux clients. C'est ce qui explique que la zone d'attraction du port d'Anvers s'étende jusqu'au nord de Lyon.

Ainsi, un industriel de Dijon qui doit expédier ses produits vers le Venezuela peut-il bénéficier d'un transit par Le Havre, Anvers, ou Marseille, et un importateur de la banlieue nord de Paris peut-il s'interroger et comparer les prix pour faire venir sa marchandise par Rotterdam ou par Le Havre.

En effet, le grand port picard est en proie à des graves répercussions de la crise du pétrole, notamment, cherche à récupérer des trafics perdus au profit des grandes places né-

gociantes du Benelux, l'Observatoire économique et statistique des transports vient de publier un intéressant rapport intitulé : « Une meilleure compétitivité de la desserte terrestre du Havre ».

Cette qualité plus ou moins bonne de la desserte terrestre constitue un facteur déterminant pour attirer ou pour laisser échapper notamment le trafic transocéanique des conteneurs. Or les entreprises françaises de transports routiers pratiquent des prix variant de 4,80 F à 5,20 F du kilomètre pour un conteneur alors que les Belges proposent 4 F à 4,20 F et les Néerlandais 4,60 F à 4,80 F.

Pour les transports ferroviaires effectués par la Compagnie nouvelle continentale (CNC), le mode de calcul est plus complexe, mais, globalement, il apparaît, jusqu'à la fin de l'année dernière, que la zone d'attraction d'Anvers et de Rotterdam s'étendait

jusqu'au sud de Lyon. Depuis un an, la CNC a donc réagi et proposé à ses clients des réductions tarifaires très sensibles pour récupérer du fret.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Région par région, la situation apparaît de la manière suivante :

● La région parisienne. — Le Havre est incontestablement mieux placé que ses rivaux du Benelux, dans un rapport de 1 à 2, voire de 1 à 3. Et cela à la fois pour l'acheminement routier et l'acheminement ferroviaire des marchandises.

● Bordeaux et l'Aquitaine. — Pour cette région aussi, les ports de Marseille et du Havre sont bien placés. Bien sûr, Bordeaux reste très compétitif. Mais le transport par route vers Anvers d'un grand conteneur ne coûte que 30 % plus cher que vers Le Havre.

● Nord-Pas-de-Calais et Picardie. — Cette région suit l'exemple incontestable d'Anvers, surtout par acheminement routier. Le Havre n'est compétitif que pour les marchandises en provenance de la zone d'Amiens par route.

Lille se trouve nettement dans l'orbite d'Anvers. Le train n'est dans aucun cas intéressant, sauf à la limite entre Amiens et Le Havre pour les conteneurs de taille modeste.

● La zone de Lyon-Dijon. — Les transports de conteneurs par voie ferrée vers Marseille et Le Havre apparaissent les moins chers. Le Havre est même mieux placé que Marseille à partir de Chalon-sur-Saône. Mais l'offre ferroviaire pour les grands conteneurs au départ de Lyon ou de Dijon vers le Havre est légèrement plus chère que celle de l'offre routière belge sur Anvers.

● Le Nord-Est. — Pour les conteneurs classiques, Strasbourg et Mulhouse bénéficient d'une bonne desserte vers Le Havre, voire vers Marseille par le chemin de fer. Quand on est à Reims ou à Metz, en revanche, on a intérêt à expédier sa marchandise par camion vers Anvers. Mais s'il s'agit de grands conteneurs de 40 pieds, l'offre des routiers belges, et même néerlandais, vers les ports du Benelux apparaît net-

tement plus intéressante que celle proposée par la CNC par voie ferroviaire.

De cette analyse économique régionale, il ressort que la concurrence des routiers belges et néerlandais reste préoccupante. D'autant plus que ces routiers pratiquent en général des tarifs inférieurs de 10 % à ceux des routiers français.

Seule une offre ferroviaire attractive permettra de concurrencer les entreprises belges et hollandaises de transports routiers. Pour les conteneurs classiques de 20 pieds, le coût d'acheminement vers Le Havre par la CNC se révèle dans toutes les régions compétitif, à l'exception des zones situées dans le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et Metz, toujours tournées vers Anvers.

Ce dernier port et Rotterdam gardent, en revanche, leur prépondérance pour les conteneurs de grande dimension. Or l'évolution actuelle des transports maritimes internationaux privilégie précisément ces conteneurs, notamment entre l'Europe et les États-Unis. Il est urgent, par conséquent, que Le Havre (premier port français pour le trafic de conteneurs avant Marseille), la CNC et les routiers français s'efforcent de concourir pour capter des pertes de trafic au profit des redoutables concurrents du Benelux qui voient arriver l'échéance de 1992 et se frottent les mains.

FRANÇOIS GROSCHARD.

TOURISME

Pour faire face à la concurrence européenne

Les agents de voyage sont condamnés à s'associer

MAJORQUE de notre envoyée spéciale

Les agents de voyage, soumis à la féroce concurrence européenne, fruit de la création du grand marché de 1992, accusés d'autre part à l'information, s'attendent à vivre des heures difficiles. Telle est la principale conclusion qui s'impose à l'issue du trentième congrès du Syndicat national des agents de voyage (SNAV), qui a eu lieu à Majorque du 14 au 18 octobre.

Les professionnels du tourisme ont quelques raisons de s'inquiéter. D'une part, la suppression de barrières douanières et fiscales, des verrous réglementaires et législatifs, fruit de protocoles nationaux, fera souffler sur l'Europe des Douze un grand vent de libéralisme qui n'épargnera que les plus robustes d'entre eux. Aucun secteur ne sera épargné, ainsi que l'ont reconnu les agents de voyage.

Dans le domaine des transports, par exemple, finies les chasses gardées et les monopoles des compagnies nationales. Rien n'empêchera plus un autocariste étranger de créer une ligne Lille-Toulouse ou à la Lufthansa de proposer des voyages Paris-Bangkok. Les compagnies aériennes fixeront leurs prix, sillonneront les cieux européens à l'égalité de chances, quelle que soit leur nationalité. La fiscalité propre à la profession ? Elle devra être uniformisée : les mêmes taux de TVA seront appliqués de Londres à Athènes, et cette taxe sera même créée dans les pays où elle n'existe pas, comme l'Espagne ou le Portugal.

Quant à la réglementation qui s'applique à la profession d'agent de voyage (libérale en RFA, stricte en Belgique), elle sera passée au peigne fin et uniformisée.

Sans doute cette mise en place sera-t-elle progressive et la Commission européenne, qui travaille depuis des années sur ces dossiers, n'est-elle pas prête de les reformer. Dans le secteur aérien, des délais permettront aux compagnies de renoncer progressivement à leurs privilèges.

Reste à savoir si le consommateur européen, confronté à la profusion des services, bénéficiera réellement de l'opération. Qui, en

effet, contrôlera la qualité des prestations ? Et la guerre des prix ne risque-t-elle pas, ainsi que l'a souligné un intervenant britannique, de transformer les vacances « de rêve » promises par les dépliant touristiques en « cauchemars » ? Les associations de consommateurs auront donc, elles aussi, du pain sur la planche.

Le rôle de l'informatique

Mais la création du grand marché européen n'est pas la seule préoccupation des professionnels. L'informatisation inquiète en effet plus d'un agent de voyage. 60 % en moyenne de l'activité de la profession se résume à la billetterie de vacances ou d'affaires. Les particuliers, armés de leur minitel, les entreprises, grâce aux terminaux installés dans leurs propres locaux, prennent désormais directement leurs réservations.

Bref, pour les professionnels, ils apparaissent clairement que, si les grosses agences de voyage tireront leur épingle du jeu, la situation sera difficile pour les PME, voire mortelle pour certaines d'entre elles. Aussi beaucoup de petites entreprises viennent-elles leur salut dans des systèmes de regroupement. Enfin, certains professionnels ont décidé de se faire une place au soleil en offrant des services « uniques » sous forme, par exemple, de prestations personnalisées.

L'enjeu du Marché commun du voyage est de taille. L'Europe ne compte-t-elle pas 322 millions d'habitants, dont la moitié, en moyenne, partent en vacances ? 50 % des Européens qui voyagent, soit 63 millions de personnes, ont recours à une organisation spécialisée (association, agences de voyage, tours opérateurs, etc.). Le chiffre d'affaires de la Fédération des associations professionnelles des Douze atteint 265 milliards de francs. Ce chiffre justifie la mobilisation des professionnels, d'autant que le marché de 1992 n'est qu'une étape... Chacun attend les négociations internationales dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce).

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le tracé du TGV-Nord

Mobilisation en Picardie

Les Picards ont décidé de se livrer à une guerre à retardement contre le TGV-Nord dont le premier ministre a annoncé, le 9 octobre, que le tracé éviterait Amiens, leur capitale. Barreaux, recours judiciaires, pétitions, manifestations, ont marqué leur combat, ont annoncé, le 18 octobre, les responsables de l'Association TGV-Amiens-Picardie-Normandie.

« Car les Picards, toutes tendances politiques confondues, ne se satisfont pas des réponses évasives des cabinets ministériels leur promettant des TGV (mais pas sur une voie spéciale) et des autoroutes. Les députés, MM. de Robien (UDF), Desein

(PS), Gremetz (FC), veulent que le TGV passe par Amiens parce que leur tracé A' (Paris-Amiens-Arras-Lille) est le meilleur. Il irait par les bassins d'emploi où le taux de chômage s'élève à 12 % ou 13 %. Ils sont même prêts à payer 300 millions de francs pour aider la SNCF à construire la nouvelle ligne chez eux.

Ils croient avoir convaincu le gouvernement et s'interrogent encore sur la raison de leur échec : l'hostilité du département du Val d'Oise au passage du TGV ? La peur des surcoûts du ministère de l'économie ? L'association et les élus ont décidé que le gouvernement et la France tout entière entendraient cette semaine leurs protestations monter d'un ton.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PREMIER SEMESTRE 87 BENEFICE NET:

535
Millions de Francs*

Le Groupe AIR FRANCE a dégagé, au cours du premier semestre, un bénéfice net consolidé de 535 millions de francs (dont 626,6 millions de francs revenant à Air France) pour un chiffre d'affaires de 15,1 milliards de francs. Ce bénéfice net inclut 266 millions de francs résultant d'un changement de méthode de calcul, compensés à hauteur de 106 millions de francs par la baisse de l'impôt sur les sociétés à compter de 1988, soit un global un montant total net non récurrent de 161 millions de francs. L'Excédent Brut d'Exploitation a atteint 1,8 milliard de francs (11,9 % du chiffre d'affaires) et la capacité d'autofinancement 1,5 milliard de francs (10 % du chiffre d'affaires).

En 1986, le Groupe AIR FRANCE avait dégagé, pour l'ensemble de l'année, un bénéfice net consolidé de 576 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 30,8 milliards de francs. L'Excédent Brut d'Exploitation avait atteint 4,1 milliards de francs (13,3 % du chiffre d'affaires) et la capacité d'autofinancement environ 2,5 milliards de francs (8,1 % du chiffre d'affaires).

Dans cet ensemble, AIR FRANCE, en tant que telle, a dégagé un bénéfice net de 418 millions de francs au cours du premier semestre, pour un chiffre d'affaires de 13,3 milliards de francs. Son

Excédent Brut d'Exploitation a atteint 1,6 milliard de francs (12 % du chiffre d'affaires) avec une capacité d'autofinancement de 1,5 milliard de francs (11,3 % du chiffre d'affaires).

En 1986, pour l'ensemble de l'année, AIR FRANCE avait réalisé un bénéfice net de 677 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 27,7 milliards de francs. L'Excédent Brut d'Exploitation avait atteint 3,8 milliards de francs (13,7 % du chiffre d'affaires) et la capacité d'autofinancement 2,6 milliards de francs (9,4 % du chiffre d'affaires).

Les résultats du premier semestre, compte tenu notamment des caractéristiques saisonnières de l'activité aérienne, ne peuvent être interprétés comme représentant la simple moitié des résultats de l'année. Ils reflètent ce qu'ont été les grandes tendances des six premiers mois : une forte progression du trafic de passagers et de fret, une réduction des coûts liée à la baisse des prix du carburant et aux gains de productivité, une baisse de la recette unitaire du fait de l'évolution des taux de change et de la multiplication des hausses de tarifs rendues possibles grâce à la réduction des coûts.

* bénéfice net consolidé.

AIR FRANCE

Selon la CFTD La flotte française a perdu 59 navires en un an

Après la publication par M. Ambroise Guillec, secrétaire d'Etat à la mer, du bilan d'un an d'application du plan de sauvetage de la marine marchande (Le Monde du 6 octobre), l'Union maritime CFTD dans un communiqué fait le commentaire suivant : « La flotte de commerce française est passée au 22^e rang mondial. En un an, notre flotte a perdu 59 unités et 1 380 navires ont perdu leur emploi ».

Selon la CFTD, le pavillon des Kerguelen est assimilable à un pavillon de complaisance. Enfin, l'aide structurelle (c'est-à-dire les subventions d'Etat versées aux compagnies) est souvent utilisée, comme « alibi » par les entreprises maritimes « pour les réductions d'effectifs ou des remises en cause des congés ».

DANS LES 11 BHV

Vous avez 25 jours pour refaire le monde !

DU 19 OCT. AU 12 NOV. 1987

-20% ET DES PRIX SUR DES MILLIERS D'ARTICLES
BRICO-DECO

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE-ÉPINE/ROSNY 2
CRÉTEL/VILLENEUVE-LA-GARENNE/RAMBUILLET/PONTAULT-COMBAULT

حکومت الامم المتحدة

BOURSE DU 16 OCTOBRE

[illegible]

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

16/10

| VALEURS | % du coupon | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS | Crédit | Précédent | VALEURS | Crédit | Précédent | VALEURS | Crédit | Précédent |
|--------------------|-------------|---------|------------|---------------|---------|------------|---------------|---------|------------------|-----------|---------|----------|-----------|---------|------------|-----------|
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp. 7 1/2 1973 | 8045 | | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 8 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 9 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 10 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 11 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 12 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 13 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 14 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 15 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 16 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 17 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 18 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 19 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 20 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 21 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 22 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 23 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 24 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 25 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 26 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 27 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 28 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 29 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 30 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 31 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 32 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 33 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 34 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 35 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 36 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 37 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 38 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 39 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 40 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 41 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 42 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 43 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 44 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 45 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 46 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 47 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 48 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 49 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 50 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 51 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 52 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 53 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 54 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 55 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 56 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 57 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 58 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 59 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 60 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 61 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 62 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 63 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 64 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 65 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 66 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 67 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 68 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 69 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 70 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 71 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 72 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 73 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 74 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 75 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 76 1/2 1973 | 128 | 3.254 | Compt. (R) | 191 | 185 | Loiret (R) | 1527 | 1520 | Banq. (R) (C.F.) | 1520 | | Par. (R) | 1080 | 1080 | Ch. de Fer | 1320 |
| Emp. 77 | | | | | | | | | | | | | | | | |

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|--|--|---|---|--|
| 2 La désignation de M. Mayer à la tête de l'UNESCO. | 9 Le procès de la fusillade de Hienhene en Nouvelle-Calédonie. | 13 Les suites de l'affaire Chaumet. | 16 La tournée suisse de l'Orchestre national de France. | 42 Les menaces du secrétaire américain au Trésor fort chuter les marchés. | Abonnements 36 Météorologie 19 Mots croisés 19 Carnet 20 Radio-télévision 19 Annonces classées 22 à 35 Loto et loto sportif 20 Spectacles 18 | • 8 h : Tokyo. 10 h : Paris. 15 h : BOURSE • Les Privatissés spirituelles encore une bonne affaire ? PRI • Chaque matin le mini-journal JOUR Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Jeux. 3615 Tapez LEMONDE |
| 4 La visite d'Etat de M. Mitterrand en RFA. | 12 Trois élections cantonales et une municipale. | 14 Le quart-monde fait la fête. | COMMUNICATION | 44 L'aide au retour aux travailleurs immigrés. | | |
| 5 Cinq référendums en Italie. | SPORTS | 15 L'Automobilisme : le Grand Prix du Mexique. | 21 La crise du cinéma et Canal Plus. | 45 La zone d'attraction du port d'Anvers s'étend jusqu'au nord de Lyon. | | |
| 6 Les États-Unis et le conflit du Golfe. | | — Rapprochement entre Rome et les intégristes. | — La Cinquième réduit d'un tiers ses dépenses de programmes. | 46-47 Marchés financiers. | | |
| 8 Les suites du coup d'Etat au Burkina-Faso. | | | | | | |

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 octobre

Sauve qui peut ?

Secouée comme toutes les autres places par la perspective d'une nouvelle baisse du dollar, la Bourse de Paris a eu de nouveau un très sérieux malaise lundi matin. Le mouvement de baisse s'est accéléré. En repli de 4,41 % à l'ouverture, l'indice instantané accusait une perte de 5,35 % en clôture. Sauve qui peut ? Nul ne peut encore le dire. Mais tous les spécialistes s'emploient à calmer les esprits.

Valeurs françaises

| | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours |
|--------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Agencia News | 425 | 400 | 383 |
| Air Liquide (L) | 520 | 498 | 500 |
| Air France (L) | 828 | 806 | 808 |
| Banque Paribas (L) | 185 | 180 | 180 |
| Bouygues | 2580 | 2470 | 2485 |
| Bouygues | 1044 | 980 | 985 |
| B.S.A. | 4770 | 4650 | 4650 |
| Carrefour | 300 | 285 | 288 |
| Chargers S.A. | 804 | 775 | 786 |
| Elf (L) | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Aquitaine | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Capital | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Lyon | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Midi | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Nord | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Ouest | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Sud | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Tout | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Total | 3300 | 3200 | 3200 |
| Elf-Ville | 3300 | 3200 | 3200 |

SRI-LANKA

L'Inde annonce que ses soldats sont entrés dans Jaffna

Les troupes indiennes sont entrées dans Jaffna et le quartier général des « Tigres » tamouls a été occupé, a annoncé New-Delhi dimanche 19 octobre. Le corps expéditionnaire indien, qui vient de recevoir des renforts de deux mille hommes — s'ajoutant aux quinze mille déjà en place — ainsi qu'une importante quantité de munitions, est donc parvenu au cœur du pays tamoul ; mais le prix a été lourd puisque l'on parle de source indienne, d'une centaine de morts dans leur camp et de plusieurs centaines chez les « Tigres », pour ne pas parler de la population civile prise entre deux feux.

Le chef des « Tigres », M. Velupillai Prabhakaran, s'est réfugié dans un temple hindouiste de Jaffna, indique-t-on de source tamoule à Madras. Les insurgés tamouls n'en ont pas pour autant baissé les bras. Un de leurs représentants a déclaré : « Nous sommes vaincus par la plus grande puissance de feu de l'armée indienne, nous aurons recours à la guérilla et notre lutte pour l'indépendance de Sri-Lanka se poursuivra indéfiniment ». « Nous nous battons jusqu'au dernier homme », proclament des tracts distribués par les insurgés. — (AFP, Reuters, AP.)

URSS

M. Gorbatchev insiste sur la nécessité de réformer l'agriculture

Le Soviet suprême — le Parlement soviétique — devait se réunir lundi 19 octobre à Moscou pour adopter le plan et le budget de l'URSS pour 1988. Cette session parlementaire, qui doit durer trois jours, n'a pas été précédée d'une réunion du plénum du conseil central du parti, comme le veut une tradition non écrite transgressée ces dernières années à deux reprises, en novembre 1984, avant l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, puis à l'automne 1986.

Bien que les réformes économiques prévues par la direction du

parti en soient de son avenu même à un « point critique », la présentation du budget ne devrait pas cette année comporter d'innovations majeures. Pierre angulaire de la restructuration (perestroïka), la loi sur les entreprises avait été avalisée par le Soviet suprême lors de sa dernière session, en juin, après un très important plénum.

Annulé le 5 août dernier par M. Gorbatchev, le prochain plénum, qui pourrait se tenir en décembre, doit être consacré à l'agriculture.

Devant le comité central du parti, M. Gorbatchev a réaffirmé samedi, selon un compte rendu publié dimanche par la Pravda, que la restructuration de l'industrie alimentaire était maintenant l'un des objectifs prioritaires. « Aucun progrès réel ne sera fait... si nous n'abordons pas d'une manière professionnelle les questions concernant le stockage, le transport et le processus de production agricole », a-t-il notamment déclaré.

Ces déclarations coïncident avec la publication de statistiques officielles mettant en évidence les problèmes de stockage de produits alimentaires et une chute de la production de légumes dans les neuf premiers mois de 1987 par rapport à la même période de 1986.

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PREPA Sc.PO.
Préparation annuelle pour jeunes bacheliers.
Début des cours : 20 octobre 1987.
11 ans d'expérience dans la préparation des grandes écoles.
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. : (1) 45 66 59 98

GLOBE
Le numéro d'octobre vient de paraître.
Deux grands dossiers
Le fascisme à la française.
Frénésies espagnoles.

حکذا من الاصل

SUISSE

Légers progrès des Verts aux élections législatives

BERNE
de notre correspondant

Les élections générales qui se sont déroulées en Suisse le dimanche 18 octobre ont confirmé la traditionnelle stabilité du corps électoral helvétique. Tout au plus s'enregistre-t-il un déplacement d'une dizaine de sièges sur un total de 200 au Conseil national (Chambre basse), et de deux ou trois mandats sur 46 au Conseil des États (Chambre haute). En raison de la lenteur du dépouillement liée au système de représentation proportionnelle, les résultats définitifs du scrutin ne devraient être annoncés que dans la soirée du lundi 19 octobre.

La percée des écologistes aura été moins spectaculaire que prévu. Selon les résultats partiels, les Verts compteraient environ une dizaine d'élus contre trois dans le Parlement sortant. Ils n'ont pas réalisé le raz de marée envisagé dans les sondages. Leur poussée s'est faite surtout aux dépens des socialistes qui perdent cinq ou six sièges. Les radicaux concéderont trois mandats, de par-

ti tandis que les démocrates chrétiens maintiennent leurs positions.

En perte de vitesse, la droite nationaliste doit notamment renoncer au siège obtenu par le mouvement Vigilance à Genève. Un nouveau venu, le Parti des automobilistes, créé en réaction contre la vague écologiste, est parvenu à faire élire un député à Zurich. Comme à l'accoutumée, les quatre grands partis représentés au gouvernement se taillent la part du lion en s'ajoutant plus de trois quarts des mandats.

En dépit de tous les efforts déployés par la presse pour tenter d'analyser une campagne relativement terne, la participation au scrutin aura été une nouvelle fois inférieure à 50 % et même en dessous de 40 % à Genève et dans d'autres cantons d'expression française. L'absence d'un véritable débat et l'engagement déjà pris par les principales formations de reconduire la formule gouvernementale actuelle n'étaient sans doute pas de nature à inciter les électeurs à se rendre aussi aux urnes.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

ÉTATS-UNIS : l'opération de M^{re} Reagan

L'indispensable Nancy

WASHINGTON
Correspondance

L'heureuse issue de l'opération subie, le samedi 17 octobre, par Nancy Reagan, à qui les chirurgiens ont enlevé le sein gauche, après qu'une lésion cancéreuse y ait été découverte, a été accueillie avec un grand soulagement à la Maison Blanche. Et cela non seulement en raison de la sympathie naturelle éprouvée envers la First Lady, mais parce que des complications ou la perspective d'un long traitement auraient sérieusement affecté le moral du président en ajoutant des préoccupations personnelles aux difficultés politiques du moment. Or plus que jamais le président recherche les avis et les conseils de sa femme Nancy.

Sans renier l'opinion de ceux qui voient en elle une éminente grise, une sorte de « femme dragon » assoiffée de pouvoir personnel, elle apparaît certainement plus déterminée que son mari quand il s'agit de question de personnes.

En 1980, elle fit mettre à la porte le directeur de la campagne électorale de Ronald Reagan et, plus récemment, elle favorisa le renvoi de Donald Regan, chef d'état-major de la Maison Blanche... Tout cela pour protéger son mari, sa principale préoccupation. Mais certains affirment aussi qu'elle a poussé le président hésitant sur la voie de

l'accord nucléaire avec le Kremlin. Elle-même a entretenu cette thèse en répondant aux journalistes qui lui demandaient si elle avait encouragé son mari à nommer le juge Bork à la Cour suprême : « Non... Je suis trop occupée avec l'affaire du contrôle des armements... »

Le président a toujours vigoureusement démenti les allusions concernant l'influence exagérée de sa femme, mais il n'a jamais refusé de manifester son affection. Pour lui, le mariage est « une chambre bien chauffée dans laquelle on entre un jour de grand froid ». Et il ajoute : « Je suis devenu lâche... Quand je la perds de vue, je m'inquiète... »

« Elle est sa petite fille et à son tour il va la dorloter », a dit le porte-parole de Nancy, Mais lequel a le plus besoin de l'autre ? Selon de nombreux témoignages, le président apparaît plutôt comme le « petit garçon » de sa femme, préoccupée de sa santé, veillant constamment sur lui, soucieuse d'éliminer les intrus. Plusieurs fois, on l'a entendu souffler à son mari les réponses aux questions difficiles ou piégées des journalistes.

Nancy est la également pour rétablir son moral. Car, contrairement aux apparences, il serait fragile, facilement abattu ou déprimé, doutant de lui. Il aurait même le trac, comme beaucoup de grands comédiens.

HENRI PIERRE.

Sur le vif

Le siège électrique

Gros titres ironiques, dans la presse britannique : les taxis parisiens installent une chaise électrique sur le siège avant. Je me renseigne. Exact. Un coussinet plat dissimulé sous vos fesses. Un transformateur relié à la batterie. A la moindre alerte, le chauffeur appuie sur une pédale, et tchac, vous prenez 52 000 volts dans le pectoral !

Dire qu'il y en a qui roucoulaient : Ouais, ils sont pas aimables les taxis, ils roucoulaient, ils grincent, ils rient, ils rient pas, ils grincent, parait que leurs chiens tapent sur le siège avant, qui montrent les dents chaque fois que vous mettez la main à la poche, la poche porte feuille. Au moins, là, on pourra pas se plaindre, entre le chauffeur et le client, le courant va bien sûr passer. Un courant haute tension.

Moi, têt ce matin, j'entends pas le réveil sonner, je galope vers le métro. Passez une taxi, voyant allumé, je fais signe. Miracles, il s'arrête. Il me demande où je vais. Ça le débecte, visiblement, mais bon, il me laisse monter en maugrant.

A peine m'a-t-il chargée que je saute en l'air craignant la décharge. C'est vrai, suffit d'un faux mouvement. Il appuie sur le bouton, l'allume-cigare et c'est pour moi pomme. Je m'engouais : Est-ce qu'il est déjà équipé ?

— Non pas encore, mais c'est super, ça t'arrête, ils vont tous y venir. Bien obligés. Si vous croyez qu'on va continuer à se laisser assassiner sans riposter...

— Il y a peut-être des moyens de défense moins...

— Lesquels ? Le vitre de séparation ? Trop chère. La carte de crédit ? Trop compliquée. La table d'écoute branchée sur le commissariat de police ? Permettez-moi de rigoler. Avant qu'il soit fini de taper le carton, les flics, non agressés aura le temps de faire le sien. A l'aise.

— Ouais, mais quand même, de là à la gégène...

— Quoi, gégène ? Où, gégène ? C'est un siège chauffant, d'est tout. Pour ça, ça brûle tant que ça commence à sentir le roussi.

CLAUDE SARRAUTE.

Une circulaire

Les producteurs de boissons alcooliques pourront continuer à parrainer des manifestations sportives

Trois ministres, M^{re} Barzach, M^{re} Pasqua et Séguin, et un secrétaire d'Etat, M. Bergelin, se sont associés pour signer une circulaire qui tente de distinguer parrainage et publicité. Publié au Journal officiel du samedi 17 octobre, le texte, qui s'adresse aux préfets et aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales, se réfère à la loi du 30 juillet 1987 réglementant la publicité pour « les boissons alcooliques » (le Monde du 13 octobre).

Différenciant le parrainage — activité qui a pour but de promouvoir l'image d'une firme — et la publicité — qui vise à faire connaître les produits et à inciter le public à les acheter — la circulaire note que les activités de parrainage « n'étant pas expressément interdites sont autorisées ». Les producteurs de boissons alcooliques peuvent donc continuer, « comme par le passé, à soutenir les événements sportifs ou les manifestations culturelles ».

Le nom du parrain peut figurer sur les lieux de compétition et d'entraînement, indique la circulaire, mais « ne peut être admise la répétition insistante, par quelque

moyen que ce soit, à une fréquence telle qu'elle vise à exercer une influence psychologique sur le public et à constituer ainsi une opération publicitaire ». Bref, il faut proscrire toute association « entre la consommation d'une boisson et la pratique du sport ». Il est donc possible pour les annonceurs, en rappelant une manifestation, « de montrer par exemple le bateau au véhicule parrainé ». Mais ils ne doivent pas laisser entendre que « la conduite de ce véhicule ou de ce bateau a pu être compatible avec la consommation de boissons alcooliques ».

(Cette circulaire fera-t-elle revenir sur leurs décisions les fabricants qui ont annoncé l'arrêt de toute opération de sponsoring ? Chez Martell, on indique, lundi 19 octobre, que le Tote d'Or parrainé par le whisky Black and White depuis cinq ans pour les golfers amateurs sera interrompu mais que, se réveille, le Cap Cap, parrainé par Martell pour les clubs de golf, pourrait être organisé l'an prochain. C'est dire que toutes les ambiguïtés de la loi ne sont pas levées. La circulaire en convient d'ailleurs : c'est au Bureau de vérification de la publicité qu'elle renvoie les professionnels en cas de doute.)

vente exceptionnelle!!
Pensez à vos cadeaux de fin d'année du 15 au 28 octobre sur un stock important de BJOUX remises jusqu'à - 50 %
Francis Javitt
Centre Commercial Maine Montparnasse 88 Bd Montparnasse 75015 Paris
tél. : 45 38 88 52 - Ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h.
1 heure de parking gratuit à tout acheteur.
P A R I S

DROIT SCIENCES ECO.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentrée
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

Ordinateurs
est maintenant en KIOSQUE
CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE
VAX

Le Monde
sur minitel
INFO
BOURSE-SPECTACLES
Plus de 40 services grand public édités par le Monde
3615 TAPEZ LEMONDE